

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Le Président de la Chambre reçu à Paris...

Il faut préparer les parlements nationaux à leur nouvelle mission prévue par le Traité de Lisbonne: c'est l'avis unanime du Président de l'Assemblée Nationale, M. Bernard Accoyer, et du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Le premier déplacement du nouveau Président de la Chambre à l'étranger l'a mené, le 21 septembre, vers son homologue à l'Assemblée Nationale à Paris. Les entretiens n'ont non seulement porté sur le Traité de Lisbonne et l'Europe en général, mais également sur les deux par-

lements. C'est ainsi que le Président de la Chambre a eu l'occasion de s'informer sur la réforme de l'Assemblée Nationale.



M. Bernard Accoyer accueille M. Laurent Mosar.

...et à Bruxelles

«Les relations entre la Chambre des Députés, d'un côté, et la Chambre des Représentants et le Sénat belges, de l'autre, sont excellentes et pourront être approfondies au sein du Parlement Benelux.» Tel a été le message principal suite aux entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eus à Bruxelles.



Le Président de la Chambre des Députés signe le Livre d'or de la Chambre des Représentants. À ses côtés, son homologue belge, M. Patrick Dewael.

Sa deuxième visite de travail à l'étranger a effectivement conduit le nouveau Président de la Chambre des Députés dans la capitale belge. Il a été reçu à la Chambre des Représentants par son homologue Patrick Dewael et s'est ensuite rendu au Sénat pour un entretien avec le Président Armand De Decker qui était accompagné par M. Bart Tommelein, Sénateur et Président en fonction du Parlement Benelux.

Lors des deux entrevues, le Président Laurent Mosar a d'abord eu un échange de vues sur les

missions réservées à l'avenir aux parlements nationaux dans le cadre du Traité de Lisbonne. Les Présidents ont notamment échangé à ce sujet leurs bonnes expériences en matière de

contrôle de subsidiarité et de proportionnalité.

Le Président de la Chambre des Députés a abordé par ailleurs le dossier compliqué de la fiscalité d'épargne et a défendu encore une fois auprès de ses collègues le système de la retenue à la source appliqué à Luxembourg et en Autriche.

La coopération parlementaire au sein du Parlement Benelux fut un autre sujet important à l'ordre du jour des entretiens à la Chambre des Représentants et au Sénat.

Il fut ainsi retenu de continuer ardemment la concertation sur les sujets d'intérêt commun. En vue d'afficher cette volonté de coopération, le Président de la Chambre et ses interlocuteurs belges ont évoqué l'idée d'organiser ensemble avec les collègues néerlandais une «réunion Benelux des présidents de parlement».

Le Premier Ministre serbe en visite au Luxembourg

Les relations bilatérales entre la Serbie et le Luxembourg ont figuré au centre de l'entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar avec le Premier Ministre de la République de Serbie, M. Mirko Cvetković qui était en visite à Luxembourg le 23 octobre 2009. Les deux interlocuteurs ont soutenu l'idée d'un approfondissement des

contacts entre les parlements des deux pays.

MM. Mosar et Cvetković ont également discuté sur un développement des relations commerciales et la mise en place d'un programme d'échange s'adressant à des étudiants.

La Serbie envisage de déposer bientôt une demande en vue de

son adhésion à l'Union européenne. Après son entretien avec le Président de la Chambre, le Premier Ministre serbe a eu une entrevue avec la Commission des Affaires étrangères. La visite de la délégation de Belgrade a représenté une opportunité pour prendre contact avec les représentants d'un des premiers pays membres de l'Union.



Les membres de la délégation serbe et de la Commission des Affaires étrangères.

1 ^{re} séance	mardi	13 octobre 2009
2 ^e séance	mercredi	14 octobre 2009
3 ^e séance	mardi	27 octobre 2009

Des experts s'expriment sur la révision de la Constitution

La Constitution luxembourgeoise date de 1868 et elle n'est plus adaptée à la pratique moderne. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle travaille sur une proposition de révision. Dans le cadre de ses travaux, elle a rencontré, le 14 octobre, une délégation d'experts de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe.

Les experts ont abordé aussi bien des questions d'ordre institutionnel que des aspects concernant les droits fondamentaux des citoyens. L'échange de vues avec les membres de la Commission des Institutions a notamment porté sur le rôle du Grand-Duc. Les députés luxembourgeois ont confirmé que la proposition de révision est basée sur un compromis politique.

Les représentants de la Commission de Venise ont salué l'initiative de la Commission parlementaire de demander leur avis: «Rarement des anciennes démocraties nous consultent.» Ils apprécient le fait que la Constitution soit modernisée et ont formulé certaines réserves. Ainsi, les limitations aux droits fondamentaux seraient formulées de manière plus restrictive que par exemple dans la Convention

européenne des Droits de l'Homme. Les députés sont d'accord pour revoir ces formulations.

Les membres de la délégation du Conseil de l'Europe ont encore émis des réserves quant au fait que l'article 120 de la proposition de révision prévoit que cinq magistrats de la Cour constitutionnelle seraient nommés par le Gouvernement. La commission se voit sollicitée pour traiter cette question lors de ses futures réunions.

La Commission de Venise du Conseil de l'Europe fournit, sur demande, des analyses et commentaires aux parlements des pays membres du Conseil de l'Europe qui modifient leur constitution. Son avis définitif à l'adresse de la Chambre est attendu avant la fin de l'année.

La réforme de la Constitution constitue un des principaux dossiers de la nouvelle législature. La Constitution actuellement en vigueur se base sur le texte de 1868. Elle a été modifiée plus de 30 fois depuis cette date. La dernière révision ponctuelle date du 12 mars 2009 où la Chambre avait décidé de biffer le droit de sanction des lois du Grand-Duc.



Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ont rencontré une délégation d'experts de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe.

DANS CE NUMÉRO

Discours d'ouverture du Président	p. 3
Problèmes et perspectives du secteur agricole	p. 11
Emploi des jeunes	p. 35
Sommaire des séances publiques N°s 1-3	p. 52
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

L'avenir de l'agriculture vu par les jeunes exploitants

Les jeunes agriculteurs sont contre les quotas laitiers



Une délégation de jeunes agriculteurs reçue par les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

L'avenir du secteur agricole et les problèmes économiques rencontrés par les fermiers laitiers constituent actuellement des sujets de discussion aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. La Commission de l'Agriculture a reçu le 23 octobre une délégation de jeunes agriculteurs pour un échange de vues.

«Les quotas laitiers ne contribuent pas à réguler le marché.» Les jeunes agriculteurs ont été clairs à ce sujet et ont demandé l'abolition complète du système des quotas. «Il est inconcevable que de jeunes fermiers doivent payer des sommes importantes aux propriétaires des quotas, juste pour avoir le droit de travailler.», ont-ils ajouté.

Interrogée sur les perspectives d'avenir, la délégation de l'association «Lëtzebuurger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer» a notamment demandé une formation de base plus poussée, de la formation continue et des conseils professionnels pour les exploitants agricoles. L'association se demande pourquoi le système scolaire ne permet pas de préparer un brevet de maîtrise dans le domaine de l'agriculture et de la viticulture.

Les «Jongbaueren a Jongwënzer» critiquent avec fermeté que les jeunes soient souvent laissés seuls avec leurs problèmes économiques. Lorsqu'ils s'installent, ils sont criblés de dettes parce qu'ils doivent reprendre des terres et du matériel. Il leur faut

en plus des conseils de gestion, par exemple quand ils veulent diversifier ou agrandir leur exploitation. Les jeunes aimeraient également voir l'ouverture d'un «guichet unique» qui leur permettrait de déposer toutes leurs demandes à un seul endroit.

La Commission de l'Agriculture a suivi avec intérêt l'exposé des jeunes agriculteurs et viticulteurs. Les députés pour leur part ont aussi insisté sur le rôle des agriculteurs dans la protection de la nature et du développement durable. La commission parlementaire s'est proposée de réexaminer les questions concernant la formation, les problèmes économiques et les difficultés administratives avec les administrations ou organismes concernés.

Les préoccupations de l'artisanat

Crise, budget & simplification administrative



Le Président de la Chambre a eu un échange de vues avec les représentants de la Fédération des Artisans.

Les incidences de la crise économique sur les différentes branches de l'artisanat luxembourgeois ont figuré à l'ordre du jour d'une réunion de travail entre le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et une délégation de la Fédération des Artisans en date du 23 octobre 2009.

«La Chambre des Députés est intéressée à pouvoir bénéficier au stade le plus précoce possible des observations des organisations

professionnelles et syndicales. Ceci est d'autant plus important dans le cadre de l'analyse des dossiers européens relevant d'une importance particulière pour le Luxembourg.» Telle fut l'une des propositions avancées par le Président de la Chambre des Députés en rapport avec le traitement futur des dossiers européens au sein de la Chambre des Députés.

Les deux parties ont convenu par ailleurs de poursuivre également à l'avenir les échanges de

vues fructueux entre la délégation luxembourgeoise du Comité économique et social de la Grande Région et la délégation de la Chambre des Députés auprès du Conseil interparlementaire de la Grande Région, le tout dans le souci d'utiliser au mieux les potentialités offertes par la Grande Région.

La simplification administrative et le budget de l'État furent d'autres sujets abordés par les interlocuteurs.

La société civile a la parole

Hearing public sur le changement climatique

Comment le Grand-Duché de Luxembourg peut-il contribuer aux efforts internationaux destinés à limiter l'augmentation de la température globale? Différents acteurs de la société civile ont été invités par la Commission du Développement durable à prendre position face aux multiples aspects de la thématique au cours d'un hearing public qui s'est tenu le 21 octobre à la Chambre des Députés.

La matinée était réservée aux ONG environnementales et de développement qui ont souligné l'urgence de la question et décrit les conséquences néfastes d'un manque de courage dans les décisions qui s'imposent. La commission a également écouté l'in-

tervention d'un membre du panel 180° au sein duquel 20 personnes essaient depuis un an de se faire une idée concrète des impacts environnementaux, humains et économiques du réchauffement planétaire.

Au cours de l'après-midi, les parlementaires ont reçu le Syndicat des villes et communes (SYVICOL) et le Klimabündnis Lëtzebuerg qui ont parlé de la contribution que même les petites entités locales peuvent apporter pour limiter l'ampleur du changement climatique. Finalement, pour clôturer la journée, la commission s'est intéressée aux prises de position des différentes chambres professionnelles.



Les représentants de la société civile.

Le Président à la REEL 2009

Laurent Mosar à l'écoute des étudiants

«Il est important à mes yeux de garder le contact avec les jeunes. La Chambre est ouverte à la jeunesse.» Tel a été le message principal du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son discours devant les étudiants présents à la REEL. A l'occasion du 25^e anniversaire de la REEL (Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois), environ 200 étudiants et 40 anciens étudiants s'étaient réunis à Karlsruhe, ville où la réunion des étudiants est née il y a un quart de siècle.

Les étudiants pour leur part veulent rester en contact étroit avec la Chambre et plaident pour une collaboration plus active avec le Parlement. La table-ronde de

la REEL 2009 a eu comme sujet «Les acquisitions d'un esprit critique depuis 25 ans».

M. Mosar s'était rendu à cet événement afin d'écouter personnellement les doléances des étudiants. Il a insisté sur le fait que dans le futur, la Chambre des Députés misera davantage sur les nouvelles technologies de la communication et développera encore plus son site Internet afin de faciliter les échanges entre les citoyens et les députés.

En ce qui concerne le dialogue avec les jeunes, le Président a invité les membres de l'ACEL à une visite du Parlement et à un échange de vues avec les députés.



De Chamberspresident geet bei d'Schüler



Besuch an der Nelly-Stein-Schoul zu Schëffleng.

Et war méi e spezielle Schoul-dag, dëse 6. Oktober, fir d'Kanner aus der Nelly-Stein-Schoul vu Schëffleng. Si krute Besuch vum Chamberspresident Laurent Mosar a vu véier Deputéierten aus der parlamentarescher Chamberskommissioun vun der Éducatioun, der Mme Nancy Arendt an den Häre Claude Adam, Fernand Diederich a Fernand Kartheiser.

D'Nelly-Stein-Schoul ass eng vun deene fënnf Schoulen, déi zanter dem Schouljoer 2008-2009 um Projet «écoles en mouvement» deelhuefen. Dat heescht, datt déi Schoule schonn Elementer vun der Schoulreform an d'Praxis ëmgesat hunn, éiert

d'Reform duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 generaliséiert ginn ass.

An där Schoul zu Schëffleng gëtt also schonn zanter 2008 op Basis vu Kompetenzsockele geschafft, déi fir déi véier Cyclen opgestallt goufen. An dovunner wollten sech d'Deputéiert méi genee e Bild maachen.

„D'Schüler si vill méi motivéiert duerch den neie System. Et geet net méi einfach drëm, eng gutt Nummer ze kréien. Schüler, déi net esou gutt weiderkommen, ginn net duerch schlecht Punkten demotivéiert. An déi Schüler, déi keng grouss Problemer hunn, mussen awer och selwer analy-

séieren, wou hir Stärkten a Schwächte leien.“ Dat waren am Résumé d'Reaktiounen vum Léierpersonal am Gespréich mat den Deputéierten.

Eng ganz Rei Schüler hu mat Begeescherung den Deputéierte bei der Visite hire „Portfolio“ gewisen, wou hir perséinlech Aarbechte gesammelt ginn. Op déi Manéier ginn hir Fortschreitter dokumentéiert.

De Chamberspresident war ganz zefridde mat der Visite an der Nelly-Stein-Schoul. Hie war virun allem beandrockt fir ze gesinn, wéi motivéiert d'Léierpersonal, grad esou wéi d'Schüler sinn.

Ministre du Cap-Vert en visite à la Chambre

Le Luxembourg continuera à contribuer au développement du Cap-Vert. Lors de la visite du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Cap Vert, M. José Brito, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a salué la politique de coopération du Gouvernement luxembourgeois au Cap-Vert.

La Coopération entre le Luxembourg et le Cap-Vert a débuté à la fin des années 1980. Un deuxième programme de coopération fut entamé en 2006. Il s'élève à 45 millions d'euros. Il est centré sur trois îles et se déroule prioritairement dans les secteurs de l'éducation, de la

santé, de l'eau et de son assainissement, ainsi que de l'aide alimentaire. Il prévoit entre autres des projets d'alphabétisation, de formation en hôtellerie et tourisme, un appui à la formation professionnelle, la construction de routes ou l'amélioration de la couverture sanitaire. Le programme viendra à expiration en 2010.

La moitié de la population capverdienne vit en dehors de l'archipel. Plusieurs milliers de personnes se sont installées au Luxembourg où elles constituent 1% de la population.

Une visite d'une délégation de la Chambre à l'archipel du Cap-Vert est prévue pour 2010.



Entrevue du Président de la Chambre avec M. José Brito.

Les droits des citoyens en Europe



Les députés MM. Fernand Boden, Ben Fayot (1^{re} rangée), Félix Braz et Eugène Berger (2^e rangée) avaient participé à la XLII^e COSAC à Stockholm.

La Commission européenne propose, pour les cinq années à venir, un programme dit «de Stockholm» traitant entre autres de la coopération des polices et des douanes, des questions d'asile et de migrations, de la politique des visas et de droits des citoyens. La Chambre des Députés compte participer au débat sur ce paquet englobant des sujets intéressant directement les citoyens, tels que la protection des données, la sécurité intérieure et la politique d'immigration.

À cet effet a eu lieu une réunion conjointe de trois commissions parlementaires, avec la participation de deux députés européens et du Ministre de la Justice François Biltgen.

En Europe, les questions de justice et affaires intérieures ont jusqu'ici surtout été traitées au niveau intergouvernemental, entre ministres. Au cas où le traité de Lisbonne devrait entrer en vi-

gueur, le Parlement européen et les tribunaux auraient un rôle accru à jouer. Le Parlement européen propose déjà de réunir les membres de ses commissions parlementaires et ceux des commissions des parlements nationaux pour discuter du programme de Stockholm traitant de toutes ces questions d'asile, de sécurité intérieure, de protection des données et autres. Ainsi, la Chambre des Députés va déléguer, les 16 et 17 novembre prochains, trois membres de la majorité et trois membres de l'opposition aux réunions en commission au Parlement européen.

Une décision des membres de la Commission des Affaires étrangères concerne encore la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie: le mandat de deux membres de la police grand-ducale est prolongé jusqu'au 14 septembre 2010, date de fin de mandat de la mission EUMM Georgia.

Assemblée parlementaire de l'OSCE à Athènes Sécurité énergétique et environnement



(de gauche à droite) Mme Lydia Mutsch, M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter.

L'assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) a tenu sa réunion d'automne du 9 au 12 octobre 2009 à Athènes, à quelques semaines du Conseil ministériel de l'OSCE. Le double défi d'assurer l'approvisionnement en énergie et de lutter contre les effets du changement climatique était au centre des discussions de la conférence placée sous le thème «Sécurité énergétique et environnement». La Chambre des Députés était représentée par sa Vice-

Présidente, Mme Lydia Mutsch, et les députés, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger.

Le lien entre la sécurité énergétique et la protection de l'environnement à l'échelle mondiale a été souligné par le Président du Parlement grec Dimitris Sioufas, la sécurité énergétique étant une condition pour le développement et la prospérité des pays et la protection de l'environnement étant nécessaire pour garantir la pérennité et une certaine qualité de vie aux peuples partout dans le monde. Les deux sujets ont ac-

quis une haute priorité internationale.

La coopération régionale en matière d'énergie ainsi que la nécessité de développer les énergies renouvelables et de réduire la consommation d'énergie ont été débattus par les délégués de 56 pays, dont des grands producteurs d'énergie comme la Russie et le Kazakhstan, des pays consommateurs et des pays de transition d'importants pipelines et gazoducs.

La responsabilité des parlementaires pour la préparation de la Conférence climatique de Copenhague en décembre 2009 a été évoquée par la Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Mme Pia Christmas-Møller qui a lancé un chaud appel à tous les délégués d'influencer l'opinion publique et la politique des gouvernements en ce sens pour permettre d'arriver à des buts concrets à Copenhague.

Il a été constaté par le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. João Soares dans ses conclusions que l'OSCE est dans son rôle de mettre en garde devant les conséquences du changement climatique. La sécurité des États est en cause si l'accès à l'énergie ou à des ressources comme l'eau propre n'est pas garanti. La diversification des sources d'énergie et des voies de transport de l'énergie est de mise et contribue à une politique de durabilité.

Visite du Président de la Fédération du Commerce thaïlandaise

Exporter davantage vers le Luxembourg



Accueil de la délégation thaïlandaise par M. Alex Bodry.

La Thaïlande souhaite exporter davantage vers le Luxembourg et le marché européen. Le message du Président de la Fédération du Commerce thaïlandaise, Kiat Sitttheeamorn est sans ambiguïté. Lors de son entrevue avec le Président de la Commission parle-

mentaire de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Alex Bodry, le représentant thaïlandais a mis l'accent sur les potentialités de développement qu'il voit pour son pays.

M. Sitttheeamorn a regretté que l'Union européenne dresse

des barrières à l'importation de produits alimentaires d'origine asiatique.

M. Sitttheeamorn a encore souhaité avoir des précisions sur la situation du secteur bancaire luxembourgeois, un an après l'éclatement de la crise économique et financière. Les deux interlocuteurs ont ensuite eu un bref échange de vues sur les manières de régler des conflits politiques et sociaux. En Thaïlande de telles situations s'expriment régulièrement et de manière violente dans la rue, alors que le Luxembourg est réputé être un pays de grande stabilité sociale.

Les relations diplomatiques entre la Thaïlande et le Luxembourg existent depuis 50 ans. La visite au Luxembourg de M. Kiat Sitttheeamorn à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires s'inscrit dans la célébration de cet événement.

L'administration comme accompagnateur de l'évolution institutionnelle

Se tenir informé sur les évolutions dans les parlements francophones



L'Association des Secrétaires généraux de la Francophonie réunie à Luxembourg.

Le fonctionnement de l'institution parlementaire dépend largement de l'organisation de son administration (secrétariat général, greffe). Au fur et à mesure que les parlements évoluent, les administrations suivent. La Chambre des Députés fait partie de réseaux qui lui permettent de se tenir informée sur les évolutions dans les autres institutions parlementaires.

Après avoir débuté leurs travaux au Parlement de la Communauté française de Belgique, les secrétaires généraux de 22 parlements francophones se sont réunis à la Chambre des Députés le 11 septembre 2009. Ils font partie de l'Association des Secrétaires généraux de la Francophonie qui met en réseau les chefs administratifs parlementaires is-

sus de quatre continents (Afrique, Amérique, Asie et Europe). Un des buts de l'association est donc, entre autres, un échange d'informations et d'expériences permettant à ses membres de mieux organiser leur administration. À l'ordre du jour de leur réunion ont figuré des rapports sur différentes évolutions institutionnelles, notamment en France et au Québec, ainsi que des points concernant la vie interne de l'association.

L'assemblée de cette année s'est notamment penchée sur

- la révision de la Constitution française et son incidence sur les pouvoirs et le fonctionnement du Parlement,

- la réforme de l'examen des textes en séance publique à l'Assemblée Nationale,

- la réforme parlementaire comme moyen permettant de redonner confiance dans la politique aux citoyens,

- le soutien aux députés suite à des élections générales avec une description de l'expérience récente acquise par l'Assemblée Nationale du Québec.

La Présidence de l'ASGPF est assurée par M. François Côté, Secrétaire général du Parlement du Québec, les postes de vice-présidents par des représentants du Sénégal, du Canada et de la France, alors que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesen, détient la charge de secrétaire-trésorier de l'ASGPF.

VARIA

Dépôt du budget 2010



À la suite du dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances en date du 30 septembre dernier, le président de la Commission des Finances et du Budget, M. Michel Wolter (à droite) avait remis le projet de budget pour l'exercice 2010 au rapporteur, M. Lucien Thiel (CSV) qui assumait déjà cette fonction pour le budget 2007.

Assermentation de nouveaux fonctionnaires



Le Greffe de la Chambre des Députés compte trois nouveaux fonctionnaires. Le 24 septembre, Mme Carole Closener, nommée aux fonctions d'attaché, et Mmes Barbara Di Pillo et Pascale Ridelle, nommées aux fonctions de rédacteur, ont été assermentées par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesen. La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, et des chefs de service respectifs, M. Martin Bisenius, Mme Ginette Biasini et Mme Sonja Benasutti.



Chamber TV



































































och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

WWW.chd.lu

Composition de la nouvelle Chambre des Députés

Gouvernement

 Scheuer Ben LSAP	 Haagen Claude LSAP		 Kaes Ali CSV	 Weber Robert CSV
 Diederich Fernand LSAP	 Angel Marc LSAP		 Meyers Paul-Henri CSV	 Lies Marc CSV
 Negri Roger LSAP	 Fayot Ben LSAP		 Frank Marie-Josée CSV	 Eischen Félix CSV
 Dall'Agnol Claudia LSAP	 Lux Lucien LSAP		 Weiler Lucien CSV	 Weydert Raymond CSV
 Spautz Vera LSAP	 Body Alex LSAP		 Clement Lucien CSV	 Andrich-Duval Sylvie CSV
 Err Lydie LSAP	 Mutsch Lydia LSAP		 Spautz Marc CSV	 Schaaf Jean-Paul CSV
 Hoffmann André déli Lénk	 Klein Jean-Pierre LSAP		 Schiltz Jean-Louis CSV	 Mergen Martine CSV
 Berger Eugène DP	 Polfer Lydie DP		 Thiel Lucien CSV	 Oberweis Marcel CSV
 Helminger Paul DP	 Egen Fernand DP		 Wolter Michel CSV	 Roth Gilles CSV
 Brasseur Anne DP	 Bettel Xavier DP		 Haupt Norbert CSV	 Majerus Mill CSV
 Bauler André DP	 Meisch Claude DP		 Boden Fernand CSV	 Eicher Emile CSV
 Braz Félix grèng	 Wagner Carlo DP		 Arendt Nancy CSV	 Gloden Léon CSV
 Adam Claude grèng	 Bausch François grèng		 Doerner Christine CSV	
 Kox Henri grèng	 Loschetter Viviane grèng		 Gibéryen Gast adr-	 Colomera Jean adr-
 Gira Camille grèng	 Huss Jean grèng		 Henckes Jacques-Yves adr-	 Kartheiser Fernand adr-

Présidence

 Benoit Reiter Secrétaire général adjoint	 Barra Isabelle Secrétaire générale adjointe	 Mosar Laurent Président	 Frieisen Claude Secrétaire général
--	---	--	--



Composition des Commissions réglementaires et permanentes (13.10.2009)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth, Lucien Thiel

LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri

DP André Bauler, Carlo Wagner

déi gréng Camille Gira

ADR Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV Jean-Louis Schiltz

LSAP Lucien Lux

DP Xavier Bettel

déi gréng François Bausch

Commission des Pétitions

CSV Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Mill Majerus

LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich

DP André Bauler, Eugène Berger

déi gréng Camille Gira

déi Lénk André Hoffmann

Commission du Règlement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Jean-Louis Schiltz

LSAP Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri

DP Xavier Bettel, Lydie Polfer

déi gréng François Bausch

ADR Gast Gibéryen

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et Immigration), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Hauptert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Jean-Louis Schiltz (pour le volet Défense), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères, Coopération et Immigration)

LSAP Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le volet

Défense), Ben Fayot, Lydia Mutsch (pour le volet Défense)

DP Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et Immigration)

déi gréng Félix Braz

ADR Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Ali Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert

LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein

DP Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger

déi gréng Camille Gira

ADR Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert

LSAP Claude Haagen, Roger Negri, Ben Scheuer

DP Fernand Etgen, Carlo Wagner

déi gréng Henri Kox

ADR Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV Nancy Arendt épouse Kemp, Lucien Clement, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz

LSAP Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer

DP André Bauler, Eugène Berger

déi gréng Henri Kox

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel, Robert Weber, Michel Wolter

LSAP Claude Haagen, Lucien Lux, Lydie Mutsch

DP Anne Brasseur, Fernand Etgen

déi gréng Félix Braz

ADR Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV Marie-Josée Frank, Mill Majerus, Martine Mergen, Marcel Oberweis, Marc Spautz

LSAP Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer

DP Anne Brasseur, Lydie Polfer

déi gréng Claude Adam

ADR Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz

LSAP Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydie Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)

DP Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)

déi gréng François Bausch (pour les volets Transports et Travaux publics), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire)

déi Lénk André Hoffmann

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber

LSAP Alex Bodry, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydia Mutsch

DP André Bauler, Claude Meisch

déi gréng Henri Kox

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand

Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Mill Majerus, Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf

LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)

DP André Bauler, Eugène Berger

déi gréng Claude Adam

ADR Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

CSV Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Norbert Hauptert, Marcel Oberweis, Lucien Thiel

LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen

DP Eugène Berger, Anne Brasseur

déi gréng Claude Adam

ADR Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf

LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)

DP Eugène Berger, Claude Meisch

déi gréng Viviane Loschetter

ADR Jean Colombera, Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV Fernand Boden, Norbert Hauptert, Gilles Roth, Lucien Thiel, Michel Wolter

LSAP Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri

DP Xavier Bettel, Claude Meisch

déi gréng François Bausch

ADR Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers

LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein

DP André Bauler, Fernand Etgen

déi gréng Claude Adam

ADR Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Lucien Weiler, Raymond Weydert

LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein

DP Anne Brasseur, Lydie Polfer

déi gréng Félix Braz

déi Lénk André Hoffmann

Commission juridique

CSV Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler

LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein

DP Xavier Bettel, Lydie Polfer

déi gréng Félix Braz

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Logement

CSV Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis

LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz

DP André Bauler, Eugène Berger

déi gréng Henri Kox

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz

LSAP Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), Lydia Mutsch

DP Eugène Berger, Carlo Wagner

déi gréng Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Jean Huss (pour le volet Santé)

ADR Jean Colombera (pour le volet Santé)

déi Lénk André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV Léon Gloden, Ali Kaes, Martine Mergen, Marc Spautz, Lucien Weiler

LSAP Lucien Lux, Roger Negri, Vera Spautz

DP André Bauler, Fernand Etgen

déi gréng Viviane Loschetter

déi Lénk André Hoffmann

Nom en gras: Président

Nom souligné: Vice-Président



Assemblées parlementaires internationales (13.10.2009)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydie Err (LSAP)
Norbert Hauptert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Jean Huss (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:

Norbert Hauptert (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Fernand Boden (CSV)
Jean Huss (déi gréng)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Laurent Mosar (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Michel Wolter (Trésorier international) (CSV)

Lucien Lux (LSAP)

Anne Brasseur (DP)

François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Laurent Mosar (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Membres effectifs:

Raymond Weydert (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:

Gilles Roth (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:

Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Martine Mergen (CSV)
Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Christine Doerner (CSV)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Jean-Louis Schiltz (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:

Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)
Lucien Weiler (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la section luxembourgeoise (CSV)

Michel Wolter (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Lucien Clement (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
François Bausch (déi gréng)
Lucien Lux (LSAP)
Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Fernand Boden (CSV)
Ben Fayot (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Félix Braz (déi gréng)

Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Roger Negri (LSAP)
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)
André Hoffmann (déi Lénk)

Membres suppléants:

Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Raymond Weydert (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Laurent Mosar (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)

Membres effectifs:

Emile Eicher (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Mill Majerus (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Paul Helminger (DP)
Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:

Marie-Josée Frank (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Robert Weber (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Vera Spautz (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
André Bauler (DP)
Henri Kox (déi gréng)

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)

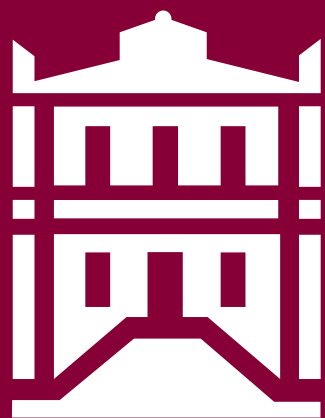
LSAP - Lëtzebuurger Sozial Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng - les verts

ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei / Parti Démocrate Réformateur

déi Lénk - la Gauche



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

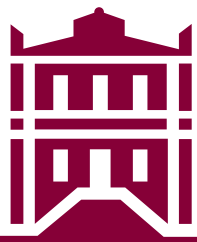
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

- Clôture de la 2^e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Composition des organes de la Chambre des Députés
 - Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général
 - Composition des commissions parlementaires
 - Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés
 - M. le Président
 - Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
 - M. le Président, M. Ben Fayot, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Discours de M. le Président
 - M. le Président
 - Ordre du jour
 - M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz, M. François Bausch, M. Lucien Lux, M. Xavier Bettel
 - Vote (proposition Gibéryen rejetée)
 - Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh
 - Exposé: M. Lucien Lux
 - Débat: M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - 5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007 et
 - 5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007
 - Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
 - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.
- (Début de la séance publique à 15.03 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op, an ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert.

1. Clôture de la 2^e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, duerch groussherzogleche Beschloss vum 21. September huet de Grand-Duc mech gebieden, well en dat fir richteg fonnt huet, d'Sessioun, déi extraordinär vun der Chamber vum Joer 2009, zouzemaachen, an déi normal Sessioun fir d'Joren 2009 an 2010 opzemaachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun, an d'Sessioun ass domadder op.

ler mer zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer fir d'éischt déi administrativ Ugeleeënheeten.

2. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vum Bu-

reau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob mer d'Zesummesetzung vum Chambersbureau, esou wéi mer se decidéiert haten, bäibehalen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber och domadder averstanen, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2009-2010 ze erneieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2009-2010 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 28. Juli 2009 agesat gouf, dat heescht: ech selwer als President; als Vizepresidenten d'Madame Lydia Mutsch, d'Madame Lydie Polfer, den Här Michel Wolter; als Memberen den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement an den Här Alex Bodry. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Sou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass een Ännerungsvorschlag säitens der LSAP-Fraktioun agaangen, wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ubelaangt: D'Madame Lydia Mutsch géif do d'Madame Lydie Err fir de Volet Défense ersetzen.

(Brouhaha)

Gëtt et dozou nach iergendwellech Ännerungsvorschläg? Wann dat net de Fall ass, da géif ech d'Chamber froen, ob se mat dësem Ännerungsvorschlag averstanen ass.

(Assentiment)

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht. (cf. pages introductives au début de ce compte rendu).

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun den Delegationen bei den internationale parlamentaresche Versammlungen ubelaangt, sinn zwee Ännerungsvorschläg säitens der Presidentekonferenz agaangen.

Wat d'Zesummesetzung vun der Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC) ugeet, géif d'Sensibilité politique ADR ee Posten als effektive Member kréien, dee vum Här Gast Gibéryen besat gëtt. Am Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux géif d'Sensibilité politique déi Lénk duerch den Här André Hoffmann als effektive Member vertruede ginn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvorschläg averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Gëtt et nach iergendwellech Ännerungsvorschläg?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu).

3. Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés

A senger Réunioun vum 6. Oktober huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, enger Rei vu fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzeerkennen. Dëst sinn: den Här John Castegnaro, d'Madame Colette Flesch, den Här Marcel Glesener, den Här Aly Jaerling, den Här Jean-Pierre Koepf, den Här Robert Mehlen, den Här Marcel Sauber, den Här Jos Scheuer, den Här Roland Schreiner an den Här Fred Sunnen.

Ass d'Chamber mat deem Vorschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Deenen neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun enger Rei vu Propositions de loi a Verfassungsofännerungen, déi duerch eng Émännerung vun den Artikelen 56 bis 66 vun eisem Reglement virgesi sinn. 86 Propositions de loi, 13 Propositions de révision de la Constitution an zéng Projets de révision de la Constitution sollen op Vorschlag vun de Kommissiounen vum Rôle gestrach ginn. D'Lëscht ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

Ass d'Chamber mat dëse Retraiten averstanen?

Den Här Ben Fayot freet d'Wuert.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, ech wollt dëse mémorabelen Abléck net erlaanschtgoe loossen, ouni e Commentaire dozou ze maachen.

86 Propositions de loi, 86 Aarbechte vun eenzelnen Deputéierten, dat ass net näischt, wann déi an der Versenkung verschwannen. Dir wësst, dass d'Initiative parlementaire vum eenzelnen Deputéierten eng wichteg Komponent ass vun der Aarbecht vun engem Parlament. An déi Aarbecht ass vun deene verschiddene Regierungen an der Vergaangenheet net ëmmer esou gewürdegt ginn, wéi dat de Fall misst sinn. Mir hu jo duerfir eng Reglementsännerung gemaach, déi dat soll an Zukunft évitieren. Dat heescht, dass mer no sechs Méint spëtstens iwwert d'Opportunitéit vun enger Proposition de loi vun engem Deputéierten ons sollen ausschwätzen an decidieren, ob se weider an der legislativer Prozedur geet oder ob se da verschwënnt.

Ech wëll just ee Beispill soen, wat mech eigentlech schockéiert huet. Ech hunn 2005 eng Proposition de loi abruecht, fir d'OPCen am Finanzberäich vum Mikrokredit vum der Taxe d'abonnement ze entbanen, well ech fonnt hunn, dass dee Sec-teur am Finanzberäich vun de Mikrokrediter en Zukunftssektor wär. Ech hu weder e Commentaire oder eng Äntwert vun der Regierung nach natierlech en Avis vun dem Conseil d'État dozou krut. Ech hunn dann awer gemierkt, dass d'Regierung annoncéiert huet, dass se am Budget 2010 d'Taxe d'abonnement fir d'Mikrokrediter wëllt ofschafen.

Ech muss éierlech soen, ech war do e bessen iwwerrascht, wéi ech dat gesinn hunn. Just dat als Beispill, fir ze soen, dass ech géif wënschen, dass an Zukunft d'Regierung an och de Conseil d'État d'Initiative parlementaire vun den Deputéierte méi géife respektieren.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ben Fayot.

Ass d'Chamber mat dëse Retraiten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an d'Lëschte ginn am Compte rendu veröffentlecht.

Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés

1) 3407 Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État

Dépôt: M. Jean Huss, le 31.05.1990

2) 3512 Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 20.03.1991

3) 3577 Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Dépôt: M. Henri Grethen, le 03.12.1991

4) 3679 Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 12.10.1992

5) 3836 Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant



l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales

Dépôt: M. Henri Grethen, le 07.09.1993

6) 3840 Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.09.1993

7) 3878 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Dépôt: M. Emile Calmes, le 22.02.1994

8) 4169 Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds

Dépôt: M. Lucien Lux, le 11.06.1996

9) 4220 Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit

Dépôt: M. Laurent Mosar, le 16.10.1996

10) 4253 Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la «Fondation Janis Joplin»

Dépôt: M. Robert Garcia, le 05.12.1996

11) 4254 Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg

Dépôt: M. Robert Garcia, le 05.12.1996

12) 4255 Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre

Dépôt: M. François Bausch, le 10.12.1996

13) 4262 Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites

Dépôt: M. François Bausch, le 08.01.1997

14) 4270 Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 27.01.1997

15) 4298 Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la «Minett»

Dépôt: M. Robert Garcia, le 29.04.1997

16) 4299 Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal

Dépôt: Mme Ferny Nicklaus-Faber, le 30.04.1997

17) 4354 Proposition de loi portant subventionnement de la mise en œuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit

Dépôt: M. François Bausch, le 22.09.1997

18) 4355 Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 25.09.1997

19) 4360 Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 13.10.1997

20) 4401 Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 26.01.1998

21) 4434 Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 06.05.1998

22) 4550 Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel

Dépôt: M. Willy Bourg, le 15.03.1999

23) 4551 Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux

Dépôt: M. François Biltgen, le 16.03.1999

24) 4564 Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole

Dépôt: M. Jos Scheuer, le 28.04.1999

25) 4567 Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 29.04.1999

26) 4580 Proposition de loi - concernant l'application aux agents CFL de l'article 4.a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État - concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 21.05.1999

27) 4591 Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)

Dépôt: M. François Bausch, le 04.11.1999

28) 4642 Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie

Dépôt: M. Alex Bodry, le 14.03.2000

29) 4647 Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

Dépôt: M. Jeannot Krecké, M. Lucien Lux, le 16.03.2000

30) 4680 Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur

Dépôt: M. Robert Garcia, le 27.06.2000

31) 4693 Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié

Dépôt: M. Ben Fayot, le 12.10.2000

32) 4711 Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 21.07.2000

33) 4745 Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 21.12.2000

34) 4747 Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 04.01.2001

35) 4792 Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)

Dépôt: M. Ben Fayot, le 02.05.2001

36) 4793 Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

Dépôt: M. François Bausch, le 02.05.2001

37) 4810 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 18.06.2001

38) 4823 Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: M. Robert Garcia, le 11.07.2001

39) 4854 Proposition de loi

1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et

2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la «Rocade de Bonnevoie» à Luxembourg

Dépôt: M. Robert Garcia, le 10.10.2001

40) 4864 Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière

Dépôt: M. François Bausch, le 13.11.2001

41) 4865 Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique

Dépôt: M. Marco Schank, le 14.11.2001

42) 4873 Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant

a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;

b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;

c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;

d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 29.11.2001

43) 4888 Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 13.12.2001

44) 4974 Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé «Institut national de Santé Environnementale»

Dépôt: M. Jean Huss, le 18.06.2002

45) 4996 Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, le 17.07.2002

46) 5005 Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Dépôt: M. Gusty Graas, le 08.08.2002

47) 5013 Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition

Dépôt: M. Ben Fayot, le 19.08.2002

48) 5020 Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 28.08.2002

49) 5036 Proposition de loi

1. relative à la politique nationale de développement durable,

2. portant création d'un établissement public nommé «Institut national du développement durable»,

3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social

Dépôt: M. Robert Garcia, M. Camille Gira, le 15.10.2002

50) 5062 Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé

Dépôt: M. Jean Colombera, le 03.12.2002

51) 5075 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 18.12.2002

52) 5086 Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Jean-Pierre Klein, le 28.01.2003

53) 5093 Proposition de loi

1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,

2. portant création d'un établissement public nommé «Institut national du Tourisme»,

3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme

Dépôt: M. Robert Garcia, le 30.01.2003

54) 5168 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement

Dépôt: M. Alex Bodry, le 17.06.2003

55) 5172 Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 01.07.2003

56) 5185 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension

2. portant création d'un forfait d'éducation

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.07.2003

57) 5186 Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Dépôt: M. Jean Colombera, le 23.07.2003

58) 5252 Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: Mme Dagmar Reuter-Angelsberg, le 27.11.2003

59) 5261 Proposition de loi instituant un service bancaire de base

Dépôt: M. Claude Wiseler, le 17.12.2003

60) 5283 Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.01.2004

61) 5329 Proposition de loi sur les transports publics

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 21.04.2004

62) 5333 Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 27.04.2004

63) 5433 Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

Dépôt: M. Félix Braz, le 19.01.2005

64) 5450 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 11.03.2005

65) 5480 Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs

Dépôt: M. Ben Fayot, le 31.05.2005

66) 5621 Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: M. Ben Fayot, le 18.10.2006

67) 5623 Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux



Dépôt: M. Robert Mehlen, le 24.10.2006

68) 5646 Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 05.12.2006

69) 5668 Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 22.01.2007

70) 5682 Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 13.02.2007

71) 5701 Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dépôt: Mme Lydie Err, le 13.03.2007

72) 5703 Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 14.03.2007

73) 5747 Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Henri Kox, le 11.07.2007

74) 5776 Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 18.09.2007

75) 5783 Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 26.09.2007

76) 5793 Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.10.2007

77) 5794 Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.10.2007

78) 5875 Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1^{er} et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1^{er} août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 22.04.2008

79) 5946 Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière

Dépôt: M. Michel Wolter, le 23.10.2008

80) 5960 Proposition de loi portant - modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: M. Claude Adam, le 26.11.2008

81) 5971 Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Codes des Assurances Sociales

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 09.12.2008

82) 6016 Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: M. Roger Negri, le 18.03.2009

83) 6036 Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Dépôt: M. Alexandre Krieps, le 29.04.2009

84) 6041 Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 07.05.2009

85) 6042 Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 12.05.2009

86) 6044 Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 13.05.2009

Liste des projets et des propositions de révision de la Constitution à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés

1) 3899 Projet de révision de l'article 15 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

2) 3901 Projet de révision de l'article 19 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

3) 3902 Projet de révision de l'article 21 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

4) 3906 Projet de révision de l'article 27 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

5) 3907 Projet de révision des articles 28 et 111 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

6) 3909 Projet de révision de l'article 43 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

7) 3910 Projet de révision de l'article 47 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

8) 3911 Projet de révision de l'article 67 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

9) 3914 Projet de révision de l'article 95 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

10) 4154 Projet de révision de l'article 114 de la Constitution

Dépôt: M. Luc Frieden, Député, le 02.04.1996

11) 4811 Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 18.06.2001

12) 5034 Proposition de révision de l'article 37 de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 10.10.2002

13) 5089 Proposition de révision des articles 72 et 73 de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 29.01.2003

14) 5284 Proposition de révision portant introduction de l'article 26bis de la Constitution et portant modification de l'article 95ter de la Constitution

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.01.2004

15) 5292 Proposition de révision de l'article 11 de la Constitution

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 28.01.2004

16) 5410 Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 01.12.2004

17) 5436 Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution

Dépôt: M. Félix Braz, le 26.01.2005

18) 5546 Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 23.02.2006

19) 5702 Proposition de loi visant à modifier la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 14.03.2007

20) 5755 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 23.08.2007

21) 6025 Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 03.04.2009

22) 6029 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 14.04.2009

23) 6040 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 06.05.2009

Dir Dammen an Dir Hären: den Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Den Här Fayot, Här President, vun deem all Mënsch heibanne weess, dass meng Estime fir hie ganz grouss ass, huet zu Recht mat Satisfaktioun dorop opmierksam gemaach, dass d'Regierung senge Gedankegängen nogaangen ass.

5. Discours de M. le Président

► **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech begrëssen lech ganz häerzlech fir dës éischt Sitzung vun der neier Sessioun.

An deenen nächste Wochen a Méint komme vill Aarbecht an Erausforderungen op eis duer - heiheim an an Europa. Dat verlaangt vill Energie an Asaz, och vu jiddwerengem an dësem Haus.

Am Ufank vun enger neier Legislaturperiode an enger neier Sessioun wëll ech op dëser Plaz en Appel un eis alleguer maachen, als Vollektvertrieeder, déi eng ganz besonnesch Verantwortung droen.

Et ass en Appel un eis Responsabilitéit: eis Responsabilitéit fir d'Land a Krisenzäiten; eis Responsabilitéit, fir d'Aarbecht an dësem Haus no beschem Wëssen a Gewëssen am Interessi vun der Allgemengheet ze maachen, an eis Responsabilitéit als Lëtzebuerger Deputéierten am groussen europäeschen Haus.

D'Finanz- a Wirtschaftskris ass sécher déi sensibelst a komplex Fro, mat där mer zënter Laangem och hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn. Dës Kris ass nach net iwwerstanen - och, wann et plazeweis positiv Zeeche gëtt -, a mir mussen eis alleguerten an deenen nächste Méint op grouss Efforten astellen.

Mir sinn eis eens, datt Lëtzebuerg net vun der Kris verschount gouf a bleift. D'gro Wolleken hunn net bei de Grenze stallgehal, och mir kruten eng kal Dusch. Dat spiert een am ganze Land, um ekonomesche Plang, am Budget, mä et kréien och vill Leit et um eegene Läif ze spieren, well si hir Plaz verluer hunn oder keng Aarbecht fannen oder all Euro zweemol mussen ëmdréien, ier se en ausginn. Dat geet net jiddwerengem esou, mä et gëtt vill Leit, déi am Fall sinn.

Mir musse ganz besonnesch fir dës Leit e grousst Ouer hunn an eis eiser ganz besonnescher sozialer Verantwortung bewusst sinn.

De Budget fir 2010, deen de Finanzminister virun zwou Wochen hei déposéiert huet, gouf vun him selwer als Anti-Krise-Budget bezeechent. Mir wäerte sécherlech nach interessant Debatten erliewen, wa mir de Budget vum Rapporteur am Dezember presentéiert kréien.

Mir sinn alleguerten an der Responsabilitéit. Besonnesch a Krisenzäite gëllt et, zesummen en engem Strang ze zéien, virun allem d'Parlament an d'Regierung, ouni awer d'Sozialpartner ze vergiessen.

D'Leit hei am Land hunn an der Vergaangenheet ëmmer erëm gewisen, datt besonnesch a Krisenzäiten dat Wuert Solidaritéit keen eidelt Wuert fir si ass, datt si realistesch a pragmatesch Léisungen op d'Erausforderungen vun dësen Zäiten hunn, an datt si d'Hänn net einfach an de Schouss leeën, mä grad da kräfteg upaken, fir aus dësen schwierigen Zäiten erauszekommen.

Ech wëll do just erënneren un d'Stolkris aus de 70er Joren. D'Land huet deemools an engem groussen kollektiven Effort dës Kris iwwerstanen an ass gestärkt heirauser



envirgaang. Duerch d'Kris ass de sougenannte Lëtzebuurger Modell, d'Tripartite, agefouert ginn, déi sech duerno méi wéi eng Kéier bewährt huet.

Ech sinn zouversichtlech, datt eist Land och dës Kris iwwersteet, och, wa sécherlech eng Rei Téitsche wäerte bleiwen a villes net méi esou wäert sinn, wéi virun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Parlament huet och seng Roll an dëser Kris an huet dat an de leschte Méint och bewisen. Mä zu engem staarke Parlament gehéiert och dat Bild, wat mir als Deputéiert no bausse vermëttelen. Och dat gehéiert zu eiser Responsabilitéit.

Et kënn leider nach ëmmer ze dacks vir, datt dat Bild, wat d'Leit dobausse vun der Chamber hunn, net der Realitéit entsprécht, déi mir heibannen erliewen. Dat fällt virun allem op, wann een ze héiere kritt, d'Chamber hätt erëm eng, zwou oder souguer aacht Woche Vakanz.

Ech wëll deene Leit, déi esou Aussoe maachen, kee schlechte Wëllen ënnerstellen. Si mengen domat déi Zäit, wou keng Sitzung sinn, wat jo dacks an de Schoulvakanz de Fall ass.

Mä d'Aarbecht vum Parlament limitéiert sech definitiv net op d'öffentlech Sitzungen. Dës öffentlech Sitzungen stellen dann och dat Bild duer, wat déi meeschte Leit dobausse vun der Chamber hunn. Déi wichteg Aarbecht, déi an de Kulisse gelescht gëtt, virun allem an de Fraktiounen an an de Kommissiounen, grad esou wéi d'Preparatioun vun de Sitzungen och nach an Hearingen a Konsultatiounen, geet dobausse vill ze dacks total ënner. Ouni déi exzellente Aarbecht géif dat legislativ Rad awer net dréien.

Hei am Haus schaffen nieft de 60 Deputéiert iwwer 70 Beamten, déi alleguer mat dozou bäidroen, datt d'Parlament funktionéiert. Wann alles klappt, gesäit keen déi Aarbecht, déi gemaach gëtt. Et ass eréischt dann, wann eppes schifgeet, wou ee mierkt, wat nach alles derhannerstécht. Dat ass d'Schicksal vu jiddwengem, deem am Hannergrond schafft.

Ech wëllt vun der Geleeënheet profitéieren, vun dëser Plaz aus nach eng Kéier dorun ze erënneren, wéi eng exzellente Aarbecht vun de Mataarbechter vun dësem Haus gemaach gëtt, ouni déi dat Rad sécherlech net esou gutt géif rullen.

An de leschten Deeg a Wochen ass vill vun Transparenz geschwat ginn an eng Rei vun Iddië sinn och schonn op den Dësch komm. Fir mech ass déi Fro vun Transparenz, besonnesch vun de Kommissiounssitzungen, eng wichteg, iwwert déi mer müssen an deenen nächste Wochen a Méint diskutieren.

Allerdéngs wier ech frou, wann dat géif zesammen am Dialog gemaach ginn, do, wou iwwert d'Organisatioun vun dësem Haus decidéiert gëtt, nämlech an der Presidentekonferenz respektiv am Bureau.

Wat nach d'Aarbecht vum Parlament ugeet, esou goufen do schonn eng Partie Décisiounen geholl, iwwert déi ech frou sinn.

Duerch eng Ännerung am Reglement vun der Chamber kréien d'Gesetzespropositiounen an anere Stellwäert a kënnen net méi einfach esou an engem Tirang verschwannen.

Ech encouragéieren duerfir op dëser Plaz all d'Deputéierte weider, fir selwer Initiativen ze huelen an hir gudd Iddien a Form vu Gesetzespropositiounen ze presentéieren.

Ech begrëssen och déi Mesuren, déi de Bureau respektiv d'Presidentekonferenz geholl hunn, wat d'Vertriedung vun de politesche Sensibilitäten ugeet, dat souwuel fir eng erweidert Riedezäit bei wichtige Debatten wéi och hir Representatioun an den internationalen Delegatiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, erlaabt mer zum Schluss nach e Constat iwwer Europa. Irland huet

an engem zweeten Ulaß säi Feu vert fir de Lissabonner Vertrag ginn, an dat ganz kloer. Dat war eng wichteg Etapp. De polnesche President huet och elo ënnerschriwwen, an och, wa mer d'Ligne d'arrivée nach net iwwerschratt hunn, esou ass se dach net méi wäit ewech.

De Vertrag vu Lissabon wäert also an den nächste Méint a Kraaft treden an domadder den nationale Parlamenten zousätzlech Kompetenzen iwwerdroen. Et ass also wichteg, datt mir als Lëtzebuurger Parlament eis Hausaufgabe maachen, fir prett ze sinn, wann de Vertrag a Kraaft trëtt.

Ech sinn duerfir frou, datt an de leschte Woche souwuel vun de Kommissiounen a ganz besonnesch vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, mä awer och vun de Servicer vun dësem Haus schonn e groussen Deel vun deenen Hausaufgabe gemaach ginn ass.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hate mer zesumme mam President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun Ben Fayot an de Presidente vun deene jeeeweilege Fachkommissiounen eng Entrevue, fir am Detail ze kucken, wéi mer dëst Haus am beschten op seng nei Aufgabe kéinte virbereeden.

Ech hunn do selwer kënnen constatieren, mat wat fir engem Engagement net nëmmen d'Kollegen aus der virgenannter Kommissioun sech deenen Erausforderung wëlle stellen, mä och all déi aner Presidente vun de Kommissiounen si sech hirer Verantwortung voll bewusst.

Ech sinn duerfir haut méi wéi jee iwwerzeegt, datt dëst Haus och wäert prett sinn, wann et esou wäit ass, fir déi nei Aufgaben, déi op eis zoukommen, op eng méiglechste effikass Manéier ze erfüllen.

Ech wënschen eis all vill Courage, Engagement an Energie, fir déi Ziler, déi mir eis gesat hunn, ze realisieren, dëst am Interesse vun de Leit hei am Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

6. Ordre du jour

► **M. le Président.** - An hirer Réunioun vum 8. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer nach éischtens eng Aktualitéitsstonn iwwert de Sommet vum G20 zu Pittsburgh; zweetens, de Projet de loi 5980, eng Konventioun mat Moldawien géint d'Duebelbesteuerung nom Basismodell; dann, drëttens, de Projet de loi 5992, eng Konventioun mat Georgien géint d'Duebelbesteuerung, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunftsperspektiven am Agrarsektor nom Modell 1; dann de Projet de loi 5864, en Ofkommen mat Laos am Kulturberäich; dann den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 5588, eng Ofännerung vum Code pénal; dann d'Question avec débat N°1 iwwert d'Impfung géint d'Gripp H1N1; dann de Projet de loi 5846 iwwert d'Personal am Energiesektor, an da schlussendlech de Projet de loi 5721, eng Konventioun am Energieberäich.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Mir hu muer de Mëtteg ënnert dem Punkt 5 um Ordre du jour de Projet de loi 5846 iwwer eng Mise à disposition fir d'Gemenge vu Main-d'œuvre u privat Sociétés am Domän vun der Elektrizitéit a vum Gas.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun vun der leschter Legislaturperiod huet den 21. Abrëll 2009 dee Rapport ugeholl, a well - wéi et schéngt - virun de Wahlen keng Urgence bestanen huet, ass dee Projet dunn net méi op den Ordre du jour komm virun de Wahlen.

Den 30. Juli dëst Joer, also no de Wahlen, huet d'Presidentekonferenz dee Projet erëm an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéiert, esou wéi se all Projet-de-loien, déi bis zu deem Zäitpunkt net um Ordre du jour vun der Chamber waren, un déi zoustänneg Kommissiounen erëm zréck

renvoyéiert, fir datt d'Kommissiounen, déi nei Kommissiounen sollten dann driwwer befannen, ob déi Rapporten an där Form géife bestoe bleiwen oder eppes doru géif geännert ginn.

Op dem Ordre du jour vun eiser zoustänneg Kommissioun stoung dee Punkt bis haut nach net drop. Et ass also nach net iwwert dee Rapport an där neier Sessioun diskutéiert ginn no dem Renvoi vun der Presidentekonferenz.

De 5. Oktober dëst Joer hunn d'Gewerkschaften - FGFC, Landesverband, LCGB, NVGL an OGB-L - eng schrëftlech Demande un de Chamberspräsident gemaach, fir datt se vun der zoustänneg Kommissioun géifen zu deem Projet de loi gehéiert ginn. No laangen Diskussiounen an der Kommissioun sinn déi Gewerkschaften gëschter Mëtteg an der zoustänneg Kommissioun gehéiert ginn.

Eng ganz Rei vun Iddien, déi een zum Deel oder ganz kann deelen, si vun de Gewerkschaften gemaach ginn. Dat ass och esou vun de Memberen - zu engem Deel zumindestens - vun der Kommissioun gesot ginn.

Ech war duerfir gëschter an der Kommissioun Demandeur, datt d'Kommissioun sollt der Chamber proposéieren, fir dee Punkt erëm vum Ordre du jour ze huelen, fir datt d'Kommissioun kéint à tête reposée Iddien, déi vun de Gewerkschaften erbruecht gi sinn, nach eng Kéier an der Kommissioun diskutieren an, wa se et fir néideg géif fannen, de Projet deementspreechend ofänneren, oder wa se et net fir néideg fënn, dann de Projet an där Form hei an d'Chamber bréngen.

Dat wär och e gewëssene Respekt vis-à-vis vun de Gewerkschaften gewiescht, esou datt een déi net, esou wéi dat elo de Fall ass, just als Alibi gëschter Mëtten ugehéiert huet, fir de Projet dann awer, ouni duerno nach e Wuert driwwer ze verléieren, den Dag drop hei an d'Chamber op den Ordre du jour ze setzen.

Mir sinn der Meenung, datt ee sollt dat net maachen an datt ee sollt dee Projet vum Ordre du jour huelen, datt d'Kommissioun soll éischtens, dat maachen, wat d'Presidentekonferenz den 30. Juli decidéiert huet mam Renvoi an d'Kommissioun, datt een déi Propositionen vun de Gewerkschaften sollt seriö diskutieren. An net méi spéit wéi haut de Moien ass nach en Avis juridique nokomm, deem also och net konnt an der Kommissioun gekuckt ginn. A wann een da fäerdeg wär, da soll et op den Ordre du jour kommen.

Hei besteet keng Urgence, well wann eng Urgence bestëng, dann hätte mer et jo och kënnen virun de Wahlen schonn op den Ordre du jour huelen. Mä, wéi gesot, et ass dunn net op den Ordre du jour geholl ginn. An et huet schonn e schlechte Bäigeschmaach, well et da sollt an der éischter Sitzung direkt no de Chamberwahlen op den Ordre du jour kommen. Mir sinn also Demandeur, fir dee Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ze strächen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Den Här André Hoffmann huet d'Wuert gefrot. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, mir hunn et mat deem Gesetzesprojet 5846 iwwert d'Mise à disposition vu Gemengepersonal un eng privatrechtlech Gesellschaft net mat iergendenger niewesächlecher oder belangloser Fro ze dinn. Mir hunn et mat enger grondsätzlecher Fro ze dinn.

Mir hunn et ze di mat enger grondsätzlecher Fro iwwert d'Services publics; indirekt, och wann dat net direkt den Objet vum Gesetz ass, mat der Fro vun der allgemenger Propriétéit vun Infrastrukturen, déi der Allgemengeheet sollen déngen; a mir hunn et ze di mat der Fro vum Statut vun de Gemengefonctionnairen am Moment. Wann ee sech d'Logik vum Gesetz weider denkt, dann ënner Emstänn vum Statut vu Fonctionnairen och um Niveau vum Stat.

Et gëtt gutt Grënn, fir sech nach eng Kéier Zäit ze huelen, fir iwwert dee Projet de loi nozedenken an ze debattieren, an och mat der Zivilgesellschaft, wann Der esou wëllt, also och de Gewerkschaften nach eng Kéier seriö ze diskutieren.

Et gëtt gutt Grënn.

Et gëtt en éischten - dat ass elo hei scho vum Här Gibéryen gesot ginn - formal-institutionelle Grond. Ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: D'Gesetz mat dem Rapport war prett, fir gestëmmt ze ginn den 21. Abrëll 2009, ass awer net an d'Chamber komm, sondern ass - esou dierf ee sech jo wuel ausdrécken - aus wellechem Grond och ëmmer emol zréckgezu ginn.

Esou wéi et och um Rôle des affaires steet, gouf et e Renvoi en commission den 30. Juli. Ech wëll dat nach vläicht méi däitlech soen: Dee Renvoi, deem huet net stattfonnt tout simplement. Well e Renvoi, dat ka jo nëmmen heeschen: Dee Projet de loi, dee geet zréck - dat ass de Sënn vum Wuert „Renvoi“ - an d'Kommissioun, da steet et och um Ordre du jour vun der Kommissioun an da fënn eng nei Diskussioun iwwert dee Projet de loi an der Kommissioun statt. Dat ass net geschitt. An ech mengen, dat eleng wär eigentlech Grond genuch, fir ze soen: Mir setzen dat ëm, wat do decidéiert ginn ass, nämlech de Renvoi an d'Chamberkommissioun.

Zweetens, ech fannen, wa mer muer dat Gesetz op den Ordre du jour setzen an d'Majoritéit, déi stëmmt et, dat ass wierklech net e gutt Beispill vun deem berühmte sozialen Dialog, vun deem jo awer esou oft geschwat gëtt. De sozialen Dialog, dee ka jo net doranner bestoen, dass mer an enger Chamberskommissioun de Vertreider vu Gewerkschaften nolauschteren, da schécke mer se heem an da komme mer heihin a mer maache wéi wa mer se ni gesinn hätten. Dat kann net de Sënn vum sozialen Dialog sinn, soss ass et un Dialogue de sourds oder e Monolog, deem keen nolauschtert oder wou keen derzou Stellung hëlt oder keng Kenntnis dervun hëlt.

Ech sinn also der Meenung, dass, wann een de sozialen Dialog seriö hëlt, da muss iwwert dee Projet de loi an iwwert d'Implikatiounen vun deem Projet de loi nach eng Kéier an der Kommissioun, an der Chamber an och an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn.

Et ass net Usus, wann een eng Question préalable stellt an et mécht een eng Proposition zum Ordre du jour, zum Inhalt vum Gesetz ze schwätzen. Ech dierf awer da vläicht einfach emol esou undeiten: Et kéint jo sinn, dass, wann d'Kommissioun an d'Chamber sech nach eng Kéier ausféierlech mat deem Gesetzesprojet beschäftegen, se zur Konklusioun kéimen, dat wär e Gesetz, wat mer op där enger Säit iwwerhaupt net brächten, an op där anerer Säit wat géif bedenklech Signaler setzen a Jalonen an déi falsch Richtung, grad am Hibleck och op Lektionen, déi mer aus der Finanz- an der Wirtschaftskris hätte misse gezunn hunn.

Also, ech proposéieren och, fir dee Projet de loi 5846 vum Ordre du jour ze huelen an an d'Kommissioun zréckzeschécken.

Merci.

► **M. le Président.** - Den Här Jean-Louis Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Den Här Hoffmann huet et richteg bemierkt, dat Gesetz war prett am Abrëll an et ass nach ëmmer prett. Dorun änneren och all déi Evenementer an Elementer, déi ugefuert ginn, administrativ Décisiounen, Péripétien näischt. Et ass zweemol an der Kommissioun nach nom Rapport driwwer geschwat ginn.

D'Plénière ass souverän, fir iwwert den Ordre du jour ze befannen. Dee Rapport ass do. Dee Rapport ass gutt. D'Debatt iwwert de Fong - ass richtegerweis bemierkt ginn, och virun - ass muer. Vu datt de Projet am Abrëll prett war an entre-temps nach eng Rei Konsultatiounen a Gespräicher gefouert ginn, ass en a fortiori de Moment prett. Et weess also all Mënsch, u wat e sech ze halen huet, an et kennt jiddwieren d'Tenants et aboutissants vun deem Projet.

► **M. le Président.** - Den Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, fir déi gréng Fraktioun war dat do e wichtige Projet virun de Wahlen. Dat hu mer och gesot. Et ass och duerfir nach ëmmer e wichtige Projet no de Wahlen.



An et ass esou, datt e Gesetz, dat hu mer jo virdrun elo hei demonstréiert, net vum Rôle vun der Chamber erfogeholl gëtt, ausser d'Chamber décidéiert dat selwer respektiv d'Regierung zitt et zréck. Dat hei ass net erfogeholl ginn. Et ass also prett, fir kënnen op den Ordre du jour ze kommen.

An deem Sënn selbstverständlech, vu datt mer et wichteg fonnt hu virdrun, fanne mer et och elo wichteg. Duerfir wäere mer och frou, wann et dës Woch geif diskutéiert ginn.

Iwwert den Inhalt kann ee vill soen, och iwwert dat, wat den Här Hoffmann hei gesot huet. Mä dat wäerte mer muer maachen, wann d'Debatt kënn iwwert d'Gesetz, an net haut zum Ordre du jour.

Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Lux, wann ech gelift.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wollt mech uschléissen, fir ze soen engersäits, dass mer natierlech an der Kontinuitéit hei si vu parlamentarescher Aarbecht: déiselwecht Kommissioun, déiselwecht politesch Majoritéit, deeselwechte Rapporteur.

Ech wëll och dem Kollege Änder Hoffmann soen, dass den 21. Abrëll, wéi an der Kommissioun driwwer ofgestëmmt ginn ass, mer dat jo net gemaach hunn, ouni virdu scho Sozialdialog mat den Interesséierten, mat de Gewerkschaften, gefouert ze hunn.

Ech kann lech vergewësseren, dass mer och säit dem 21. Abrëll an nach an deene leschten Deeg oft mat de Gewerkschaftler doriwwer diskutéiert hunn an d'Argumenter ausgetosch hunn, fir prett ze sinn, fir muer den Débat quant au fond ze diskutéieren a kloerzemaachen, dass eis Intention hei ass, fir de Salariéen entgéintzekommen an e Gesetz ze maachen zum Schutz vun hiren Intérén. An ech mengen, déi Argumenter géife mer muer gär diskutéieren an dann décidéieren.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech mengen, déi meescht Fraktiounscheffen hu schonn dat gesot, wat wichteg ass. Mir hunn den Dossier schonn ausféierlech diskutéiert. An ech mengen, en ass prett, fir an d'Chamber ze kommen.

Wann d'lescht Woch an der Conférence des Présidents decidéiert ginn ass, dass e räif wär, da weess ech net, wat iwwert de Weekend geschitt wär, fir en net méi räif ze hunn. Dowéinst kënnen mer muer och d'Iddien tauschen an da kënnen mer kucken, wou d'Meenungen auserneeginn iwwert dës Projet.

► **M. le Président.**- Wann da keng Wuertmeldung méi dozou ass, géif ech déi Proposition iwwert déi Ännerung vum Ordre du jour zum Vote stellen. Hei gëtt de Vote électronique gefrot. Also, Vote électronique nach eng Kéier.

Vote

Déi Kollegeinnen a Kollegen, déi mat der Proposition de modification de l'ordre du jour d'accord sinn, déi vum Här Gibéryen hei gefrot ginn ass, stëmme mat Jo. Déi do dergéint sinn, stëmme mat Neen.

De Vote geet un.

D'Proposition vum der ADR huet 5 Jo-Stëmmen an ass verworf gi mat 55 Neestëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Bresseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domadder ass den Ordre du jour vun dëser Woch uegoholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Sommet vum G20 zu Pittsburgh uegfrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Schiltz, Meisch, Bausch an Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun.

Entschëllegt, den Här Hoffmann freet nach d'Wuert.

(Interruption)

Ah.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh

Exposé

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, et wäert müßeg sinn, fir an zéng Minuten elo hei laang iwwert d'Grënn vun der Kris, d'Finanz- a Wirtschaftskris, déi mer an deene leschte Méint erliewen, d'Argumenter op den Dësch ze leeën.

Mä Tatsaach ass, dass d'Finanzmäert sech an deene leschte Joren a Jorzéngten ëmmer méi globaliséiert a gläichzäiteg dereguléiert hunn, esou dass se komplett der Kontroll, souwuel wat d'Produit wéi och wat d'Acteuren ubelaangt, verluer gaange sinn. D'Bänker hunn all Mooss verluer, keng Deontologie, staddessen nëmmen de Wee, fir schnelle Profit ze maachen.

Déi Kris ass also keen Accident. Si ass system-inhärent, wéi ee géif soen. Si ass d'Resultat vu bewossten Entscheidungen, zum Beispill déi faul Kreditter nei ze verpakken a se an der ganzer Welt weiderzeverkafen. Weider Stéchwiederer vun där Kris sinn: „subprime“-Kreditter, Titrisatioun, Rating, feelend Egekapital, exorbitant Boni-Auszuelungen an esou weider.

Ech wéilt awer ee Wuert soen iwwert d'Konsequenzen, déi mat där Kris verbundene sinn. Déi direkt Käschte fir d'Rettung vun eise Finanzsystemer wäerten e puer dausend Milliarden US-Dollar ausmaachen. Dee gesamte wirtschaftleche Schued wäert e Villfacht vun där doter Zomm bedroen.

Fir Lëtzebuerg zum Beispill bedeit e Réckgang vum PIB vu fénnef Prozent e Verloscht u Wuelstand vu knapp zwou Milliarden Euro. D'OECD schätzt, dass bis Enn 2010 an den industrialiséierte Länner insgesamt bis zu 25 Milliounen Aarbechtsplaze verluer wäerte goen. Déi Kris ass also net nëmmen eng Finanz- an eng Wirtschaftskris, mä si gëtt ëmmer méi och eng Sozialkris an eng Kris vun der sozialer Kohesioun.

Et besteet, mengen ech, Konsens doriwwer, an dat ass an deene leschte Wochen a Méint esou oft gesot ginn, dass dat doten net méi nach eng Kéier dierf passéieren. Iwwert dee Saz, mengen ech, ass Konsens an alle politesche Gruppéierungen. Et misst also kloer sinn, dass déi noutwendeg Konsequenze gezu mussen ginn, dass et zu enger Moraliséierung an der Finanzwelt kënn, dass eng Reguléierung vun alle Mäert, vun allen Acteuren, vun alle Produit muss virgeholl ginn. D'Finanzwelt muss erëm kredibel ginn.

Ech géif bal soen, mir rieden esou oft iwwert d'bonne Gouvernance am Zesummenhang mat de politeschen Décisionen an de politeschen Entscheedungsprozesser. Et wär héich Zäit, dass mer och iwwert d'bonne Gouvernance an der Economie an an der Finanzwelt géife schwätzen, fir kloerzemaachen, dass niewent ekonomescher Rentabilitéit och sozial an ökologesche Rentabilitéit noutwendeg ass.

A wann een dann héiert a liest, dass d'lescht Woch de berühmte-berüchtigten Här Joseph Ackermann op der Tagung vun

dem internationale Finanzinstitut zu Istanbul schonn erëm plädéiert, dass ee soll ophale mat deem Reguléierungsdiscours, da kann ee sech ongeféier virstellen, wou d'Rees, jiddefalls bei deenen dote Leit, an der Zukunft erëm soll higoen.

Mat där Heure d'actualité hei wëllt d'LSAP en Zeeche setzen, dass déi Diskussioun iwwert d'Bewältigung vun där Kris net nëmmen eng Diskussioun um internationalen an um europäesche Plang ass, mä dass et och noutwendeg ass, dass d'Politik och heiheem Responsabilitéit iwwerhëlt an dass mer déi Décisionen fir d'Zukunft hei gemeinsam och beroden an diskutéieren.

Ech wéilt dräi Froen oder dräi Komplexer vu Froen an de Raum stellen.

Éischtens: Wat fir eng Konsequenze wëlle mer an Zukunft aus där Kris do zéien? A wéi soll den internationale Finanzsystem erëm krisefest gemaach ginn? Wat fir eng Regele muss verbessert a wat fir eng nei Regele mussen agefouert ginn? A wéi kann d'Glafwierdegkeet vun der Finanzbranche erëm hiergestallt ginn?

Zweetens: Wéi stelle mer sécher, dass och d'Versaacher vun der Kris un de Käschte vun där Kris mat bedeelegt ginn?

An drëtzens: Wat fir eng Legitimatioun zéie mer aus den Décisionen oder den Usätz vu Virschléi - dat wär vläicht besser formuliert - vum G20 zu Pittsburgh? A wat fir engem Verhältnis? A wéi stinn déi Entscheedungsprozesser an deenen nächste Méint zum Beispill par rapport zu den Diskussiounen innerhalb vun der UNO, innerhalb vun der Europäescher Unioun, innerhalb vun dem Fonds monétaire an esou weider?

Zu der éischter Fro wëll ech soen, de G20-Sommet huet a Saache Reform vum Finanzsystem e puer Konklusionen, ech géif soen e puer Usätz op den Dësch geluecht: d'Egekapital vun de Banken erhéijen; d'Bonissystemer, d'Entlohnungssystemer esou ausrichten, dass se net eleng engem exzessive Risiko ënnerluecht sinn, mä méi op de laangfristigen Erfolleg soll belount ginn; an derfir suergen, dass grouss Banken a Versécherungsgruppen esou ofgeséichert sinn, dass se net zu enger Gefor fir eenzel Staten - kann ee bal soen - wéi awer och dem Weltfinanzsystem insgesamt kënnen ginn.

Ausserdeem huet sech de G20 fir eng verstärkt Verriedung vun den Entwécklungs- a Schwelleländer am Rahme vum Fonds monétaire an och vun der Weltbank ausgeschwat. Dat sinn Usätz, a mir hätte gären - och un d'Adress vun der Regierung -, dass déi Usätz do net lettre morte solle bleiwen, mä dass se wierklech elo och an d'Entscheidungszouge eren diskutéiert an dann och ëmgesat ginn.

Waarde mer do - an dat si Froen, déi mer eis heibannen, mengen ech, alleguer stellen - op weltwäit Regeln? Si mer bereet, en Elenggang vun der EU ze maachen, wann dat noutwendeg ass? Wéi sinn och eenzel Saachen un nationale Plang ze implémentéieren an deementspriedend ze diskutéieren? Wäert also d'EU-Kommissioun d'Beschlëss vu Pittsburgh an engem gewësse Mooss an EU-Direktive géissen? A wéi kënnen a wéi sollen a wat fir engem Zäitrahmen och déi Beschlëss vu Pittsburgh, mä och déi virdu vu London, dann och zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn?

Wat d'Fro vun de Bonuszuelungen u Manager an Trader ubelaangt, esou wëll ech just bemierken, dass eng Rei vu Länner haut schonn unilateral gehandelt hunn.

An den USA ass e Gesetz op de Wee bruecht ginn, fir bestëmmte Bonuszuelungen mat 90% ze besteieren. A Groussbritannien huet d'Regierung virgeholl, dass d'Banken, déi en héije Boni ausbezuelen, als besonnesch riskant agestuft ginn, wat sech an hire Ratingen an an hire Wettbewerbsfäegkeet natierlech negativ auswierkt. A Frankräich huet de President Sarkozy e Bonus-Malus-System duerchgesat an domadder och kloergemaach, dass en d'Geschäftsbeziung mat de Banken ofbrécht, wann déi sech net un déi Regeln aus deem System, deem Accord, dee se geholl hunn, sollten halen.

D'Fro also: Wéi sinn ähnlech Schrëtt zu Lëtzebuerg méiglech? Gesi mer déi am Rahme vun der Europäescher Unioun? Oder soll d'CSSF zum Beispill un entspreche

Regele schaffen, fir och ze kucken, wéi mer mat där Fro hei zu Lëtzebuerg ëmginn?

Zu der zweeter Fro ass just d'Fro ze stellen: Wéi ginn d'Versaacher vun deene Schied, deene schier exorbitante finanzielle Schied zur Verantwortung gezunn?

Mir wäerten an deenen nächste Wochen am Zesummenhang mam Sommet vu Kopenhagen diskutéieren iwwert de Verursaacherprinzip am Beräich vun der Umwelt- an der Klimaschutzpolitik. Do ass dat laang Realitéit.

Déi Iddi vun enger Transaktioun zur Steuer op Finanzgeschäfte, also eng erweidert Tobin-Tax, ass vun der Bundeskanzlerin Merkel a vum President Sarkozy och um G20 als Prinzip verteidegt ginn.

Mir halen zréck, dass den Här Dominique Strauss-Kahn duerno zwar prinzipiell de Verursaacherprinzip fir richtig zréckbehalen huet als Prinzip, mä dass en der Meenung ass, dass déi ugeduechten Transaktionssteuer, dass en där éischter skeptesch, awer aus technesche Grënn, skeptesch géigeniwwersteet, an en huet dofir en Aarbechtsgrupp mat sengem Vize, dem Här John Lipsky, agesat, fir aner Alternativen ze diskutéieren an auszeschaffen.

Meng Fro ass, wéi och d'Lëtzebuurger Regierung zu dem Prinzip vun esou enger Steuer steet, an iwwerhaupt vum Prinzip, dem Verursaacherprinzip, dass mer sollte kucken, wéi déi Schied och fir d'Zukunft kënnen och vun de Verursaacher mat eran implizéieren.

Mir si jiddefalls als LSAP staark der Meenung, dass een an déi Richtung do muss diskutéieren.

An eng lescht Fro ass déi vum institutionelle Vole, dee sech stellt, wat fir eng, wann een dat esou ka soen: Wat fir eng völkerrechtlech Legitimatioun huet de G20, a wéi bréngt mer et - wéi ech am Ufank gesot hunn - fäerdeg, fir déi Usätz hei aus dem Club vun de G20 eriwuer ze kréien an déi multilaterale Organisatiounen wéi der UNO, wéi dem FMI, fir dass déi Diskussioun do och eng Legitimatioun kritt par rapport zu de Regierungen an zu de Parlamenten, déi dofir do sinn, fir déi Diskussiounen do ze verfolge an och ze kucken, awéiwäit dass se och ëmgesat ginn?

Konklusioun, Här President: Mir wëllen der Regierung an där Fro hei haut mat Sécherheet keen imperatiiv Mandat op de Wee gi fir déi Diskussiounen, déi am Rahme vun der Europäescher Unioun an doriwwer eraus an den internationalen Institutiounen ze féiere sinn.

Mir wëllen awer hunn, dass ee sech och kloer politesch Ziler stellt, op eng Method, op en Timing a virun allem op e wierkleche Wëllen erauskënn, fir dem Casinokapitalismus; oder fir een ze huelen, dee vläicht net esou suspekt ass, den aktuellen däitsche Bundespräsident a fréieren Ex-FMI-Chef, den Här Horst Köhler, dee gesot huet: „Wéi bréngt mer et fäerdeg, fir de Monster ze bändegen?“

D'Fro ass also: Wéi kréie mer de Monster gebändegt? Ech hu virdu gesot, d'Banke sinn elo schonn erëm der Meenung, dass ee si soll a Rou loossen an dass ee si soll gewäerde loossen, an een dofir och schnell Statskreditor a -garantien erëm wëllt zréckbezuelen. Mir mengen, dass d'Politik net soll zauderen an där heite Fro, mä aus dem Saz, dass een dat do net nach eng Kéier wëllt erliewen, och déi néideg Konsequenze soll zéien.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Lux Merci, an als éischte Riedner ass den Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dem Lucien Lux dankbar, datt en dee wichtege Sujet hei op den Ordre du jour bruecht huet. Et ass en zukunfts determinante Sujet, deen et sécherlech derwäert ass, fir hei ze diskutéieren, och wann et nëmme kuerz ass.



De Lucien Lux huet och déi Excèsen aus deene leschte Joren hei charakteriséiert. Excèsen, déi sech net hei zu Lëtzebuerg ofgespillt hunn, mä doriwwer eraus an enger Rei anere Länner a Finanzzentren an déi awer selbstverständlech herno an enger zweeter Etapp och hir Konsequenzen hei op Lëtzebuerg haten.

De G20 vu Pittsburgh seet et selwer a senge Konklusionen am éischte Punkt, datt et en Transitionssommet ass. Et gëtt drop higewisen, datt der Meenung vum G20 no mer an enger Transitionssphas tëschent Kris a Reprise sinn.

Dat ass en Zeenario, dee vu ville gedeelt gëtt. Mir hunn awer keng Sécherheet, datt dat deen Zeenario ass, dee wäert muer an iwwermuer antrieden.

Ech wëll ganz kuerz véier Punkten hei uféieren. Wichtig ass et, datt an Zukunft et zu méi Produkttransparenz kënn, dat heescht, datt deen, deen de Produkt konzipéiert, de Produkt muss verstoen, mä virun allem och, datt deen, deen op där anerer Säit de Produkt verkeeft a keeft, datt déi wëssen, wat verpaakt ginn ass an och de Produit selwer verstinn.

Dat heescht, datt kee Maart, kee Produit, keen Asecteur - déi Formel kennt Der - dier der Regulatioun méi an Zukunft échappéieren. De Maart eleng regelt et net a kann et net regelen. Dat muss op Weltniveau geschéien, dat muss awer och op EU-Niveau geschéien.

Zweete Punkt: Richtig a wichtig ass och, datt d'Kapitaldecken dem Risiko ugepast gëtt.

Drëtens, wat d'Bonien ubelaangt, brauche mer och eng Reglementatioun. Eng Reglementatioun, déi déi laangfristeg Orientatioun am A huet mat Maximumen, mat Malusen. Ech hätt awer gären, an ech mengen, dat wär wichtig, datt et eng seriö Reglementatioun géif ginn. An déi Beispiller, déi de Lucien Lux ugefouert huet, muss fir d'éischt emol nach ëmgesat ginn an deene Länner a mussen och emol nach den Test vun der Seriositéit passéieren an ënner Bewäis stellen, datt keng Schlupflöcher dra sinn.

Véierte Punkt, dee vun deem, wat gemeengerhand als Architecture mondiale bekannt ass. De G20 mahnt Transparenz un. D'Fro ass awer berechtigt: Wou ass dann déi Transparenz, déi dem G20 ënnerläit, a virun allem, wou ass d'Legitimitéit vun engem G20?

De Finanzminister huet et gesot, de G20 ass alt scho besser wéi de G8, an et wär ze hoffen, datt mer um Wee vun deem G20 erëm zu méi groussen Ensemblé kéimen, déi géifen Décisiounen huelen, wéi den FMI, wéi d'UNO an aner och. A richtig ass et och an deem Zesammenhang, an ech weess, datt d'Lëtzebuerg Regierung do Efforté gemaach huet a weider Efforté wäert maachen, datt Europa do mat enger Stëmm schwätzt, fir datt an deenen internationalen Institutionen, FMI an aneren, Europa kann e Fiderinstrument sinn, an net herno en Instrument ass, wat Saachen an Empfang hält a wat einfach da muss ëmsetzen.

Dat ass eng vun deenen essenzielle Froen. Dat ass eng Fro och, wou d'Lëtzebuerg Stëmm weider muss haart no bause gedroe ginn, an deem Sënn wéi se bis haut no bause gedroe ginn ass. A well mäi Kolleeg Lux gutt Lecturen huet an de Bundespräsident Köhler hei zitëiert, wollt ech em dofir éischters félicitéieren an zweetens soen, datt ech mech deem, wat hien zitëiert huet a wat de President Köhler gesot huet, géif uschléissen.

D'Regierung huet eist ganz Vertrauen, datt se déi Froen do an deenen nächste Méint och wäert op eng exzellent Manéier, wéi se dat an deene leschte Méint gemaach huet, ugoen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, um G20-Sommet zu Pittsburgh ass sech mat der zukünftiger internationaler Finanzarchitektur beschäftegt ginn, wat weist, datt mer d'Ofwiere vun der Finanzkris, d'Bewältigung vun der akuter Phas vun der Finanzkris Schrëtt fir Schrëtt hanner eis loosse an datt mer amgaange sinn, Konklusionen doraus ze zéien an ze kucken, wat ass schifgaangen a wou muss mer intervenéieren, fir datt dat dote sech net nach eng Kéier widderhëlt.

Et sinn hei eng Rei vu Punkte schon opgezielt gi vu mengen zwee Virriedner. An ech mengen déi, déi no mer schwätzen, wäerte wahrscheinlech op déiselwecht Punkten nees ze schwätze kommen. Do wou effektiv Handlungsbedarf ass, do wou déi international Finanzarchitektur déi Lächer opgelooss huet iwwert déi lescht Joren, déi et erméiglecht hunn, datt dat, wat geschitt ass, konnt geschéien.

Et geet eben drëms, fir méi Transparenz kënnen ze suergen. Do ass sécherlech munches schifgaangen. Villes ass vu Rating-Agencen als gutt an als sécher duergestallt ginn, op jidde Fall méi sécher duergestallt ginn, wéi et an der Realitéit war.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi setze mer eis Opsichtsinstrumenter esou à même, datt se och wierklech kënnen verstoen, wat geschitt op deenen eenzelne Finanzplazen? Wéi sinn d'Zesammenhäng a wat ass de Risiko, deen de ganze Finanzsystem lafend dobäi leeft?

Déi Banken, déi Geschäfte maachen, geet et wierklech duer mat deenen Eegekapitalquoten, déi se bis ewell hu misse virräteg halen, oder kënnen mer einfach weiderfuere, datt alles dat, wat u Gewënn erwirtschaft gëtt, méiglechst schnell un den Actionnaire verdeelt gëtt? Ass et do net besser, datt mer och an de Banke selwer méi Puffer un Eegekapital kënnen virräteg halen?

Mä et geet och doriwwer eraus. Et geet och sécherlech net nëmme ëm d'Bonien an d'Rémunératioun - wat e Punkt ass, wou ee soll kucken, datt den Ureizsystem fir de Management och am Sënn vun der mëttelfristeger Entwécklung a laangfristeger Entwécklung vun der Entreprise ausstafféiert gëtt -, mä et geet zum Beispill och drëms: Wéi bréngt mer et fäerdeg, datt jiddwereen, dee mat Bankgeschäfte ze dinn huet - an haut gëtt et kee méi, deen net mat Bankgeschäfte ze dinn huet -, versteet, wat do geschitt?

Wéi kënnen mer och do schon um Niveau vun der Motioun eppes maachen, fir datt mer begräifen, wat Bankgeschäfte sinn, wat Finanzinvestitiounen sinn, wat de Risiko dovun ass, an datt all Einzelnen - an eben net nëmme déi Finanzwelt, déi vläicht heiansdo vun deem Einzelne méi wäit ewech ass -, mä jiddwer Einzelne versteet, ëm wat et dann do geet a wou e säi Geld investéiert huet a selwer ka fir sech decidéieren, wat ass méi sécher a wat ass manner sécher, bitt vläicht méi Potenzial fir eng Rendite ze maachen, mä de Risiko gläichzäitig keeft ee jo awer mat.

Wa mer G20 soen, da wësse mer och, datt mer an engem ganz sensibele Beräich sinn, nämlech an deem institutionellen Duerjereen, an deem virun allem Lëtzebuerg déi lescht Zäit riskéiert huet, ënnert d'Rieder ze kommen. Do wou virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun déi lescht Jorzéngte fest Ofsprooch waren, datt mer entweder mat enger Stëmm schwätzen oder no feste Spillregele sollen eis eens ginn a gewëssene Politikberäicher, huet dat dann net méi gegëllt, an et waren awer zäitweilig erëm eng Kéier déi Grouss, déi méi Staark, déi mat méi PIB, déi mat méi Awunner, déi iwwert déi ewechdecidéiert hunn, déi vläicht an deenen dote Kritäre manner wichtig waren.

Beim G20 war et jo och e bëssen dat. Et ware jo net déi grouss Finanzzentren, well soss hätt Lëtzebuerg sécherlech aneschtens do misse representéiert sinn. Mä et waren eben déi gréisste Wirtschaftsatiounen, déi do beienee souzen.

Wichtig ass allerdéngs, datt sech déi Fro gestallt gi sinn, datt éischt Konklusionen gezu gi sinn, mä mir mussen eis awer och d'Fro stellen, elo als Lëtzebuerg: Wou kënnen mer an deem doten Diskussions-

prozess international weider eng Roll spillen?

Sécherlech iwwert d'Europäesch Unioun muss et an eisen Aen an Zukunft méi verstärkt méiglech sinn, och do Lëtzebuerg erëm an d'Diskussioun mat anzubannen. An et soll eis Suerg sinn, fir ze kucken, datt d'Stëmm vun deene méi kleng Länner bei alle G8, G20 awer net ze kuerz kënn an datt och déi sech kënnen organiséieren.

Lëtzebuerg huet dann eng bedeitend Finanzplaz, eng Finanzplaz, déi de Motor ass vun eiser nationaler Economie. An duerfir muss mer kucken, datt dat, wat elo um Niveau vun der Opsicht, vun der Titrisatioun, vun der Reglementatioun geschitt, datt dat eben net zum Détriment geet vun der zukünftiger Entwécklung vun där Finanzplaz.

Wann et do eng nei Reglementatioun gëtt, un déi mer eis mussen halen, muss mer kucken, datt mer dat maachen, wéi mer et an der Vergaangenheet och gemaach hunn. Datt mer se selbstverständlech an deem Geescht ëmsetzen. Mä esou ëmsetzen, datt se eben och nach hei et erméiglecht, datt déi Finanzplaz sech weiderhin dévelopéiert.

An dat ass eben och eng Fro, déi mer eis ganz besonnesch heiheem mussen stellen; well déi gëtt eben net op engem G20-Sommet gestallt: Wou sinn d'Chancë vun där Finanzplaz? An do dierfe mer eben och net nëmme dat verteidigen, wat mer an der Vergaangenheet haten. Wat déi Finanzplaz sécherlech staark gemaach huet. Mä mir mussen eis och ganz prezis d'Fro stellen: Wéi kréie mer d'Finanzplaz fit gemaach fir deen neie Kader, dee mer amgaange sinn op der internationaler Bühn zesammen opzestellen?

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci an als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi Wirtschafts- a Finanzkris, déi ass net eriwwer. Mir haten an deene leschte Wochen eng Rei Signaler kritt, a virun allem och, wann een de Finanzsecteur selwer kuckt deelweis, ier dee sech erëm ufängt ze entwéckelen, huet een heiansdo e bëssen d'Impressioun, wéi wa se eriwwer wier. Mä dat ass net de Fall.

Si ass eleng schon dowéinst net eriwwer, well d'Konsequenze vun där Kris - wéi den Här Lux hei virdu relativ gutt opgezielt huet - eréischt komme wäerten. Nämlech, datt déi Leit, déi wierklech wäerten drëner leiden, déi, déi elo hir Aarbechtsplaz scho verluer hunn oder nach wäerte verléieren, déi, déi a Kuerzaarbecht sinn, respektiv déi Secteuren, déi ofgebaut sinn, datt dat duerno zu soziale Kollateralschied féiert, déi gewaltig wäerte sinn.

An de Risiko ass grouss, an dat ass dat och, wat menger Fraktioun hir Angscht ass, dat ass, datt an de Käpp vun deenejéinegen, déi d'Finanzkris verursaacht hunn, se eigentlech schon erëm de Schwamm driwwer gewëscht hunn a mengen, si kéinte weiderfuere wéi virdu, well dat anert si jo eigentlech net betrëfft. Nämlech déi, déi elo vun der Kris betrafft sinn.

Duerfir si mir der Iwwerzeugung, datt ee muss profitéieren vun där Kris, déi am Fong geholl och d'Wäerter, déi schlecht Wäerter an där Gesellschaft erschütter huet, déi dra bestanen hunn, dat ënnert dem Schlagwuert vun enger sougenannter Eegeverantwortung, déi näischt aneschtens bedeit méi huet, wéi datt jiddweree just fir sech soll nach kucken ze schaffen, datt Rücksichtslosegkeet sech Plaz gemaach huet, Profitdenken an Ausmooss kritt huet, dat bal net méi ze erdroe war. Datt déi Kris vun de Wäerter genotzt gëtt, fir wierklech e Bilan ze zéien an ze kucken, wat fir eng Mechanisme mer och mussen änneren, fir datt mer erëm Begrëffer wéi Solidaritéit, Zesammenhalt, sozial Gerechtegkeet, Verdeelung oder Ëmverdeelung vu Räichtum, datt déi och erëm eng Roll spillen.

Et kënn nach derbäi, datt déi Wirtschafts- a Finanzkris vun enger anerer Kris begleet gëtt, nämlech d'Klima- a Energiekris, déi souwisou nach voll amgaang ass a wou déi ganz dramatesch Konse-

quenze mer eréischt ze spiere kréien, virun allem wa mer dann net wäerten handeln, an déi och nach zesummestéist mat där ganzer Problematik hei. An och déi bedéngt, datt mer e grouss Emdenke mussen kréien.

Wat mech a meng Fraktioun stéiert, dat ass, datt de Moment eng Diskussioun gefouert gëtt, iwwert déi dote weltwäit dramatech Entwécklung, an engem Gremium, wat eigentlech iwwerhaupt keng demokratesch Legitimation huet, och keng juristesches huet. Virdu war et G7, dunn ass et G8 ginn. Elo ass et G20.

Eigentlech muss ee sech d'Fro stellen, wien déi Hären an Dammen - et sinn zwar bal nëmme lauter Hären - do legitiméiert, fir op deene Sommeten do iwwert d'Käpp ewech vun der ganzer Welt Décisiounen ze huelen, déi am Fong d'ganz Welt betreffen. Oder mengen ze huelen. An et ass duerfir wichtig, datt mer en internationale rechtliche Kader kréien, wou déi Froen do diskutéiert ginn, wou demokratesch Legitimation an och aner Prinzipien emol groussgeschriwwen ginn.

Dat kënnen eiser Meenung no nëmme dräi Instanze sinn. Dat eent ass den FMI an d'Weltbank. Allerdéngs soen ech do direkt derbäi, och déi mussen zolidd reforméiert ginn, well den FMI an d'Weltbank ware mat d'Architekten vun deem Misär, deen op de Finanzmäert sech entwéckelt huet; och si hunn déi Logik ënnerstëtzt. Och si hunn déi nämlechte Prinzipien, si se deenen nämlechte Prinzipien nogelaf.

Mä soit, et sinn déi Instanzen, déi mer hunn. Et wäert schwéier ginn, elo vun haut op muer neier ze erfannen. Mir gesinn dat als eng zimlech Utopie un. Duerfir soll ee kucken déi, déi et gëtt, ze reforméieren an deenen dann déi richtig Aussoen ze ginn. An dann um politesche Plang ass et selbstverständlech d'UNO mat all hiren Instanzen, déi eng Roll muss spillen.

Deen internationalen neie rechtliche Kader, sief et fir de Finanzsystem, sief et och fir aner Saachen, kënnen mer nëmme kréien, wann an deenen internationale Gremien, also déi fir d'éischt mussen reforméiert ginn, aner Wäerter erakommen, déi eng aner Bedeitung kréien.

Et muss eis geléngen, an dat ass dat, wat dat Wichtigst ass, datt mer de Finanzsystem erëm un d'Realekonome koppelen. Datt am Fong d'Banken déi wichtigst Roll, déi se jo eigentlech sollten hunn, nämlech der Economie Kreditter ze ginn, fir datt d'Economie kann dréinen, datt se sech erëm op déi besonnen an datt mer ewechkomme vun där Logik, déi déi lescht 20 Joer dominéiert huet.

Dat bedeit awer och, wann ech soen international Wäerter nei definéieren, nei diskutéieren, datt mer eis vill Saache mussen iwwerleeën. Zum Beispill um internationale Plang d'Steiersystemer. Un éischter Stell natierlech déi Diskussioun, déi elo leeft iwwer eng Finanztransaktionssteuer, déi mir als gréng och absolut befürworten. Well et geet jo och drëms, wien dann elo, wann d'Kris eriwwer eng Kéier soll sinn, déi ganz Käschten do muss bezuelen.

Dat nämlecht op EU-Niveau. Mir mussen esou Saache wéi de Code de bonne conduite an de Steieren erëm eraushuelen. Mir mussen och iwwer Steierdumping bei der Betriebsbesteuerung an Europa eng seriö Diskussioun féieren. A wann ech dat soen, da soen ech dat och, wat ech schon e puermol hei gesot hunn am Kader vun der Regierungserklärung: Mir mussen och gutt iwwerleeën, wat mer hei am Land an deem Kontext maachen, wa mer iwwer Betriebsbesteuerung an deenen nächste Joren diskutéieren. Dat heescht fir eis am Kloertext: Och do d'Lektione léieren an net an déi Richtung goen, wéi de Moment am Koalitionsaccord drasteet, a mat der Géisskan einfach d'Betriebsbesteuerung ëm véier an en hallwe Prozent erfrozesetzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bausch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, an zwou Minutte soll een elo iwwert de G20 diskutéieren. Ech wëll just festhalen, datt d'Wirtschafts- a Finanzkris



grave Répercussionen huet, haaptsächlech un soziale Plang. De Chômage geet an d'Luucht a riskéiert op eng Rekordhéicht ze klammen. Vun de Budgetsproblemer bei Stat a Gemengen net ze schwätzen.

D'EU huet iwver hir siwe Représentanten - sechs Verrieder vu verschiddene Länner an de Repésentant vun der EU. De President vun der EU-Kommissioun huet sech virbereet op dee G20 an huet eng gemeinsam Position ausgeschafft. D'EU-Verrieder um G20 kruten d'Missioun, sech ansetzen fir méi Sécherheet op de Finanzmäert, fir eng Kontroll vun den dräi groussen amerikanesche Rating-Agenturen, fir eng weltwäit koordinéiert Supervisioun vun de Banken, fir eng Kontroll iwwert d'Bonuse vun Dirigenten an Tradere bei de Groussbanken, fir datt d'Banken sech bei Kreditter mat eegenem Kapital bedeelege mussen an net hir schlecht Kreditter un Drëtter kënnen integral weiderverkafen.

Dofir huet ee sech vill Hoffnunge gemaach, datt de G20-Sommet konkret Resultater sollt bréngen. Mä mam Jacques Attali muss een haut festhalen: «Le G20 était un G vain.» De G20 war vill Gedäisch, mä et koum net vill dobäi eraus. Konkret ass net vill, wann net bal guer näscht décidéiert ginn.

De Message vun de Membere vum G20 un d'Bierger ass: „Jo, léif Bierger, d'Haus brennt, an duerfir proposéiere mer lech, alles ze maachen, fir datt d'Pompjeeë muer laanscht kommen.“

Dat ass dat, wat de Message vun deem G20 war!

Déi dräi amerikanesch Rating-Agenture kënnen si net kontrolléieren. D'Separatioun vun de Bankaktivitéiten ass net gemaach. Dat Eenzegt, wat virgesinn ass, ass d'Harmoniséierung an d'Erhéijung vun der Ratio bei den Egemëttele bei de Banken, mä eréischt fir 2012. D'Bonuszuelunge sinn net limitéiert ginn, mä et ass just nuren ugedeit ginn, datt an Zukunft eppes soll geschéien.

Meng Froe sinn der zwou un d'Regierung: Wat geschitt an all dese Froe konkret hei zu Lëtzebuerg? Ass d'Regierung gewëllt, verschidden Initiativen ze huelen? Wat wëllt d'Regierung genau hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen?

An eng lescht Fro an deem Kontext: Wat gëtt fir déi kleng Aktionäre vu Fortis gemaach?

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Kann ech hei schon ufänken? Da gëtt et net bei déi zwou Minutte gerechent.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da géif ech lech proposéieren, Här Hoffmann, gitt den dote Weel!

(Hilarité générale)

► **M. le Président.** - Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert. Här Hoffmann, de Compteur geet eréischt un, wann Der heu ewen ufänkt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Voilà! Ech war zu Esch tatsächlech an engem Bistrot e Samschdeg an e Karaoke geroden, duerch Zoufall...

► **M. le Président.** - Neen, entschëllegt, Här Hoffmann, also mir kënnen awer elo keng Gesprécher hei féieren. Kommt wann ech gelift eran.

(Interruptions et hilarité)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, entschëllegt.

(Interruptions)

Neen, ech hunn net gesongen.

Op deem G20 zu Pittsburgh, un deem senger demokratescher Legitimitéit, wéi den Här Bausch gesot huet, een effektiv absolut kann zweifelen, si wuel eng Rei vun och schéi kléngenden Absichtserklärunge formuléiert ginn. Awer wierklech konkret Moosnamen, verpflichtend Obligatiounen, wat d'Reguléierung, d'Kontroll vun de Finanzgeschäfte betrëfft, wat

de Klima betrëfft, an - wat iwverhaupt an der Diskussioun ganz oft vergiess gëtt - wat d'Veerdeelung vum Rächtum weltwäit betrëfft, do ass net vill erauszefanne gewiescht.

An, et ass richtig, d'Geschäfte, och d'Spekulatiounsgeschäfte gi weider. An e perversen Effet vun der Kris ass ausserdem nach deen, dass d'Banken engem Konzentratiounsprozess am Moment - net ënnerworf sinn -, mä e Konzentratiounsprozess duerchmaachen, dat heescht, si ginn nach ëmmer méi „too big to fail“. A wann een dann hinne selbstverständlech aus deene Situatiounen mat Statsgelder probéiert erauszehëlfen, dann ass dat eigentlech en Encouragement, fir esou weiderzemaache wéi bis elo, well se kënnen sech jo soen: „Am Fong geholl gi mer jo kee Risiko an.“

Hei zu Lëtzebuerg, muss ech lech soen, ass et awer an der Diskussioun sech ze einfach gemaach, wann een ëmmer nëmme seet: „Mir leiden ënnert de Konsequenzen, a mat den Ursache vun der Kris hu mir näscht ze dinn.“ Mir hunn domat ze dinn! Eis Nationalpolitik an eis Politik um Niveau vun der Europäescher Unioun ass mat verantwortlech - duerch déi wirtschaftsliberal Orientéierung vun deene leschte Joren - mat verantwortlech fir déi Kris.

Wann een dorauer d'Lektiounen zitt, da muss mer also d'Veichen ëmstellen, an da muss een effektiv un eise Steiersystem eppes änneren, awer an eng aner Richtung, wéi d'Regierung dat wëllt.

An dann däerf ee selbstverständlech awer och net eis Rentereserve benotzen, fir a Spekulationsgeschäfte ze steigen.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gäre fir d'ëischt eppes zur Form an dann zum Fong vun deenen Diskussiounen vum G20 zu Pittsburgh a virdrun zu London soen.

Ech mengen, datt de G20 eng inévitable Realitéit ass, mat där mer eis mussen ofhanneln - och, wann dat Elementer huet, déi net gutt si fir Europa a fir Lëtzebuerg.

Et ass eng inévitable Realitéit an deem Sënn, datt d'Welt haut méi komplex ass, datt d'Welt globaliséiert ass, an datt et, mengen ech, richtig ass, datt fir eng Rei vu Froen, an notament d'Weltwirtschaftsfröen, all d'Länner vun der Welt sech ronderëm een Dësch setzen. An et muss een nun emol eng Kéier gesinn, datt am G20 80% vum PIB vun der Welt zesummesetzt, an datt de G20 sécherlech par rapport zum G7, G8 den Advantage huet, datt och nei Economien - China, Indien, anerer - mat um Dësch setzen.

Elo kann een doriwver kräischen. Fait ass, datt de G20 an der Kris héchstwahrscheinlech eng gutt Plaz hat, fir iwver eng Rei Froen ze diskutéieren, déi een net eleng an engem Deel vun der Welt nëmme kann diskutéieren. Et ass awer selbstverständlech, an ech deelen d'Meenung vun deenen, déi hei gesot hunn, datt et en ontransparent an net legitiméiert Organ wär. Mä ech soen nach eng Kéier: A mengen Aen ass et eng inévitable Realitéit, well dat kréie mer net geännert. Dat kréie mer net geännert an deem Sënn, datt déi Strukturen, déi haut do sinn, och net liicht ëmzännere sinn.

Mir waren de leschte Weekend, de Statsminister an ech, op der Joresversammlung vum FMI a vun der Weltbank. Do gëtt doriwver diskutéiert, wéi ee kann déi nei Ekonomii méi mat an d'Veantwortung erakréien. Dat geet op d'Käschte vun Europa, an d'Opdeelung, wéi dat ënnert den Europäer geet, déi ass äusserst schwieereg.

Lëtzebuerg an Éisträich sinn déi eenzeg Länner, déi derfir plädéiert hunn, datt den Eurogroup, d'Länner, déi also den Euro hunn, duerch e permanente Sëtz sollen do vertraude sinn. Dat gesinn déi aner Länner net esou, an et wäert éischer dorop erausgoen, datt e puer Länner, e puer grouss Länner wäerten hir eenzel Gruppen, Lännergruppen - dat heescht „Constituencies“ - an dem FMI an der Weltbank halen.

Et ass net gutt, datt Froen nëmme am G20 diskutéiert ginn. Mir stelle fest, datt de G20 eng gewisse Permanence elo kritt, well d'G20-Finanzministere gesi sech am November schon erëm eng Kéier, fir weider un deene Konklusiounen d'Detailler auszeschaffen.

Duerfir soen ech, mir mussen eis mam G20 konkret auseruesetzen, mä mir mussen virun allem dorop halen - dat ass den eenzege Moyon, dee mer hunn -, datt d'Europäesch Unioun adequat hir Stëmm am G20 ka mat abréngen.

Déi schwedesch Présidence huet versicht, dat relativ uerdentlech ze maachen, andeem se d'Finanzministere virun der Sitzung an no der Sitzung vum G20 zesumme gesinn huet. Mä Fakt ass nach, datt op deene G20-Sitzunge jo net nëmme de President vum Conseil vun den EU-Finanzministere schwätzt, mä och d'Finanzministere vun enger Rei Membere vun der Europäescher Unioun, an eis Suerg muss sinn, datt déi all mat enger Stëmm schwätzen.

Iwwregens ass et och net de G20, mä et ass en fait de G22 ginn, well Holland a Spuenien als Observateurs mat do um Dësch setzen, an doduerch datt se do mat um Dësch setzen, net méi esou staark derfir plädéieren, datt Europa als Ganz do an de Vierdergrond kënn.

Ech hunn där Deeg en Interview vum hollännesche Finanzminister gelies, dee gesot huet, hie geséich am G20 déi nei Weltregierung. Ech mengen, dat wär net gutt, wann dat géif d'Weltregierung ginn. Mä nach eng Kéier: Mir mussen eis mat deem auseruesetzen, wat do diskutéiert gëtt. A mir mussen eisen Afloss am Eurogroup halen an eisen Afloss duerch den Eurogroup am FMI, der Weltbank, an doriwver eraus am G20 muss mer do eis Stëmm erhiewen. Mat alle Limiten, déi dat huet, a virun allem den Transparenzlimiten.

Am G20 gëtt et kee Sekretariat, et gëtt keng Organer, wou ee kloer gesäit, wien dann elo d'Texter schreift. Do ass ebe viles an der Hand vun e puer, déi do d'Soen hunn. Mä wéi gesot, de G20 kréie mer net aus der Welt geschaf.

Europa ass eis Plaz, wou mer eis Stëmm kënnen richtig mat erabrëngen. Europa awer dierf och net nëmme eng Plaz ginn, wou mer dat enregistrieren, wat um G20 leeft. Mir mussen et also mat virbereeden. Mä, ech muss soen, wat de G20 vu Pittsburgh ubelaangt, an domadder kommen ech zum Contenu, muss ech soen, datt dat largement dat reflektéiert, wat mir um Niveau vun den EU-Finanzministere diskutéiert haten. An dat reflektéiert och zu engem ganz groussen Deel d'Meenung vun der Lëtzebuerg Regierung.

Ee Punkt, deen an deene Konklusiounen och steet, e war de Mëtteg manner den Objet vun den Diskussiounen, géif ech awer hei wëlle rappelléieren. Dat ass deen, datt de G20, grad wéi mir och, der Meenung ass, datt während der Kris Konjunkturprogrammer mussen spillen, datt d'Staten also mussen an der Économie intervenéieren. Gradesou kloer awer muss se sech no der Kris aus der Économie, och aus de Konjunkturprogrammer erauszéien, fir domadder d'Statsdefiziter an d'Statscholden ofzebauen.

Wat déi reng op d'Finanzplaz betrafte Moosnamen ubelaangt, sou fannen déi eis onageschränkten Zoustëmmung. Mä et erstaunt mech heiansdo, datt hei gemaach gëtt, wéi wa mam G20 eng nei Welt erfiont gi wär. De G20 war keng Revolutioun. De G20 huet en fait eng Rei Saache gesot, déi schon zënter enger Zäit um europäesche Plang diskutéiert ginn. Mä et ass e bësse wéi nom 11. September, wou op eemol eng ganz Rei Propositionen, déi d'Kommissioun scho méi laang gemaach hat, erëm op den Dësch komm sinn an déi duerno méi séier ëmgesat gi sinn, wéi virun den Evenementer vum 11. September. Esou ass dat och an der Wirtschaftskris.

Et gëtt zum Beispill scho méi laang eng Diskussioun, ob am Kontext vun der Titrisatioun, déi um G20 diskutéiert ginn ass, net misst de Prinzip bestoen, datt deen, deen d'Titrisatioun mécht, och en Deel vun deene Pabeiere muss bei sech selwer halen, fir also och en zoresponsabiliséieren am Risiko, deen anerer droen, wa ver-

schidde Scholden agepaakt ginn an un Drëtter verkaaft ginn.

Datselwecht gëllt wat d'Supervisioun vum Finanzsektor ubelaangt. Mir si schon der Meenung, datt dee Wee, deen an dem Comité „de Larosière“ an der Europäescher Unioun ageschloe ginn ass, fir datt een d'Mikroiwverwaachung vun de Banken op nationaler Ebene mécht, mä datt et fir d'Risiken ze évitéieren op makroökonomescher Ebene en europäescht Organ gëtt, datt dat Sënn mécht. Dee Kompromiss, deen also d'Kommissioun virgeschloen huet, onofhängeg vum G20, mä deen awer kompatibel ass mam G20, geet an déi richtig Richtung a fënn d'Ennerstützung vun der Lëtzebuerg Regierung.

Mir diskutéiere schon eng Zäitchen, och als Lëtzebuerg, am Comité vu Basel iwver nei Regele fir d'Fonds propres vun de Banken, och iwwert d'Regelen, wéi ee kann de Provisionnement vu verschiddene Saachen a gudden Zäite besser gestalten, fir datt een e Puffer huet an Zäite vu Kris.

Mäi Punkt ass also fir ze soen, datt mer an der Europäescher Unioun opgrond vu gudder Propositionen de directives vun der Kommissioun an de Comitéen, notament dem Comité vu Basel, iwwert d'Eigenkapital vun de Banken als Lëtzebuerg mat agebonne sinn an datt mer déi Saachen och zu Lëtzebuerg wäerten züege ëmsetzen, wa se dann diskutéiert sinn.

Ech mengen net, datt et Sënn mécht, datt mir e lëtzebuergesch-eegene Pfad do fueren, well d'Lëtzebuerg Finanzplaz ass eng international Finanzplaz an eege Regeln, déi zu Frankfurt, zu Amsterdam oder zu Paräis total anescht wäeren, wäeren net gutt. Mir sinn eng international Plaz an et ass eng international Finanzkris. Dat heescht net, datt ee muss waarde bis d'ganz Welt matmécht. Mä et muss een awer waarden, datt ganz Europa datselwecht mécht.

Dat gëllt och fir Theme wéi déi variabel Rémunéeratiounen vun de Banken. Et gëtt eng Proposition de directive vun der Europäescher Kommissioun, nämlech dass en Deel vun der „capital requirements“-Direktiv, an där Prinzipien drastinn, déi eis Ennerstützung fannen, nämlech datt de variabelen Deel vun de Paien net dierf zu exzessive Risikogeschäfte féieren an datt e soll sech orientéieren an enger laangfristeger Zilsetzung a Performance vun engem Finanzinstitut.

De Contenu vun där Direktiv, deen ech och der Finanzkommissioun zur Verfügung stellen, kann ee quasi Wuert fir Wuert ëmsetzen. An dat hu mer och wëllen zu Lëtzebuerg, dee Moment, wou déi Direktiv e large Konsens an der Europäescher Unioun fënn.

Woubäi ech an deem Kontext derbäifügen, datt een net dierf verwiessele variabel Rémunéeratiounen, déi zu Risikogeschäfte féieren, an allgemenge variable Rémunéeratiounen - déi Montanten, déi do heiansdo an den Zeitunge stinn; ech hunn déi net op der Lëtzebuerg Finanzplaz gesinn. Déi schéng mer éischer London an New York ze betreffe wéi Lëtzebuerg. Dofir ass dat en Thema, wat selbstverständlech zu Lëtzebuerg wéi an Europa soll geregelt ginn. Mä et ass net dee gréisste Problem, dee mer zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz hunn.

Wat d'Transaktionssteuer ubelaangt, weess ech net, ob déi richtig mam Verursacherprinzip eppes ze doen huet, well wann esou eng Steuer géif ageféiert ginn, da bezilt en fait net d'Bank déi, mä da bezilt de Client vun der Bank déi, deen also déi Transaktioun mécht.

D'Lëtzebuerg Regierung huet kee Problem mat där Steuer, mä ech hunn e bëssen d'Impressioun, sou wéi deemools mat der Tobin-Tax: Jiddweree seet, e wär derfir. Mä wann et dann awer eng Diskussioun gëtt - well dat kann nëmme fonctionnéieren, wa jo d'ganz Welt matmécht -, da fënn een der awer ganz weineg, déi ausser de Sonnesrieden do derfir sinn.

Dofir wëll ech soen: Mir als Lëtzebuerg hätten domadder kee Problem, wann also



eng Unanimité am G20 duerfir géif be-
stoen. Dat war zu Pittsburgh net de Fall;
da géif dat net um Widerstand vu Lëtze-
buerg scheitern.

Ech wëll soen, datt och déi Diskussioun,
wie muss bezuelen, aus Lëtzebuenger Pers-
pektiv och e bëssen eng aner ass, well mir
wëssen nun eemol, datt de Finanzsecteur
an déi Leit, déi am Finanzsecteur schaffen,
schonn haut déi gréisste Steuerzueler zu
Lëtzebuerg sinn, sou datt déi Diskussioun
also eng ganz aner ass wéi a Länner, wou
de Finanzsecteur e ganz klengen Deel ass
vun der Economie.

Mir sinn eng offen Economie a mir musse
kucken, datt eis Steuerlaascht gerecht ass
an der internationaler Konkurrenz Rech-
nung dréit. An datt jiddweree muss säi Bät-
trag dozou leeschten, schéngt mer eng
Evidenz ze sinn.

Ech wëll awer vläicht ofschléissend dozou
soen, datt, wat generell d'Behuele vu ver-
schiddene Banken - an ech preziséieren
„verschiddene Banquieren“ - well ech men-
gen, et soll een net alles an een Dëppe ge-
heien -, datt dat zur Kris geféiert huet, well
eng Mentalitéit entstanen ass, fir ëmmer
méi schnell ëmmer méi Geld ze maachen.
Allerdéngs mengen ech, datt dat net nëm-
men de Problem vun der Finanzwelt war,
mä och vun eis alleguerte selwer.

Well mir hu gemierkt, datt déi, déi Produk-
ter verkaaft hunn, déi am meeschte Ren-
dite ofgeworf hunn, datt déi och ganz
séier vill Clientë fonnt hunn, sou datt also
jiddweree sech muss, wann et ëm ethesch
Froe geet, souwuel deen, deen eppes ver-
keeft, wéi och deen, deen eppes keeft,
héchstwahrscheinlech no dëser Kris eng
ganz Rei Froe stellen.

Wéi verschidde Banken zu Lëtzebuerg
enorm Zënsen offéiert hunn, déi anerer
net offéiert hunn, du sinn eng Rei Clientë
bei déi Banke gaangen. Si hu sech net
d'Fro gestallt, wat kënnt domadder ge-
schéien. An d'fir stellt dat och eng nei Fro:
Wéi wäit soll d'Reguléierung vun Stat
goen? De Middelwee fannen ass net ëm-
mer einfach.

Mä sécherlech wäert net méi alles kënnen
esou toleréiert ginn, wéi dat an der Ver-
gaangenheet et war. Et muss ee méi lues,
méi laangfristeg Ziler hunn, an net kuerz-
fristeg schnell Geld wëlle maachen.

Ech rappeléieren och heibannen, wéi oft
ech als Budgetminister kritiséiert gi sinn,
wann ech d'Trésorerie vun Stat net uge-
luecht hunn a Produkter, déi schnell a vill
Rendement ofgeworf hunn. Ech hunn dat
anescht gemaach mat de Statssue wéi a
verschiddene aneren Etablissementer, öf-
fentlecher a privater, an ech mengen, dat
war gutt fir Lëtzebuerg, och wa mer dee
Moment vläicht manner Rendement kritt
haten.

Déi Kris hei huet vläicht eppes Guddes,
datt jiddweree sech erëm eng Kéier e bës-
sen a Fro stellt, datt et och ausser villem
a schnellem Geld eppes anescht an eiser Ge-
sellschaft gétt.

Zu Lëtzebuerg wäerte mer déi Saachen,
déi am G20 diskutéiert gi sinn an déi an
der Europäescher Unioun ëmgusat ginn,
schnell ëmsetzen. Ech mengen, datt et
wichtig ass, datt dës Finanzplaz, wat d'Re-
glementatioun ubelaangt, net hannen am
Zuch sëtzt, mä am viischte Wagon sëtzt,
an ech mengen, ech géif mech ulehnen
an deem, wat den Här Meisch virdru gesot
huet.

Et geet net nëmmen drëm, dat ze vertei-
degen, wat een huet. Et muss een, a grad
muss een an dësen Zäiten déi Finanzplaz
och nei orientéieren; eng permanent de-
fensiv Haltung kann zu Géigreaktiounen
féieren, wéi mer dat um viregte G20 ge-
sinn hunn. An duerfir verlaangt dat och
eng Reflexioun, déi eis aus der Defensiv an

eng Offensiv bréngt, an duerfir och dat
eent oder anert muss geännert ginn, fir
datt och déi Finanzplaz eng Zukunft no
der Kris huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Fi-
nanzminister Luc Frieden Merci. Domad-
der ass dës Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zu zwee Duebelbesteie-
rungsofkommen. De Projet de loi 5980;
dat ass eng Konventioun mat Moldawien.
An duerno eng Konventioun mat Geor-
gien. An de Rapporteur huet mer gesot, e
géif an engem mëndleche Rapport iwwert
déi zwee Projete schwätzen. Duerfir géif
ech lech och proposéieren, datt mer d'Dis-
kussioun iwwert déi zwee Projete géife vir-
huelen. Ageschriwwen ass bis elo just den
Här Negri. An d'Wuert huet elo de Rappor-
teur vun deenen zwee Projets de loi, den
honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel,
Dir hutt d'Wuert.

8. 5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

et

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a
Kolleegen, déi zwee Duebelbesteierungs-
ofkommessen, mat deene mer haut quasi
déi nei Legislatuur hei alauden an déi ech
- wéi de President elo grad gesot hunn
- mer erlaben, lech mateneen an engem
Zoch virstellen, dierfte wuel déi lescht
nom ale Muster sinn.

Well deen nächste Projet an dësem Zesum-
menhang ass schonn ënnerwee. E gouf
den Éischte vun dësem Mount vun Fi-
nanzminister mat der Nummer 6072 an
dësem Haus deponéiert. Bei där Gesetzes-
virlag geet et ëm net méi an net manner
wéi ëm d'Aktualiséierung vun enger Retsch
vun Duebelbesteierungsofkommessen, déi
an Aklang mat den OECD-Regelen iwwert
den Informatiounsaustausch a Steiersaache
bruecht solle ginn.

Ech wëll keng laang Geschicht iwwert déi
Hannergrënn vun der Operatioun erzielen
- souwiso hu mer elo schonn eng Stonn
laang doriwwer geschwat -, déi am Sum-
mer op deem ominöse Sommet vun G20
zu London lancéiert gouf a mat där eist
Bankgeheimnis nawell ganz gehéiereg ge-
réselt gouf.

Dës zwee Accordë gehéieren net zu deene
17, déi deemnächst an d'OCDE-Regelen
iwwert den Informatiounsaustausch uge-
passt solle ginn. Si si souzesoen téschent
Nuecht an Dag gefall, well si goufe scho
virun zwee Joer ënnerzechent a gounge

um Ufank vun dësem Joer an d'Chambers-
prozedur, wou nach keen eppes vun deem
politeschen Donnerwieder wousst, dat en
halleft Joer duerno iwwer eis Finanzplaz
eragebrach ass.

Et läit deemno op der Hand, datt ge-
schwënn och schonn déi zwee Duebelbe-
steuerungsofkommessen, déi mer haut
ofseene sollen, ëm dee faméisen Artikel 26
Paragraph 5 vun OECD-Modell erweidert
wäerte ginn, deen en Informatiounsaus-
tausch op Demande téschent eiser an
deene frieme Steierverwaltungen virgesäit.
Eben déi Dispositioun, déi mer bis elo
wéinst eiem Bankgeheimnis ëmmer aus-
drécklech beim Duebelbesteierungsofkom-
mes ausgeklamert hunn a laanscht déi mir
elo eben net méi kommen.

Et hätt ee wuel nach kënnen d'Prozedur
am leschte Moment ëmbéien an déi zwou
Konventiounen esou nobesseren, datt si
deenen neie Verflüchtungen a puncto In-
formatiounsaustausch téschent de Steier-
verwaltungen entsprach a sech an d'Retsch
vun deenen ugepasste Konventiounen
agereit hätten. Eppes, wat wuel elo mat
deenen aneren Duebelbesteierungsofkom-
messe geschéie wäert, déi nach am Tube
sinn, déi schonn ënnerschriwwen, awer
nach net vun der Chamber guttgeheescht
sinn.

Mä éischters hu mer dee Minimum vun
zweefel Konventiounen, deen d'OCDE vir-
schreift, fir ee vun der schwaarzer Lëscht
vun de Steierparadäiser ze huelen, scho
laang iwwerschratt, an zweetens hätten eis
Ofmaachunge mat deenen zwee Länner,
ëm déi et hei geet, zwee Länner aus dem
fréieren Ostblock, vläicht net gradesou vill
an den Ae vun der OCDE gewige wéi en
Accord mat Amerika oder mat Frankräich
- fir nëmme déi zwee ze nennen.

Elo kann ee sech natierlech froen, ob mer
näischt anescht méi Wichtiges, näischt
Besseres am Moment ze dinn hu wéi Due-
belbesteierungsofkommessen mat zwee
Länner ofzeschléissen, mat deene mer
kaum nennenswäert Handelsbeziungen
hunn a mat deenen eis och soss net extra
vill verbënnt.

Moldawien, dat fréier zu Rumänien ge-
héiert huet an du vun der deemoleger
Sowjetunioun annekéiert gouf, ass eis
héchstens dofir geleegef, well et zu deen-
en äermste Länner an Europa gehéiert an
datt et mat engem gehéieregen Handels-
defizit geplot ass, well et dräimol méi
aféiert, wéi et ausféiere kann. Mir spille
keng ganz grouss Roll dobäi, well d'Expor-
ter vu Lëtzebuerg no Moldawien schloe
mat manner wéi 300.000 Euro am Joer zu
Buch.

Eisen Handel mat Georgien ass och net
grad ëmwerfend, wann ee bedenkt, datt
mir d'lescht Joer op knapps eng Hallef Mil-
lioun Exporter dohinner koumen. Aller-
déngs muss een dobäi bedenken, datt et
och scho Jore gouf, wou eis Exporter no
Georgien sech op e puer Milliounen belaf
hunn.

Mä dat war virun där onroueger Zäit, an
déi Georgien gerutscht ass, wéi et sech
mat sengem groussen Noper Russland
ugeluecht huet, well deen déi zwou ofge-
fale - wéi Der wësst - Provënzen Abcha-
sien a Südossetien an hirem Onofhängeg-
keetskampf ënnerstëtzt.

Dës zwee Duebelbesteierungsofkommes-
sen, déi op den ausdréckleche Wonsch vu
Moldawien a vu Georgien zustane kou-
men, hunn also op d'mannst fir den Ablack
méi eng politesch wéi eng ekonomesch
Bedeutung.

Eist Land, dat an der Tëschenzäit souzesoe
mat allen europäesche Staten, och mat
deenen neien am Osten, Duebelbesteie-
rungsofkommessen ofgeschloss huet, hätt
sech deemno schwéier dem Wonsch vun
deenen zwee Länner no dëser Aart vun

Unerkennung verschléisse kënnen - ofge-
sinn dovunner, datt een ni weess, wéi sech
Relatiounen entwéckele kënnen an een
och ni genuch Frënn uechtert d'Welt kann
hunn.

Här President, déi zwee Accordë si méi
oder wéineger nom selwechte Muster ge-
stréckt, no deemselwechte Muster wéi déi
meescht vun deenen anere 55 Duebelbe-
steuerungsofkommessen och, déi mir bis
elo doruechter ofgeschloss hunn. Dat
heescht, et gouf sech an éischter Linn un
den OCDE-Modell gehalen, bis eben op
deem ominösen Artikel 26 natierlech.

Mä och dee Modell, dee vun der UNO
ausgeschafft ginn ass a fir dee virun allem
d'Entwécklungslänner eng Präferenz hunn,
well hien eng Quellesteier am Ursprungs-
land bevirdelegt, gouf als Virlag benotzt
a schrattweis mat an déi Accorden age-
baut.

Well ausser dem Statsrot kee sech zu deen-
en zwee Projeten zu Wuert gemellt huet
an och de Statsrot näischt anzewennen
hat, mengt d'Finanzkommissioun der
Chamber rouege Gewëssens empfehlen ze
kënnen, deenen zwee Gesetzer hir Zou-
stëmmung ze ginn.

Ech fir mäin Deel kann op alle Fall den Ac-
cord vun der CSV-Fraktioun schonn emol
hei ginn.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här
Thiel Merci. Den Här Thiel war esou kom-
plett, datt keen agedroene Riedner méi do
ass an och den Här Negri net méi wëllt...

(Hilarité générale)

...dozou sech äusseren. Ech mengen, datt
och de Finanzminister domat d'accord ass.
Duerfir géif ech proposéieren, datt mer
géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet
de loi 5980 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5980 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi per-
sëinlech Stëmmen. Duerno de Vote par
procuracion. De Vote ass heimat ofge-
schloss.

D'Resultat ass folgend: 59 Jo-Stëmmen an
eng Enthaltung.

Wëllt dee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Domat ass de Projet de loi 5980 ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval,
Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien
Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile
Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank,
MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali
Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine
Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-
Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Ober-
weis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-
Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel,
Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Wey-
dert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia
Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Ly-
die Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen,
Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia
Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et
Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier
Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand
Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme
Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix
Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et
Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen,
Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

S'est abstenu: M. André Hoffmann.





Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5992.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5992 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Enthaltung.

Wëllt dee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Domat ass de Projet de loi 5992 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Ro-

bert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

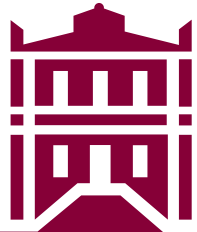
(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.31 heures)



SÉANCE 2

MERCREDI,
14 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza»

- M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

3. Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole

- Exposé: M. Lucien Clement

- Débat: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri (dépose une motion), M. Henri Kox, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann

- M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Motion 1: M. Henri Kox

- Vote (motion adoptée)

4. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007

- Rapport de la Commission de la Culture: Mme Martine Mergen

5. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel)

- M. Gilles Roth, rapporteur

6. Question avec débat N°1 de M. Jean Colombero au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1

- M. Jean Colombero (dépose une motion) - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Motion: M. Jean Huss, M. Xavier Bettel

- Vote sur la motion modifiée (rejetée)

7. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (suite)

- Second vote constitutionnel

- M. André Hoffmann

9. 5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Gilles Roth

- Discussion générale: M. Paul Helming, M. Jean-Pierre Klein, M. François Bausch (dépose une motion), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Jean-Paul Schaaf (dépose une motion)

- M. François Bausch (à qui répond M. Gast Gibéryen)

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (à qui M. Jean-Louis Schiltz répond), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (à qui M. François Bausch pose une question)

- Vote sur la motion 1 (rejetée), M. André Hoffmann

- Motion 2: M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

- Vote sur la motion 2 (adoptée)

10. 5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998

- Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certains autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2009

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 03.08.2009

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.08.2009

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux A et B de Belval dans l'intérêt du Centre national de la Culture Industrielle



Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 08.09.2009

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.09.2009

6067 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 octobre 1981 portant application de la directive 80/181/CEE du Conseil du 20 décembre 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.09.2009

6068 - Projet de loi concernant certaines mesures visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.09.2009

6069 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 25.09.2009

6070 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)

Dépôt à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 25.09.2009

6071 - Projet de loi relatif à l'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 28.09.2009

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2009

6072 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Bahreïn tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 6 mai 2009;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatifs, signés à Luxembourg, le 23 juin 2009;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 3 juillet 2009;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 juillet 2009;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein tendant à éviter les

doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Vaduz, le 26 août 2009;

6. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 20 mai 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 3 avril 1996;

7. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à La Haye, le 29 mai 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye, le 8 mai 1968;

8. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Paris, le 3 juin 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1^{er} avril 1958, modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970 et par un Avenant signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006;

9. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 4 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980;

10. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009, en vue de modifier la Convention entre le Luxembourg et la Finlande tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 1^{er} mars 1982;

11. approbation Troisième Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Londres, le 2 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Londres, le 24 mai 1967;

12. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962;

13. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Protocole final et le Protocole additionnel y relatifs, signés à Oslo, le 6 mai 1983;

14. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002;

15. approbation de l'Avenant, signé à Berne, le 25 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la

fortune, signée à Berne, le 21 janvier 1993;

16. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 28 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 4 octobre 1999;

17. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 30 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003 et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.10.2009

6073 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 12 février 2009 portant modification du règlement grand-ducal du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.10.2009

3) En date du 7 octobre 2009, M. Jean-Luc Kremer, a remis la pétition N°293 contre la défiguration de notre paysage d'Ardenne par l'implantation d'installations éoliennes.

Mir hunn elo d'Question urgente N°61 vum Här Eugène Berger iwwer Belval Plaza. Den Här Eugène Berger huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Question virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza»

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt déi Fro hei esou schnell ka beäntwert gi respektiv datt d'Regierung dozou ka Stellung huelen. Wéi Der scho gesot hutt, geet et em den Dossier Belval Plaza, dee jo, wéi bekannt ass, op de Friché vun Esch-Belval läit.

Ech wëll elo keng ganz laang Introduction méi maachen. Dat ass net néideg. Deen elo d'Médië verfollegt huet déi lescht Deeg, déi lescht Stonnen, dee weess, em wat et geet. Et sinn hei Onstëmmegkeeten tëschent zwou Gesellschaften - Multiplan an SNS, fir se net ze nennen -, fir do de Financement vu Belval Plaza ze organisieren.

Dat ass virun allem zum Nodeel vun de Leit, déi do eng Wunneng kaaft hunn, déi do wëlle wunnen op deem Site. Dat ass och zum Nodeel vu Geschäftsleit vu Kleng- a Mëttelebetriber, déi do wëllen hiert Geschäft rulle loossen. An et kéint een natierlech a priori soen: Hei ass elo e Clinch tëschent zwee Privatbetriber, tëschent zwee Privatinvestoren an dat geet eis näischt un. Et muss een awer den Dossier an engem ganze Kontext gesi vun de Friché vu Belval.

D'Entwécklung vun de Friché vu Belval ass jo e wichtege Projet fir de Süden an och d'Regierung. Dës Regierung, mä och déi viregt Regierungen hunn ëmmer e ganz grossen Akzent drop geluecht, fir dee Site optimal ze entwéckelen, fir dee ganze Site och als Ganzt ze vermaarten a weiderzuentwéckelen. An déi Evenementer, déi mer elo hunn, déi sinn awer net gemaach, fir Vertrauen an dee Site ze kréien, fir Vertraue bei de Leit ze kréien, déi wëllen dohinner schaffen, wunnen oder investiere goen.

Ech sinn also der Meinung, datt d'Regierung och gefuerdert ass, fir hei also matzehëllefen eng Solutioun ze fannen. Méi konkret dann, Här President, meng Froen:

t ass jo esou, beim Verkaf, déi Terrainen, déi do verkaaft gi sinn, dat war vun der Gesellschaft Agora, wou och de Stat mat en Undeel hat oder mat an där Gesellschaft dra war, mengen ech, zu 50%. Et sinn deemools beim Verkaf vun deenen Terrainen och Konditionouen oder Obligationouen erageschriwwen ginn an d'Kontrakter, wou et dann zum Beispill herno och géife Méiglechkeete ginn, fir datt de Stat herno kéint intervenéieren, wa Problemer sinn um Site, fir deen eben op deenen Terrainen ze entwéckelen.

Déi zweet Fro ass déi dann, datt ech an de Medien héieren oder gelies hunn, datt den Affekot vun enger Privatpartei gesot huet, datt Kontakter mat der Regierung wieren. Ech wollt do de Minister froen, ob hien dat ka bestätegen, confirméieren, wat fir eng Kontakter dat sinn, an ob eventuell do och schonn éischt Pisten opgezeechent si fir Solutiounen.

An da wollt ech awer méi insgesamt de Minister froen, ob d'Regierung iwverhaapt hei wëlles ass, fir Démarchen ze maachen, fir eng Schlichtung ze fannen, eben ëmmer an där Iddi, datt et hei wierklech drëms geet, fir de ganze Site vun Esch-Belval optimal a positiv ze developéieren.

Méi spezifesch hat ech och eng Fro un de Logementsminister. Deen ass net hei, mä vläicht kann den Här Wiseler - en ass jo de Superminister, dee bal alles ofdeckt - dann och dozou Stellung huelen. Hei ass jo och dann awer déi Problematik, datt hei Leit, déi eng Wunneng kaaft hunn, net kënnen anzéien. Et geet Rieds vu praktesch 100 Leit, an déi zweet Phas misst jo och deemächst fäerdeg sinn, Plaza 2, wou och nach eng Kéier, ech mengen, 100 Wunnenge sinn. Füllt de Logementsminister sech hei och iergendwéi implizéiert respektiv mécht deen och Démarchen, fir eventuell do ze kucken eng Solutioun ze fannen, well jo awer hei och da vill Leit net kënnen an hir Wunneng zéien?

Ech soe schonn am Viraus Merci fir all déi Äntwerten, déi de Minister eis ka ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Berger Merci. Elo huet d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. E puer Aussoen zu de Faiten. Wat sinn d'Faiten?

Éischtens ass et esou, dass d'Sociétéit Agora enger Privatgesellschaft dee concernéierten Terrain, vun deem mer hei schwätzen, virun enger Rei Jore verkaaft huet, fir Commercen a Logementer hinze-riichten a fir de Projet Belval Plaza ze realiséieren. Iwwert d'Konditionouen, déi an deem Kontrakt sinn: Souwäit ech dat an där kuerzer Zäit konnt nofroen, stinn eng Rei Konditionouen, wat d'Délaié vun der Realisation ugeet, wéini dee Projet soll ofgeschloss sinn, dran. Dat als haapt-sächlech Konditionouen, déi an deem Akt stoungen.

Zweetens, d'Regierung ass via de Wirtschaftsministère Enn September informéiert ginn, datt tëschent den Aktionäre vu Belval Plaza eng Rei Problemer géife bestoen. Si ass informéiert ginn.

Drëttens, et ass kloer, datt et weder un der Regierung nach un der Gemeng ass, fir sech an de Sträit tëschent zwee privaten Aktionären anzeméschen. Mir sinn iwwert d'Médië gewuer ginn, datt hei gerichtlech Prozedure sollten engagéiert ginn. An ech denken, datt et kloer ass, datt et sécherlech un de Richter ass, fir dës Affären ze tranchéieren.

Véiertens, wat d'Weiderféiere vum Projet ugeet, si mer um selwechte Wëssensstand wéi allgemeng d'Öffentlechkeet a wéi Dir alleguer heibannen a stelle fest, datt ee vun de Partner wëlles huet de Projet weiderzeféieren.

Fënneftens, och déi Relatiounen, déi tëschent deem, dee baut, respektiv de Privatleit bestinn, si Relatiounen, déi op privater kontraktueller Basis berouen, wou et der Regierung net méiglech ass, an eng privat kontraktuell Relatioun anzegräifen, wou de Stat net Partie ass. Hei ass et selbstverständlech wéi bei all Kontrakt den allgemengen Droit civil respektiv den Droit commun, deen ze applizéieren ass.



Dee leschte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass, datt et awer och evident an den Aen vum der Regierung ass, datt de Projet Belval natierlech fir eis en enorm wichtige Projet ass am Kader vun der Entwécklung vum Land, am Kader vun dem IVL a vun deenen Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn, fir déi eenzel Partië vum Land ze entwéckelen.

An dat Wesentlech, mengen ech, wat mer hei kënnen maachen, dat ass kloer an däitlech dat ze affirméieren, dat ze affirméieren awer net nëmmen a Wieder, déi mer hei soen, mä dat ze affirméieren andeem mer kloer an däitlech soen, datt déi massiv Investissementer, déi d'Regierung an deene leschte Joren op dem Site Belval gemaach huet, och an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint wäerte weidergefuert ginn.

D'Regierung huet decidéiert, selbstverständlech d'Investissementer weiderzeféieren, huet och decidéiert, wesentlech Fonctiounen vum Stat op Belval ze implanteren. Domat wëlle mer weiderfuere.

Ech wëll just kuerz nach eng Kéier rappeléieren, wat mer alles amgaange sinn zu Belval ze maachen.

Déi Saachen, déi Der alleguete kennt: iwwert d'Rockhal; d'Stabilisation vum den Hauts-fourneaux; de Bâtiments administratifs fir eng ganz Rei staatelech Institutionen; de Lycée Belval, dee mëtten am Bau ass; den Incubateur d'entreprises, deen och am Bau ass; de Centre national de la culture industrielle, wou ech de Gesetzesprojet kierzlech déposéiert hunn; iwwer zéng Gebaier vun der Uni Lëtzebuerg, wou mer der eng Rei amgaange sinn, anerer, déi leschtlech nach de Moien an der Chamberskommission duerchdiskutéiert gi sinn, fir och do de legislative Wee weiderzuegoen; an anerer, déi an der Planificatioun nach dra sinn; d'Archiv-nationalen; de Centre sportif; d'CRP Henri Lippmann, wat alles Projekte sinn, déi am Héichbau sinn.

Zousätzlech kommen all déi Projeten am Déifbau. Ugefaange mat der Gare Belval, wou mer kënnen am Laf vum nächste Mount och e weidere Schrëtt dovunner gemeinsam aweien; an net geschwat vun deenen enorm deieren Investissementer an de Stroossebau, wéi d'Liaison Michéville a senge verschiddene Phasen an de gesamten Tissu routier, dee mer amgaange sinn do en place ze setzen.

Dat fir ze soen, datt d'Regierung un de Projet Belval gleeft an datt mer déi Investissementer maachen, déi noutwendeg sinn, fir datt de Projet ka weidergoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Dese Punkt ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Orientierungsdebat iwwert d'Zukunftsperspektiven am Agrarsecteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Hären Etgen, Negri, Kox a Colombara. Den honorablen Här Lucien Clement ass Spriecher vun der CSV-Fraktioun, déi d'Debatt ugefrot huet. Här Clement, Dir hutt als Eischt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole

Exposé

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, zënter Méint gëtt d'Aktualitéit ënner anerem mat Biller vu rosene Bauere geprägt, déi fir hir Aarbecht net méi dee Loun kréien, deen et hinnen erlaabe géif, fir vum hirem Beruff liewen ze kënnen. Besonnesch d'Mëlchbauere leide ganz staark ënnert deem extrem niddrege Präis ëm déi 20 Cent, dee si fir d'Produktion vum engem Liter Mëllech kréien, och wa momentan d'Situatioun sech licht ze entspanne schéngt.

Dese Präis geet net emol méi duer, fir datt d'Bauern déi Produktionskäschten iwwerhaapt gedeckt kréien. Si hu mat Recht gefillt, datt hir Aarbecht näischt méi wäert ass, wat och erkläert, datt Verschiddener vun hinnen als Protest hir Mëllech op d'Wiss ausgeschott hunn, anstatt se an hir Molkerei ze liwweren.

Dat ass eng Handlung, Här President, déi kann ee verstoen. Mä et muss ee se net onbedéngt akzeptéieren. Esou Aktiounen stouss beim Konsument, dee jo u sech opmierksam gemaach soll ginn an zur gläicher Zäit och sensibiliséiert soll ginn, eisichter op Onverständnis wéi op Akzeptanz.

Den akute Problem vun de Mëlchbauere verstopt u sech awer e bësselchen, datt déi gesamt lëtzebuergesch an europäesch Landwirtschaft sech an engem ganz ugespaanten, an engem wirtschaftlech schwierigen Ëmfeld beweegt. En Ëmfeld, dat sech zënter der Finanz- a Wirtschaftskris ganz staark verschlechtert huet.

A genee aus deem Grond huet d'CSV-Fraktioun fir haut eng Orientierungsdebat iwwert d'Landwirtschaft an hirer Gesamtheit ugefrot. Mir sinn nämlech der Meinung, datt d'Chamber sech haut net nëmme mat der Situatioun vun de Mëlchbaueren, mä och mat der allgemenger Entwécklung vun der Landwirtschaft auserneeetze soll.

Hei geet et drëms, Pisten opzezechnen, wéi, wou, wat besser gemaach gi kann, wou an der Vergaangenheet eventuell Feeler gemaach goufen. Et sollen awer Pistes sinn - soen ech emol -, déi politesch ëmsetzbar sinn a virun allem fir de Bauer an der Praxis awer och praticabel solle sinn. D'Erhaltung an d'Förderung vun eise landwirtschaftleche Betriber muss eng vun den éischte Prioritéiten vun der europäescher a vun der Lëtzebuergescher Politik sinn a se muss et och bleiwen.

Mir dierfen nämlech net vergiessen, datt eis Landwirtschaft a villfacher Hisiicht am Déngscht vun eiser Gesellschaft steet an am Erhale vun eiser Kulturlandschaft eng séier wichteg Roll spillt. D'Landwirtschaft muss dofir an all hirer Importenz, mat all hire Facetten an der Gesellschaft duergestallt ginn.

An deem Sënn wëll ech kuerz e puer Zuelen aus der Landwirtschaft nennen, fir d'Rumm opzespannen, an där mer eis haut hei bewegen.

Am Mee 2008 huet d'Lëtzebuergescher Landwirtschaft nach 2.268 Betriber gezielt, an et hu ronn 4.000 Mënschen doranner geschafft. Dës Betriber bewirtschaften zesummen eng Agrarfläch vu ronn 130.000 ha mat enger Moyenne pro Betrib vu 57,5 ha.

Wann een dës Zuelen elo mat deene vun 1950, also direkt nom Zweete Weltkrich, vergläicht, da gëtt ee sech eréischt richtig där enormer Konzentrationsbewegung an deem groussen Strukturwandel bewusst, deen zënter Jorzéngten an der Lëtzebuergescher Agrarlandschaft stattfonnt huet.

Esou sinn et nämlech 1950 nach ronn 13.500 landwirtschaftlech Betriber ginn, déi plus ou moins déiselwecht Fläch wéi haut bewirtschaft hunn. Par contre hunn deemools awer nach zéngtausende Leit am Secteur primaire geschafft. Dës Zuele weisen ganz kloer an däitlech, datt d'landwirtschaftlech Aktivitéiten vun ëmmer manner Leit bedriwwen ginn an datt d'Betriber ëmmer méi grouss ginn.

Et muss een awer haut am Ufank vum 21. Jorhonnert feststellen, datt d'Landwirtschaft nach ëmmer eng decisiv Roll spillt, an dat wéinst den Aufgaben, déi se fir d'Gesellschaft ze erfëllen huet.

D'Haaptaufgaben, Här President - an dat ass och richtig esou -, ass d'Notzung vun engem groussen Deel vun eiser Landesfläch fir d'Produktion vum héichwäertege Nahrungsmittelen. An dat muss och esou bleiwen. Doriwwer eraus sinn d'Erhalen an d'Fleeg vun der Landschaft, d'Ofsicherung vun der Vitalitéit am ländleche Raum, den Natur-, Waasser- a Klimaschutz, d'Erhale vun der Biodiversitéit, d'Förderung vun der regionaler Identitéit vun deene verschiddene ländleche Géigende weider wichteg Aufgaben. Aufgaben, déi dem Land, an domat jiddwerengem - an ech betounen „jiddwerengem“ - vun eis zeguttkommen.

Dofir kritt de Bauer wuel eng Entscheedung a Form vu Primen, mä seng Aarbecht gëtt net direkt vum Marché, dat heescht direkt vum Konsument, finanziell honoreiert. D'Erëlle vun all deenen Aufgaben entsprécht natierlech dem Gescht vum europäesche Landwirtschaftsmodell, esou

wéi en ënner Lëtzebuergescher Responsabilitéit vum deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Boden 1997 definéiert ginn ass an dee multifunktionell, kompetitiv an nohalteg ausgerichtet ass.

Dese Modell hält och fest, datt d'Landwirtschaft och a benodeelegte Regionnen erhale bleiwe muss. Lëtzebuerg war bis elo als e landwirtschaftlech benodelegt Gebitt unerkannt. D'Regierung muss alles ënnerhuelen - an d'CSV wäert lech, Här Minister, doranner ënnerstetzen -, datt dat och an Zukunft esou bleift. Dës Unerkennen als landwirtschaftlech benodelegt Gebitt ass mat substanzuelle Bähillefe fir eis Landwirtschaft verbonnen an ass wichteg fir déi zukünfteg Gestaltung vun eise Betriber.

Wa mir eis all dës Missiounen vun der Landwirtschaft virun Aen halen, da muss et eist Zil sinn, an Europa an hei zu Lëtzebuerg déi néideg Rahmbedéngungen ze behalen a gegebenfalls ze reforméieren. Rahmbedéngungen, déi eng leeschtungsstaark, eng nohalteg orientéiert Landwirtschaft an d'Produktion vum gesonde Liewensmittel erméiglechen a gläichzäitig dem Produzent e senger Aarbecht entsprechend Akommes dann och garantéieren.

Trotz allen anere Missiounen, déi d'Landwirtschaft huet, bleift awer als Haaptmissioun gesond Liewensmittel ze produzéieren. Dat geet vum Fleesch iwwert d'Mëllech, d'Eeër, d'Kären, d'Geméis, d'Uebst bis hin zum Wäin. Dofir si mir als CSV där Meenung, datt ee weider op där Schinn soll bleiwen, wou mer haut sinn, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, nämlech net oder net méi op Quantitéit ze setzen, mä virun allem op Qualitéit.

Et ass vill an d'Traçabilitéit vum Liewensmittelen investéiert ginn. An hei bleift och an Zukunft all eezelnen Acteur an der Liewensmittelchaîne gefuerdert, ugefaange beim Produzent iwwert de Fabrikant, den Distributeur, de Commerçant bis hin zum Konsument.

Mir als CSV ënnerstetzen eng seriö Traçabilitéit, mä mir ënnerstetze keng iwwerdriwwene Traçabilitéit wéi se allze oft vu Bréisseler Gremien ausgeschafft gëtt, an nëmmen derzou bäidreit, fir d'Betriber ze schikanéieren. Eng vernünfteg Traçabilitéit hëlleft eiser Landwirtschaft nämlech hir Part de marché ze behale respektiv weider ze erhéien. Dat vun der iwwerdriwwener Traçabilitéit gëllt iwwerens och fir aner Secteuren aus der Liewensmittelbranche.

Mir als CSV si ganz kloer fir d'Transparenz vun der Traçabilitéit, mä, Här Minister, et muss een awer d'Ham net onbedéngt an der Mëllech kachen. Et muss ee sech awer och bewusst sinn, datt et eng op d'Qualitéit a manner op d'Quantitéit orientéiert Landwirtschaft eben net zum Nulltarif ka ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och eemol drun erënneren, datt nom Krich d'Leit nach méi wéi d'Halschent vun hirem Akommes fir Liewensmittel ausginn hunn. Dese Taux ass haut op ënner zéng Prozent gefall. De Stellewäert vun eisen Nahrungsmittelen muss also an de Käpp vun eis all erëm virun d'Vekanden, virun den Auto a virun d'Kleeder gesat ginn.

Dat alles geet awer nëmmen iwwert d'Promotioun an iwwer méi Opklärung. An dobäi ze hëllefen, si mir als Politiker alleguer gefuerdert. Och wann en héije Prozentsaz vun de Konsumenten laut verschiddenen Ëmfroe seet, datt e sech géif fir Qualitätsprodukter, déi no strengere Kritäre produzéiert goufen, entscheeden, ass dat awer an der Realitéit net grad esou.

Oft, vill ze oft gëtt dann awer dee méi bëllege Produit am Supermarché aus dem Regal geholl an an de Weenche geluecht an deen zwangsläufig méi deieren, ganz oft och nach regionale Produit bleift leien. D'Konsequenz dovunner ass, datt ëmmer méi sougenannt analoge Produkter wéi zum Beispill analoge Kéis op de Marché kommen, déi absolut näischt, awer nu guer näischt mat Landwirtschaft ze dinn hunn. An dat aus dem einfache Grond, well se méi bëllege sinn, wéi déi konventionell Agrarproduiten.

Mir als CSV bezechnen esou Liewensmittelen als groben Unfug a mir begréissen, datt dee fréiere Landwirtschafts-

minister Fernand Boden mat sengen däitschen an éisträichesche Kolleegen eng Initiative bei der Kommissioun ënnerholl huet, fir d'Täuschung vun de Konsumenten duerch esou Produkter ze ënnerbannen. Mir wäerten lech och hei, Här Minister, ënnerstetzen, fir esou Dommheete rigourens ze bekämpfen.

D'Konsumvehalen ass eng Saach. Op där anerer Säit ass et awer och eng Tatsaach, datt d'Präisser fir d'Agrarprodukter säit Joren zréckginn an datt d'Landwirtschaft ouni national an europäesch Bähillefen net méi auskënnt. Dee gréissten Deel aus dem landwirtschaftlechen Akommes besteet haut aus Subsidien a Primen, fir déi d'Bauern awer eng ganz Rei Ëmwelt- an Déiereschutzkritären erfëlle souwéi Qualitéits- a Sécherheetsnormen anhale mussen.

Dat ass Fakt. D'Produktionskäschten sinn an der Vergaangenheet permanent eropgaangen, an d'Präisser fir Fleesch, Wees a Mëllech zënter Jore permanent eropgaangen. Vu dës schwieriger Situatioun, déi sech an irrealen Präisser an onsécheren Zukunftsperspektiven ausdréckt, kann ee verstoen, firwat ëmmer méi Bauere sech net méi an hirem Beruff wuel fillen.

Sécher ass fir d'CSV awer op alle Fall, datt d'Bauern awer nëmmen da fir eng héich Qualitéit vun hirer Produktion surgen kënnen, wa se genau wéi aner schaffend Mënsche fir hir Produkter e gerechte Präis kréien. D'CSV ass jiddefalls grundsätzlech fir uerdentlech Agrarpräisser a géint all Zort vun Dumpingpräisser. Et gëtt keng direkt Idealléiung. Dat wësse mir och.

Här Minister, mir ënnerstetzen lech an all Äre Beméiungen, déi an déi Richtung ginn, datt de Bauer fir déi Produkter, déi en duerch säin deeglecht Schaffe produzéiert, och deementspreechend bezuelt gëtt. Kuckt een allerdéngs op dat aktuellste Beispill, nämlech op d'Entwécklung vum Mëlchpräis, da muss ee Folgendes feststellen - an dat, wat ee feststellt, dat ass eng eenzeg Katastroph - :

Vu September 2002 bis September 2006 louch de Präis fir ee Liter Mëllech hei zu Lëtzebuerg relativ konstant tëschent 31 a 34 Cent. Am September 2007 an 2008 si 47 respektiv 39 Cent fir e Liter Mëllech bezuelt ginn. Dunn am September 2009 sinn et nach just 23 Cent ginn. Dese Präis geet, wéi ech uganks gesot hunn, definitiv net duer, fir datt d'Bauern hir Produktionskäschten gedeckt kréien.

Wéi erkläert sech dann elo dësen niddrege Präis?

Fir en Deel vun de Mëlchbaueren dréit d'Haaptschold d'Agrarpolitik, déi vun der Europäescher Unioun praktizéiert gëtt, nottament d'Décisioun, fir an engem Zäit, wou d'Demande no Mëllech stark zréckgaangen ass, d'Produktionsquoten europawäit eropgesat ze hunn an nach weider eropsetzen ze wëllen. Dës Mesure huet an hiren Aen zu engem lwwerangebot vu Mëllech an doduerjer zu engem massive Verfall vun de Präisser gefouert.

D'EU-Kommissioun selwer a vill aner Gremië fir hiren Deel soen, datt déi niddrege Präisser eng Konsequenz vun där weltwäiter Wirtschaftskris sinn, déi zu engem drasteschen Ofhuele vun der Demande no Mëllechproduit gefouert huet an näischt mat der politescher Ausrichtung ze dinn hätt. Well et muss ee wëssen, datt europawäit d'Quot, déi a sech hätt dierfe gestrach ginn, iwwerhaapt net erreecht gouf. Mir leien europawäit 4,2% ënnert där Quot, déi hätt kënnen oder dierfe gestrach ginn.

Fakt ass, datt d'Mëlchpräisser sech op engem historesch déiwe Stand befannen an datt Mesuren ergraff mussen ginn, fir dem Secteur an der gesamter Landwirtschaft erëm op d'Been ze hëllefen a laangfristeg och eng Perspektiv ze ginn.

Well eent ass kloer, Här President: Et muss no enger laangfristeger Léiung gesicht ginn, och wann elo direkt de Bauere gehollef ginn ass a mat Sécherheet nach gehollef gi muss, well wéi ech scho gesot hunn, sinn och nach aner Secteuren wéi de



Käressecteur an de Fleeschsecteur a méi oder wéineger schlechten Dicher.

Zur Erënnerung: Hei zu Lëtzebuerg huet d'Regierung nieft aneren Hëllef, wéi e Virzée vum Ausbezuere vun de Primen, zousätzlech nach 2,6 Milliounen Euro de-blockéiert fir direkt Hëllef. Och d'Europäesch Unioun huet kuerzfristeg verschidde Mesuren ergraff, besonnesch fir den europäesche Maart ze entlaaschten an den Export vu Mëllechprodukter, dee komplett zesummegebrach war, erëm nei un-zekuerbelen.

De Käschtepunkt fir d'EU läit hei bei ronn 600 Milliounen Euro. Déi zoustänneg EU-Kommissarin, d'Madame Fischer Boel, huet allerdéngs nach eemol ennerstrach, datt d'Quoteregulierung definitiv 2015 ofgeschaf gëif ginn. Den europäesche Mëllechbauerverband stellt d'Ofschaffung vun der Quoteregulierung awer a Fro an hätt gären, datt fir d'Mëllechproduktioun an Zukunft eng europawäit flexibel Mengeregulierung agefouert soll ginn.

Eng europäesch Monitoringplaz, wou nieft Experte souwuel d'Produzente wéi d'Molkereien, d'Konsumenten an d'Politik dra vertrauede sinn, soll den europäesche Mëllechmarkt iwwerwaachen, fir iwwert de Wee vu Prognose vum Verbrauch vu Mëllech d'Mëllechproduktioun festzelleen.

Här President, als Fräiberuffler a Commerçant, deen ech war an och nach sinn, kann ech des Mesure nëmmen ennerstëtzen, well eent ass sécher: Wann ech mam Präis matschwätze wëll, muss d'Produktioun vum Produkt a senger Quantitéit ënnert der Demande vum Marché leien. Ass dat net de Fall, Här President, da sätze ganz aner Leit bei der Präisdiskussioun um laangen Hiewel.

D'Lëtzebuerg Mëllechbauere vum LDB ennerstëtzen des Fuerderung, an hire President huet laut eegenen Aussoe vum Statsminister d'Zouso krit, datt de Statsminister sech géif géint eng Ultraliberaliséierung vun der europäescher Landwirtschaft asetzen. Mä Lëtzebuerg ass net a war och an der Vergaangenheet ni fir eng wëll Liberaliséierung vum Mëllechmarkt.

Et bleiwen awer nach an deem Kontext e puer Froen op:

Hält Lëtzebuerg weider un der Ofschaffung vun den europawäite Quoten 2015 fest, dat awer mat de Mesurén géint - wéi ech gesot hunn - eng wëll Liberaliséierung?

Wat bedeit déi Ofschaffung fir den europäeschen a besonnesch de lëtzebuergesche Bauer?

Wéi géif eng flexibel Mengeregulierung, esou wéi se den LDB an den EMB verschloen, an der Praxis tatsächlech ausge-sinn? A wéi kann ee se ëmsetzen?

Soll een deene Baueren, déi fräiwëlleg haut manner Mëllech strächen, eng Prime ginn oder net ginn?

Onofhängeg vun all dese Froen ass et evident, datt eist Land wéi an anere ville politesche Felder och an deem heiten Dossier net eleng no Léisunge siche kann. Dofir ass d'Kooperatioun mat deenen aneren EU-Memberstaaten an d'Interventioun innerhalb vun de Gremië vun der EU méi wéi ugeroden.

D'Europäesch Kommissioun huet e Grupp vun Experten agesat. Ech denken, déi sollte schnellstens eng Analyse de marché maachen. An der Kommissioun sollt ee mat op de Wee ginn, hir dacks stur Haltung ze iwwerdenken a méi flexibel ze reagieren. Eppes, Här President, wat haut richtig schéngt, muss et dofir muer an iwwermuer net onbedéngt och nach sinn.

Allerdéngs soll een am Fall vun der Mëllechpräisproblematik net just déi europäesch Generaldirektioun Agriculture, mä och déi zoustänneg Direktioun fir d'Konkurrenz emol eng Kéier dermat befaassen, well et gëtt een de Verdacht net onbedéngt lass, datt déi grouss europäesch Distributeure sech beim Präis vun der Mëllech, dee se bezuelen, ennereneen ofschwätzen an duerch hir Gréisst an hirt Gewicht eng quasi Monopolstellung hunn, där d'Molke-

reien an d'Baueren, déi vill manner Lobby hunn, dann ausgeliwert sinn.

Mir als CSV sinn der Meenung, datt et keng garantéiert Mëllechpräisser an Zukunft kënnen a wäerte ginn. Mä mir wäerten eis zesumme mat lech, Här Minister, derfir asetzen, datt et an Zukunft gerecht Mëllechpräisser ginn. Souwäit zum Thema Mëllech.

Wéi ech virdu schonns gesot hunn, ass a bleibt d'CSV der Meenung, dass eis Landwirtschaft op Qualitätsproduit setze muss.

Nieft deenen dräi Hauptproduktionspiliere Mëllech, Fleesch a Käse gëllt et och fir d'Zukunft eng intelligent Nischepolitik ze fördern an auszubauen. Dat ass an der Vergaangenheet ënnert deem deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Boden scho geschitt, mä ech soen einfach: Et bleibt nach Sputt no uewen. Zumools wann ee bedenkt, datt nëmmen 1% vun deem Geméis, wat mer kafen a wat mer iessen, aus Lëtzebuerg kënnt. Dat dierf net esou bleiwen, a mir ennerstëtzen als CSV all Mesuren, fir dese Prozentsaz ze erhéien.

Datselwecht gëllt och fir de Schwéngssektor. Och wann dese Marché säit jehier zolitte Präisschwankungen ennerworf ass, esou ass awer déi finanziell Kurb, déi een iwwer Joren zéie muss, dach als positiv ze gesinn. Och hei ass, wat d'Produktioun ugeet, dank dem Label vun der Marque nationale nach zimlech vill Sputt no uewen, well dach awer hei zu Lëtzebuerg nach en héije Prozentsaz u Schwéngfleesch importéiert gëtt.

Eng aner Nischeproduktioun ass d'Zillen, d'Schluechten, d'Veermaarte vu Pouleten a Kannengercher. Hei loosse ech prinzipiell d'Meenung net gëllen, datt mir hei zu Lëtzebuerg keng Infrastrukture kënnen schaffen, fir des Déieren och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze schluechten. „Mir sinn dofir ze kleng, mir hunn net Capacitéit genuch, dat rentéiert sech net“, héieren ech ëmmer soen.

Wann ech elo dovun ausginn, datt een 100.000 Pouleten den Dag muss schluechten, fir rentabel ze sinn, da kann ech deene leider Recht ginn. Mä dat musse mir zu Lëtzebuerg net, a mir brauchen dat och net. Mir brauche just an engem vun eise bestehende Schluechthaiser eng kleng Chaîne anzerichten, wou da während engem hallwen Dag Pouleten a Kannengercher geschluecht ginn. Et brauch een dofir kee komplett Schluechthaus während enger ganzer Woch ze beleen, an déi Leit, déi do schluechten, sinn an der Regel Indépendanten oder hu sech an engem Grupp zesummegegoen a ginn op d'Stéck bezuelt. D'Schluechthaiser brauchen deemno och keen zousätzlech Personal dofir anzustellen.

Denkt doriwwer no, Här Minister! Et ass eng echt Nisch, an et kann ee ganz gutt domadder och Promotioun elei zu Lëtzebuerg maachen.

Fir de Bekanntheitsgrad vun eise lëtzebuergesche Produiten ze steigern, sinn an der Vergaangenheet scho vill Ustrengunge gemaach ginn. Ech erënneren do zum Beispill un d'Promotionscampagne „Esou schmaacht Lëtzebuerg“, un d'Reform vum Marchés-publics-Gesetz, ouni déi verschidde Labelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wëllen ze vergiessen.

Wann ee vu Promotioun vu landwirtschaftleche Produité schwätzt, dann dierf een awer natierlech och de Lëtzebuerg Wäin net vergiessen. Och do sinn an deene leschte Joren...

(Interruption)

Ech hu gemengt, Dir wäert net dofir.

Och do sinn an deene leschte Jore grouss Efforté vun eise Wënzer gemaach ginn, fir eis Wäiner a Crémanten, déi vun enger exzellenter Qualitéit sinn an déi regelméisseg international Präisser kréien, nach méi bekennt ze maachen.

Allerdéngs kann et net sinn, datt déi eenzel Wënzervereengunge sech elo streiden an net méi an der Promotion des vins et crémants de Luxembourg un engem Dësch sätzen. Dat ass net gutt fir deen Eenzelen a scho guer net ugedoen, fir dem gesamte Secteur ze hëllef. Well da geschitt genee dat, wat elo amgaangen

ass ze geschéien: Jiddweree fänkt nees op seng eege Fauscht un, Reklamme ze maachen. Esou wäerten dann d'est Joer d'Privatwënzer getrennt vun deenen anere Wënzer an engem Zirkuszelt um Glacis hir Promotionswoch organisieren.

D'Fro, déi sech stellt, ass deemno: Wéi kann een esou eng ongesond a fir de gesamte Beräich kontraproduktiv Entwécklung verhënnern?

Här Minister, ech denken, hei ass Är Interventioun zur Schlichtung vun dese Meenungsverschiddenheete schnellstens gefuerdert.

E weideren Aspekt vun der Diversifikatioun vun der Lëtzebuerg Landwirtschaft sinn ouni Zweifel d'Bioproduiten. De Biolandbau soll a muss gefuerdert ginn. Wéi vill Prozent deen Domän elo vun der Landwirtschaft duerstelle soll, dat ass net essenziell. Et soll een déi Fro villméi vun der Nofro vum Marché ofhängeg maachen. Mécht een dat net an et rétscht een an eng Iwwerproduktioun vu Bioprodukten eran, dann ass d'Biolandwirtschaft ganz sécher mat deeneselwechte Präis- an Ofsetzungsproblemer ergo och Akommesproblemer konfrontéiert, wéi se haut déi konventionell Landwirtschaft kennt.

(Interruption)

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- ...zu Lëtzebuerg awer wäit ewech...

► **M. Lucien Clement** (CSV).- Jo, ech wëll lech dat elo erklären. Dir hutt elo ze fréi geschwat.

Net méi spët wéi de leschte Sonndeg sinn ech an Däitschland an engem Buttek passéiert, wou e grousst Schëld op der viischer Dier um Trottoir stoung a wou Reklamme mat Bioprodukten gemaach ginn ass: „Bio im Angebot“. Esou vill Präisser waren opgezielt, duerchgestrach, an et krut ee se bëlleger.

Ech froen lech, Här Gira, ass dat en Zil, wat mer wëllen errechen, oder ass dat keen Zil?

Dat ass net wäit ewech, dat si fënnef Kilometer méi wäit wéi d'Grenz.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Et ass en Zil, dass mer de Moment 80% Bio...

► **M. Lucien Clement** (CSV).- „Bio im Angebot“, wëlle mer dat oder wëlle mer dat net hunn?

Ech soen lech ganz kloer: D'CSV wëllt dat net, well dann hu mer deen nämlechte Problem...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Dat hu mer gemierkt déi lescht Zäit!

► **M. Lucien Clement** (CSV).- Neen, neen, ech sinn nach net fäerdeg mat lech.

(Interruption et brouhaha)

Dir hat vill ze vill fréi geschwat. Och wa vun 2.268 Landwirtschaftsbetriebe ronn 80 op Bioproduit setzen, esou stelle se awer nëmmen 2,7% vun der Agrarfläch duer. Och, wann den Undeel an Zukunft méi grouss wäert ginn, bleibt awer déi konventionell Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg an och Europa dominant. Well de Verbraucher awer e Recht op déi Liewensmittelen huet, déi e wëllt, musse weider esou wéi bis elo d'Biolandwirtschaft an déi konventionell Landwirtschaft ennerstëtzt a gefordert ginn.

Déi finanziell Moyenen dozou gi mer der Landwirtschaft virun allem iwwert dat neit Agrargesetz, dat mir d'lescht Joer elei gestëmmt hunn. Och hei wäert d'CSV deen heitege Minister ennerstëtzen, dat nächst Agrargesetz nach ze verfeinern an där aktueller Situatioun unzepassen.

Mä mir wëllen him awer och op de Wee ginn, datt e sech zu Bréssel derfir asetze soll, fir déi ganz Prozeduren an Texter administrativ méi einfach, méi handlech a méi lieserlech ze gestalten.

Ech weess do, wouvun ech schwätzen, well wann een dat zweemol matgemaach huet als Rapporteur vum Agrargesetz, da weess een, datt et net evident ass, weder fir eis nach fir d'Leit an der Praxis, weder fir d'Baueren, esou einfach domat ëmzegoen.

Och wa vill Gelder iwwert de Wee vu Primen a Subsiden an d'Landwirtschaft fléissen, gesi mir haut mat grousser Besuernis, datt d'Successioun a ville Betriber

a Fro gestallt ass. D'Konsequenz dovunner sinn ëmmer méi grouss Betriber oder Fusiounen.

Mir wëlle keng Mega-Bauerebetriber zu Lëtzebuerg, mä et soll een de Réckgang vun der Zuel vu Bauerebetriber awer och net dramatisieren. Villméi muss ee sech Gedanken doriwwer maachen, datt déi Betriber, déi nach bleiwen, strukturell esou opgestallt sinn, datt se eng reell Iwwerliewenschance hunn hei zu Lëtzebuerg an och an Europa.

Duerfir bleibt et fir d'CSV eminent wichtig, datt genügend jonk Leit de Beruff vun Bauer ergräfen. Wéi mécht een dat elo?

1) D'Akommesperspektiven duerch d'Produktioun musse verbessert ginn. Do féiert, Här President, kee Wee derlaanscht.

2) D'Rahmebedéngunge voire Agrargesetz mussen där struktureller Entwécklung vun de Betriber weiderhi Rechnung droen.

3) D'Promotioun vun de Lëtzebuerg Produkter muss verstärkt a konsequent weidergefouert ginn.

4) D'Nischeproduktioun muss ennerstëtzt a gefordert ginn.

5) D'Déngschtleschtunge fir d'Allgemengeheet wéi d'Erhale vun der Naturlandschaft musse weiderhi vun der Gesellschaft honoriert ginn an och deementspreechend finanziell fir de Bauer begleet ginn.

6) D'Meeschterprüfung muss agefouert a permanent Weider- an Ausbildung zur Regel ginn.

7) D'Ackerbauschoul mat integréiertem Kompetenzzentrum muss esou séier wéi méiglech hir Dieren um neie Site zu Gilsdorf opmaachen.

8) Déi dem primäre Secteur nogelagerte Weiderveraarbechtung vu Produité muss weider ennerstëtzt a moderniséiert ginn, a mir schwätzen eis als CSV ganz kloer fir en neien Agrocenter aus, an dat onofhängeg - an eiser Debatt - vum Site.

Dir gesitt, wat dat heescht. Mir si fir en Agrocenter, mä et ass elei net ubruucht, fir elei d'Debatt iwwert de Site ze féieren, huet dat geheescht.

Dir gesitt, et bleiwen nach vill Froen a Bezuch op d'Landwirtschaft ze klären, och wann deen déif gräifende Mutationsprozess, deen de primäre wirtschaftleche Secteur an deene leschte Jorzéngte matgemaach huet, mat vill Kompetenz, Engagement a Wäitsicht och vum fréiere Landwirtschaftsminister, dem Fernand Boden, begleet a matgestalt ginn ass a vum Secteur selwer awer och an d'Praxis ëmgesat gouf.

Dofir wëll ech dem Fernand Boden vun deser Plaz aus nach eng Kéier am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci soen.

An trotz där Aarbecht, déi gelescht gouf, stinn haut, esou wéi ech dat a menger Ried versicht hunn däitlech ze maachen, nei grouss Problemer, déi finanzieller Aart sinn, weider grouss Changementer a nei Erausforderunge fir eis Landwirtschaft um Programm.

Mir als CSV wäerten deen neien Agrarminister an all senge Beméiungen ennerstëtzen a wënschen him vun deser Plaz aus schonn eng glécklech Hand bei sengen Entscheedungen.

D'Baueren awer solle wëssen, datt se net eleng dostinn, datt d'Politik hinnen zur Säit steet, well et definitiv net akzeptéiert gi kann, datt Leit, déi haart schaffen an dann och nach der Gesellschaft e groussen Déngscht erweisen, ëm hir Zukunft fäerte musse.

Dat, Här President, ass am Moment esou, mä dat, Här President dierf awer net esou bleiwen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Clement Merci. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech wëll der CSV-Fraktioun, a besonnesch dem Kolleeg Lucien Clement, Merci soe fir d'Initiatiiv, déi si geholl hunn, fir diesen Débat d'orientation iwwert déi miserabel Situatioun, an där d'Landwirtschaft stécht, hei ze maachen.



An dach verwonnert et, datt déi Partei, déi an deene leschten 30 Joer de Landwirtschaftsminister hat, déi Partei, déi an dese schwierigen Zäiten de Ressort un de Partner ofginn huet, de Minister, deen haut eréischt 83 Deeg am Amt ass, interpelléiert an him Froe stellt, wou si virdru keng Äntwerten haten.

(Interruptions diverses)

Ech ginn awer dovun aus...

► **M. le Président.**- Den Här Etgen huet eleng d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Ech ginn awer dovun aus, datt d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Landwirtschaft hinne ganz uewe läit an datt, esou wéi den Här Clement et gesot huet, si deem neie Minister déi voll Ënnerstützung zoukomme loosse, fir d'Landwirtschaft, déi lëtzebuergesch an déi europäesch, aus der Kris ze féieren.

D'Situatioun ass eescht, ganz eescht. Der DP-Fraktioun läit d'Zukunft vun der Landwirtschaft um Häerz, an duerfir wëlle mir konstruktiv matschaffen, fir zesummen a ganz konkret Pisten opzezeechnen, fir de Baueren ze hëllefen a laangfristeg Léisungen ze fannen. D'DP ass gewëllt zesumme mat de Baueren an eng besser Zukunft ze kucken.

Fir de Mann vun der Strooss ass den Zickzackkurs vun der europäescher Landwirtschaftspolitik schwéier ze verstoen. Just op engem eenzege Punkt gëtt et Unanimitéit, nämlech bei de Kritiken um System.

An der Landwirtschaft gëtt et nach eppes wéi den Esprit d'entreprise: Entrepreneuren, déi innovativ sinn, fräidenkend Leit, déi net nëmmen u Subsidien denken, mä u Chancen.

Et gëtt eppes, wéi „der Stolz des Bauern“: Dat ass net nëmmen, säin eegenen Här sinn, d'Fräiheeten, déi de Beruff him bitt, ze genéissen; „der Stolz des Bauern“, dat ass virun allem, datt hie vu sengen eegene Produkter, senge Qualitätsprodukter ka liewen ouni staatlech Subsidien.

Et geet hei also ëm Mënschen, et geet ëm Schicksaler. Déi meescht Bauerebetriber si Familljebetriber, déi iwwer Generatioune gefouert goufen an deenen hir Existenz um Spill steet. Wann déi europäesch Agrarpolitik sech net bal ännert, da si besonnesch d'Mëlchbauere geschwéit pleite. All Bauer, dee moies an owes an de Stall geet, fir d'Kéi ze sträichen, hält Sue mat dohin.

D'Akomesverloschter bei der Mëlch kann een och net temporär mam Akomes vum Fleisch oder vun de Käre kompenséieren: Och hei sinn d'Präisser um Buedem. Vun de Schwéngsbauere schwätzt scho guer kee méi, well dat der net méi vill sinn.

Et ass sécher richteg, datt mer d'Liewensmëttel, déi mer brauchen, mat manner Bauere kënnen produzéieren, awer mat all Bauer, deen opgëtt, geet méi verluer wéi nëmmen e Liewensmëttelproduzent. Et entsteet eng Veräermung an e Verloscht a méifacher Hisiicht: eng Veräermung vun der Kultur- an Erhuelungslandschaft, ee Verloscht vu Suerg a Responsabilitéit fir gesond Liewensmëttel, e Verloscht vu vill berufflecher Experienz an Know-how, en Traditiounsverloscht, an ech kéint esou virufieren.

E Bauer, dee fort ass, kënn net méi erëm. D'Stärkt vun der Landwirtschaft sinn awer eis Familljebetriber, déi mat zwee Féiss um Buedem stinn.

Bis elo huet d'Landwirtschaft sech ëmmer selwer gerett, well se op Akomes verzicht huet, well se vun der Substanz gelieft huet. Déi Kris, déi besonnesch d'Mëlchbaueren haut duerchlafen, ass net op hirer Mësch gewuess, ass net selwer verschëllt ginn, ass net op Incapacitéit säitens vun de Baueren zréckzeféieren.

Et ass méi schwierig, hir Produktioun esou ze adaptéieren, fir der Maarentwécklung Rechnung ze droen, wéi dat bei engem industrielle Betrib de Fall ass. Dës Betriber mussen ganz dréngend kuerzfristeg gehollef kréien - eng onbürokratesch, eng onkomplizéiert Hëllef, kee Gepiddels.

Déi vun der Regierung ugekënnegt national Mesurë ginn an déi richteg Richtung. Et ass de gudden Wëll bewisen, en éischte Schritt.

Erlaabt mer awer hei ze bemierken, datt et vermissen ass, d'Erhéijung vun der TVA vun 9% op 10% als direkt Krisemesure duerststellen. Dës Augmentatioun ass tout simplement geschëllt opgrond vun der Präsentwécklung an der Landwirtschaft a vum System vun der Pauschalbesteuerung bei der TVA. Gradesou vermissen ass et, e favorabelen Taux fir de Waasserpräis fir d'Landwirtschaft als direkt national Krisemesure duerststellen: D'Direktiv an d'Waassergesetz gesinn dat ausdrécklech vir, wuelwëssend, datt eng modern Waassergestioun nëmmen an enker Kollaboratioun an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertraue mat de Bauere ka gemaach ginn.

D'Virusbezuere vun deene verschiddene Primen hunn d'Bauere längstens mat akalkuléiert. Steierlech Délaïé sinn nëmme Makulatur. Als DP hätte mir gäre reglementaresch a gesetzlech Dispositiounen, fir gutt Jore mat schlechte Jore kënnen ze kompenséieren. D'Pourparlere mat de Banken, fir d'Zënse spéider zréckzubezuelen, sinn och nëmmen eng Schännhëllef. Beim Iwwerhuele vun de Cotisations sociales gëtt nëmmen een Deel, an zwar d'Pensions- an d'Krankekeesskäschen a Betruecht gezunn. Vun deenen anere Cotisiounen, besonnesch de Cotisioune fir d'Assurance-accident, déi méi ausmécht wéi déi aner zwou zesummen, schwätzt keen. No Meenung vun der DP hätte sämtlech Cotisiounen an hirer Integralitéit misse berücksichtegt ginn.

De Package vun de kuerzfristegen Ënnerstützungsmoosname mécht de Baueren awer keng mëttel- a laangfristeg Perspektiven op. Och soll ee sech net eleng op d'Mëlchbauere fokusséieren; bei de Fleesch-, an notamment bei de Schwéngsbauere gesäit et och net grad roseg aus.

Här President, ech wëll lech duerfir en Tableau weise vun der Entwécklung vun de Präisser fir Schwéngfleesch. Uewen ass am Fong geholl d'Linn fir de Präis fir frëscht Fleesch, dat heescht dat, wat de Konsument bezuele muss. Eng Linn, déi an deene leschten zwanzeg Joer kontinuierlech an d'Luucht gaangen ass. Ënnen ass den Index fir dat, wat de Bauer fir d'Fleesch kritt. Do gesitt Der eng Linn, déi ganz volatile ass, an eng Linn mat klorer Tendenz no ënnen. Dat heescht, de Konsument muss ëmmer méi bezuelen, de Bauer kritt ëmmer manner. Eng Fourchette, déi ëmmer méi grouss opgeet. Ech mengen, dat ass e Graphique, deen alles ausseet.

Här President, d'Bauere befanne sech de Moment an enger paradoxaler Situatioun. Zu engem Zäitpunkt, wou se déif an de rouden Zuele stiechen, mussen se och nach héich Steiere vun 2007 nobezuelen. Dat kéint ville Bauerebetriber definitiv d'Genéck briechen. An anere wirtschaftleche Beräicher gëtt et d'Méiglechkeet, fir de steierleche Risiko ze provisionnéieren, dat heescht och hei schwätze mer net vun enger Extrawurscht fir d'Landwirtschaft.

D'Demokratesch Partei ass nämlech der Meenung, dass een an engem Secteur wéi der Landwirtschaft, deen esou volatile ass, Mechanisme wéi „carry back“ an „carry forward“ sollt aféieren. Virun allem, well ähnlech Mesuren am Wäibau schonn ugewannt ginn.

D'finanziell Ausfäll duerch d'Entwécklung vun de Mëlchpräisser fir d'Bauere sinn dramatesch. Ech weess net, ob de Minister eis haut hei wäert Zuelen nennen.

Ech wëllt de Minister jiddefalls froen, ob seng Servicer gerechent hunn, wéi vill den Duerchschnëttsbetrib an deene leschte siven an aacht Méint bäigeluecht huet. Wann net, géif ech virschloen, datt mer eis esou séier wéi méiglech an der Kommissioun doriwuer sollten ënnerhalen.

Fir déi richteg Medezin ze verschreiwen, muss een a regelméissegen Ofstänn d'Temperatur huelen, an dat am beschten am Kader vun enger Agrarkonferenz, fir d'Präisevolutioun ze suivéieren.

D'Demokratesch Partei schléit vir, datt de Stat de Baueren en Iwwerbréckungskredit, fir deen de Stat d'Garantie mat null Zësen iwwerhëlt, zur Verfügung stellt, fir des Ausfäll ze kompenséieren. A wann d'Situatioun sech verschlechtert, soll de Stat och nach en Deel vun der Tilgung iwwerhuelen.

Dësen zënlose Kredit ass eng Méiglechkeet, fir verschiddene Betriber dans l'immediat Oxygen ze ginn, dee se brauchen, fir ze iwwerliewen.

Mëttel- a laangfristeg mussen eis Iwwerleeunge vill méi déifgrënneg goen. Mir brauchen eng Zort Konjunkturprogramm fir d'Landwirtschaft.

Wéi eng Défië gëllt et unzepaken?

Den Drock zu enger ëmmer méi bëlleger agrarindustrieller Produktioun ass den idealen Nährbuedem fir all Zort vu Liewensmëttelskandalen. Duerfir gëtt et och kee Grond fir de Konsument, fir sech iwwer zäitlech begrenzt bëlleg Liewensmëttel ze freeën.

De Konsument wëllt d'Kou um Land an de Bauer am Duerf. Mëlch an och aner Landwirtschaftsprodukter aus industrieller Produktioun hu keng Sympathisanten. Mir wëllen duerfir e Pakt tëschent de Produzenten an de Consommateure schmieden, fir Bëllegangebote aus Discounter wéi Aldi, Lidl a Co. keng Chance ze ginn.

De Secteur kennt och eng grouss Präisvolatilitéit. Dës Volatilitéit - an déi lescht zwee Joren hunn eis et gewisen - profitéiert kengem, weder de Konsumenten nach der Industrie a scho guer net de Baueren. Wann d'Präisser ze séier klammen, hält d'Demande of. Wann d'Präisser ze déif falen, gëtt et geféierlech fir d'Baueren.

Ech mengen, et ass duerfir ze verstoen, datt d'Baueren eng Form vu Regulatioun fuerderen. D'Mëlchekris huet eis gewisen, datt d'Deregulatioun, déi streng Maartregelen, besonnesch um Mëlchmaart, eng Kraaft sinn, géint déi ee schwéier ukënn. Derbäi kennt d'Globaliséierung vun der Wirtschaft an net ze vergiessen déi ëmmer méi grouss Uspréich, déi vun der Gesellschaft un d'Liewensmëttelproduktioun gestallt ginn.

Här President, d'Bauere brauche keng Extrawurscht. Si sinn e mëttelstännege Betrib wéi een aneren, deen awer op engem Marché evolueiert, dee speziell ass. Fir d'Demokratesch Partei ass et kloer, datt de Maart vun den Agrarproduzenten sech net selwer organiséiere kann. Dofir muss et no dem Auslaf vun de Quoten eng weider Form vu Reguléierung ginn.

D'Baueren hätte gären e kloert politescht Signal fir eng nei Form vu Regulatioun.

Eng Regulatioun, déi d'Baueren net an d'Ofhängegkeet vu staatleche Subside bréngt, mä eng Regulatioun, déi garantéiert, datt d'Präisschwankungen op de landwirtschaftleche Produkter sech a Grenzen halen. Eng Reguléierung, déi d'Maartgesetzter net ausser Kraaft setzt, mä déi de Baueren déi néideg Planungssécherheet gëtt, déi se brauchen, fir hir Betriber ze féieren.

Werfe mer emol ee Bléck no hannen: D'Aféiere vun de Quote war eng Reaktioun op d'Iwwerproduktioun. D'Quoteregulierung huet awer de Produktiounswuesstem bei staarker Nofro vu baussent der EU gebremst. Mat 23% Produktiounsundeel ass d'EU dee gréisste Mëlchproduzent. Bis viru kuerzem war et och dee gréissten Exportateur. Haut ass Neuseeland awer dee gréissten Exportateur.

40% vum Mëlchpulver kommen aus der EU. Dësen Tatbestand ass och nëmmen duerch Subventiounen haltbar. D'Ofschafe vun de Quote sollt d'Produktivitéit erhéien. Ech wëll drun erënneren, datt awer d'Quoteregulierung an der EU haaptsächlech den Neuseelänner an den Australier profitéiert huet.

D'Fuerderung fir am Quoteregime ze bleiwen, ass awer eng Schluecht, déi dès le départ verluer ass. Wéinst der Blockade vu siven EU-Staten ass et schwéier, fir sech op e laangfristegen Hëllefprogramm ze eenegen.

Wat gëtt momentan vun der Politik erwaart?

Wéi kënnen mer eng staark Land- an Ernährungswirtschaft halen, déi gläichzäiteg eng staark Akzeptanz an der Gesellschaft an eng staark Akzeptanz beim Konsument huet?

Wéi eng Mesurë muss d'Politik huelen, fir eng positiv Entwécklung vum ländleche Raum sécherzestellen?

An drëtens: Wéi eng Rahmebedingunge brauche mer um nationalen, EU- awer och um Weltniveau?

Et ass duerfir um Experte-grupp, dee vun der EU agesat ginn ass, fir Reflexiounen ze maachen iwwert d'Méiglechkeeten, de Mëlchpräis ze stabiliséieren an d'Transparenz um Maart ze verbesseren. Mir brauchen eng Zort Routenplaner, ee Kompass, fir den europäeschen Agrarmodell ze iwwerdenken. Dësen „high level group“ schafft awer net an deem Rhythmus, wéi dat vun de Bauere gewënscht gëtt, nach muss d'Kommissioun sech un hir Konklusiounen halen.

Skepsis ass also ubruecht, an dat ëmsou méi, well eng aner Denkfabrik, de Comité de gestion du lait et des produits laitiers, deen 1999 agefouert gouf, zu kengem Moment richtungsweisend Mesurë proposéiert huet, keng Iwwerleeungen zu där aktueller Situatioun um Mëlchmaart gemaach huet.

Ech behaupten hei, datt d'Bürokraten zu Bréssel vun der Realitéit dépasséiert sinn!

Déi aktuell Kommissäarin, d'Madame Mariann Fischer Boel, huet zwar viru knapp engem Mount eng Rei Mesurë virgestallt, déi souwuel kuerzfristeger wéi och laangfristeger Natur sinn, mat als Haaptzweck, datt all Memberstat bis zu 15.000 Euro Hëllef pro Produzent kann iwwerweisen.

Wann d'Kommissioun keng besser Propositiounen mécht, hunn 20 Länner, déi eng aner Vue hunn, net vill politesche Spillraum. Leider ass et d'Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Gestioun vun de Mäert.

De Mëlchmaart kennt awer och net nëmmen ee Produktiounskapacitésproblem, mä virun allem awer en Ofsazproblem. Fir den Ofsaz laangfristeg ofzesécheren,...

(Interruption)

...si permanent Publizitéitscampagnë wéi déi bewährt Schoulmëlchprogrammer a wéi „Esou schmaacht Lëtzebuerg“ een absolute Must.

(Interruption)

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- De Konsument däerf net duerch Imitatprodukter hannert d'Liicht gefouert ginn. Wou Mëlch dropsteet,...

(Interruption)

...muss och Mëlch dra sinn. Wou Kéis dropsteet, muss och Kéis dra sinn. Reglementéierungen an des Richtung vu Bréssel aus sinn ausdrécklech gefrot.

Mëttel- a laangfristeg gesäit d'Kommissioun vir, ee juristesche Kader ze schafe fir déi kontraktuell Relatiounen tëschent Mëlchproduzenten a Mëlchindustrie, ouni awer de Konkurrenzgedanken a Fro ze stellen.

Et ginn och Bestriewunge fir d'Aféierung vun engem Produktiounspräis op dräi Niveauen, jee no Verwendung. Eiser Meenung no ass dat ee geféierlech Spill. Besteet hei net de Risiko, datt vläicht méi massiv Mëlch zum bëllegen Tarif akaaft gëtt, déi sech herno awer a Frëschproduiten erëmfënt?

Här President, déi aktuell Agrarkommissäarin Fischer Boel muss an deem heiten Dossier d'Heft an d'Hand huelen a Responsabilitéit iwwerhuelen an net maache weider wéi wann alles am Botter wier. Si beriff sech stänneg op de Bilan de santé, deen am Joer 2008 opgestallt gouf an deen 2003 am Kader vum Accord de Luxembourg iwwert d'Reform vun der Politique agricole commune virgesi war a wéi décidéiert gouf, datt 2015 d'Mëlchquoten auslufe gelooss géifen.

Wat d'lescht Joer vläicht nach gestëmmt huet, ass haut awer net méi onbedéngt wouer. D'Situatioun huet sech par rapport zu 2008 dramatesch geännert. D'Madame Fischer Boel pronostiquéiert scho wochelaang een Erhuele vun de Mëlchpräisser. Just de Bauer huet nach net vill dervu gemierkt. Dës attentistesche Attitud vun deser



Kommissioun ass inakzeptabel. D'Bauere kënnen och net waarde bis en neie Kommissär am Amt ass. Et muss séier, wéi gesot, eppes geschéien.

Den informellen Agrarsommet vum 5. Oktober wéi och den europäeschen Agrarsommet vum der nächster Woch däerfen net zur puerer Aewäscherei a puerer Symbolpolitik verkommen. Mir kréien d'Mëllechkrise nëmmen dauerhaft an de Grëff, wann d'Präisser stabiliséiert ginn a wann ökologesch a sozial Aspekter mat a Betruecht gezu ginn.

Déi europäesch Produktioun muss sech och haaptsächlech un der Demande um europäesche Marché orientéieren, fir e bessert Gläichgewicht tëschent Offer an der Demande ze garantéieren an esou déi extrem Präisvolatilitéit auszebremmen.

Eppes schéngt eis ganz kloer ze sinn: Och no 2015 soll d'Landwirtschaft net eleng de Maarkkräften iwwerlooss ginn. Wéi aner Secteuren och, brauch d'Landwirtschaft eng gewësse Reguléierung, an dat am Kader vun enger gemeinsamer europäescher Bauerepolitik, wou Ausgläichmechanisme musse kënnen spillen.

Mir brauchen eng zukunftsfaeg Landwirtschaft, déi fair Rahmbedéngunge vun der Land- an Ernährungswirtschaft schafft. Eng Landwirtschaft, déi de gesellschaftlechen Usprech gerecht gëtt. An duerf der d'äerf och den Ëmweltgedanken net gänzlich iwwer Bord gehäit ginn.

D'Deregulatioun ass fir déi rezent Finanzkris responsabel gemaach ginn. Doropshin ass de Ruff no méi Regulatioun méi staark ginn. D'Quoteregulierung huet eis gewisen, datt Regulatioun, egal wéi gutt se gemengt ass, net ëmmer positiv Auswierkungen huet. Et ass awer kloer, datt mer de Marché hei net kënnen sech ganz eleng iwwerloossen.

De Motto muss deemno sinn: „better regulation“, wou eng gewësse Flexibilitéit virgesi muss sinn, fir kënnen op eventuell Produktiounsschwankungen ze reagéieren. Bei aller Regulatioun soll awer drop geuecht ginn, datt mer ee Kader schafen, wou Eegeverantwortung kee Friemwuert ass.

Als DP-Fraktioun wënsche mer och deem neie Landwirtschaftsminister fir den Agrarsommet vum der nächster Woch eng glécklech Hand wéi och fir déi nächst fënnf Joer, an dat am Interessi vun enger staarker Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Méint demonstréieren d'Mëllechbaueren, fir öffentlech staatlech Ënnerstützung ze kréien. Si si souger esou wäit gaangen, dausende Liter Mëllech op d'Felder ze verspreen. Eng Aktioun, déi bei Liewensmëttel net evident ass. Awer d'Mëllechbauere wollten domat no bausse weisen, wéi verzweifelt hir finanziell Situatioun ass. Hei geet et besonnesch fir déi méi kleng Betriber ëm d'ekonomesch Iwwerliewen.

A si wiere sech mat alle Kräften dergéint, mat hirem Bauerebetrib ophalen ze musse, well se hir lafend Rechnungen net méi bezuele kënnen. Do hëlleft et och näischt, dass de Mëllechpräis sech déi lescht Wochen ëm e puer Cent erholl huet. De Mëllechpräis läit nach ëmmer wäit ënnert deem Niveau, dee fir eis Bauere käschtendeckend zumindestens ass, a vu Verdéngscht quer net ze schwätzen.

Och wann de Mëllechsektor am schlemmste vum Präisverfall betraff ass, esou sinn allgemeng d'Agrarprodukter, virun allem de Kären- an de Fleeschmarché, genausou haart vun de staarken Präiswankungen an der Landwirtschaft betraff. Dofir gëtt eis den Débat vun haut eng Geleeënheet, méi generell iwwert d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze schwätzen.

Bei deene ganzen Diskussiounen iwwert d'Weltmarktpräisser an d'Reguléierungsmechanisme verléiert ee liicht aus den Aen, dass d'Landwirtschaft kee Secteur wéi all déi aner ass an dass d'Politik net nëmmen no Kritäre wéi der Produktivitéit an der Kompetitivitéit vun de Betriber kucken däerf.

Wuel huet d'Landwirtschaft als éischt Zil, fir héichwäerteg Liewensmëttel ze produzéieren; et gëtt awer kaum en anere Secteur, wou et esou wichteg ass, dass ee sech als Land net komplett ofhängeg mécht vum Import aus dem Ausland. De fräie Bannemaart an der EU an de weltwäiten Handel mat Liewensmëttel hu fir d'Konsumenten zwar enorm Virdeeler, mä den internationale Marché ass staarke Verännerungen ënnerworfen, a mir kënnen eis net drop verloossen, dass mer laangfristeg eise Bedarf u Liewensmëttel ëmmer iwwer bëlleg Importer ofsécher kënnen.

Dës Erfahrung hunn eng Partie Entwécklungslänner gemaach, mat ganz battere Konsequenzen. Wa mer wëllen, dass eist Land a virun allem d'Europäesch Unioun laangfristeg hir eegen Ernährungssécherheet garantéiere kann, da musse mer eis Landwirtschaft och dann, a besonnesch dann ënnerstëtzen, wa se manner konkurrenzfaeg ass. Doriwwer eraus sinn d'Bauerebetriber wichteg Partner beim Ëmweltschutz an och wann et drëm geet, eis Kulturlandschaften ze erhalen.

A méi engem klengen awer wichtege Mooss hëllef se ausserdeem och Aarbechtsplazen am ländleche Raum ze erhalen an iwwerhuelen domat och hir Sozialfunktioen an der Gesellschaft. Dës Aspekter ënnerstëtze kleng- a mëttelgrouss Betriber oft besser wéi eng ganz intensiv op héije Rendement ausgeriichte Landwirtschaft, wéi et se am Ausland gëtt. Dofir brauchen eis Lëtzebuurger Betriber duerch eis kleng atypesch Situatioun besonnesch vill Hëllef, well se mat deene grouss Betriber net, oder kaum mathale kënnen.

Här President, wat elo speziell d'Mëllechbaueren ugeet, muss de Stat am Accord mat de grousser Linne vu Bréssel schnell handelen, fir ze verhënnen, dass, wéi scho gesot, Betriber aus Liquiditéitsgrënn zoumaache missten, well se déi aktuell Kris duerch onmoosseg Dumpingpräisser net verkraaften.

D'LSAP ënnerstëtzt voll a ganz d'Mesuren, déi an dëser Hisiicht vun der Regierung scho getraff goufen a félicitéiert eisem neien Agrarminister Romain Schneider fir säi schnellt a resolut Handeln, fir de Baueren effikass an direkt ënnert d'Äerm ze gräifen, éier fir déi meescht Betriber et ze spéit ass.

Eisen neien Agrarminister Romain Schneider huet et direkt am Ufank vu sengem Mandat mat enger fir d'Mëllechbaueren extrem staarker Kris ze dinn, wéi se se säit Jorzéngten an deem Secteur net méi kannt hunn. Eisen Agrarminister huet direkt sech mat allen implizéierten Organisatiounen un e sougenannte Mëllechdësch gesat. An nodeems dass en d'Suerge vun allen Acteuren sech genau ugehéiert huet a sech och mat eis als Agrarkommissioun ofgestëmmt huet, huet den Agrarminister der Regierung direkt national Mesurë proposéiert. Eng Aart Konjunkturprogramm fir d'Landwirtschaft, deen och elo ëmgesat gëtt, fir de Baueren - op Lëtzebuergesch gesot - emol iwwert de Bierg ze hëllef.

Gradesou kloer huet den Agrarminister eis an der Agrarkommissioun gesot an dat och no bausse matgedeelt, dass d'Regierung déi Weiderentwécklung um Agrarmarché ganz ferm am A behale wäert, a wann néideg deene Bauerebetriber, déi weider Liquiditéitsproblemer hunn, ufanks 2010 Zousazmoosnamen zoukomme léisst.

Dass dat net näischt ass, gesäit een dorunner, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun bis elo ass, dat direkt fënnf national Mesurë fir eis Baueren decidéiert huet. Dofir ass et derwäert, dës fënnf national Mesuren emol nach eng kéier hei kuerz ze ernimmen:

Éischtens, d'temporär Erhéijung vun der Prise en charge vum Stat vun de Sozialcotisatiounen; d'Krankekeeskäschte gi bis zu 90%, d'Pensiounskeeskäschte gi vu 40 zu 50% iwwerholl;

zweetens, d'Erhéijung vun der Prise en charge vu de Käschte fir d'Mëllechkontroll vu CONVIS gi vun elo 50 op 70% iwwerholl; an

drëttens, d'An-d'Luucht-Setze vum Forfait vun der TVA vun 9 op 10%;

véiertens, d'Extensioen vun der Aktioun „Esou schmaacht Lëtzebuerg“ an Zesummenaarbecht mat der Chambre de l'Agriculture;

a leschte Punkt, de Spezialtarif soll ënnersicht ginn, fir d'Waasser an der Produktioun vun den Agrarprodukter.

Den Impakt vun dese fënnf Direktmesurë fir eis Bauere beleeft sech fir de Lëtzebuurger Stat op 2,5 Milliounen Euro.

Déi zwou éischt Mesurë betreffen exklusiv d'Mëllechbaueren, déi dräi lescht Mesurë gëlle fir all Bauerebetriber. Déi zwou éischt Mesurë gëlle fir all Betriber, déi Mëllechquoten hunn, ouni Ënnerscheid wéi héich dës Quote sinn. Am Ganze bezitt sech dës Mesurë op 839 Bauerebetriber. Zur Informatioun kann ee vläicht soen, dass am Joer 2008 Lëtzebuerg 40.036 Mëllechkei hat, déi am Ganzen 277,7 Milliounen Liter Mëllech ginn hunn. Dat entsprécht enger Joresmoyenne vu 6.936 Liter Mëllech pro Kou.

Här President, zu dësen nationalen Aidé kommen dann nach déi europäesch communautär Hëllef, déi an dëser Krisensituatioun virgezu ginn am Ausbezuelen. Dat sinn:

Éischtens, 70% vun der Prime unique, der sougenannter Betribsprime, gi schonn op de 16. Oktober 2009 virgezunn. Déi aner 30% kommen dann och relativ schnell no. Den Impakt dovunner si 24 Milliounen Euro;

zweetens, 70% vun der Landschaftsnaturfleegprime gi schonn ufanks November ausbezuel, wat en Impakt vu 6,2 Milliounen huet;

drëttens, d'Kompensatiounsindemnitét gëtt op de Januar 2010 virgezunn. Den Impakt dovunner ass 15,7 Milliounen Euro.

Des Weidere soll analyséiert ginn, fir dass d'Banken an och d'Steieramt d'Stundung vu Scholden accordéiert. Derbäi kënnt och nach, dass d'Ausbezele vun de Subside méi zügeg un d'Bauerebetriber iwwerwise solle ginn.

Allgemeng muss och versicht ginn, um nationale Plang d'Nofro un eisen eegenen Agrarprodukter ze stäerken. D'Bauere brauchen d'Solidaritéit vun de Konsumenten hei am Land. Dat gëllt fir d'Privatleit, mä och fir d'öffentlech Institutiounen wéi Kantinen, Altersheimer an esou weider, déi een encouragéiere muss, verstärkt op Produkter aus eiser Regioun zréckzegräifen, an net méi op déi sougenannten Imitater wéi Analogkéis an esou weider.

Heifir sinn déi Campagnen „Esou schmaacht Lëtzebuerg“, déi d'Landwirtschaftskummer am Fréijoer lancéiert huet, enorm wichteg a mussen och weidergefuert ginn.

Et soll eng Solidaritéit geschafe ginn zwëscht de Konsumenten, de Bauerebetriber an och de Geschäfte, nom Motto „Aus der Regioun fir d'Regioun“, wat jo och schonn deelweis ugefaangen huet. Dobäi muss de Bauerebetrib sech och no bausse opmaachen an de Public op säi Betrib unzéien, fir eis all als Konsumente fir seng Problemer ze sensibiliséieren. Natierlech sinn do bei deem engen oder anere vläicht am Ufank Beréierungsängschten, mä da mussen déi lues a lues ofgebaut ginn an och déi néideg an entsprechend Formatioun ugebuedé gi respektiv nach verbessert ginn.

Hei setze mer och verstärkt op eis Jongbaueren, an déi solle mer hei mat abezéien an all dësen Démarchen, well si jo d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft duerstellen, an dofir wëlle mer an der nächster Agrarkommissiounssitzung och mat hinne zesummen iwwer hir Problemer a Suergen diskutéieren. Aner Organisatiounen sinn och selbstverständlech wëllkomm an eiser Kommissioun, an et ass wichteg, dass all Acteuren géeeent un deemselwechte Strang zéien.

Méi Transparenz brauche mer och beim Tëschenhandel. Fir de Konsument ass nor-

malerweis net nozevollzéien, wéi en Ue- deel vun Präis tatsächlech un de Bauer geet. Vill Konsumente wiere sécher bereet, e puer Cent weider fir de Liter Mëllech oder e gudder Kéis ze bezuelen, wa se sécher kéinte sinn, dass de Bauer zumindest e käschtendeckende Präis erauskritt.

Här President, wann all dës Mesurë getraff sinn, bleift awer dee méi allgemenge strukturelle Problem, dass d'Relatioun zwëscht der Offer an der Demande op engem internationale Marché, op deem och nach d'Spekulatioun ëmmer méi eng wichteg Roll spillt, sech permanent verännert. Ëmsou méi wichteg ass et, sech um EU-Niveau eens ze sinn iwwert d'Instrumenter, déi et de Baueren erlaben, de Präisschwankunge besser standzehalen.

Eent vun deenen Instrumenter, dat mer kennen, sinn d'Mëllechquoten. Bis 2015 fällt dëst Instrument, wéi mer wëssen, elo schrëttweis ewech. Dorunner soll och elo net méi gerüttelt ginn, wéi eisen Agrarminister Romain Schneider um leschten informellen EU-Ministerrot zu Bréssel virun e puer Deeg de 5. Oktober 2009 nach eng kéier drop insistéiert huet, esou wéi dat och am sougenannte Bilan de santé festgehalten ass.

Et wär elo einfach dat falscht Signal, d'Leit gleewen ze doen, dass d'Mëllechquoten iwwert d'Joer 2015 verlängert géifen. Mä et muss elo dru geschafft ginn, zesumme mat allen Acteuren sech mat Zäit op dës Situatioun anzustellen.

Et geet elo drëm, progressiv e sougenannten Atterissage en douceur, oder „soft landing“ - wéi dat genannt gëtt -, ze programméieren, fir dass mer 2015 net eng „hard landing“ kréien a virun onléisbar Problemer gestallt sinn.

Scho vun elo u mussen all Acteuren permanent dru schaffen, sech op déi Situatioun anzustellen, fir dass d'Baueren eng gewësse Planungsécherheet hunn a sech domat mat Zäit orientéiere kënnen, wéi si hire Betriber strukturéieren a wéi si hir Investismenter programméieren, a gudder Kollaboratioun mam Service d'économie rurale.

Amplaz vun de Mëllechquote mussen aner Mechanisme kommen, déi et de Baueren erméiglechen, mat der grousser Flexibilitéit, déi vum Marché gefuerdert ass, ëmzegoen.

D'Politik muss duerch nei Regulatiounsprinzipen esou wäit wéi méiglech Afloss huelen op d'Relatioun zwëscht der Demande an der Offer. Lëtzebuerg soll sech duerfir decidéiert fir en neie Regulatiounskader asetzen, dee besser op déi reell Demande reagéiere kann a wou d'Mëllechbauere méi mat ageschloss ginn, wou se sech ënnereneen an zesumme mat de Molkereien an der respektiver Industrie selwer kënnen mat abréngen, méi staark zesummeschaffen an och mat decidéiere kënnen.

Heibäi solle mer eis op folgend Punkte konzentréieren: 1. Wat fir eng Interventiounsinstrumenter an -mechanisme mussen an Zukunft am Mëllechsektor zur Uwendung kommen? Wéi ka méi Promotioun fir d'Exportatioun vun der Mëllech gemaach ginn?

2. Mir brauchen e genaue Monitoring, fir eng Surveillance iwwert déi ufalend Volumen a Capacitéiten a Besuch op d'Offer an d'Demande ze kréien. Wéi zweckméisseg déi aktuell Maartinstrumenter sinn, muss genau analyséiert ginn, fir doraus déi richteg Orientéierung fir d'Zukunft ze definéieren. Doraus misst am Fong eng regelrecht Agence de monitoring entstoen, déi eng permanent Evaluatioun ka maachen an dann och direkt entsprechend reagéieren, an net wéi bis elo waarden, bis et quasi ze spéit ass.

3. Da muss déi international Reglementatioun fir de Mëllechmarché négociéiert ginn a gekuckt ginn, wou mer eng entsprechend Nischepolitik erfollegräich wuesen kënnen. Bei enger permanent wuesender Weltbevölkerung muss d'Europäesch Unioun an domat och Lëtzebuerg e Stéck vun deem expansive Marché kréien an net alles deenen anere groussen Agrarlänner iwwerloossen.

Hei ass d'EU-Kommissioun staark gefuerdert a muss hirer Vocatioun gerecht ginn, fir méi Innovatioun a Fuerschung ze promovéieren zwecks enger besserer Kom-



petitivitéit um internationale Mëllechmarché.

4. a leschtens: Transparenz a Verbraucherinformatioun, Qualitéit, Gesondheetsfroen a Labellisierung vun de Mëllechprodukter sinn néideg, wou déi ganz Produktionschaîne hir Präiskompositioun offen duerleet. Oder anescht gesot: Wa mer wëllen, dass de Konsument e méi deiere Produkt och akzeptéiert, da muss et och besser erkläert ginn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Heibäi muss och d'Positioun vum Bauer an der Kette vu Produktioun an Distributioun mat agebonne ginn. Seng Meenung muss Gehéier fannen, well de Bauer jo deen ass, deen am beschte weess, wéi all dëst um Terrain an an der Praxis ëmgesat ka ginn.

Här President, dee gréissten Effort, fir de Baueren ze hëllefen, muss, wéi mer wëssen, um EU-Niveau gemaach ginn. - Madame Presidentin, pardon.

Als LSAP begrëisse mer, dass den europäesche Conseil an d'Kommissioun e spezielle Grupp op héijem Niveau, wéi dat genannt gëtt, zesummegeesat hunn, fir no laangfristegen, tragbare Léisungen ze sichen.

An deem Kontext wëilt ech eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung opfuert, dëse Prozess aktiv ze ënnerstëtzen, an déi am Résumé Folgendes seet: d'Schafe vun engem Regulatiounskader mat enger legaler Basis fir d'Mëllechbaueren an der Relatioun mat der Chaîne alimentaire; de Monitoring maache loosse vun den aktuellen Handlungsmechanismen; d'Spekulatioun andämmen an d'Supervisiounsmechanismen aféieren, fir Transparenz an de Mëllechmarché an och an déi aner Agrarberäicher ze kréien.

Dës Motioun ass ënnerschriwwen gi vun de Verrieder vun der CSV, LSAP, DP, ADR an déi Lénk, an ech soen hinnen all dofir Merci fir déi Ënnerstëtzung.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le régime des quotas laitiers viendra à terme en 2015;*

- *vu le manque à gagner actuel des agriculteurs, qui résulte en grande partie de la disparité entre l'offre et la demande de produits laitiers;*

- *considérant que la volatilité des prix des produits laitiers ne permet pas aux agriculteurs de projeter des revenus stables;*

- *approuvant la mise en place d'un groupe de haut niveau par la Commission européenne et le Conseil des Ministres, qui discutera de l'avenir du secteur laitier;*

- *notant que des difficultés similaires risquent de se présenter dans les autres secteurs agricoles;*

invite le Gouvernement à

- *soutenir les efforts au niveau de l'Union européenne pour créer un cadre régulé du marché du lait, afin de stabiliser les revenus des producteurs laitiers et d'améliorer la transparence du marché;*

- *fournir aux producteurs les moyens légaux afin qu'ils puissent s'organiser efficacement pour favoriser le dialogue et pour rééquilibrer les relations entre les acteurs de la chaîne alimentaire;*

- *réévaluer, dans le cadre des discussions menées au niveau européen, les instruments de marché existants afin de les rendre plus efficaces et plus réactifs;*

- *analyser dans le même contexte les possibilités de limiter la spéculation sur la production agricole et d'introduire des instruments de supervision;*

- *trouver des solutions de surveillance afin d'assurer la transparence des marchés au niveau communautaire;*

- *analyser de près l'évolution des autres secteurs agricoles et de prévoir, le cas échéant, des mesures adéquates.*

(s.) Roger Negri, Alex Bodry, Lucien Clement, Jean Colombara, Fernand Etgen, André Hoffmann, Jean-Paul Schaaf, Ben Scheuer.

Madame Presidentin, als LSAP wäerte mer zesumme mat eisem Agrarminister Romain Schneider alles maachen, fir eise Baueren aus där schwéierer Kris erauszehëllefen, a mir wäerte se dobäi net am Stéch loosse.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Negri. Et wär dann um nächsten agedroene Spriecher; dat ass den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, d'Landwirtschaft stécht an enger déiwer Kris. Eng Kris, déi net esou schnell wäert iwwerstane sinn. Si léisst sech och kaum mat dëser Orientéierungsdebat ewechrieden.

Déi lëtzebuergesch Landwirtschaft war nach ni esou an enger existenzieller Kris. An dësen Débat, datt dësen Débat elo just grad vun der CSV ugefrot gouf, verwonnert eis dach schonns. Säit Jorzéngten hate si de Ressort vun der Landwirtschaft an deemno och d'Méiglechkeeten, Kurskorrekturen ze proposéieren an och ëmzesetzen.

Spiert d'Landwirtschaft haut also d'Konsequenz vun enger verfeeltener Agrarpolitik?

Sécherlech huet dës Kris Ausmoossen ugeholl, déi mir net esou erwaart hunn. Mä datt eis Landwirtschaft säit Laangem krank ass, ass net vun haut an och net vu gëschter. Déi europäesch Landwirtschaft an domat och déi lëtzebuergesch ass weder nohalteg nach huet se Perspektiven opgebaut, fir eng iwwerliewensfäeg Landwirtschaft ze garantéieren.

Et sief vläicht just an deene Regiounen, wou mat Hëllef vun e puer groussen Agrarindustrien eng Landwirtschaft op d'Käschte vun der Natur duerchgezu gëtt, an och längerfristeg op d'Käschte vun der Landwirtschaft selwer.

Dësen Débat soll deemno eng Orientatioun ginn, wéi déi momentan Kris am Mëllechsektor an doriwwer eraus am ganze Sektour ka bewältigt ginn. Datt mer haut, knapps dräi Méint no der Regierungserklärung, eng Orientéierungsdebat iwwert d'Landwirtschaft musse maachen, schwätzt net grad fir dës Erklärung.

Entweder ass haut hei eng zweet Regierungserklärung vun de Majoritéitsparteien, well d'Problemer virun dräi Méint waren déiselwecht. Also misst a sech d'Regierungserklärung och déi néideg Orientéierung schonns beinhalten. Oder d'Regierungserklärung weist keng oder kaum Léisungsvirschléi, fir aus dëser Kris erauszekommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass dat Zweet, wat stëmmt.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Mir ginn den Androck net lass, datt d'Regierungserklärung deemno kaum Perspektiven opweist, fir aus der landwirtschaftlecher Kris erauszekommen.

Et kann een natierlech och den Androck kréien, datt d'CSV hirem Partner, dem neien LSAP-Minister, net vill vertraut, fir gläich am Ufank vu sengem Mandat him misse op den Zant ze fillen.

(Interruptions)

Dobäi si vill Problemer duerch Jorzéngten CSV-Dominanz am Landwirtschaftsministerium mat verursaacht ginn.

Eng Orientéierungsdebat huet sécherlech hir Berechtigung an ass och wichteg, fir déi grouss Richtlinie festzeleeë respektiv Kurskorrekturen kënnen anzuschloen. Ech mengen, et geet awer net méi eleng mat klengem Gepléischters duer.

Souwuel déi lëtzebuergesch wéi déi europäesch Landwirtschaft ass um Holzwee. Mir müssen eng radikal Afroststellung vun der europäescher Agrarpolitik fuerderen. Eier et awer zu enger richteger Orientéierung ka kommen, misst ee fir d'éischt awer sech Zäit huelen an eng seriö Analyse iwwert d'Problemer maachen, respektiv sech d'Méi maachen, fir d'Defiziter ze identifizéieren. Dëst ass aus eiser Siicht souwuel d'Aufgab vun der Politik wéi och d'Aufgab vum Sektour selwer, eng éierlech Bilanz ze zéien iwwert d'Landwirtschaftspolitik vun de leschte Joren.

Et ass jo net nëmme de Mëllechsektor, deen a Schwierigkeet ass, mä och de Flesch- an de Käresektor hunn zolidd Problemer. Déi gesamt Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg stécht deemno an der Kris.

Ech hunn den Androck, datt mer hei amgaange sinn, an net nëmme hei zu

Lëtzebuerg, mä och zu Bréssel, souguer an der Welt, nach ëmmer nëmme iwwert déi konjunkturell Defiziter respektiv Moosnamen ze diskutéieren. Villes gëtt op d'Wirtschaftskris zrëckgefuert, ouni awer de landwirtschaftleche System als Ganzes unzezweifelen a méi eng längerfristeg Perspektiv opzebauen, déi all Aspekter vun enger nohalteger Politik berücksichtegt; souwuel déi sozial, déi ekonomesch wéi déi ökologesch Dimensioun.

Déi momentan proposéiert Moosname kann een och gréisstendeels ënnerschreien, hëllef se de Moment kuerzfristeg d'Iwwerliewe vun de Bauerebetriber ze garantéieren. Déi grouss Defiziter leien awer fir déi gréng eben net bei de konjunkturelle Problemer, mä éischer an engem strukturellen Defizit.

Och wa mer déi Kris hei méi oder manner iwwerstinn, mat enger Rei vu Betriber, déi erëm op der Streck wäerte bleiwen, sou kënnst déi nächst bestëmmt an nach vill méi hefteg! Vun enger Kris an déi aner.

Ech denken och besonnesch un déi extrem héich Uelech- a Ressourcenofhängegkeet vun der Landwirtschaft am Allgemengen, déi zu der nächster Kris wäert féieren.

Mir sinn um Holzwee, wa mer mengen, duerch d'Stimuléierung vun der Nofro de Mëllechsektor aus der Kris ze féieren. Wéi héich muss déi Nofro da sinn? Eng Nofro, déi eng Erhéijung vun der Produktioun no sech wäert erëm zéien. Fir wéi e Marché? Den indeschen? De chineeseschen? Mat wéi engem ökologesche Fousofdruck? Froen iwwer Froen.

De Problem gëtt och net geléist, wa mer d'Imitatprodukt, also d'Hierstellung vun Analogkéis mat planzleche Fetter statt mat Mëllechfett uprangeren. Sécherlech ass et eng Sauerei, wann de Konsument net richteg opgekläert gëtt iwwert d'Zusatzstoffe vun engem Liewensmittelprodukt.

Déi gréng plädéiere säit hirer Grënnung fir e klaren Etikettege op de Liewensmittelprodukter. Déi gréng hätten awer da gären eng éierlech Debat iwwer all Aspekter vun der Lëtzebuerg an der europäescher Landwirtschaft, besonnesch iwwert d'Produktionsmethode vum Ufank vun der Produktioun bis zum Konsument mat sämtlechen Tëschenetappen.

Si mer dann éierlech, wa mir op Importsoja mussen zrëckgräife mat deels zweifelhaftem Ursprung bis hin zur genmanipuléierter Verseuchung, fir eis héich net nohalteg an net regional Produkter oprechtzehalen, déi zu enger substanzialer Iwwerproduktioun an der Mëllech féiert, déi noutgedrongen am Export muss ofgebaut ginn, an der Hoffnung mat enger méiglechst héijer Plus-value.

Gläichzäitig stelle mir eis awer an d'Fënster mat eise Lëtzebuerg Produkter mam Slogan: „Esou schmaacht Lëtzebuerg“. Maache mir et dann esou besser par rapport zu den auslännesche Produkter? Regionalitéit feelt total. De Slogan „Aus der Regioun fir d'Regioun“ trëfft op déi offiziell Agrarpolitik fir eis schonns laang net méi zou.

Statt verstärkt op Eegeproduktioun op Basis vun enger méiglechst lokaler Ressourcennutzung, déi och aus der Groussregioun ka kommen, gouf d'Landwirtschaft dem Diktat vum Import an der Globaliséierung ënnerworfen. Heimat kënnst d'Gentechnik duerch d'Hannerdier op de Lëtzebuerg Marché. Och wann eis national Acteure sech eens sinn, den Ubau vu gentechnesch verännerte Planzen ze verhënnern; wat awer net haart gesot gëtt, ass Tatsaach, datt dës Konsens beim Déierefudder wéi zum Beispill dem Sojaimport net besteet. Hei kann een, hei gëtt Gentechnik no Lëtzebuerg importéiert an un Déiere verfiddert. Weder d'Bauereverbänn nach de fréiere Minister Boden wëllen a wollten eppes dovu wëssen.

Fakt ass kloer, datt d'Industrialiséierung d'Liewensmittelproduktioun voll a ganz erfaast huet. Mat deels dramatesche Konsequenzen fir d'Liewensmittelqualitéit, der Ëmwelt an dat, wat ee versicht hat ze verbesseren, nämlech d'sozioekonomesch Situatioun vun de Baueren. Sou katastrofal war déi sozioekonomesch Situatioun nach ni. E ganze Berufsstand steet haut virum Ruin.

D'Europäesch Unioun huet sech jo bekanntlech zum Zil gemaach, eng Entkopplung vun de Produkter, vun der Produktioun vun der allgemenger landwirtschaftlecher Tätigkeet duerchzuféieren, fir um internationale Marché kënnen konkurrenzfähig ze sinn. Dëst huet zum Beispill zu Lëtzebuerg zu der Aféierung vun de Betribsprimé gefouert, sougenannte Jetonen, déi et der Landwirtschaft sollen erlaben, lassgeléist vun de Marchéspräisser kënnen ze iwwerliewen.

A wou sti mer haut?

Muss dës Prinzip net hannerfrot ginn? Sinn déi Betribsprimen héich genuch, fir en Iwwerliewen ze garantéieren? Ënner wéi enger Konditioun kann de Betriber iwwerliewen? Muss net méi eng differenzéiert Bähëllef opgebaut ginn, wou en Iwwerliewen och garantéiert ass, ouni mussen op Import zrëckgräifen? Ass et net endlech un der Zäit, d'Klimaproblematik vum CO₂ ze berücksichtegen? Musse mer net endlech de Prinzip vum ökologesche Fousofdruck och bei der Produktioun berücksichtegen, wat eis zum Beispill géint Importer kéint schützen?

De Prinzip „Wachse oder weiche“ huet och eis landwirtschaftlech Betriber hei zu Lëtzebuerg voll erfaast. Mä d'Wuessen eleng huet et kaum fäerdeg bruecht, eng duerch d'Bank iwwerliewensfäeg Landwirtschaft hei op d'Been ze stellen.

Sécherlech ginn et eng ganz Rei vu Betriber, déi haut och an dëser Kris liewensfäeg sinn an och wäerten dës Kris ouni gréisser Aboussen iwwerliewen. D'Wuesse vun de Betriber huet awer eng enorm Iwwerkapitaliséierung vun der Landwirtschaft mat sech bruecht, déi eng enorm Laascht fir dës Betriber an der Zukunft wäert duerstellen.

Wann et haut de niddrege Marchéspräisser ass, deen zu finanziellen Enkpäss féiert, sou ass et muer bei engem Unzéie vun der Wirtschaft d'Zënslascht. Dëst ass och schwaarz op wäiss am „Beroder“ Nummer 50 vum SER, also dem Service d'économie rurale nozeliesen. Eng Nummer 50 vum August 2009, déi sech ausschliesselech mat der Mëllechwirtschaft beschäftegt.

Sou steet do op zwou Plazen, datt d'Baueren deels selwer um momentane Misär schold wäeren. Ech zitieren: „In vielen Fällen jedoch wurde dies“ - also déi deels wirtschaftlech Virdeeler, déi se haten - „durch zu teure Investitionen, über-tuerte Quotenzukäufe unter anderem versäumt.“ Oder e bësse méi spët: „Leider verspielen viele Betriebe diesen Vorteil durch zu kostspielige Investitionen und damit längerfristig hohe Festkosten.“

Dëst ass also schonns laang gewosst. Hätt d'Politik net schonns laang do misse awierken, statt nozekucken? Hätt net schonns méi laang en Emdenke vun der Subventionpolitik gemaach solle ginn? Wat bréngen also héich Subventionen, wa mer d'Betriber duerch Iwwerkapitaliséierung an de wirtschaftleche Ruin driewen? Ass dat d'Resultat vu jorzéngte-laanger CSV-Landwirtschaftspolitik? Wou ass d'Stëmm vun de Baueregewerkschaften, fir dës Problematik endlech éierlech ze thematiséieren?

Här President, Dir Dammen an Hären, oder Madame Presidentin, eis Deckung vum Eegebedarf an der Landwirtschaft geet ëmmer méi erof. Souwuel bei de Liewensmittel wéi och bei de Fuddermittel ass Lëtzebuerg ganz staark vum Import ofhängeg. Mir hunn eng vill ze staark Betounung op eng intensiv Mëllechwirtschaft an Déierenhaltung. D'Zuel vun de Betriber ass ënner 2.000 gefall, Tendenz nach ëmmer falend. Et schaffen haut ëmmer manner Leit an der Landwirtschaft. An d'Spezialkulture gëtt kaum investéiert, Uebst oder och nach Geméis gëtt schonns bal net méi ernimmt.

D'Auswierkungen op d'Natur sinn op ganz ville Plazen nach ëmmer ze grouss. D'Auswierkungen op eis Kulturlandschaft sinn alles aneschters als nohalteg, trotz de Beméiungen duerch verschidde gutt gemengten a gutt finanziéiert Ëmweltprogrammer. D'Aart a Weis vun der Déieren-

haltung, der Liewensmëttelproduktioun an der Buedemnotzung féiert deelweis zum Ofhuele vun der Biodiversitéit, der Buedemfruchtbarkeet, fir nëmmen déi ze nennen.

Ech brauch hei nëmmen un d'Bloalgeverschung vum Stausee ze erënneren, wou och d'Landwirtschaft hire klengen, awer Undeel dozou bägedroen huet. Nach ëmmer hu mer et net fäerdeg bruecht, déi néideg Schutzmoosname fir eist Dréngwaasser ze garantéieren an déi néideg Programmer opzestellen, fir dass och an deene Gebidder eng liewensfäeg Landwirtschaft ka funktionéieren.

Wa mer dës Kris och vläicht nach eng kéier packen, bleiwe mer weiderhin an enger Kris. Mir steiere mat dëser Aart a Weis vu Landwirtschaft riicht an eng Uelech- a Resourcéfal. D'Landwirtschaft vun haut ass noweislech beim Ubau, dem Transport, der Veraarbechtung a besonnesch bei intensiver Déierenhaltung ëmmer méi energiehongreg, also CO₂-intensiv. Nëmme als Beispill: Fir eng Tonn klasesch synthetesch Düngemëttel ginn iwwer 700 Liter Uelech gebraucht.

Ech wëll just op den héije Präis vum Uelech vu virun engem, spréich zwee Joer hiweisen. Déi héich Uelech-Ofhängegkeet huet zu enger ganz staarker Erhéijung vun de Liewensmëttelpräisser bägedroen. Dëst wäert och erëm de Fall sinn, soubal d'Konjunktur erëm uspréngt. Well dës Problematik ni e Bestanddeel vun der CSV-Agrarpolitik war, gëtt haut kaum am Secteur doriwwe geschwat. Grad am Virfeld vun der Weltklimakonferenz zu Kopenhagen ass och d'Landwirtschaft gefuerdert, hir Produktiounsweisen ze iwwerdenken. D'CO₂-Problematik wäert och d'Landwirtschaft net verschounen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi momentan Krisen am Mëllechsektor respektiv och mëttlerweil am Flesch- an och am Käresektor losse sech also net duerch kuerzfristeg konjunkturell Hëllefstellungen léisen, ouni eng grondleeënd strukturell Ännerung am Fong duerchzeféieren. Duerfir muss sech Lëtzebuerg op EU-Ebene proaktiv fir eng grondleeënd Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik asetzen an d'EU-Subventionen esou ëmschichten, dass eng Landwirtschaft no sozialen an ökologesche Kritäre gestärkt gëtt.

D'biologesch Landwirtschaft huet an deem Punkt haut schonns vill erreicht an ass richtungsweisend, wat d'Förderungspolitik ugeet, wou ee sech kann drun orientéieren. Déi rezent Etüd vum Mouvement écologique huet ganz kloer opgewisen, dass eng grouss Bereitschaft vum Konsument do ass, fir biologesch Produkter ze ënnerstëtzen. Eng aner Etüd vun der Uni Kassel, am Optrag vu véier Lëtzebuurger Naturschutzorganisatiounen, weist zum Beispill op, dass eng vill méi grouss Zufriedenheet bei de Baueren do ass, déi biologesch wirtschaften, wéi bei deenen, déi no konventionelle Methode schaffen.

Leider gouf och dës Politik nëmme spärlech vun der CSV ënnerstëtzt. Mir müssen also Brécke bauen, fir méiglechste ville Betriber d'Méiglechkeet ze bidden, dese Wee anzuschloen. Mir müssen, wéi bei der Vermaartung vun de biologesche Produkter, déi ganz Liewensmëttelketten un een Dësch kréien, dat heescht d'Produzenten, d'Veaarbechter, den Handel, bis zum Konsument. Dese Prinzip muss duerch eng verbindlech Kooperatioun vun all de Partner ënnerstëtzt ginn.

Et müssen nei Rahmebedéngunge geschaf ginn, fir eng nohalteg orientéiert Nofro ze stimuléieren. Keng quantitativ Nofro, mä eng qualitativ Nofro muss stimuléiert ginn. Den Dialog, dee momentan am Bauerektor ugefaange gouf, muss onbedéngt weidergefouert ginn: haut zum Beispill an der Press nozeliesen. Dobäi sollen awer all d'Méiglechkeeten ënnersicht ginn, besonnesch och d'Fuerderungen, zum Beispill vum Lëtzebuurger „Mëllech Board“, wéi zum Beispill d'Iddi vun engem Fondssystem, fir d'Produktiounsschwankungen opzefänken. Eng éierlech Öffentlechkeetsaarbecht mat kloerer Etikettéierung vu sämtleche Produktiounsofleef.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ouni eng grondleeënd Ännerung vun der Agrarpolitik bleift d'Landwirtschaft an der Kris. Duerfir wënschen déi gréng sech, dass mer net nëmmen iwwert déi kuerzfristeg konjunkturell Moosnamen diskutéieren, mä eng déif gräifend Analys iwwert déi strukturell Problemer vun der Landwirtschaft maachen an och ëmsetzen.

Zum Schluss wëll ech dem neien Agrarminister awer nach vill Erfolleg zu Bréissel wënschen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den zweetleschten agedroene Riedner ass den Här Colombera. Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Madame Presidentin, Dir Dammen, Dir Hären, waren 1980 nach eppes iwwer 5.000 Betriber hei am Land, esou hu mer der elo nach 2.200, a mer gesinn, wéi lues a lues d'Standbeen vun eiser traditioneller Gesellschaftsform verschwënnt. Déi ganz morallesch Déresse hunn d'Baueren eis gewisen, wéi si hir Mëllech ausgeschott hunn. E Signal, dee ganz wäit blécke léisst. Sécherlech ass et der europäescher Agrarpolitik net gelongen, fir déi europäesch Bauere virun de verheerenden Auswierkunge vun der Globaliséierung ze schützen. Duerfir muss ëmsou méi déi national Landwirtschaftspolitik intervenéieren a sech net hannerd der EU-Agrarpolitik verstoppen, a mer müssen alles ënnerhuelen, fir eng wirklech op Nohaltegkeet baséierend Landwirtschaft ze erhalen.

Et huet eis geschéngt, dass Lëtzebuerg e ganz gudden EU-Musterschüler war, awer et huet u Visionen gefeelt, an dat bedauere mir. Och müssen eis landwirtschaftlech Verbänn an déi sougenannten Interesserveräiner mat enger Stëmm schwätzen. Mir kënnen keng kontradiktoresch Aussoen erlaben: Déi eng wëlle gär d'Mëllechquoten ewech, déi aner wëlle se kieren, déi eng wëlle gär Grenzen zoumaachen, déi aner wëlle gär fir de Weltmarkt produzéieren, déi eng wëlle gär d'Ofschluechtprime, déi aner wëlle gär méi Véi. Dat Eenzezt, wat do erauskënnt, dat ass sécher, dat ass, dass d'Eurokraten zu Bréissel no hirem Gutdünken decidéieren, an dat muss een einfach verhenneren, do muss een einfach mat enger Stëmm schwätzen, dat anert geet net.

Déi éischt Fro awer, déi mer eis stelle müssen, ass: Brauche mer iwwerhaapt nach Baueren? Europäesch gesinn, an engem globaliséierte System, ass et evident, dass eng Handvoll vu Groussbaueren duergeet, fir déi gesamt europäesch Produktioun ze decken, ze garantéieren, mat alleguerten den Nieweneffekter, déi esou entstinn, zum Beispill mannerwäerteg Qualitéit oder bëlleg Aarbechtskräften, a souguer mam Risiko, an enger Noutsituatioun keng Produkter méi geliewert ze kréien. Ech erënneren lech un de Krich, dee virun zéng Joer a Jugoslawien war. Wann hei eng kéier e Krich kënn, a mer hu keng Baueren, a mer denke global, dann deet et mer leed, da kréie mer muer keng Wuer méi hei an d'Land.

Duerfir, national gesinn, Dir Dammen, Dir Hären, ass dat Bild ganz anescht. Mir brauchen Baueren, déi eis Nahrungsmëttel vun héijem gesondheetlechtem Wäert produzéieren, déi eis nei Forme vun Energie bereetstellen, déi eis d'Erhaltung an d'Fleeg vun eiser eenzegearterter Kulturlandschaft an der Biodiversitéit erhalen. Mir mengen also, dass den Agrarsektor ee bedeutende Wirtschaftszweig mat héijem Zukunftspotenzial wäert ginn, wa mer déi richteg Schrëtt ënnerhuelen.

Déi zweet Fro, Madame Presidentin, déi mer eis stelle müssen, ass: Wëlle mer iwwerhaapt nach Baueren? Ech ginn dovunner aus, dass jiddwereen heibannen „Jo“ seet, well wann een do ass, dee keng Bauere wëllt, dee soll sech wann ech gelift hei mellen, well et kritt een d'Impressioun, dass d'Baueren hei net méi toleréiert sinn. Wa mer awer „Jo“ soen, da bleift nëmme méi eng Méiglechkeet: De Statsbeidel, dee muss méi grouss opgemaach ginn, egal wéi Der lech dréint. A kommt mer elo net an Dir sot, mir hätten hei eng Kris!

Dir Dammen, Dir Hären, mir hunn 2,5 Milliarden Euro als Direktmoosnam frägemach. Dat ass gutt, mä dat geet net duer. Viru Joren hu mer eis Stolindustrie gerett,

nach viru kuerzem hu mer eis Banke gerett. Op eemol, vun haut op muer an der Nuecht ware Milliarden do. A wann een elo hei kuckt, eis Baueren, eis Mëllechbauere froe 34 oder 35 Milliounen, do ass kee Sou méi do. An ech sinn iwwerzeegt, Dir Dammen, Dir Hären, wann haut eng Bank nach eng kéier a Schwieregkeete géif kommen, dann hätte mer déi Sue parat.

Ech froen lech: Wat ass méi wichteg? Ass eng ARBED méi wichteg wéi e Bauerestand? Sinn d'Banke méi wichteg wéi d'Baueren? Ech mengen net. Jiddwereen ass wichteg, an hei geet et ëm ganz genau 4.500 Leit mat hire Kanner, mat hire Fraen, déi hei an eng sozial Nout kommen. Déi Leit, wa se keng Aarbecht méi hunn, dat muss Der ausrechnen, wat dat fir eng Perte ass. Wéi vill TVA geet do verluer, wéi vill Steiere ginn do verluer? Et gëtt net méi produzéiert, net méi consomméiert, et gi keng sozial Laaschte méi bezuelt, an da muss mer déi nach erhalen, well se am Chômage sinn. Rechent dat emol aus an da kuckt Der emol, wat Der gewannt, wat do erauskënnt, wann Der déi Leit uerdentlech ënnerstëtzt.

Hei, Dir Dammen an Dir Hären, si mer an engem klengen Land, mer mussen solidarisch sinn. Hei ass déi héchst Alarmstuf ausgeruff, a mer mussen kucke fir de Baueren déi Perte do ze kompenséieren. Et gi genuch Weeër, fir dës Milliounen ze erwirtschaften oder ze spueren. Eng aussergewöhnlech Situatioun erfuerdert aussergewöhnlech Moosnamen.

Derniewent ass de Konsument natierlech gefuerdert. Mir müssen onbedéngt den Image vum Bauer stärken. Wat ass fir verschidde Leit, wat ass dat, e Bauer? E Bauer ass een, deen d'Stroosse knaschteg mécht, dee mat engem decken Trakter do fiert, deen s de net kanns iwwerhuelen, deen nuets ëm zéng Auer nach fiert, dee Kaméidi mécht, deen e Stall huet, e ganz grouse Stall huet, dat heescht, en huet ganz vill Suen, dee ganz déck Maschinnen huet, also ganz vill Suen huet, an hir Ställ, déi sténken an déi belästegen d'Leit. A wann een d'Kanner freet, wou kriss de d'Mëllech dann hier, majo natierlech vum Cactus an net vun der Kou. Okay, dat ass allgemeng d'Bild vum Bauer!

Ech mengen, Dir Dammen, Dir Hären, mer müssen alles ënnerhuelen, dass den Image vun dësem Bauer anescht hei presentéiert gëtt. De Bauer muss säin Image verbesseren. Domat muss mer eis awer dee Moment...

(**Interruption**)

Dee Moment muss mer de Baueren hëllefen.

Madame Presidentin, mir wëllen alleguerte Wuere vun héijer Qualitéit. Mir ginn eng Onmass Suen aus fir Kleeder, mir ginn eng Onmass Suen aus fir Autoen, mir ginn eng Onmass Suen aus fir eis Vakanzen. Mä wat d'lessen ugeet, do wëlle mer gär spueren. Mir kafe léiwer e Joghurt, deen 1,96 Euro pro Kilo wäert ass, wéi e Joghurt, dee 5,28 Euro de Kilo wäert ass. Mir kafe léiwer Mëllech, déi 0,99 Euro kascht, wéi Mëllech, déi 1,19 Euro kascht.

Mir kafen Imitater, déi bëlleg sinn. Firwat? Well mer do wëlle spueren. Dass awer am bëllege Joghurt vläicht Aspartam dran ass, deen d'Nerve schiedegt, deen eis Gesondheet schiedegt, dat geet keen eppes un, och well mer net doriwwe informéiert sinn. Dass am Imitat och bëllegen Uelech dran ass, dat geet keen eppes un, aus dem einfache Grund, well mer mengen, de Präis u sech, dee stëmmt, a mer wëllen näischt mat Gesondheet ze dinn hunn. Dann eréischt, wa mer krank sinn, da wësse mer ganz genee, wat mer gemaach hunn, wéi mer déi bëlleg Produkter do kaaft hunn.

Madame Presidentin, wann d'Qualitéit grouss ass, da garantéieren ech lech, dass manner Krankheeten entstinn. Perséinlech als Konsument sinn ech bereet, fir 20 Cent op der Mëllech méi ze bezuelen, 50 Cent méi um Miel, oder een Euro méi um Kilo Flesch. Ech hu kee Problem domat, ënnerd der Bedéngung, dass de Bauer dës Plus-value guttgeschriwwe kritt.

Mir müssen e Schlëssel fannen, fir eis Produkter méi deier ze verkafen an de Baueren dese Mehrwert zokommen ze loosse. A wann ee mengt, hie kënn sech dat net leeschten, da soen ech him ganz genau,

da soll en e Stéck Knätsch oder e Stéck Schockela fale loosse, oder eng Fläsch Béier, déi kascht och en Euro, oder eng Staang Zigaretten, an dann ass et gedoen.

Eng aner Pist, Madame Presidentin, déi ganz wichteg ass, ass déi, dass iwwerall do, wou de Stat seng Participatiounen huet, an de Schoulen, an de Crechen, an de Maisons relais, Qualitéitsprodukter presentéiert ginn. An eis Lëtzebuurger Produkter, dat si Qualitéitsprodukter.

Denke mer un d'Obésitéit. Wann e Kand nëmme Bëllegprodukter zou sech hëlt, da kann ee sech virstellen, wat méi spéit passéiert: Mat 30 Joer hunn déi Leit Obésitéit. Obésitéit heescht héije Blutdruck, Häerzkrankheeten, an dat geet natierlech erëm op d'Käschte vun der Sécurité sociale. Do hu mer guer näischt gewonnen.

Queesch duerch de Gaart, an den Altersheimer, an de Spideeler, an de CIPAen, an de Kantine vun de Verwaltungen, an de Kantine vun de Banken, déi mer gerett hunn, do mussen Lëtzebuurger Produkter op den Dësch kommen. Meeschtens sëtzen do auslännesch Administrateuren, déi keng Ahnung hu vu Lëtzebuurger Produkter, an ech mengen, do misst och méi eng grouss Informatioun entstoen, déi...

(**Interruption**)

Här Gira, loosst mech wann ech gelift schwätzen! Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann Dir emol eng kéier Biekerecher a gliese Flasche maacht, da gëtt och méi kaaft.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Déi mussen méi informéiert ginn, dat ass einfach den Alpha an den Omega. Eis national Flugesellschaft, zum Beispill, soll och derfir suergen, dass si während der Rees qualitativ héich Produkter vun eise Betriber op den Dësch zerwéiert, an net mannerwäerteg Produkter, mat der Intention fir ze spueren. Ob eng Rees 900 oder 910 Euro kascht, ech mengen, dat ass guer kee Problem.

Dat heiten huet guer näischt mat Protektionismus ze dinn, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass eng Strategie fir eis Baueren ze ënnerstëtzen. De Stat soll och d'Baueren, déi regional Produkter hierstellen, ënnerstëtzen. Ech zitéieren de Spelz vu Syr, den Téi vum Séi, d'Véi vum Séi, d'Beola-Produkter vu Kaalber: Hei ginn d'Bauere wéineg bis guer net ënnerstëtzt, well si zum Beispill kee Biomëscht uwenen. Mä ganz vill Ennerscheid mat de Bioprodukter gëtt et net. De Stat soll jiddwereen ënnerstëtzen, dee méi nei Iddien huet an dee se gär wëllt ausprobéieren.

Wichtig ass et och, fir eng Ulafstell ze schafen, wou all déi Baueren, déi a Schwieregkeete sinn, sech géife mellen, an do no enger Soluatioun gesicht soll ginn. Zum Beispill: Vläch ass eng Fusioun noutwendeg, wéi kann ee seng Maschinne veräuseren, wéi kann ee seng Lännereie verpachten, kann een en erlichterten Accès op eng Prépensioun kréien, wéi ass et mat der sozialer Ofsécherung?

Madame Presidentin, als Konklusioun: Op europäeschem Niveau solle mer d'Agrarpolitik méi demokratiséieren. D'national Parlamenter an d'EU-Parlament mussen mat entscheede kënnen. D'Preventioun soll groussgeschriwwe ginn, Stéchwierder BSE, Gentechnik, Antibiotika. Drëtens, eng Subventionspolitik am Sënn vum Bauer, an net vun de Konzernern. Beispill Südzucker A.G., déi kréie vun der EU 30 Milliarden zougescoustert, fir Zocker ze produzéieren. Zocker, dee se dann an Drëttlänner bëlleg verkafen zu Dumpingpräisser an do hir eege Leit futti maachen. Dat geet net!

Hei wëllt ech dem Landwirtschaftsminister eng Fro stellen: D'EU-Subventiounen maache 50 Milliarden Euro am Joer aus. Wéi vill bezuele mir a wéi vill kréie mir dovunner erëm?

Op nationalem Plang ass et wichteg, éischens, d'Diversifizéierung vun der Landschaft: D'Bauere solle sech op nei Aktivitéiten ausrichten, zum Beispill am Beräich vun der Forstwirtschaft, Energieproduktioun, Entsuegung vun organeschen Of-fäll, Ubau vun Uebst a Geméis, an am Tourismusberäich. Zweetens muss eng nei Struktur geschaf gi fir Verbraucherschutz, Ernährung a Preventioun. Dat kann och e Ministère sinn. Drëtens, d'Förderung vun



der Biolandwirtschaft, awer och vu regionale Produkter am Sënn vun enger optimaler Gesondheet. Véiertens, d'Weiderbildung vun der Jugend, fir méi nei Weeër anzuschloen.

Madame Presidentin, et ass un eis alle guerten, als Eenheet, fir solidaresch Moosnamen ze treffen an eis Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. Als klengt Land ass dat méi schnell ze errechen. Hei kennt jiddwereen een deen aneren. Et wäert eis net schwéierfale, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, dovunner sinn ech iwwerzeegt. Den Esprit d'équipe ass hei gefrot, dat war nach ëmmer esou bei eis, dat war nach ëmmer eis Stärkt, an et soll och an Zukunft esou sinn.

Mir wënschen dann dem Landwirtschaftsminister eng glécklech Hand, fir d'Agrarpolitik gutt ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Colombara. Mir hunn dann nach een agedroene Riedner, dat ass den Här Hoffmann. Dir hutt dann och direkt d'Wuert, Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech si selbstverständlech mat der Feststellung vun enger dramatescher Kris am Mëllechsektor d'accord an och d'accord, dass dréngend Moosname musse geholl ginn, fir d'Situatioun vun de Baueren ze préservéieren, hunn also och dofir déi Motioun mat ënnerschriwwen, déi mer ënnerbreet kritt hunn. Ech sinn awer och mam Här Kox averstanen, dass domadder d'Fro vun der allgemenger Orientéierung vun eiser Landwirtschaft um nationale wéi um europäesche Plang, oder souguer doriwwer eraus um internationale Plang nach net beäntwert ass.

Bei deenen Diskussiounen iwwert d'Landwirtschaft huet een awer ëmmer erëm, hunn ech den Androck, esou d'Gefill du déjà-vu. Et ass net déi éischte Kéier, wou d'Chamber diskutéiert iwwert d'Krisensituatiounen an der Landwirtschaft. Et ass vläicht elo eng besonnesch dramatesch Situatioun, mä et ass net déi éischt, an et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi wäit déi Krisensituatiounen, déi sech ëmmer erëm widderhuelen, effektiv mat der Orientéierung vun der Agrarpolitik, virun allem um europäeschen Niveau, ze dinn hunn.

Ech muss och vläicht drun erënneren, dass jorelaang, fir net ze soe jorzéngtelaang, d'europäesch Agrarpolitik zu engem groussen Deel geprägt war vun enger Obsessioun vun der quantitativer Produktivitéit, fir bëlle Präisser vun de landwirtschaftleche Produkter, explizit och zouginn am Hibleck op d'Léin an der Industrie. Also, mir musse bëlle Produkter an der Landwirtschaft hunn, duerch eng héich quantitativer Produktivitéit, fir dass mer d'Léin an der Industrie net brauchen ze erhéijen; soe mer emol esou, e bësse vereinfacht ausgedréckt.

Wa mer emkëieren - an dat ass zwar e bëssen amgaangen, mä ech mengen, nach net genuch - op eng Ausrichtung no Qualität, da musse mer selbstverständlech aner Präisser a Kaf huelen. Dat schéngt mer evident. An da musse mer eis natierlech och d'Fro stellen, ob mer net eng méi héich Norméierung mussen aféieren, wat d'Qualitéit betrëfft, och um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Wat d'Konsumverhale betrëfft, sinn ech d'accord, dass mer - an dat ass och eng Iwwerleung einfach vun nohalteger Entwécklung - eis Liewensweis, eist Konsumverhalen effektiv mussen a Fro stellen. Dat huet awer och domat ze dinn, wéi eng Leitbiller dass mer vermëttelt kréien, wéi eng Publicitéit fir wat fir Produkter gemaach gëtt, déi mer onbedéngt mussen hunn, also dräi Handyë mussen mer jo mindestens hunn, well d'Industrie dat wëllt, an eis insofern natierlech och Leitbiller vu Liewensweise vermëttelt. D'Konsumweisen hunn och ëmmer mat Produktiounsweisen haaptsächlech ze dinn.

A wa mer vum Konsumverhale vun de Leit schwätzen, da musse mer natierlech soen, dat huet mat Informatioun ze dinn, dat huet mat Sensibiliséierung ze dinn. Dat huet mat deene Leitbiller do ze dinn. Dat huet awer och mat Akommes ze dinn!

Wann e biologesche Poulet, oder nëmme emol net e biologesche Poulet, mä „de la ferme“, wann deen dräimol méi deier kascht wéi deen aus der belscher Batterie, dann ass et schwéier, dem Mindestlounempfänger opzeschwätzen, e misst onbedéngt aus gesondheetleche Grënn awer de kafen, deen dräimol méi deier ass.

Dat heescht also, d'Fro vun de Präisser...

► **Mme la Présidente.** - Här Hoffmann! Här Hoffmann!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, ech...

► **Mme la Présidente.** - Äre Virriedner hat em eng Minutt iwwerschratt, mä Dir steiert elo op zwou Minutten zou.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Serriö? Ech hunn der awer zwouanenghallef fir d'Motioun. Dat sinn der dräi et quelque chose.

► **Mme la Présidente.** - Dat heescht, Dir huet elo d'Riedezäit vun Ärer Motioun mat?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech hu se jo scho matgeholl, well ech hu scho gesot, ech hätt se ënnerschriwwen.

► **Mme la Présidente.** - Gutt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dat heescht also, dass d'Diskussioun iwwert d'Qualitéit, iwwert d'Präisser noutgedrongenerweis och verbonne muss si mat enger Diskussioun iwwert d'Akome vun de Leit, iwwert d'Verfügung iwwer hir Zäit, well domadder huet et och ze dinn.

Dann also, Madame Presidentin, vu menge fënnf Schlussbemierkungen, déi ech opgeschriwwen hat, der nëmme nach ganz kuerz zou. Déi eng Fro ass déi vun der Nohaltegkeet vun der Landwirtschaft, an dat ass net nëmme d'Fro vun der Nohaltegkeet vun de Betriber selwer, sondern d'Nohaltegkeet am gesamten Émfeld, also och vun de Ressourcen, vun deene se liewen.

An eng lescht Fro, déi awer och - mengen ech - nëmme eng Kéier ugeschnidde ginn ass, déi awer fir mech enorm wichtig ass, dat ass d'Fro vun dem Zesammenhang tëschent der europäescher Agrarpolitik an der Industriepolitik an der Situatioun an den Drëttwëltlänner, wou mer wëssen, dass deenen hir lokal Produktioun heiansdo doduerch futti gemaach gëtt, well mer hei eis Bëllegherprodukter an Afrika zum Beispill exportéieren.

Merci.

Zwou Minutten ass näischt.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Hoffmann. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vun der Motioun, well...

(Interruptions)

Entschëllegt, entschëllegt, d'Regierung huet d'Wuert. Eisen neie Minister, entschëllegt. Éischte Faux pas.

(Interruptions)

Här Minister Schneider, Dir verzeit mer dat net.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Dach, selbstverständlech, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als neien Agrarminister ass et zu engem fréien Zäitpunkt - ech sinn emol nach keng 100 Deeg am Amt, an den Här Etgen huet ausgerechent 83 Deeg -, wou et an enger Debatt d'orientation iwwert d'Politik aus engem vu mengen Domänen geet.

Ech gesinn deenen Débat dann éischter och als en Zukunftsdebät un, an net réckbléckend als Analys vun enger fréierer Agrarpolitik, wou ech jo nach net concernéiert war. Eng zukünfteg Agrarpolitik, wou ech fir Kontinuitéit awer och Adaptatioun un d'reell Situatioun vun der Zäit mat mengem eegene Stil wäert agoen, a selbstverständlech och - wéi dat ass, wann een nei ass - an eenzelnen Domänen eng Analys vun der Situatioun wäert maachen.

Merci och de Mëtteg fir all d'Interventiounen vun deenen eenzelne Fraktiounen an och d'Ënnerstëtzung bei der Motioun, déi mer de Réck wäert stäipe bei der Agrarkommissäarin, a virun allem fir bei der Kommissioun e gutt Gewiicht anzeleeën,

datt dee gudde Pabeier, dee mer zu 21 Länner opgestallt hunn, och eng Chance huet, dann an der Praxis ëmgesat ze ginn.

Déi eenzel Froen, déi opgehäit goufe vun deenen eenzelne Fraktiounen, vun deenen eenzelne Riedner, wäert ech probéieren, am Text mat ze beäntwerten.

Eis Landwirtschaft ass an enger eeschter Situatioun, an enger ganz eeschter. Dat gouf vun alle Riedner gesot, an ech mengen, ech kann dat nëmme bestätegen.

Zënter Laangem huet dese Secteur strukturell Problemer. Vun 1960, wou mer nach iwwer 9.000 Betriber haten, si mer hautdësdays 2008 op e bësse méi wéi 2.000, dovunner 840 Mëllechbetriber.

De Regierungsprogramm, deen hei och zitéiert gouf, gouf dorunner ausgerichtet, dass et virun allem Äntwerten op des strukturell Problemer vun eiser Landwirtschaft soll liwweren. D'Regierung steet weiderhin zu där wichtege an zu där wirtschaftlecher, sozialer an ökologescher Roll vun eiser Landwirtschaft. Den adaptéierten europäesche Modell wäert weider d'Basis vun enger moderner, multifunktioneller an dauerhafter Landwirtschaft bleiwen. Dese Modell vu Komplementaritéit vun der Produktioun, dem Émweltschutz, dem Déiereschutz, der Qualitéit vun de Produkter a virun allem dem Erhale vun de Betriber, sprécht den Aarbechtsplazen, ass och weiderhin déi ugestriefte Guideline.

D'Landwirtschaft soll och an Zukunft an eise Land, éischters, gesond a qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel liwweren an, zweetens, eis herrlech Landschaft erhalen.

Eng vun de groussen Erausforderunge wäert et sinn, op europäeschem Niveau de Statut als Zone défavorisée fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft ze erhalen. Dese Challenge gëtt net einfach, mä mir wäerten alles versichen, fir d'Kommissioun an déi aner Memberstaten an diesem Dossier mat eisen Argumenter ze iwwerzeegen.

Fir d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze garantéieren an der Reduktioun vun de Betriber entgéintzesteieren, ass an der Zukunft méi wéi jee virun allem déi jonk Generatioun gefrot. An hei sinn ech frou, dass mer virun allem eis jonk Bauere motivéiert an engagéiert hunn, déi an d'Zukunft investéieren.

Gutt Startmëglechkeeten duerch finanziell Bähillefen, awer och administrativ Vereinfachunge solle Jonker dozou bewegen, nach méi wéi virdrun an dese Secteur sech ze implantéieren.

Eng gutt Ausbildung a regelméisseg Weiterbildung sinn den A und O och vun dem Gildred, De Lycée technique agricole zu Gilsdref, deem säi Bau usteet, mat der Kreatioun derniewent vun engem Kompetenzzenter ass eng exzellente Basis dofir. Genausou wéi och d'Schafung vun engem Guichet unique virtuel, deen et de Bauere soll erlaben, manner administrativ Aarbecht ze verrichten a méi Zäit ze hunn, sech op hir eigentlech Aarbecht ze konzentréieren.

Sou wäerten och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg héichwäerteg Produkter produzéiert gi mat parallell engem Renforcement vun der Produktioun vu biologesche Produkter. An diesem Kontext wësse mer, dass de Plan national vun der Biolandwirtschaft ausgeschafft gëtt an och an Zukunft e Suivi wäert kréien an engem Aarbechtsgrupp, deen de Moment dobäi ass, déi eenzel Detailler, déi eenzel Schrëtt auszeschaffen.

Och déi Nischepolitik, déi hei erwähnt gouf, virun allem vum Här Clement, dat, wat d'Pouleten, dat, wat d'Kannéngercher betrëfft an och anerer wéi Geessen zum Beispill, sinn Nischen, déi ee ka verfollegen an déi ee muss kucken, an Zukunft ze exploitéieren, fir de Baueren nei Standbeener nient deenen traditionellen opzebauen. An ech mengen, mir missten hei och bei der Verarbechtung Weeër kënnen fannen, fir deem entgéintzekommen.

Déi regional Produkter sollten derniewent och verstärkt an an enger Zesummenaarbecht mat de Produzenten an dem Commerce an den öffentlechen Institutiounen promovéiert - et gouf hei schonn ugeschwat - a kommerzialiséiert ginn.

Lëtzebuerg wäert derniewent och weiderhin Initiativen en faveur vun OGM-fräien Zonen ënnerstëtzen. Wat den Ubau be-

trëfft, kënnen mer dës reglementéieren. Wat d'Fuddermëttel betrëfft, wësse mer, dass mer de gréissten Deel importéieren an dass mer hei nëmme e klengen Afloss dorop hunn, fir och hei eis néideg Schrëtt ze maachen. Mir wäerten awer alles ënnerhuelen, fir dass mer och hei neutral bleiwen, dass mer Gen-fräi kënnen och des Fuddermëttel behalen.

Fir nei Weeër fir d'Landwirtschaft opzemaachen a weider auszebauen, sollen déi entsprecheend Initiativen och am Beräich vun den erneierbaren Energien, wéi Holz, wéi Biodiesel a Biogas, ënnerstëtzt ginn.

Wat d'Zesummespill zwëschen Émwelt a Landwirtschaft betrëfft, wäerte mer de viregte Ministeren ausgeschaffte Vademecum zwëschen de Ministere op all Beräicher ausbauen, strukturéieren an an der Praxis ëmsetzen.

Ee vun den Haaptthemen de Mëtteg ass awer d'Mëllechkris. Net nëmme bei der Mëllech - wëll ech awer hei och betounen - gëtt et Problemer mat de Präisser, och bei de Käre kënnen mer dat feststellen.

D'Regierung - an et gouf schonn hei gesot - huet als éischt Land reagiert an huet direkt Moosname fir eis Landwirtschaft geholl. An duerfir en décke Merci vun eiser Säit un déi ganz Regierungsequipe, déi hei derhannertstoung.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

A menger Ufankszäit an der Summervakanz hat ech d'Chance, mat allen Acteuren vum Terrain en Dialog ze féieren an och an der Praxis um Terrain selwer mech ze erkundegen, wéi d'Situatioun wier, wéi d'Problematik wier a wat d'Léisunge kéinte sinn.

Ech hunn um Terrain Leit gesinn, déi héich motivéiert waren an déi héich hannert hire Produkter an hannert hirem Berufsstand stinn. Dës Begeescherung - mengen ech - féiert eis och dozou, déi Manifestatiounen, déi säitens vun de Mëllechbauere koumen, ze verstoen an ze akzeptéieren, wou mer selbstverständlech - an dat hunn ech och zesumme mam Premier eriwerginn - d'Mëllechschäddchen net kënnen akzeptéieren an och kloer veruerteelen. Ech si frou, dass dese Message och esou eriwerkomm ass an dass vum do un och keng Mëllech hei zu Lëtzebuerg méi ausgeschott gouf.

D'Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, goufe scho gesot hei. Ech géif se nach eng Kéier kuerz répétéieren. Et sinn dat eenzel Sailen, wou déi éischt Sail virun allem déi fir d'Mëllechbaueren ass, déi, wat de Remboursement vun der Cotisatioun vun der Sécurité sociale fir 2009 ubelaangt, do, wou mer den Taux de participation vum Stat vu 75 op 90% eropgesat hunn, dat bei der Krankekeess, bei der Pensionskeess vu 25 op 50% eropgesat hunn.

Sécher kann een doriwwer diskutéieren, och d'Assurance-accident nach mat eriwerzuehelen. Mir waren an der Regierung der Meenung, dass dat hei en éischte Package soll sinn, fir 2009 elo schonn des Mesuren ze huelen.

Ech kann dobaussen de Bauere soen, dass eis Servicer extrem schnell geschafft hunn, zesumme mat de Servicer vun der IGSS. Hei ass et esou, dass an deenen nächste Wochen eng Millioun Euro kënnen zréck-iwwerwise ginn un d'Baueren, wat déi Cotisation de sécurité sociale betrëfft. Also e séiert, e rascht an e Praxishandelen, wou d'Suen och schnell op de Kont kommen. De Rescht vun de Sue kënnen dann ufanks des Joers rembourséiert ginn.

Den zweete Volet ass dee vum Eropsetze vun der Participatioun un der Mëllechkontroll, dat vu 50 op 70%. 70%, wéi et an all deenen anere Secteuren ass, fir och do d'Kontrollen. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Initiativ, déi mer maachen an déi op där anerer Säit och schnell ka gemaach ginn opgrond vun enger Konventioun, déi mer mat CONVIS och ounideem mussen ofschléissen, déi jo och ausleef.

Fir all Betriber da gëllt awer - an et ass jo net nëmme fir de Mëllechsektor, wou



mer Initiative geholl hunn -, fir all Betriber gëllt, datt mer d'TVA forfaitaire eropsetze vun 9% op 10%. Et kann ee secher soen - den Här Etgen huet et ugeschnidden -, datt mer ounideem e bësse méi héich leien. Mä mir leien de Moment bei engem Taux vu 9,54%. Et hätt ee se also och kënnen nëmme schréttweis an d'Luucht setzen. Mir hu gemengt, datt an dëser Krisenzäit mer déi hallef Etapp géifen iwwerspringen an op 10% eropgoen.

„Esou schmaacht Lëtzebuerg“ - déi Campagne, déi 2008 a 2009 gelaf ass, wäert virugefouert ginn, wäert méi massiv virugefouert ginn, wäert virun allem e personale Suivi kréien, fir hei och richteg Impakter no baussen ze ginn.

Dat Ganzt mécht en Impakt vu plus ou moins 2,5 Milliounen Euro, déi mer direkt kënnen un d'Bauern a virun allem de Mëllechsektor ginn.

Derniewent hu mer eng Rei Mesurë geholl, déi net esou ze chiffrierte sinn, déi awer och wäertvoll si fir eis Landwirtschaft.

Éischtens huet de Finanzminister e Brëf un d'Bankeplaz gemaach, fir hei och Stundunge beim Erëmbezuele vun de Prëten ze accordéieren. Zweetens huet d'Steierverwaltung accordéiert, datt effektiv de Prinzip vun dem Méi-laang-Kucke vun den Avancementer, dem Bezuele vun den Avancementer ka lafen, esou wéi et ähnlech am Wäibausektor agesat gëtt. An derniewent, mengen ech, poche mer dorop, datt virun allem och an der Ëmsetzung vum Waassergesetz den Taux préférentiel fir d'Landwirtschaft och agehale gëtt. Och hei kann e gudde Präis erauskommen.

Derniewent - mengen ech - hu mer d'Ëmsetzung vun de communautairë Mesuren, déi een awer och net därer vergiessen. An hei, mengen ech, virun allem hei vun dëser Plaz aus en décke Merci u meng Servicer a meng Verwaltungen, déi ganz séier reagéiert hunn, fir hei déi eenzel Payementer virzezéien, esou wéi se elo och vun der Europäescher Kommissioun erlaabt gi sinn.

Dat heescht, éischtens d'Betribprime, d'Prime unique, déi elo de 16. Oktober schonn ausbezuelte ka ginn, déi fäerdeg ass, déi an deenen nächsten Deeg wäert op de Konte sinn. Dat sinn ëmmerhi 24 Milliounen Euro, déi hei am Raum stinn. Dat si 70% vun där Prime, déi elo kënn. Déi aner 30% kommen no. Dat ass d'Landchaftsfliegerprime: 70%. Och déi gëtt ufanks November ausbezuelte. Och hei schwätze mer vun enger Zomm vu 6,2 Milliounen Euro. An drëtens ass et d'Indemnité compensatoire, déi am Januar 2010 ausbezuelte gëtt, an och hei hu mer e Chiffer vu 15,7 Milliounen Euro, déi op d'Konten vun eisen Acteuren vun der Landwirtschaft wäerte goen.

Et wäert dat hinnen hëllefen, an dëser schwieriger Zäit déi Liquiditéitsproblemer ze léisen, déi se hunn an e Sputt ginn, fir eng gewëssen Zäit och Zënseszënsen kënnen ze kréien.

Zréck zur Mëllechkris awer europawäit. De Moment, mengen ech, wësse mer, datt déi lescht Zuelen aussoen, datt mer an der Moyenne an Europa bei engem Mëllechpräis vu 25,77 Cent leien. Hei zu Lëtzebuerg leie mer dorënner. Mir leie bei 23,98 Cent de Moment. Mir kennen awer och aner Länner. Mir hu Lettland, déi de Moment bei 15,57 Cent nëmme leien. An der Belsch ginn 21,59 Cent bezuelt. A Frankräich leie mer relativ héich bei 29,95 Cent um Liter.

Dës Präisser sinn net héich genuch, se sinn ze niddreg. Mä et därer ee se op jidde Fall net mat deene vun 2007 vergläichen, do, wou mer bei 46-47 Cent louchen. An der Moyenne zwëschent 2000 an 2008 louche mer zwëschent 30 a 35 Cent um Liter. An ech mengen, dës Präisser, ëm déi 30 plus fënnef, wäerten och déi Präisser sinn, déi an Zukunft wäerte fir e Liter Mëllech bezuelt ginn.

D'Ofschafe vun de Mëllechquoten 2015 stellt d'Lëtzebuerg Regierung net a Fro. Dat huet se iwwerall betount an och op europäischem Niveau iwwerall erëmginn,

datt d'Lëtzebuerg Regierung an dësem Beräich keen Zickzackkurs wäert fueren, eise Betriber net op där enger Säit ugebueden huet ze investéieren, eng Berodung ginn huet, wéi mer sollen no de Quote reagéieren, an elo erëm Zickzack fiert, fir zréckzekommen.

Mä mir sinn eis awer och bewusst, datt mer de Moment kuerzfristeg Mesurë brauchen, déi schnell gräifen niewent deenen nationalen, déi ech zitëiert hunn. Duerfir brauche mer also mëttel- a laangfristeg en No-Quote-System, dee muss entwéckelt ginn. Wéi deen ausgesäit, dat ass de Moment den „group high level“ amgaangen, deen eng éischte Kéier den 13. Oktober - also gëschter - zesumme war, ze diskutéieren.

Et soll an eng nei, an eng flexibel Regulatioun higoen um Mëllechsektor, déi sougenannt „new regulatory framework“, wéi se genannt gëtt, e Modell, dee muss entwéckelt ginn, deen zwësche Quoten an zwësche liberalem, fräie Marché läit.

Hei gëtt et eng Rei Modellen, déi de Moment analyséiert ginn. Ech mengen, datt och hei d'Experten eng propper Léisung wäerte fannen, fir an Zukunft déi richteg Präisser kënnen ze bezuelen, fir e gudden Deal vun der Mëllechproduktioun kënnen ze garantéieren, déi op engem ofgeschwate Präis ka funktionéieren. An de Rescht kann dee Moment op de Marché goen.

Derniewent ass et awer och wichteg, datt eng Rei vu Mesurë geholl ginn, fir d'Roll vum Produzent an der Chaîne alimentaire ze stäerken.

An den Entscheedungen vun all deene Gremië muss mer selbstverständlech - et ass ugeschwat ginn - eng Plattform schafen, eng Aart Monitoringstell, wou all d'Acteuren vum Sektor vertraude sinn. Och dat, mengen ech, ass e wichtige Message, deen een no bausse soll ginn un d'Kommissioun an och un d'Présidence de Moment.

Kuerzfristeg, mengen ech, muss d'Kommissioun agéieren. Si huet et zum Deal gemaach. Si huet, fir d'Demande ze stabiliséieren, am Ganze 600 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt. Si huet en Interventionsopkaf vu Botter a Mëllechpulver gemaach. Si huet an Exporterstattungen investéiert. Dës Zomm ass direkt op de Maart komm, fir ze probéieren ze stabiliséieren. En huet sech licht stabiliséiert - net genuch, wéi mer alleguer wëssen.

Derniewent hu mer als Grupp vun 21 Länner e ganz staarke Pabeier ausgeschafft, wou mer eis an der Tëschenzäit schonn dräimol gesinn hunn, fir dës Pabeier och massiv der Kommissioun an der Présidence ze ënnerbreeden. An dësem Grupp si selbstverständlech déi Länner net dobäi, déi dës fräie Marché sichen. Et ass net dobäi Schweden, et ass net dobäi Dänemark, et ass net dobäi England an et ass net dobäi Holland.

Dës Pabeier - mengen ech - gëtt awer der Kommissioun déi néideg Méiglechkeeten, fir och hei eng Rei Iddië mat opzegräifen: d'Ausdehnung vun der Interventionsperiode zum Beispill; weider Exporterstattung fir Botter, Mëllechpulver a Kéis; d'Stäerkerkung vun der Nofro vun de Mëllechprodukter, zum Beispill de Schoulmëllechprogramm oder déi Promotiounsaktiounen, déi mer am Moment hei zu Lëtzebuerg scho matkréien, wou fir d'Mëllech zesumme mat enger Rei Producteuren derniewent Promotioun gemaach gëtt.

A virun allem, an dat ass eng nei Fuerderung, déi mer hunn zesumme mam Parlament, d'Zurverfügungstellung vun engem Zousazkredit vun 300 Milliounen Euro, dee sougenannt EU-Mëllechfond, fir direkt national de Bauere kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen. Hei erhoffen ech mer de Méindeg e kloert Signal säitens der Kommissioun no baussen, datt mer och hei déi richteg Kommunikatioun maachen. Et ass wichteg fir den Dossier. Et ass och wichteg, fir d'Situatioun de Méindeg am Grëff ze behalen.

Ech mengen zum Schluss, datt eis Landwirtschaft eng schwéier Zäit duerchgeet, derniewent och aner Secteuren. Mä mat Sécherheet ass de Mëllechsektor deen, deen de Moment am déckste betraff ass niewent deem vum Käresektor.

D'Fro war hei gestallt no der Analys vun de Präisser. Mir hunn déi Analys gemaach. Mir komme beim Mëllechsektor - hei ginn d'Meenungen ëmmer erëm ausereen -, mä eis Leit haten opgrond vun dem Berechnen vun all de Primen, déi séier hu missen ausbezuelte ginn, just Zäit, fir de Mëllechsektor auszerechnen. Hei gi mer vun Déchetes aus fir 2009 héichgerechent op eng Moyenne vun 2000 bis 2008 vu 14 Milliounen Euro fir dee ganze Sektor, wat de Mëllechsektor betrëfft. Déi aner Voleté wäerte mer elo maachen, wa mer déi eenzel Subventiounen ausbezuelte hunn a wa mer Zäit kréien, och dës Sektor ze analyséieren.

Wat de Problem ugeet, deen den Här Clement vum Wäibau ugeschwat huet, och hei hunn ech meng Kontakter opgeholl a probéieren, mam Sektor zesummen eng Léisung ze fannen. Ech mengen, mir hunn och d'Méiglechkeet, eis erëm zesummenzusetzen, fir hei déi Léisung ze fannen, déi Dir och ugeschwat hutt. Dat wär och gutt fir dës Sektor, dee Gott sei Dank dëst Joer mat enger exzellenter Qualitéit vu Wäin virun allem kann ophorche loosse.

D'Regierung wäert an Zukunft och d'Landwirtschaft virun allem an dëser Kris beschteens ënnerstëtzen an och déi aner Secteuren am A behalen. An dem Pakt, dee mer gemaach hunn, hu mer och gesot, datt mer 2010 eng Analys vun deenen eenzelne Secteuren wäerte maachen.

Awer mer dierfen och net vergiessen, a mer sollen dat rappeléieren, datt am Fong eis Landwirtschaft exzellent opgestallt ass an eis Betriber nom „health check“ vun der PAC massiv berode goufen, fir sech deenen neien Défien ze stellen. Dëst hu se och duerch Investissementer gemaach. Mir mussen hinnen an dëser Zäit hëllefen, dës Investissementer an där schwieriger Zäit erëmzebezuelen.

Vun der Gréisst vun de Capacitéiten an dem Ertrag hier hu mir eng Landwirtschaft, déi an deenen nächste Joren um europäeschen an um internationale Maart kann a wäert iwwerliewen a konkurrenzfähig wäert bleiwen. D'Begeeschterung an d'Ideologie vun eise Baueren, a virun allem eise Jongbaueren, an och nei Fäll, déi mer an deene leschte Woche vu Betriebsgrënnung oder Betriebswvannahm signaliséiert kruten, gi mer Hoffnung, datt mer och an dësem Sektor wierklech en neien Élan, en neien Opdriff erëmfonnt hunn.

Dem Här Colombera wollt ech just bemierken, datt ech selbstverständlech zu all sengen Iwwerleeunge stinn, wat d'Konsumente betrëfft, datt mer erëm solle méi op Qualitätsprodukter higoen. Ech wollt him direkt soen, datt ech de Bauerstand aneschtens gesinn, well ech éischtens op engem Duerf liewen, an enger Gemeng liewen, an enger Region liewen, wou ech all Dag mat hinnen ze dinn hunn a mat hinne liewen a gesinn, wéi se vu moies bis owes hier Aarbecht exzellent maachen an déi zwee Défië vun enger qualitativer héichwärtiger Produktioun, awer och virun allem enger gudder Landschaftsflieg realiséieren.

An dësem Sënn kommen Är Wiederer mer an d'Ouer eran an ech wäert se mat Sécherheet och viru mat eriwwerdroen.

Mäin Appel geet op dëser Plaz dann och zum Schluss un de Konsument, de Konsument, dee sech muss bewusst ginn, datt mer mussen an Zukunft de Choix maachen zwësche Produkter vu Qualitéit a Produkter, déi manner kaschten.

Mir mussen bereet sinn, fir héichwärtiger Produkter de richtige Präis ze bezuelen, a mir mussen derniewent awer och eise Mëllechbaueren, eise Produzente garantéieren, net nëmmen an der Mëllech, mä och an deenen anere Secteuren, datt déi Suen, déi mer méi froen, wou de Konsument och bereet ass, se ze bezuelen, och direkt kënnen u si virugoen. Duerfir och déi richteg Remarque, wat de Konsumenteschutz betrëfft, datt mer och hei mussen Signaler kréien, datt déi Suen, déi méi bezuelt gi fir e Produkt, och kënnen virugi ginn.

Ech mengen zum Schluss, zesumme mat alle Kolleegen aus der Regierung an och dem Parlament, wou ech begrëissen, datt mer de Mëtteg eng Motioun haten, déi bal vun alle Parteie gedroe gouf, ass et wichteg, datt mer no baussen e Signal

ginn, datt d'Politik hannert der Landwirtschaft steet.

Ech mengen, eis Landwirtschaft huet an deene leschte Jore bewisen, zu wat se fäeg ass, zu wat fir Produkter se fäeg ass, zu wat fir enger Aarbecht datt se fäeg ass, an an deem Sënn, mengen ech, hoffen ech, datt mer séier duerch dës Kris kënnen kommen, esou wéi an deenen anere Secteuren.

Ech wäert mech engagéieren, fir och an Zukunft, net nëmmen no 83 Deeg, mä och no fënnef Joer kënnen e proppere Bilan ze hannerleeën.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Minister Romain Schneider Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun vum Här Negri. Den Här Kox huet nach d'Wuert gefrot.

Motion 1

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ma, ech wollt nach kuerz Stellung huelen zu der Motioun. Aus grénger Siicht si mer wuel averstane mat de Considérenten an och mat den Inviten hei vun där Motioun, insbesontere wat déi konjunkturell Problemer vun der Landwirtschaft de Moment ugeet. Eis feelen awer Elementer iwwert déi längerfristeg strukturell Problemer. Duerfir kënnen mer déi Motioun hei net matstëmmen a wäerten eis dobäi enthalen.

Merci.

► **M. le Président.** - Gutt. Kann ech déi Motioun par main levée zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

A wien enthält sech?

Domadder wär d'Motioun 1 ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5865, en Ofkommen mam Laos am Kulturbereich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo ageschriwwen: d'Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

4. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007

Rapport de la Commission de la Culture

► **Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, wéi Der aus dem Intitulé vum Projet gesitt, sinn et iwwermuer genee zwee Joer hier, dass ons Regierung an der Persoun vun onsem Fraktiounschef dës Kooperatiounsaccord zu Vientiane ënnerschriwwen huet. Als Gebuertsdagscadeau géif ech lech also haut bieden, dass Der dës Projet matstëmmt.

De Projet gouf den 9. Abrëll 2008 vum Ausseminister déposéiert. Den 18. Februar 2008 huet déi frëier Kulturkommissioun de Projet an den Avis vum Conseil d'État vum 17. Februar ënnersicht a mech Rapporteur genannt.

Den 2. Abrëll huet déiselwecht Kommissioun de Rapport ugeholl, mä de Projet huet et virun de Wahlen net méi op den Ordre du jour vun der Chamber gepackt. Den 1. Oktober dëst Joer schliesslech huet déi nei Kulturkommissioun mech als Rapporteur confirméiert an et ass e Rapport complémentaire ugeholl ginn, esou dass mer haut schliesslech kënnen ofstëmmen.

Ech wäert elo ganz kuerz dat Land virstellen an och den Intérêt, deen déi zwee Länner un dëser Entreprise hunn. En fait gëtt et schonn Ofkommen am Domän vun der Kooperatioun. De Laos ass säit 2000 e Pays cible vun de Lëtzebuerg Efforten an dësem Domän. Dësen Accord ass also, esou



wéi de Conseil d'État dat och a sengem Avis seet, eng Verdéiwung vun de Relatiounen an e komplementären Aktivitéitsberäich.

De Laos ass ähnlech wéi Lëtzebuerg während Jorhonnerten als Pays tampon an als Schachfigur vu senge mächtigen Nopeschlänner gebraucht ginn. Doduerjer war en ëmmer erëm an hir Kricher verwickelt. Dat ass schon emol eng éischt bedeitend Gemeinsamkeet tëscht dem Laos an onsem Land. Et huet eng multiethnesch Populatioun: Austro-Thai, Mon-Khmer an Tibetobirmanen.

Am 14. Jorhonnert huet sech dat éischt Land, dat een als Virgänger vum heitege Laos kéint bezeichnen an dat deem Gebitt och méi oder wéineger entsprécht, gebilt. Dat war Lan Xang, d'Land vun der Millioun Elefanten. Et gëtt och hei fir d'éischt dat Wuert Laotesch fir d'Sprooch an d'Populatioun gebraucht. Statsrelatioun vum Land war de Buddhismus.

Während engen 300 Joer huet sech Lan Xang méi oder wéineger unifiziéiert gehalten. De leschte Kinnék huet während 57 Joer geherrscht. Dat war dat goldent Zäitalter. Wéi hie gestuerwen ass, do ass d'Land awer éclatéiert. Et ass tëscht den Influenze vun Annam, Vietnam - also Siam - a Burma opgeriwwe ginn, a verschidde kleng Fürstentümer hunn als Tributärer vun hire groussen Nopere gestruwelt fir d'Iwwerliewen an och ëmmer erëm am Kampf ënnerenaner. Eng Identitéit vu Laos ass et an deem Sënn net ginn. 1985 schliesslech war quasi dat ganz Gebitt ënner siamesescher Protektioun.

Siam huet Laos als Puffer benotzt géint déi wuessend Influenz vun de Fransousen am Vietnam an der Indochine. Et ass dunn zu engem Influenzkampf tëscht de Fransousen an den Thailänner iwwert déi Territorie komm.

1907 kënnt d'Land östlech vum Mekong zu Frankräich, d'Gebitt westlech dovun zu Thailand. Den Numm Laos ass och do fir d'éischt gebraucht gi fir d'Land, fir déi franséisch Gebidder, wahrscheinlech als Mehrzahl vu Lao, déi franséisch Mehrzahl mat engem „s“, well et den Zesummeschluss vun deene puer laotesche Kinnekräicher war.

Laos war Frankräich awer ni besonnesch wichteg, ausser eben erëm als Pufferstat zum britesche Burma an dem britesch-influenzéierten Thailand. Den Intérêt louch haaptsächlech am Vietnam an zu Tonkin.

De Mekong gollt als net schëffbar. Et gouf keng wäertvoll Metaller an ze vill Bierger fir Plantatiounen am grouse Stil. D'Exporteur aus dem Laos hunn nëmmen 1% vun de franséischen Exporteur aus der Indochine duergestallt, an dee lukrativsten dovu war den Opium.

1945 hunn d'Japaner dat franséisch Indochina besat. Während dëser Besatzung hu sech fir d'éischt zwou Fraktiounen gebilt, eng pro Frankräich an eng fir d'Onofhängegkeet vum Laos, wann dann emol d'Japaner erëm ofgezu wäeren, wat och 1945 passéiert ass.

Dee Konflikt, dee sech dunn awer ëmmer méi kloer gestallt huet, dat war tëscht de Franséisch-Treien an den Nationalen, sougenannten Nationalen, déi sech fir d'Onofhängegkeet vum Laos agesat hunn. Dës goufe méi a méi influenziéiert vum Ho Chi Minh senge Viet Minh. 1953 hunn d'Fransousen de Laos goe gelooss, well se hir Efforté méi a méi an de Vietnam, an den aner Krich, gepompelt hunn.

Dës souwéi den amerikanesche Krich am Vietnam hunn dann och déi weider Geschicht vum Laos geprägt, an et ass an dee Konflikt do mat eragezu ginn. De prokommunistesche Pathet Lao an déi konservativ RLG hu sech innerhalb vum Laos bekämpft, mat jeeweilegen Ënnerstëtzunge vum Nordvietnam an den Amerikaner, an et waren och nach eng Rei aner Länner, déi matgespillt hunn. Et gouf nëmmen eemol eng Regierung vun der nationaler Eenheet mat deenen zwou Parteien, déi ganz kuerzliweg war. D'Interventiounen vun deenen aner Länner waren iwwergens allequerte géint d'Ofkommen, déi op der Genfer Konferenz getraff gi waren.

Vu 1964 bis 1973 war Laos e Schlachtfeld an engem Krich, dee bis haut Guerre secrète genannt gëtt, well dës Kämpf net

opgeschéngt sinn an iergendwelche Communiquéen: Den Asaz war an den USA „highly classified“. D'Amerikaner haten eng clandestine Arméi opgestallt. D'Piloten, déi vun hinnen ofgestallt goufen an an de Laos jo geschéckt goufen, hunn hir Asätz an Zivilleedung geflunn. D'Nordvietnamesen op där anerer Säit hu sech dës Méi net ginn, mä an hiren Uniformen de Pathet Lao ënnerstëtzt. Et waren eng 67.000 am Joer 1969.

Laos huet bei de Bombardementer - bei den amerikanesche Bombardementer - wäit méi Bomben ofkrut wéi de Vietnam. Och dee berühmten Agent orange ass agesat ginn an ass haut nach Basis vu villem Misär, haaptsächlech bei der Landbevölkerung. 1973 huet d'Secret air force all aacht Minutten, an dat 24 Stonne pro Dag, eng ganz Avionsladung Bomben ofgelueden. Dat huet d'Amerikaner pro Dag zwou Milliounen Dollar kascht.

Trotz massivstem Materialasaz hunn d'Allianz, USA, Hmong an Thai, um Terrain verluer. 1973 hunn d'Amerikaner ugefaangen, sech aus dem Vietnamkrich, deen esou gutt wéi verluer war, erauszeverhandelen. 1974 schliesslech ass dee leschten amerikanesche Fliger iwwert de Mekong an Thailand zréckgeflunn.

Dat Joer drop gewënnt d'Laotesch Patriotesch Front d'Wahlen. D'Monarchie gëtt ofgeschaf an eng Demokratesch Volleksrepublik Laos proklaméiert. Dozou huet gehéiert, wat een och aus anere kommunistesche Länner aus där Zäit kennt: Verstaatlechnungen, Landwirtschaft a Kolchoseform, Campé fir d'Oppositioun ze réedukéieren. An zu där Zäit gouf et och alt erëm massiv Flüchtlingsswelle vu Leit, déi virun der Repressioun an Thailand geflücht sinn. Eng 300.000 Laoten, dat waren 10% vun der Populatioun vun deemools, hu sech aus hirem Land dovugemaach a sech am Ausland néiergelooss.

Deen neie Machthaber huet vun 1980 un op eng ganz verstänneg an offen Aart a Weis reagiert. Et koom zu enger wirtschaftlecher a politescher Ouverture; et koom zu enger Unnäherung un de groussen Noper Thailand. Säit 1991 gëtt et eng Constitutioun, déi zwar den Eeparteiesystem bäibehält, awer mat méi demokratesche Rechter fir d'Bierger. Säit 1999 kennt de Laos e virsiichteg Wirtschaftswuesstum, am Géigesaz zum Wirtschaftsboom an Thailand mat all sengen Avantagen an Désavantagen.

Et ass awer nach ëmmer en aarmt Land. 30 bis 35% vun de Leit liewen ënner der Aarmutsgrenz. Et gëtt Ongläichheeten, haaptsächlech geographescher Aart. Déi ethnesch Minoritéite liewen isoléiert an de Bierger an hu wéineg Accès zur Educatioun, zur Gesondheet, zum Transport an zum Handel. Déi allgemeng Liewenswaardung läit bei 55 Joer, d'Duerchschnittsakommes bei dräi Dollar pro Dag.

D'Landwirtschaft stellt nach ëmmer 49% vun der Economie a beschäftegt 80% vun der Bevölkerung. Obwuel de Laos méi en echt Bild duerstelt vun deem allen Indochina wéi seng Nopeschlänner, an Touristen, déi de Wee dohi fannen, ëmmer erëm begeeschtert sinn, feelt et massiv un touristeschen Infrastrukturen. Esou ass Tourismus ee vun deene Gebidder, wou Lëtzebuerg via Lux-Development hëlleft, Projeten ze finanzéieren. Säit 1997 ass Laos Vollmitglied vun der ASEAN a vun der Association internationale de la francophonie.

Hei komme mer och erëm op eng Gemeinsamkeet vun onsen zwee Länner. Laos ass Partner bei Erasmus Mundus, an ee vun deene wichtege Voleté vun der kultureller Zesummenaarbecht soll dann och um Niveau vun der Héichschoulbildung leien, wat duerch déi gemeinsam Sprooch sécher méi einfach ass.

Laos ass also net nëmmen e strategesch wichtege Partner an dëser Géigend vun der Welt, mä Lëtzebuerg huet sech bis elo am Kader vun der Zesummenaarbecht dohannen zimlech beléift gemaach.

Frënn vu mer, déi méi oft do sinn, wëssen, dass Lëtzebuerg fir vill Laoten e Begrëff ass - wat een zu Paräis net ëmmer ka behaupten. Et gëtt e Spidol, dat mer mat opgeriicht hunn, benannt no onser Grande-Duchesse Maria Teresa, an onst Land ass insgesamt am Laos fënneft- oder sechst-

gréisste bilateralen Donateur. Ech mengen, och dat ka sech weise loosse.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bieden lech also, dëst Gesetz haut ze stëmmen, esou dass et méiglech gëtt, komplementär zur Kooperatioun a Wirtschaft, Landwirtschaft, Gesondheet an Tourismus dee kulturelle Volet mat ofdecken, an d'Relatioun mat dësem sympathesche Land, dat grad wéi mir säin eegene Wee no jorhonnertelaange Kricher fonnt huet, nach auszebauen an ze verbesseren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mergen Merci. Well d'Madame Mergen esou komplett war, ass soss keng Riednerin a kee Riedner méi agedroen. Ech huelen un, dat d'Regierung och mat der Madame Mergen d'accord ass. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Leider kënne mer wéinst engem technesche Problem am Moment net stëmmen. Ech géif lech duerfir proposéieren, dat mer dat géife méi spéit maachen a mer elo emol mat eisem Ordre du jour virufueren. Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 5588, eng Ofännerung vum Code pénal. De 6. Mee 2009 hat d'Chamber eng éischte Kéier heiriwwer ofgestëmmt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth.

5. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel)

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz, d'Wuert am Kader vun dem Projet de loi 5588 ze huelen. Dës Gesetzesprojet ass op en Neits op der Tagesordnung vun der Chamber. De Gesetzesprojet gouf wéi gesot eng éischte Kéier vun der Chamber de 6. Mee dëst Joer gestëmmt. Den 19. Mee hat de Statsrot awer d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert.

A sengem Refus gëtt de Statsrot kee spezifesch Grond un. De Statsrot verweist villméis op seng Avisen, déi en zu dësem Projet gemaach huet. De Refus vum Statsrot dierf sech wuel dann ëm seng Observatiounen handelen, déi hie géigeniwwer dem ursprüngleche Regierungstext am Kader vun der Unhéierung vun engem verdeckten Ermëttler gemaach hat. De Gesetzestext gesäit vir, dass de verdeckten Ermëttler ënner enger falscher Identitéit kann aussoen an dass dobäi seng Stëmm verännert gëtt. De Statsrot war der Meinung, dass domat e Prezedenzfall vun engem Témoignage anonyme géif geschaf ginn.

Dat Ganzt war effektiv en delikate Punkt an dem Gesetzesprojet. Et geet dorëms, fir de richtigen Équilibre ze fannen tëscht engersäits enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an dem Schutz vun der Person vun dem verdeckten Ermëttler, mä gradesou op där anerer Säit d'Recht vun dem Beschëllegten op e fairen a kontradiktöresch gefouerte Prozess, an dobäi ageschloss de Respekt vu senger Verteidigung.

Den Text, deen zum Schluss vun der Commission juridique zréckbehalde gouf an esou vun enger Majoritéit am Plenum guttgeheescht gouf, dréit der Jurisprudenz vun dem Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff Rechnung. Dësen Text berout op dem franséische Code de procédure pénale.

Ech ginn net méi am Detail op déi eenzel Elementer an, déi de 6. Mee des Längeren an des Breeden hei diskutéiert goufen. Ech géif lech bieden, den Text an dësem zweete Vote nach eng Kéier ze stëmmen. Hien huet d'Approbatioun vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gilles Roth Merci. Och hei leie mer keng Wuertmeldunge vir, sou dass ech lech och do géif proposéieren, dat mer méi spéit iwwert dës Projet de loi an engem zweete Vote constitutionnel ofstëmmen.

Mir kommen dann elo zu der Question avec débat N°1 vum Här Jean Colombera iwwert d'Impfung géint d'Gripp H1N1. Den Auteur vun der Fro huet fënnen Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1

► **M. Jean Colombera (ADR), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schwéngsgripp, ech weess net, ob dat Wuert als éischt oder als zweet an der Hitparad vun deene meescht ugewannte Wieder kënnt. D'Kris an d'Schwéngsgripp hunn d'lescht Joer d'Une ausgemaach.

Mir hu ganz vill déi lescht Joren iwwer Mikroben héieren. Et ass ugaangen den 11. September mam Anthrax. Et ass virganga mam BSE. Et goufe ganz vill Déiere geschluucht. Du koom de SARS, du koom d'Maul- und Klauenseuche. Op eemol koom d'Vullegripp. Do si ganz vill Vulle geschluucht ginn, Inten. Et ass den Tamiflu agefouert ginn. An op eemol war d'Vullegripp fort, einfach duerch ee Wonner. Et weess keen, firwat. An du koom dann d'Schwéngsgripp op d'Tapéit, 15 Kilometer a mexikaneschem Territoire, niewent engem Laboratoire, enger Filial vum Laboratoire Baxter ass plötzlech en neie Virus entstanen.

An engem Parcours du combattant ass de Virus iwwer Mallorca duerch d'ganz Welt gereest. An elo si mer an där Situatioun, dass mer et mat engem Virus ze dinn hunn, dee relativ anodin ass, an et ass décidéiert ginn, fir elo ze impfen. D'WHO, d'Weltgesundheitsorganisatioun huet décidéiert, fir d'Pandemiestuf 6 auszeruffen, an elo ass jiddweree gefuerdert, fir ze impfen.

Natierlech, hei a Lëtzebuerg ass et net obligatoresch. Ech géif soen, et ass gutt esou. Mä et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat? Wat ass den Intéress vum esou enger Vaccination de masse géint ee Virus, dee relativ anodin ass?

Wéi gesot, et ass kee geféierleche Virus, Dir Dammen, Dir Hären, mä d'Ministeren, d'Gesondheitsministeren, déi zesummekomm sinn, déi drängen elo drop, dass mer eis sollen impfe loosse. Firwat? Mam Argument, dass, wa vill Leit krank géife ginn, dann dee Moment d'Wirtschaft a Gefor géif kommen, well déi Leit, déi krank sinn, et ass jo bekannt, déi maache keng Aarbecht. An dofir soll jiddweree sech impfe loosse.

Elo stellen ech lech awer d'Fro, där honorerabeler Assemblée hei: Wat geschitt dann, wann zoufälleg déi saisonal Gripp optaucht? Do ass jo awer kee geimpft. Ech mengen, wat geschitt dann, wa jiddweree d'saisonal Gripp kritt? Do sinn awer och Leit, déi net méi schaffe ginn.

Dofir verstinn ech net, firwat déi Opreegung. Dat Argument kann ech net ziele loosse. A wat geschitt, wann d'Vullegripp optaucht? Wou ass déi dann higaang?

(Hilarité)

Et kéint jo alles méiglech sinn, Dir Dammen an Dir Hären. Hei schéngt mer iergendwéi vill ze wäit iwwert d'Zil geschoss ginn ze sinn.

Op där anerer Säit sinn ech net mat der Politik vun eiser Santé ze friden. Firwat? Sot mir wann ech gelift, wat ass den Ënnerscheed, wann ech net därer an d'Hand néizen, mä an den lelebou. Et si ganz genau 35 Zentimeter, wann ech mech net iren.

**(Hilarité)**

De Virus, dee ka sprange vun hei deem aneren an d'Gesicht. Et deet met leed, ech verstinn dat net. Erkläert mer dat.

Firwat, wann een an en Nuesschnappecht néizt, firwat muss een deen an d'Poubelle geheien? Spéitstens wann en zu lerpeldeng um Tipp ass, Här Gira, do léist déi Fatz Pabeier sech op an de Virus ass erëm ënnert de Leit.

Et deet mer leed, dat do verstinn ech net. Ech froen hei, firwat dass déi Mesuren do getraff ginn.

(Interruptions)

Et ass einfach skurril, et ass einfach étrange, an d'Bauern hu souguer gesot kritt, wa si an hire Stall ginn, da muss se sech wéi en Astronaut undoen, fir d'Schwäin net ze infizéieren. Fréier war et esou, dass d'Schwäin d'Leit infizéiert hunn. Op emol ass den Numm emgeännert ginn.

(Hilarité)

An elo ass et esou, dass hei d'Mënschen d'Schwäin infizéieren. Do versteet wierklech guer kee méi, wat hei lass ass.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Et ass eng elle Welt!

(Interruptions)

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Dir Dammen, Dir Hären, et ass net fir ze laachen. Et deet mer leed, dat hei ass ganz eescht. Et ass vläicht e bësse skurril presentéiert, mä trotzdem deet et mer leed, dat hei ass net fir ze laachen.

Well d'Doktere si wierklech not amused. Kënnst Der lech virstellen, um aacht Auer owes, wa se an der Maison médicale sinn, deen Éischten, deen urifft, dee seet: „Här Dokter, ech hunn d'Schwéngsgripp.“ „A firwat dann?“ „Majo, well mäi Kollege déiselwecht Symptomen hat, deen hat se och.“ An deen Zweeten, dee fënnf op aacht telefonéiert, dee wunnt da vläicht 30 Kilometer dovunner ewech, dee seet: „Här Dokter, ech mengen, ech hätt d'Gripp.“ „A firwat dann?“ „Majo, well mäi Kollege zu Mallorca war.“ Et deet mer leed, d'Doktere sinn absolut net méi amused iwwert déi heiteg Situatioun.

Gutt, an elo hu mer dann décidéiert, fir ze impfen. Firwat? Et ass déi éischt Fro, déi ech hei stellen: Firwat kënnen déi normal Dokter an hirem Büro, an hirem Praxis d'Leit net impfen? Et ass jo keng Impfung, déi obligatoresch ass. Et ass eng normal Impfung wéi all déi aner Impfungen. Et ass guer keng Gefor do, an den Dokter kéint roueg do deejéinegen, dee wëllt, dee kéint da geimpft ginn.

Neen, hei mussen da Centres de vaccination installéiert ginn. Et ass vu 15 Stéck geschwat ginn, elo op emol sinn et der siwen. Do kënnst een Dokter vun der Santé, do kommen zwou Infirmières, Personnel administratif, een Dokter, zwou Ambulancen, an da gëtt da gesot: „Jo, déi éischt fënnf Deeg, do muss mer kucken, dass mer 60.000 Leit impfen.“ Da rechent dat emol aus. Ech hunn ausgerechent, do misst dann een Dokter, deen aacht Stonne schafft, fënnf Deeg laang 200 Patiente pro Stonn kontrolléieren.

► **M. le Président.**- Här Colombero, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Jo, et ass gutt. Dann halen ech direkt op, Här President. Ech hunn awer nach eng Motioun. A wat mech hei am meeschte stéiert, dat ass, an dat läit mer um Häerz an ech ginn déi Motioun hei of. Ech hu se nëmmen...

► **Une voix.**- Dir hutt nach e puer Minutten.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Jo, Merci.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Mir mussen awer elo oppassen, wou mer sinn. Dir sidd am Moment bei enger Question avec débat, Här Colombero.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Et ass gutt.

► **M. le Président.**- An do hutt Der fënnf Minutten. Macht déi elo emol fäerdeg.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Här President, wat mech stéiert ass, dass hei deen Impferum guer net getest ass. Dach, hien ass getest ginn zwee, dräi Méint laang. Mä wou soll een dann do, wann ech gelift, d'Niewewierkunge kennen?

An ech wëll, ech bieden hei d'Regierung fir mir ze soen: Wat sinn d'Niewewierkunge vun där Impfung a wou kann ech als Dokter oder als Bierger erausfannen, wéi déi Niewewierkunge sinn?

Et gëtt ëmmer gesot, dass déi Niewewierkunge d'selwecht si wéi déi Impfung géint eng Gripp. Här President, ech hunn hei ee Beipackziedel. Deen Ziedel hei, deen huet nach kee gesinn. Kee vun der ganzer Populatioun. Ech soen lech, firwat. Eis Patiente ginn an d'Aptikt, kafen hir Grippepackung, leeën hir Packung an de Frigidär. Et däerf keng Luucht dru kommen, dat heescht, se gëtt net opgemaach. Dee Moment, wou se bei den Dokter ginn, gëtt déi Packung opgemaach, an da kënnst den Ziedel eraus, mä dee liest keen.

An ech liesen lech nëmmen dräi Wieder: Wat sinn d'Niewewierkunge vun der Impfung? Paralyse généralisée, Paralyse régionale, Encéphalomyélite. An anere Wieder, ech kann lech dat iwversetzen, dat heescht näischt aneschters wéi zum Beispill Multiple Sklerose. Mä déi Multiple Sklerose, déi kënnst net direkt, déi kënnst dräi Méint, sechs Méint, néng Méint no der Impfung an do ka kee méi d'Relatioun maachen, wat wou geschitt ass.

An dat wëll ech gär hei veränneren. Ech wëll gären, dass mer hei, wa mer déi Impfung maachen, dass dann de Patient ganz genau Bescheid weess, wou en drun ass. E ka sech impfe loossen, guer kee Problem. Mä e muss wëssen, dass en dee Moment, wann en d'Impfung kritt, da muss en och wëssen, wéi d'Niewewierkunge sinn.

Dofir ginn ech eng Motioun hei eran, Här President. Et ass nëmmen eng Ënnerschréft...

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que le Gouvernement est en train de mettre en œuvre une campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1;

- que des épidémiologistes européens réputés confirment que les effets de la dénommée grippe porcine sont pour le moment très légers et disparaissent après quelques jours de repos au lit;

- que le vaccin utilisé lors de cette campagne de vaccination massive n'a pas été soumis à des tests adéquats de grande envergure;

- qu'officiellement le Ministère de la Santé n'a jusqu'à ce jour pas communiqué sur d'éventuels effets secondaires des vaccins utilisés contre la grippe dite porcine;

- que ces effets secondaires devraient normalement être relatés sur les notices explicatives accompagnant ces vaccins;

invite le Gouvernement

- à pallier la campagne de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 par une campagne d'information tout aussi massive par voie de tous les médias sur les risques et les effets secondaires connus liés au vaccin utilisé.

(s.) Jean Colombero.

► **M. le Président.**- Här Colombero, Dir musst awer elo zum Schluss kommen! Dir sidd schonn op iwwer siwe Minutten.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Jo, ech weess dat, Här President. Ech si jo fäerdeg. Ech wëll gär...

► **Une voix.**- Et ass wichteg!

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Et ass enorm wichteg, Här President. Hei geet et ëm Mënscheliewen. Et deet mer leed. Hei muss eppes gemaach ginn. Ech hunn eng Ënnerschréft hei ofginn. Ech wëll gär, dass jiddweree mir déi Ënnerschréften, déi

zweet, déi drëtt, déi véiert an déi fënneft, déi feelen, gëtt, fir dass mer hei net Patienten an d'Messer lafe loossen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Colombero Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert; den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir unzufänken eng kleng Prezisioun, déi den Här Colombero mer ka ginn. Déi Notiz, déi en elo gewisen huet; aus wat fir enger Verpackung ass dat? Ass dat vun enger saisonaler Gripp?

(Interruption)

Ah, dat huet also näischt mat dem Vaccin fir déi nei Gripp ze dinn.

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Här Minister, et gëtt awer gesot...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé.*- Neen. Ech wollt dat just wëssen, fir kloerzemaachen, dass hei monter alles duerjerneeghät gëtt an dass ech d'Impressioun hunn,...

► **M. Jean Colombero** (ADR), *auteur.*- Neen, neen, Här Minister!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé.*- ...dass et hei net ëm eng Diskussioun geet ëm d'Vaccinatioun géint déi nei Gripp, mä géint d'Vaccinatioun tout court.

(Interruption)

An et gëtt mer méi kloer, well ech jo heiansdo sou nokucken, wat fir eng Questions parlementaires den Här Colombero stellt a wat fir eng e gestallt huet.

► **Une voix.**- Äntwert op d'Fro!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé.*- Selbstverständlech, mä... Selbstverständlech, vous ne perdrez rien pour attendre.

Sou dass et mir relativ kloer ass, dass et hei net ëm d'Impfung géint déi nei Gripp geet, mä géint d'Grippenimpfung schlechthin, wou den Här Colombero, dat ass säi Recht, ganz staark Bedenken huet, well scho mäi Virgänger huet ähnlech Froe gestallt kritt iwwert déi jeeweileg saisonal Impfungen.

Ech wëll awer soen, dass et der an der Zwëschenzäit ganz wéineg gëtt, déi net d'Plus-value vun enger saisonaler Grippevaccinatioun agesinn. Jo, et gëtt bei all Vaccin e Reschtrisiko. Mä dee Reschtrisiko, dee muss een an d'Woschuel geheie vis-à-vis vun den Avantage, déi eng Vaccinatioun huet fir d'Leit ze schützen, besonnesch Leit, déi a Risikogruppen anestufe sinn. An ech wäert mer Méi ginn, am Detail op all déi Froe vum Här Colombero ze äntwerten.

Et mécht mer allerdéngs e bësse Suergen, wann een dobausse fir zousätzlech Begrëffsverwirrung suergt, doduerch, dass een Ziedelen aus enger bewährter Impfungspackung erauszitt, fir d'Désavantages vun enger neier Vaccinatioun ze beleen. Ech géif lech dofir bieden, fir net zousätzlech Begrëffsverwirrung dobaussen ze maachen.

Well ech wëll dee Risiko net op mech huelen, dass Leit, déi duerch d'Gripp, duerch egal wat fir eng Gripp, besonnesch gefährdet sinn, duerch esou Begrëffsverwirrung sech net géifen impfe loossen an doduerch vill méi grouss Risiko ausgesat ginn, wéi de Reschtrisiko vun enger Vaccinatioun.

Dir hutt mech gefrot: Firwat mécht een oder proposéiert een de Leit eng Vaccinatioun bei engem dach relativ anodinë Virus? Dir wësst, dass ech an der Kommunikatioun an deene leschte Méint de Leit dat ëmmer gesot hunn. Ech gehéieren net zu deenen, an d'Santé hei zu Lëtzebuerg gehéiert net zu deenen, déi gemengt hu missen dobaussen ze soen, dass mer et mat Pescht a Cholera ze dinn hätten.

Mir hunn ëmmer gesot, et ass e relativ harmlose Virus, mä och en harmlose Virus, dat wësse mer, bei saisonale Grippe kann zu ganz vill Komplikatiounen a Doudesfäll féieren. A wa mer se kënnen verhënneren, solle mer se verhënneren.

De Fait ass, dass déi heite Gripp sech méi schnell verbreet wéi eng normal Saisonsgripp. D'Experte schwätze bei enger nor-

maler Saisonsgripp vun engem Taux d'attaque, dat ass de Prozentsaz vun deene Leit, déi krank ginn, vu 5 bis 10%. Hei gëtt mat engem Taux d'attaque, also engem Krankheitsprozentsaz vu bis zu 30% gerechent. Dat heescht, den Infektiounstaux ass dräi- bis sechsmol méi héich wéi bei enger normaler Gripp.

Eng aner wesentlech Differenz, an den honorabelen Deputéierten huet dat vergiess, dat ass, dass bei enger normaler Gripp de Vaccin ëmmer virun der Gripp do ass. An hei war d'Gripp virum Vaccin do. Dat heescht, mir impfe systematesch bei der saisonaler Gripp. An do sinn zéngtausende vu Leit, déi all Joer sech impfe loosse géint d'saisonaler Gripp. Meng Fro un den Här Colombero, deen e Mann vum Terrain ass: Wéi oft ass e mat schlëmme Komplikatiounen bei esou Vaccinatiounen konfrontéiert ginn?

Ech krut jiddefalls an deene fënnf Joer, wou ech do sinn, keng esou Komplikatiounen matgedeelt. Ech hunn eng eenzeg Kéier bei Vaccinatiounen insgesamt eng Contestatioun mat erlieft vun engem Patient, deen en Zesammenhang hiergestallt huet zwëschen enger Krankheet an enger Vaccinatioun.

Et ass viru gesot ginn, dass d'Vaccinatioun géif proposéiert ginn, fir d'Wirtschaft viru grousem Schued ze bewahren. Ech mengen, den Hauptgrond, firwat dass een eng Vaccinatioun ubitt, dat ass, fir Leit, déi kënnen krank ginn, virun der Krankheet ze schützen a virun allem Risikopatienten et ze erspueren, fir grave Komplikatiounen ze kréien.

Mir hunn dee Vaccin elo. Et gëtt Diskussiounen iwwert de Vaccin, mä et gëtt Diskussiounen iwwer all Vaccin. Dat weess den honorabelen Deputéierten och, well och hien huet zu ganz ville Vaccin seng Froe gestallt. Ënner anerem och am Zesammenhang mam Vaccin géint de Gebärmutterhalskriibs, wou e seng Zweifel un deem Vaccin huet, wou awer insgesamt gutt akzeptéiert gëtt a bei eis hei zu Lëtzebuerg keng wesentlech Komplikatiounen opkomm sinn.

Firwat bei enger méi mëller Gripp e Vaccin proposéieren? Ma ganz einfach, well bei deene grouse Pandemien, et sinn der dräi, déi an der Vergaangenheet opgetaucht sinn, gewéinlech eng zweet Well hannendru komm ass, wou déi éischt méi guttaarteg war an déi zweet méi problematesch war. Ech kann net soen, a mäi Virriedner sécher och net, ob et dës Kéier bei enger Well bleift oder ob eng zweet Well kënnst. Ob déi zweet gradesou glimpflech verleeft wéi déi éischt oder ob se méi komplizéiert ass wéi déi éischt a méi Affer geuerdert ginn, ech kann dat net soen.

Ech wëll de Leit awer, well ech et net ka soen, kee Schutz verwieren, fir de Fall wou et kéint kommen, besonnesch wa jiddweree sech eens ass, wann en ofweit, dass d'Plus-value vun deem, wat de Vaccin bréngt, largetendat dépasséiert, wat e vu potenziellen hypothetischen Niewewierkunge kéint hunn.

Elo gëtt beanstant vum Virriedner, dass mer Vaccinatiounszentren ubidden. Wann, wéi dat am Ufank ausgesinn huet, nodeem déi éischt Echoe komm si vun där mexikanescher Gripp, et zu engem wierkleche Rush komm wier, soen ech lech hei, dass eis normal Dokteschpraxen dat do mat Sécherheet net gepackt hätten. Wann dee Rush net kënnst, da gesi mer dat, besonnesch no där éischer Experienz, déi mer maachen, mat de Vaccinatiounszentren.

Ech mengen awer, dass déi Vaccinatiounszentren dee richteg Choix sinn. Well wa mer eis eens sinn oder wa mer eis konsequent sinn an der Argumentatioun, dass mer wëlle Risikopatienten, wann de Vaccin do ass, dee Vaccin esou schnell wéi méiglech zougänglech maachen, ma da mussen mer eis opstellen, dass a kuerzer Zäit esou vill wéi méiglech Risikopatienten geimpft kënnen ginn, dass se da virun deem Virus geschützt ginn. An dat kann een am beschten a gutt organiséierten Zentre maachen, wou net een Dokter an zwou Infirmière wäerte sinn, mä ee ganze Staff dat wäert organiséieren.

(Interruption et hilarité)

Neen. Neen.



► **Une voix.**- Sidd Dir scho geimpft, Här Minister?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Jo, géint d'saisonal Gripp. Bei där anerer wäert ech mech impfe loosse, wann et main Tour ass.

(Hilarité et interruptions)

► **Une voix.**- Wëllt Der eng Kamell?

► **Une autre voix.**- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Bänk do ugepaakt, wou ech stoung.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Also, elo huet ganz eleng den Här Minister d'Wuert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Dat heescht, ech wäert mech impfe loosse, wann déi normal Leit drukommen, déi keng Risikopatient sinn. Mä ech wäert mech selbstverständlech impfe loosse. Dat wäert nach e puer Wochen daueren, bis dass mer genuch Vaccinen hunn, fir jiddwerengem et kënnen unzëbiden.

Déi Vaccinatiounszentre si siwemol am Land; an zwar zwee an der Stad Lëtzebuerg, een zu Esch, een zu Déifferdeng, een zu Dikrech, een zu Berbuerg an een zu Wolz.

Prioritéit bei den Impfungen sinn d'Fleegepersonal, si Leit, déi sech ëm Kanner vu manner wéi sechs Méint këmmen, si chronesch Patienten...

(Interruption, hilarité et brouhaha)

Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sidd frou, Är Riedezäit ass ofgelaf.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- ...a si schwanger Fraen, a sinn ënner anerem och Patienten, déi Immunproblemer hunn. Duerno ginn aner Prioritéiten déclinéiert.

De Käschtepunkt vun der Vaccinatioun läit bei fënnf bis sechs Milliounen Euro.

Selbstverständlech ginn d'Patienten alleguer bei den Zentre respektiv herno, wann och an de Praxe ka geimpft ginn, iwwer méiglech hypothetesch Reschtrisiken informéiert. Mir menge jiddefalls, dass mer dee richtege Choix geholl hunn, fir all deene Patienten, all deene Leit, déi sech wëllen impfe loosse, dat kënnen ënner gudde Konditiounen ze assuréieren.

An, wéi gesot, d'Fro ass mer gestallt ginn, ob ech mech selwer géif impfe loosse. Selbstverständlech maachen ech dat. Ech maachen dat wéi bei der saisonaler Gripp.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Minister Merci. Här Colombera, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergreifen?

► **M. Jean Colombera (ADR), auteur.**- Also, Här Minister, wann ech gutt verstane hunn, sidd Dir bereet, fir de Leit alleguerten ze soen, wéi d'Niewewierkung vum esou enger Impfung sinn. Eng Impfung, déi erëischt virun dräi Méint gestest gouf, do sidd Dir also bereet, fir duerch de Fernseh, duerch de Radio, mat den Zeitungen d'Leit ze informéieren, welche Risiko dat se kënnen kréien. Stëmmt dat, jo oder neen?

► **M. le Président.**- Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Jean Colombera (ADR), auteur.**- Dat kann ee mat engem Wuert beäntweren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Majo selbstverständlech. Et ass iwwerall nozeliesen, wat et vun hypotheteschem Reschtrisiko gëtt. Mä selbstverständlech, aneschtens wéi den Här Colombera, wäert ech d'Leit och am Detail informéieren iwwert d'Plus-value vun enger Impfung. Well nëmmen dann informéiert een d'Leit korrekt, wann een déi zwou Säite vun der Medail weist, an net nëmmen eng.

An dass den Här Colombera net onbedéngt e Frënd vu Grippevaccinatiounen ass, huet en an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bewisen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Domadder wär d'Diskussioun iwwert dee Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Ech hunn elo hei eng Motioun, déi just vum Här Colombera ënnerschriwwen ass, déi also net recevabel ass. Sinn nach véier aner Kolleegen, déi bereet sinn, dem Här Colombera seng Motioun mat ze ënnerschreiwen?

► **Une voix.**- Den Här Huss.

► **M. le Président.**- Den Här Huss an den Här Hoffmann. Dann hätte mer also sechs Ënnerschreften. Da wär déi Motioun recevabel. Ech géif da proposéieren, datt, soubal d'Elektronik funktionéiert, mer och déi Motioun zum Vote wäerte stellen. Wa mer eng Minutt vläicht waarden, kënnen mer dat direkt maachen, ausser datt den Här Colombera d'accord ass, datt mer hei iwwert d'Motioun de Vote par main levée maachen. Neen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Här President!

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Et ass eng Motioun, déi elo just ugeholl ginn ass, fir hei kënnen diskutéiert ze ginn. Mir misste se awer emol vläicht diskutéieren.

► **M. le Président.**- Jo. Här Huss, wëllt Dir dann nach d'Wuert dozou ergreifen? Mä da kritt den Här Huss elo d'Wuert, fir zu der Motioun vum Här Colombera ze schwätzen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo, ech mengen, wierklech e seriöse Problem, mat deem mer eis hei ofginn. An déi Motioun, zum Här Colombera, ech muss soen, am plaz déi Question avec débat hätt ech léiwer seng Interpellatioun gehat, well dat alle Fraktiounen d'Méiglechkeet ginn hätt, fir hei kënnen doriwwer matzediskutéieren.

Elo zu där Motioun. Ee vun den Haaptelementer an der Motioun vum Här Colombera ass, datt e seet, datt de Santéministère bis elo net kommunizéiert hätt iwwer eventuell ze befierchtend Niewewierkungen, déi esou en Impfstoff, esou eng Impfung kéint hunn.

Da schreift en hei „(...) que ces effets secondaires devraient normalement être relatés sur les notices explicatives accompagnant ces vaccins“. Do ass Är Formulierung falsch, Här Colombera. Déi Effets secondaires „sont relatés“. Déi sinn net „devraient être“, mä déi „sont relatés“. Hei ass eng Zesummefassung vun deem Impfstoff mat méiglechen Niewewierkungen. Genau deen Impfstoff, ëm deen et sech hei handelt.

Hei op de Säite 5 a 6 dervun, do gëtt dovunner geschwat. Et gëtt effektiv vun der Firma selwer, déi den Impfstoff entwéckelt huet, op méiglech Niewewierkungen higewisen. An da muss ee wierklech d'Avantagen an eventuell d'Niewewierkungen an d'Inconvénients en balance setzen, fir datt jiddwer Mënsch sériousement informéiert ass doriwwer, wat ka geschéien. Wat kann da positiv sinn? Wat kann awer och dat Negatiivt sinn?

A bei deenen Niewewierkungen, déi kënnen do sinn, ënnerscheet de Bedriwer zwëschen: „sehr häufige Nebenwirkungen“, dat sinn der, déi bei engem bis op zéng Leit kënnen virkommen; dann, „häufig“, dat ass ee vun zéng bis 100 Leit; dann „gelegentlich“, dat ass ee vun 100 bis 1.000 Leit; dann „selten“ an „sehr selten“.

A bei deenen heefegen, oder bei deene ganz heefegen Niewewierkunge gi genannt vum Bedriwer: „sehr häufig Kopfschmerzen“, also um Niveau vum Nervensystem; „sehr häufig“ awer och Arthralgie a Myalgie, also Problemer vum Muskel, Skelett, Knachen an esou virun; „sehr häufig Verhärtung, Schwellung, Schmerzen und Rötungen an der Injektionsstelle, Fieber, Mattigkeit“; an da gëtt et och „häufig“, beispillsweis „Schüttelfrost, grippeähnliche Erkrankungen“.

Dat si Saachen, déi vum Bedriwer selwer op sengem Beipackziedel uginn. Dat heescht also, et gi schonn Informatiounen doriwwer, wou de Bedriwer selwer seet: Dat kënnen Niewewierkunge sinn. Ech huelen elo net déi, déi just „gelegentlich“ sinn oder „selten“, déi loosse ech elo

emol ewech, mä déi, déi just „sehr häufig“ an déi „häufig“ sinn. Sou.

Dofir also, déi Informatioun gëtt et. Mä de Problem ass awer deen, datt awer kee Mënsch se dobaussen huet, déi Informatiounen. An dofir missten déi Informatiounen do sinn, datt ee weess: Wann ech mech impfe loosse, da kann et eventuell, positiv gesinn, dee positiven Effekt hunn, fir deen Typ Gripp, dee Virus net ze kréien, oder awer ëmgekiert, et kann een awer och, wann ee Pech huet, an eng Situatioun geroden, datt een zu deene Leit gehéiert, déi leider dann eben Niewewierkunge kréien, entweder méi liichter oder méi schwéierer. An et ass d'Fro vun enger Informatioun, wou ech allerdéngs mat lech vum Prinzip hier d'accord sinn, datt misst informéiert ginn iwwert déi Niewewierkungen.

Just elo an Ärem „invite le Gouvernement“ fannen ech och, datt et e wéineg - wéi soll ech soen? -, Dir hutt et e wéineg haart formuléiert. Dir sot „(...) à pallier la campagne de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 par une campagne d'information toute aussi massive par voie de tous les médias sur les risques et les effets secondaires connus liés au vaccin utilisé“. Ech géif einfach soen: „...pallier la campagne de vaccination par une information objective sur les risques et effets secondaires possibles liés au vaccin utilisé“. Ech mengen, dat wär vill méi eng - loosse mer soen - nuancéiert Formulierung, fir der Saach awer e wéineg méi gerecht ze ginn.

Mä am Prinzip fannen ech, datt awer esou eng Informatioun misst stattfannen, datt jiddweree weess: Wann ech mech impfe loosse, eventuell negativ Effeten, och wa se vläicht heefeg, seelen oder ganz seele sinn, kënnen awer virkommen. Dat wär dat, wat hei misst a mengen Ae gemaach ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Huss Merci. Den Här Bettel huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech soen lech Merci. No den Erklärungen vum Här Colombera an och vum Här Huss, a virun allem awer no den Aussoe vum Gesondheitsminister musse mer lech soen, dass de Gesondheitsminister jo gesot huet selbstverständlech, dass e mat aller Objektivitéit géif de Pro an de Kontra vun deene Vaccinen der Populatioun mat erklären.

An ech mengen, et kann een an deem Fall awer dem Gesondheitsminister vertrauen. Dofir wär des Motioun sans objet. An dofir wäert meng Fraktioun déi och net stëmmen.

► **Une voix.**- Ass dat nei?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech sot: an deem Fall vertrauen.

► **M. le Président.**- Kee méi, deen d'Wuert freet zu der Motioun? Jo, da géif ech proposéieren, géife mer elo kucken, ob eise Vote... Jo, den Här Colombera nach, wann ech gelift.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ech sinn d'accord mat der Ännerung vum Här Huss.

► **M. le Président.**- Dir sidd d'accord mat der Ännerung vum Här Huss. Ech stellen also elo déi ëmgeännert Motioun - den Här Colombera ass mat där Formule, déi den Här Huss hei proposéiert huet, d'accord - zum Vote. Kucke mer, ob elo eise Vote électronique erëm funktionéiert. Jo.

De Vote geet un.

Vote

Et feelt nach ëmmer een. Fin du vote. D'Motioun ass ofgelehnt mat 45 Neestëmme, 13 Jo-Stëmme an 2 Abstentounen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 46 voix contre, 12 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien

Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger et Mme Lydie Polfer.

Se sont abstenus: MM. Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ech géif da proposéieren, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen och elo direkt déi zwee Voten iwwert déi viregt Projete virhuelen.

7. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 (suite)

Do ass fir d'éischt de Projet de loi 5865 iwwert d'Konventioun mam Laos.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration.

(Brouhaha)

De Projet de loi 5865 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

► **M. le Président.**- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

8. 5588 - Projet de loi portant**1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche****2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (suite)**

Da kéime mer elo nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5588, eng Ofännung vum Code pénal.

Second vote constitutionnel

De Vote fänkt un.

(Brouhaha)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

(Brouhaha)

De Projet de loi 5588 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Abstentionen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstention begrënnen?

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Jo!

► **M. le Président**.- Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- ... selbstverständlich, dass ech net derbäi war bei der Diskussioun am Zesammenhang mat dem éischte Vote.

Doriwwer eraus awer si mer hei konfrontéiert mat engem äusserst delikate Problem, dee biergerrechtlech Garantien beréiert. Wann de Conseil d'État d'Dispens fir den zweete Vote net gëtt, dann huet dat jo selbstverständlich och seng Ursachen.

Mir wësse Beispiller aus dem Ausland. Ech brauch elo net déi berühmten Affär vu Lëtzebuerg hei nach eng Kéier ze ernimmen. Mä mer wëssen aus Beispiller aus dem Ausland, dass déi verdeckten Ermittlungen duerchau emol heiansdo d'biergerrechtlech Garantien a Fro stellen an dass et och heiansdo zu Dérivé ka kommen.

Duerfir sinn ech mer net sécher, och no der Lecture vum Gesetz, ob déi Garantien do genügend am Gesetz ofgeséichert sinn.

Merci.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 5846 iwwert d'Personal am Energiesektor. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschrieben: déi Hären Helming, Klein, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

9. 5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police**

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Gesetzesprojet schafft eng rechtlech Basis, fir am Stroum- an am Gasberäich d'Auslagerung vu Gemeindebeamten u Privatgesellschaften ze erméiglechen.

Fir direkt e puer Saache kloer ze soen:

1) Mat dësem Projet gëtt d'Gemegepersonal vum den Elektrizitéits- a Gaswierker net automatesch ausgelagert. Ob dat geschitt a wéi dat soll geschéien, décidéiert déi jeeweileg Gemeng.

Fakt ass awer och, dass ouni dese Gesetzesprojet keng Auslagerung vu Fonctionnären a Gemeindebeamte méiglech wär. De Statut vum dem Gemeindebeamte léisst dat de Moment net zou.

2) De Projet schreift sech an de Kader vum der europäescher Liberaliséierung vum dem Stroum- an dem Gasmarché an, a wéi mir domat um Lëtzebuurger Energiemaart ëmginn.

Rechtlech ass eng Auslagerung opgrond vum der Liberaliséierung net noutwendeg. Liberaliséiert sinn d'Produktioun, den Akaf an de Verkauf vu Stroum a Gas. Net liberaliséiert ass dergéint d'Gestioun vum de jeeweilege Réseauen.

Hei am Land regelen zwee Gesetze vum 1. August 2007 d'Organisatioun vum Elektresch- respektiv Gasmarché. Dës Gesetze prezisiéieren ausdrécklech, dass all Gemeng eng sougenannten Entreprise d'électricité oder de gaz ka sinn. Deemo kann hei am Land eng Gemeng ausdrécklech hiert Gas- oder Stroumnetz an Eegeregje géréieren.

3) An der Praxis waren eng Rei vu Lëtzebuurger Gemengen traditionell an dem Beräich vu Stroum- oder Gasliwwerung tätig. Et sinn dat: Ettelbréck, Dikrech, lechternach, Stengefort, Veianen, Esch an d'Stad Lëtzebuerg. Dës Gemengen hunn am Kontext vum der Liberaliséierung den Akaf an de Verkauf vum dem Stroum oder dem Gas enger privatrechtlecher Gesellschaft iwwerdroen.

D'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch hu mat LEO a Südstroum hir eege Gesellschaften fir den Akaf an de Verkauf vum Gas a Stroum gegrennt. D'Gestioun an den Ënnerhalt vum de jeeweilege Réseae ginn do de Moment duerch Gemengeneegepersonal gemaach.

Konkret schafft dese Gesetzesprojet elo d'Méiglechkeet, dass dëst Personal, souguer, wann et bis elo am Statut vum dem Fonctionnaire oder dem Employé communal war a bleift, un eng Privatgesellschaft ausgelagert ka ginn.

Här President, de Gesetzesprojet huet ganzer dräi Artikelen. Den Text, deen zur Ofstëmmung virläit, baséiert op enger Formulatioun vum Statsrot. E gouf op Recommendation vum der Regierung wäitgehend esou vum der Intérieurskommissioun iwwerholl.

Et ass politesch a juristescht Neiland. Ënner dem aktuelle Beamtestatut ass wuel e sougenannten Détachement an der Fonction publique méiglech. E gëtt och des Öfteren applizéiert. Mä dësen Détachement vum engem Beamte kann nëmme bei eng aner öffentlech national oder international Institution gemaach ginn, mä net bei eng privat Gesellschaft.

Dese Gesetzestext féiert elo d'Méiglechkeet vum enger Auslagerung vu Gemegefönnionnären an Employéen un eng Privatgesellschaft an. De Gesetzesprojet huet op deem Punkt e méi prinzipielle Charakter.

D'Auslagerung selwer ënnerläit awer enger Rei vu strikte Konditiounen:

1) D'Auslagerung vu Gemegepersonal kann nëmme un eng Privatgesellschaft gemaach ginn, déi am Beräich vum dem Stroum oder dem Gas tätig ass. All aner Beräicher sinn also duerch d'Gesetz ausgeschlossen.

2) D'Auslagerung kann nëmme dann erfollegen, wann déi betraffe Gemeng virdu selwer hiert Stroum- oder Gasnetz an Eegeregje gefouert huet.

3) D'Auslagerung kann nëmme un eng Privatgesellschaft gemaach ginn, wou déi Gemeng eleng oder mat aneren öffentlechen Institutionen direkt oder indirekt méi wéi 34% vum Kapital hält, also eng sougenannte Sperrminoritéit huet.

4) D'Mise à disposition, esou wéi et am Gesetz heescht, spillt nëmme fir déi Beamten, déi am Moment, wou d'Gemeng an d'Kapital vum der Privatgesellschaft eraklémt, an dem Regiebetrieb vum dem Gas respektiv dem Stroum schaffen.

5) De concernéierte Beamte behält säi Statut, also all seng Rechter a Flichten. Dat zielt speziell fir d'Gehalt mat eventuellen Accessoires, och fir d'Sozial- an d'Krankenversicherungen, déi weiderhi vum der Gemeng gedroe respektiv vum der Gemeng verrechent ginn.

Et gëtt awer eng Ausnahm. De Beamten ënnersteet weiderhin dem Schäfferot vum der Gemeng. D'Gemeng bleift also de Patron. Si ass eleng zoustänneg fir eventuell disziplinaresch Moosname geméiss dem Beamtestatut. De Beamten - dat ass d'Differenz - ënnerläit awer an Zukunft der operativer Direktioun vum der Privatgesellschaft. Si muss eventuell berufflech Verfehlung vum dem Beamten dem Schäfferot mellen.

6) Sechstens a leschtens muss téschent der Gemeng an der Privatgesellschaft eng Konventioun ofgeschloss ginn, déi d'Modalitéit vum der Auslagerung an de Remboursement vum de Käschten, déi do duerch entstinn, regelt.

De genauen Inhalt vum dëser Konventioun ass net am Gesetzesprojet prezisiéiert. Fir Wettbewerbsverzerrungen ze vermeiden, muss d'Konventioun kloerstellen, dass d'Privatgesellschaft der Gemeng all déi Personalfraisé rembourséiert, déi d'Gemeng weider direkt un dat ausgelagert Personal bezilt. D'Konventioun misst och d'Aarbechtskonditiounen vum de betraffene Leit am Virfeld regelen. D'Konventioun muss an allem Fall vum dem jeeweilege Gemengerot an duerch den Innenminister guttgeheescht ginn.

Här President, wéi d'Aktualitéit iwwert déi lescht Wochen an Deeg gewisen huet, ass dese Gesetzesprojet net onkommentéiert bliwwen. D'Chambre des Fonctionnaires huet sech am Oktober 2008 géint dese Projet opposéiert. Et géif sech hei ëm e Prezedenzfall handelen, deen op aner Aktivitéitsberäicher aus dem Gemengesektor kéint ausgeweit ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires verweist an hirem Avis op d'Aarbechte vum der Spezialkommissioun „Territorialreform“ vum Juni 2008. Deemo sollten d'Gemengen iwwer eng sougenannte Loi-cadre an exzeptionelle Fäll besonnesch an dem Energieberäich d'Méiglechkeet kréien, kommerziell Aktivitéiten an Eegeregje ze maachen. Fir d'Statsbeamtechamber hätt een de Problem iwwert de Wee vum esou enger Loi-cadre respektiv enger Adaptatioun vum der Gemengelégislatioun regele kënnen.

Här President, eng Upassung vum der Gemengegesetzgebung gouf am Juli 2007 duerch eng Proposition de loi vum den Hären Helming, Bausch, Meisch a Gira proposéiert, déi zwee Voleten hat. Dëst war engersäits, de Gemengen et ze erlaben, am gesamten Energieberäich kommerziell Aktivitéiten duerch hir eege Servicer ze maachen, an anerersäits generell iwwert de Gemeindebeamtestatut d'Auslagerung vum Gemegepersonal u Privatgesellschaften ënner verschidde Konditiounen ze erlaben.

D'Regierung huet sech an hirer Prise de position géint dës Proposition de loi ausgeschwat. Als Grënn goufen ugefouert, dass déi aktuell Gemengegesetzgebung et duerchau géif erlaben, speziell am Gas- an Elektreschberäich kommerziell Aktivitéiten an Eegeregje ze maachen. Mä doriwwer eraus sollt een - der Regierung no - de Gemengen net prinzipiell d'Recht ginn, sech an allen Energieberäicher kommerziell ze betätigen.

Zu den Ëmännerunge vum dem Gemegebeamtestatut huet d'Regierung an hirer

Stellungnahm gemengt, et sollt een dat net generell regelen, mä duerch e speziell Gesetz op déi liberaliséiert Elektresch- a Gasmarché limitéieren. Dës Position ass vum Innenminister och an der Chamberskommissioun vertrauede ginn, an d'Gesetzespropositioun gouf dowéinst net weider analyséiert.

Här President, de Statsrot huet sech sengersäits net weider iwwert d'Proposition de loi ausgeschwat. Wat de Projet de loi ubelaangt, geet de Statsrot net weider op d'Opportunitéit vum der Regierungsap-proche an. De Statsrot huet awer Textännerunge virgeschloen, déi wéi gesot vum der Kommissioun wäitgehend iwwerholl goufen.

Här President, déi zoustänneg Chamberskommissioun huet op eng gemeinsam schrëftlech Demande hi vum 5. Oktober 2009 Vertrieder vum FGFC, dem Landesverband, dem LCGB, dem NVGL, dem OGB-L empfangen, wou si, also d'Gewerkschaften, hir Uleies geltend gemaach hunn. Dës waren duerch eng detailléiert schrëftlech Stellungnahm ënnermauert. D'Gewerkschaften hunn doran d'Opportunitéit vum deem ganze Projet a Fro gestallt an e Moratoire gefrot.

Här President, konkret ass dese Projet de loi eng legislativ Hëllefstellung fir e Problem, dee sech de Moment bei der Stad Lëtzebuerg stellt, allerdéngs an engem méi globale Kontext, wéi mir um nationalen Energiemaart mat de Versuerungsre-seauen ëmginn. Engersäits huet d'Gemeng déi Leit, déi sollen ausgelagert ginn, bei sech an de Regiebetreiber beschäftegt, anerersäits muss d'Privatgesellschaft awer op d'Kompetenz an d'Expérience vum deene betraffene Leit zrëckgräifen.

D'Noutwendegkeet vum dem Gesetzesprojet ass net d'Liberaliséierung vum dem Stroum- oder dem Gasmarché. Ouni dese Projet kéint net ausgelagert ginn. D'Déci-sioun, ob ausgelagert gëtt oder net, läit an der Lescht eleng bei der betraffener Gemeng. Wann ausgelagert gëtt, da muss et no de Konditiounen vum dësem Gesetzesprojet geschéien. Den Detail, wéi ausgelagert gëtt, muss an enger Konventioun geregelt ginn, déi téschent der Gemeng an der Privatgesellschaft ofgeschloss gëtt. Dat lescht Wuert huet dann den Innenminister, deen dës Konventioun muss guttheeschen.

Dem Gesetz no däerf et dobäi net zu enger Beanträchtegung vum dem Statut vum deene betraffene Leit kommen. Am Sënn vum dem Gesetz däerf et dobäi och net zu enger Verschlechterung vum de Leit hiren Aarbechtskonditiounen an domat age-schloss vum hiren Avancementsméiglechkeete kommen.

Här President, ech hu mech zumindest beméit, dese Projet a sengem ganze Kontext op eng objektiv Aart a Weis ze presentéieren. Ech verweise fir de Rescht op de schrëftleche Rapport, dee schonn den 21. Abrëll 2009 deemools mat de Stëmme vum CSV an LSAP ugeholl gouf.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gilles Roth Merci. Als éischte Riedner ass den Här Paul Helming agedroen. Här Helming, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul Helming** (DP).- Här President, léif Kollegen, ech wollt mech fir d'éischt emol entschëllegen, datt ech an där Réunioun, déi stënterlech aberuff ginn ass vum der Kommissioun, fir nach eng Kéier d'Gewerkschaften ze héieren, net konnt derbäi sinn. Dat war dee leschte Méindeg um véier Auer. Mir waren dee Moment am Schäfferot vum der Stad. Datselwecht géllt da jo och fir meng Kollegen aus dem Schäfferot. Mir waren dee Moment zesammen, fir...

(Dérangement sonore)

► **Une voix**.- Méi haart, wann ech gelift!

► **M. Paul Helming** (DP).- Ech méi haart oder si méi lues?

(Hilarité)

Ech mengen, et ass méi einfach, wann ech méi haart sinn.

► **Plusieurs voix**.- Jo!



► **M. Paul Helminger (DP).** - Okay, gutt. Also wéi gesot, ech wollt mech a meng Kolleegen entschëllegen, datt mer do bei där Kommissiounssitzung net konnten derbäi sinn. Dat wëllt keen Onrespekt vis-à-vis vun de Gewerkschaften ausdrécken. Ech mengen, mir hu grad just an der Stad Lëtzebuerg oft genuch mat den Delegatiounen, mat de Gewerkschaften, mam Personal geschwat, fir hinnen ze soen, wou et géif higoen, wat déi verschidden Etappe wäeren, wou mer dru wäeren. Mä wéi gesot dee Moment hate mer ugefaangen a sollte mer d'Presentatioun kréie vun eisem Budget, an dat huet eis och wichteg geschéngt.

Zum Projet de loi selwer wëll ech och net méi ganz vill soen, well ech fannen, datt de Rapporteur effektiv do e ganz équilibréierte Rapport gemaach huet, vun deem net nëmme, wat am Gesetz steet, wat déi legal Situatioun ass, wat heiduerch méiglech ass, wat net noutwendeg ass, wat ka gemaach ginn, a wann et soll gemaach ginn, wéi et soll gemaach ginn.

Ech hunn d'ailleurs verstanen, datt herno nach eng Motioun wäert déposiert ginn, ënnert déi ech och meng Ënnerschrëft gesat hunn, fir och ganz sécherzestellen, wann an där Konventioun déi Konditiounen festgehale ginn, déi virgise sinn, datt net nëmme déi legal Rechter, mä och allgemeng d'Aarbechtsbedéngunge vun deene Leit, déi da géifen ausgelagert ginn, net negativ beeinträchtigt géife ginn, wou d'Chamber am Fong en Opruff erléisst, fir datt dat an där Konventioun dann och wierklech geschitt an datt dat dann och deementspreechend vum Innenminister geprouft gétt. Domadder si mer bien entendu och d'accord.

D'Fro, déi sech natierlech stellt, ass: Woufir brauche mer dat Gesetz?

Ech mengen, de Rapporteur huet zum Schluss ugedeit, datt dat de Moment héchstwahrscheinlech haaptsächlech, mä an Zukunft sécherlech net nëmme, d'Gemeng Lëtzebuerg géif betreffen. An ech wollt kuerz soen, woufir datt mer der Meinung sinn, datt mer dee Wee hei mussen goen, an duerfir och dat Gesetz brauchen.

Mir hunn eis zesumme mat de Kollegee vun der grénger Fraktioun an der Kommissioun deemools enthalen, wéi de Rapport zur Ofstëmmung koom, well mer der Meinung wäeren, datt en fait dee Projet de loi, esou wéi en och elo hei virläit, net wäit genuch géif goen.

Net well mer alles wëllen auslagere, mä well mer ganz einfach feststellen, an dat ass och an enger Rei Rapporté vu Kommissiounen, Délibératiounen, Gesetzer festgehale, datt d'Gemengen am Energiesecteur allgemeng haut eng Roll ze spillen hunn, an datt am Kontext grad just vun der Liberaliséierung vun de Mäert d'Opportunitéiten, jo, ech géif bal soen d'Noutwendegkeet vun de Gemengen, fir an deem Sektore aktiv ze ginn, éischer méi grouss gi sinn, an datt, fir datt d'Gemengen och voll dee Spillraum, dee se do hunn, fir kënnen am Energiesecteur aktiv ze ginn, kënnen notzen, et eben noutwendeg ass, datt se net alles mussen vu Vireraus frësch opbauen, mä datt se eben och kënnen op dat zréckgräifen, wat se u Kompetenzen intern bei sech selwer hunn an datt se dat dann och kënnen deene Strukturen zur Verfügung stellen, déi dann op d'Bee gesat ginn, fir am Energiesecteur aktiv ze ginn.

Zu deenen Aktivitéite gehéieren, bien entendu, déi traditionell, wou jo eng Rei Gemengen hei am Land aktiv wäeren am Akaf an am Verkauf vum Stroum an am Opstellen, am Ausbau an dem Entretien vun hire Réseauen. Mä et sinn och virun allem ganz nei Domaine-d'activités do derbäikomm, wéi de Chauffage urbain, wéi eng ganz Rei nei Technologiee vun alternativen an erneuerbaren Energien, wou d'Gemenge förmlech opgefuerdert sinn, fir hir Roll an deem Sektore kënnen ze spillen.

Well schonn d'Stad ugeschwat ginn ass, an ouni elo heirauser wëllen eng Diskussioun ze maachen, wéi wa mer hei am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg wäeren, mä ech mengen, well dobausse jo och haaptsächlech Leit vun der Stad Lëtzebuerg sinn, wëll ech awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, wéi mir un dee Problem do erugaange sinn.

Mir hu fir d'éischt, wéi och aner Gemengen, eng privatrechtlech Gesellschaft gegrënnt, fir dat ze maachen, wat d'Gemenge virdu souwisou ni gemaach hunn. Dat heescht, sech op engem fräie Maart debrouillieren, fir ze entscheiden: Wou gi mer de Stroum akafen an deene beschte Konditiounen? Respektiv: Wéi brénge mer en un de Client ënnert deene Konditiounen vun engem Konkurrenzmaart? Wou et jo souwisou net a Fro koom, fir en Tarif an engem Gemengerot stëmmen ze loossen, well dat sech, jiddefalls emol fir déi méi grouss Clienten, all Kéier ëm individuell Verhandlung gehandelt huet mat deene respektive Clienten, déi jo nu wierklech net an eng öffentlech Diskussioun an de Gemengerot gehéieren.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, contrairement zu deem, wat och nach ee vun eise Mataarbechter an der Kommissioun gesot huet, datt bis elo d'Gemeng vu LEO näischt gehat hätt. Dat ass absolut net richtig. Mir hu bis Enn 2008 forcément näischt vu LEO gehat, well bis dohinner LEO wuel déi Verhandlung gefouert huet, fir de Stroum ze kafen an de Stroum ze verkafen, mä dat ass awer alles am Numm vun der Gemeng geschitt. An duerfir sinn och déi Dépenses an déi Recettes total wéi all déi Jore virdrun direkt an de Konte vun der Gemeng anzegesi gewiescht.

Duerfir ka jiddweree sech dervun iwwerzeegen, datt mer do keen Abroch haten. Au contraire, éischer besser geschaff hunn, wat also duerchaus weist, datt mer eis op deem Marché konnte behaupten.

Vum 1. Januar 2009 un, do ass effektiv LEO voll verantwortlech fir den Akaf a fir de Verkauf vum dem Stroum a vum Gas, an duerfir hu se jo mat der Gemeng als Aktionär eng Ofmaachung, wéi dann, wat elo do ufällt u Revenuen, dat zréckfléisst an d'Gemeng. Och dat fannt Der an de Budgete vun der Gemeng erëm. Ech kann dës Tribün och soen, datt dat, wat mer vu LEO erwaart hu fir d'Joer, och absolut wäert, wann net souguer e bësse méi, an d'Keese vun der Gemeng afléissen.

Da komme mer zu de Réseauen an zu deenen neien Obligatiounen, déi d'Réseauen eben hunn als Gestionnaires de réseaux. Et ass richtig, theoretisch kéint d'Gemeng weiderfueren, hire Réseau selwer ze géréieren.

Ech wëll just soen, mir sinn hei an engem Konkurrenzmaart. Mir sinn an engem Maart, wou d'Stad Lëtzebuerg zwar en net onwesentlechen Undeel vum nationale Marché huet - mir wäerten ongeféiertëscht engem Fënneftel an engem Véierel vun deem Marché duerstellen -, mä all Käschen, déi mer mat deem Stroumsecteur a mam Gassecteur hunn, déi si jo dann ëmzeverdeelen op déi Klientell, déi mer hunn. Dat sinn dann an déi 60.000 Stéit plus eng Rei Entreprises a ganz wéineg Industrien, déi mer eben um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg hunn.

Wann elo d'Konkurrenz spillt, da komme forcément Liwweranten an d'Stad eran. De Stater Bierger gradesou wéi de Bierger uechtert d'Land ass jo fräi, fir ze wielen, bei wem e säi Stroum keeft, ob dat elo bei der Enovos ass oder bei LEO ass. An da kann et net sinn, datt do eise Maart op ass. Dir kënnt do net e Gruef ronderëm d'Stad maachen. Dir kënnt d'Festungsstad net erëm nei entdecken.

Da läit et op der Hand, datt also Fournisseure vu baussen op deen dach awer lukrative Maart vun der Stad wäerten erandrecken. An da mussen mir eis och opstellen, datt mir och kënnen eraus an deenen anere grouse Maart goen. Dat ass nun awer wierklech, mengen ech, traditionell net d'Aufgab gewiescht vun enger Gemeng, fir op engem nationale Maart, fir emol net vun engem regionale Maart ze schwätzen, an den Energiemarché eranzegoen.

A wat de Réseau ubelaangt, ass et jo esou, datt mer déi Käschen, déi do erfalen, misste verdeelen op eng relativ kleng Zuel vu Clienten, während eis Konkurrenten, och nëmme déi national Konkurrenten, bien entendu vill méi eng grouss Zuel vu Clienten awer hunn, op déi se dann déi Käsche kéinte verdeelen.

An dann hu mer en Institut de régulation, dee jo ganz äifreg kucke wäert, wéi déi Käsche sech opstellen, wat därer ver-

chent ginn an där berühmter Netzduerchlassungsgebühr. An do wäert et dann - do gétt et scho Beispiller am Ausland - och net ganz laang daueren, bis de Régulateur seet: Majo, deen do, dee verrechent esou vill, deen do verrechent esou vill. Mir setzen do als Régulateur fest, wivill datt därer verrechent ginn.

Da sinn d'Chancé grouss - dat hu mer alles préiwe gelooss -, datt eis Käschen dee Moment leider net méi konkurrenzféig sinn, an datt mer entweder da Sue bäileeën, wat jo nun awer wierklech net den Zweck vun der Übung ass - wat mer héchstwahrscheinlech emol guer net därerften, well dat wär jo eng indirekt Subventioun op engem Marché, wou Subventiounen net erlaabt wäeren -, oder datt mer op där anerer Säit dann awer missten aner Mesuren huelen.

Duerfir, well mer zur Realisatioun komm sinn, datt och d'Stad Lëtzebuerg net capabel wär, a vläicht grad d'Stad Lëtzebuerg. Ech gi gären zou, datt vläicht eng méi kleng Gemeng mat e puer honnert Clienten do an enger anerer Situatioun ass wéi d'Stad Lëtzebuerg. Mä mir sinn à la fois ze grouss, fir dat do kënnen mat engem Excel sheet ze géréieren, a mir sinn net grouss genuch, fir et wierklech eleng kënnen ze maachen.

Duerfir hu mer vun Ufank un - an dat ass och vun Ufank un eise Partner an der Gemeng gesot ginn - no engem Partner gesicht. Ech wëll och gären hei soen, datt mer am Ufank am Fong op enger liicht anerer Strategie ware wéi déi, op där mer elo sinn. Mir waren nämlech der Meinung, datt et vläicht souguer an deem Lëtzeburger Marché net schlecht wär, wann et méi wéi een nationalen Ubidder géif ginn.

An do hate mer Gesprécher gefouert - ech kann dat haut roueg soen - mat der Soteg, well mer mat der Soteg ganz vill Komplementaritéiten haten. D'Soteg, déi ugefaangen huet am Stroum ze schaffen, déi huet haaptsächlech sech ëm Industrieclienten gekëmmert, während mir haaptsächlech um Marché vun den Haushaltsclienten waren. Am Gas war d'Soteg souwisou eise bal exklusive Liwwerant. Do war also eng ganz schéi Komplementaritéit. An dat ass och esou wäit gedien, datt mer amgaage waren, „due diligence“ ze maachen, fir ze kucken, wéi mer do kéinten e Partenariat opstellen.

Och dee Partenariat hätt awer erfuerdert, datt mer eist Elektrescht an eist Gaswierk ëmstrukturiert hätten, well Dir macht nun eemol kee Partenariat mat enger Verwaltung. Mir hätten also souwisou missen eis anescht opstellen, fir kënnen esou e Partenariat ze maachen.

Aus deem Partenariat ass awer näischt ginn, aus enger ganz einfacher Ursach, well op eemol - an ech verstinn dat duerchaus - d'Regierung aner Vuen hat, an de Wirtschafts- an den Energieminister higaangen ass an d'Iddi lanciert huet vun enger grousser nationaler Gesellschaft, wou all Acteuren aus dem Energiesecteur sech géifen dran erëmfannen.

Déi ass opgestallt, wéi mer wëssen, datt se opgestallt ass, mat uewen en Holding, Enovos, mat enger Vertriebsgesellschaft a mat enger Réseausgesellschaft. Wat ass du fir eis d'Situatioun gewiescht? Ma d'Situatioun war ganz einfach déi, datt eise Wonschpartner, mat deem mir gären e Partenariat gemaach hätten, datt deen op där anerer Säit vun der Barrière war.

Dat heescht, mir haten op där anerer Säit vun der Barrière souwuel nach ëmmer ee vun eise grouse Fournisseuren am Stroum, d'Cegeled, an eisen Exklusivfournisseur am Gas, nämlech d'Soteg. Dunn hu mer wierklech geduecht, wa mer awer nach ëmmer bei der Iddi bleiwen, datt mer e Partner brauchen, dann ass dat do dann elo dee Partner, mat deem mer missen ufänken ze verhandelen.

Mir hunn dat ëmsou méi logesch fonnt, well jo den Objektiv vun dem Wirtschafts- an dem Energieminister, an ech huelen emol u vun der ganzer Regierung, dee war, fir ebe sécherzestellen, datt d'öffentlech Hand d'Maîtrise géif behalen iwwert den Energiesecteur an notamment a ganz besonnesch iwwert d'Energieverdeelung hei am Land. Dat war jo den Objektiv, deen do verfollegt ginn ass.

Wann ech elo kucken, wéi d'Situatioun elo ass, wou de Stat jo deen décksten eenzelen Aktionär an der Enovos ass, ass dat eng Situatioun, wou e sech och iwwer Pacte d'actionnaires ofgeséichert huet, datt en och effektiv an deene wichtege Froen dat lescht Wuert ze schwätzen huet.

Mä wéi d'Invitatioun du koom un d'Stad Lëtzebuerg, fir an där Gesellschaft matzemaachen, an zwar matzemaachen um Niveau grad just vun der Réseausgesellschaft a vu Creos, dunn huet dat eis ageliicht. Well wa mir nämlech och nach do an där Gesellschaft derbäikommen, dann huet an där Gesellschaft direkt oder indirekt - dat mussen mer iwwregens nach gesinn, wéi dat en fin de compte ausgesäit - d'öffentlech Hand net nëmme eng Sperrminoritéit, mä dann huet se doranner eng komfortabel - ech wëll elo léiwer a Prozenter ausschwätzen, well deen, dee mir drakréien, notamment een ass, deen nach ze verhandelen ass -, mä dann huet op alle Fall d'öffentlech Hand an där Gesellschaft, an där Réseausgesellschaft iwwer all Pacte d'actionnaires eraus och eng ganz zolidd Majoritéit, fir do ze soen, wou et higeet.

Et ass also précisément an deem But, deen och ëmmer erëm am Ausland ugefouert gétt, datt d'öffentlech Hand net soll déi grouss Energiekonzerner eleng op deem Marché gewäerde loossen. Et ass also précisément aus deem Grond, wou d'Regierung déi Gesellschaftsstruktur do gewielt huet, woufir datt mir invitéiert goufen, fir bei Creos matzemaachen, a woufir datt mer prinzipiell der Meinung sinn, datt dat och dee richtege Wee ass, well grad just op déi Manéier d'öffentlech Hand d'majoritär Main-mise an d'Verfügensgewalt iwwer hir Réseau behält. Net méi an net manner.

Wa mer dat awer wëlle maachen, wa mer wëllen do déi Roll, dee Part kréien an där Gesellschaft, dee mer gären hätten, da geet et net duer, datt mer an déi Gesellschaft ginn, da mussen mer dat als - wéi d'Engländer géife soen - en „going concern“ erabréngen, dat heescht als eppes, wat funktionéiert. An zu deem Funktionéiere gehéiert eng Infrastruktur, vun där mer terribel frou sinn, datt se gutt ass, an eng Belegschaft, vun där mer gradesou frou sinn, datt se elo et fäerdeg bruecht huet, fir dee Réseau op deem Niveau auszebauen, wéi een eben haut dosteet.

Ech maachen awer elo hei eng kleng Parenthèse op, well ech fanne wierklech, datt dat, wat an deene leschten Deeg gesot ginn ass, notamment vu Gewerkschaftsäit, wou jo wierklech déi, déi elo net bei der Stad am Réseau schaffen, duergestallt gi wéi wann déi mannerwäerteg wäeren, wéi wann dee Réseau all Moment géif risquéieren zesummenzebriechen, wéi wann dee ganze Rescht vum Land, mat Ausnahme vu wéi gesot e puer Stied - d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch an nach zwou oder dräi anerer -, dee säi Stroum ni anescht kritt huet, wéi vun enger Privatgesellschaft iwwer e Réseau, wou de Propriétaire e private Propriétaire war, an dee privat géréiert ginn ass.

Ech muss éierlech soen, ech fannen dat allerhand! An ech muss och soen, déi Echoen, déi mir kréie vun deene Leit, déi an deene Betriber schaffen, déi hunn es esou lues sat vun deem, wat dobausse virun der Dier lass ass, well déi net verstinn, datt d'Gewerkschaften, déi jo si och solle vertrieben, hei systematesch si erfirmaachen an duerstellen, wéi wann dat mannerwäerteg wär. Ech hu wierklech fonnt, datt ech dat och eng Kéier misst hei ganz kloer an daitlech gesot hunn.

Dat ass also dee Grond, woufir datt mer mat deem Ganzen, wat mer hunn, de Réseau an d'Belegschaft, wëllen hunn, an déi Gesellschaft eranzeklammern, wann dann déi Accorden ofgeschloss sinn. Dat hofft mer awer ganz staark, datt dat virum Enn vum Joer ass. Duerfir war et eben eis Suerg, an do muss ech soen, well d'Regierung do net bougéiert huet, hunn eben do eng Rei Leit eng Proposition de loi gemaach, fir sécherzestellen, datt, wa mer op dee Wee ginn, dee strategesch muss gemaach ginn, mer dann awer kéinten derfir



suergen, datt eise Leit näischt géif geschéien.

Dat war eng Proposition de loi, déi ass elo modifizéiert ginn. Mir hunn déi elo haut als Projet de loi um Dësch leien. Dat ass de Grond, woufir datt mer voll hannert deem Gesetz och wäerte stoen an och dat herno, wann et zur Ofstëmmung kënn, wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Helminger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jempi Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säin ausféierlechen an objektive Rapport. Den Ustouss zum Projet de loi, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, hunn 2007 d'Gesetzter iwwert d'Organisation vum Stroum- respektiv vum Gasmarché ginn. Deemools huet Lëtzebuerg, dat net Demandeur war, mat Verspéidung déi entspreichend EU-Direktiven iwwert d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmarché an eist Recht ëmgesat.

Dës Verännerungen hunn d'Gemenge virun eng grouss Erausforderung gestallt. D'Gemengeservicer, déi sech bis dohin ëm den Ënnerhalt vum hirem Réseau an d'Stroum- an d'Gasversuergung vum hire Bierger gekëmmert hunn, hätt een net kennen esou ëmstrukturéieren, dass se mat deenen neie Bestëmmunge konform gewiescht wäeren.

Net nëmmen, dass eng separat Kontabilitéit verlaangt ginn ass, mä et huet och missen eng Trennung tëschent dem Netzbedreier an dem Fournisseur vu Gas a Stroum gemaach ginn. Just esou kann am Sënn vun den EU-Gesetzter séchergestallt ginn, dass all Konkurrenten op engem liberaliséierte Marché e fairen Zougank zu dem bestehende Gas- a Stroumnetz hunn.

All Gemeng, déi en eegene Réseau bedriwwen huet, huet nom Akraafttriede vun deenen neie Gesetzter misse préiwen, wéi hir Situatioun ass, ob se wëllt an Egeregie weiderfuere, ob se selwer eng privat-rechtlech Gesellschaft grënt oder ob se eng Partnerschaft, deemools mat der Cegedel, haut Enovos Creos, ageet, an ënner wat fir enge Bedéngungen.

D'Stad Lëtzebuerg an Esch hunn deemools decidéiert, d'Fourniture iwwer eng gemengenee Gesellschaft ze maachen an derneift hire Réseau selwer ze gëreieren. Op dës Manéier konnte si deenen neie Bedéngunge gerecht ginn.

D'Gemengen hunn also e Choix, deen de Stat muss respektéieren. Dat heescht, de Stat huet de Gemengen näischt virzuschreiwen, ob si déi Déngschter, déi d'Versuergung mat Stroum a Gas betreffen, an Zukunft selwer wëlle leeschten, oder ob si duerfir eleng oder a Partnerschaft mat aneren eng privat-rechtlech Gesellschaft grënnen, oder ob se dës Aufgab un Enovos Creos iwwerdroen.

Et war och den ausdréckleche Wonsch vum Léiglateur, de Gemengen dës Fräiraum ze looschen. Et ass domat un der beträffender Gemeng, fir eng Analys ze maachen, ze kucken an ze ënnersichen, déi weist, ob d'Gemeng selwer à mëme ass oder ob se a Richtung Gesellschaft soll goen, fir sech um liberaliséierte Marché ze behaupten.

An deem Kontext ass eng ganz wichteg Fro an de Gesetzter vun 2007 net ugesprach ginn, net gekläert ginn, an zwar, wat mam Gemengepersonal geschitt, wann eng Gemeng Déngschtleeschungen am Beräich vum Stroum a Gas, déi bis dohi vun hiren eegene Servicer gelescht gi sinn, un eng privat-rechtlech Gesellschaft iwwerdréit. Wann ee sech ukuckt, wat vum Vote vun deenen zwee Gesetzter hei an der Chamber vu verschiddene Riedner gesot gouf, ass kloer, dass et e Konsens doriwwer ginn ass, dass eis Léiglatioun misst iwwerschaft ginn, ënner anerem fir Kloeher ze schafen, wat d'Personal betrëfft.

Den Innenminister huet sech bei dëser Geleeënheet Virwërf missen unhéieren, well d'Gemengesetzgebung net gläichzäitig mat der Stroum- a Gasliberaliséierung ugepasst ginn ass. An déiselwecht Kerb huet och d'Proposition de loi vun den Här Helminger, Meisch, Bausch a Gira geschloen, vun där de Volet, deen d'Personal betrëfft, an dësse Projet de loi agefloss ass.

Et misst séchergestallt ginn, dass d'Personal, wat an engem Gemengeservice schafft, kéint an eng nei Gesellschaft iwwerholl ginn. De Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, setzt dës Absicht an d'Realitéit ëm. De Stat huet d'Flicht, e legislative Kader ze schafen, deen et de Gemengen erlaabt, sech an engem liberaliséierte respektiv reguléierte Marché erëmzefannen an ze garantéieren, dass hir Bierger e méiglechst gudde Service gelescht kréien.

Déi Méiglechkeet gëtt dësse Projet de loi de Gemengen. Am Fall vun engem Changelement vun de Strukturen dierf d'Personal doduerch awer Nodeeler hunn. Dem Fonctionnaire respektiv dem Employé communal säi Statut muss onantastbar sinn. Den Artikel 2 seet dat: «Le statut de l'agent communal n'est pas affecté.» Dëst Gesetz ass de Garant duerfir. Am Fall vun enger Mise à disposition ass net d'Gesellschaft, mä d'Gemeng den hierarchesche Virgesetzte vun de kommunalen Agenten, zum Beispill wat de Régime disciplinaire ubelaangt.

De Projet de loi schreift och vir, dass d'Gemeng hir Agenten och nëmmen enger Gesellschaft zur Dispositioun stelle kann, an där d'öffentlech Hand zumindest eng Minoritéit de blocage, dat heescht eng Participatioun vu 34% huet. Esou kënn Mëssbraich géigeniwwer dem Agent a sengem Statut verhënnert ginn.

Am Kader vun der Konventioun, déi am Projet de loi virgesinn ass, muss genau festgehale ginn, wéi déi Mise à disposition fonctionnéiert, fir dass deene Betreffene kee Schued entsteet. Duerfir muss onbedéngt de Schäfferot suerge bei der Opstellung vun der Konventioun, fir do alle Punkten nozuegoen an ze versichen alles drunzesetzen, dass de Statut vun deenen Einzelnen net verletzt gëtt. Eng Konventioun, déi och der Approbatioun vum Conseil communal an dem Innenminister ënnerworfen ass.

D'LSAP ass generell skeptesch, wann Déngschtleeschungen, déi zur Grondversuergung ze ziele sinn, liberaliséiert ginn. An der Europäescher Unioun gesinn awer vill Länner dat anescht, esou dass mer entspreichend Direktiven net verhënnere kënnen an eis dann un déi nei Gegebenheete mussen upassen.

Fir de Stat an d'Gemengen ass dat net ëmmer einfach. Mir sinn awer der Meenung, dass d'Regierung an dësem Fall alles gemaach huet, fir sécherzestellen, dass d'Stroum- an d'Gasnetz ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand ka bleiwen an dass d'Investitiounen an dës wichteg Infrastruktur och weiderhi fir eng gutt Qualitéit vum Réseau suergen.

Onofhängeg dovunner, wéi eng Optiounen d'Gemengen huelen, bleift d'Stroum- an d'Gasnetz ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand. Dat ass ëmmer de Fall, egal ob d'Gemengen hir eege Gesellschaft an hiert eegent Netz gëreieren, oder ob e puer Gemengen zesummen eng Gesellschaft hunn, wéi zum Beispill bei Sudgaz, oder ob si sech un Enovos Creos unschléisen. Bei Enovos, déi de kommerzielle Volet ofdeckt, huet de Stat eng Sperrminoritéit. Bei Creos, wou et un de Réseau geet, ass d'Representatioun vun den Aktionären esou opgestallt, dass d'öffentlech Hand ëmmer an der Majoritéit ass. Wann d'Stad Lëtzebuerg, wéi ugekënnegt, hir Servicer an d'Creos iwwerféiert, stäerkt dat d'Positioun vun der öffentlecher Hand an där Gesellschaft nach zousätzlech.

Dat sief awer just gesot als Reaktioun op déi méi allgemeng Diskussioun, déi gefouert gouf. Dës Diskussioun geet däitlech iwwert den Objet vun dësem Projet de loi eraus. Et ass e Projet fir de Statut. Dësse Projet ass fir de Statut vum Personal ofzesécheren, falls eng Gemeng hir Servicer géif un eng privat-rechtlech Gesellschaft ofginn.

Mir sinn der Meenung, dass d'Personal dësse Schutz brauch an dass de Statut no alle Bedéngunge muss garantéiert ginn. Wéi gesot, wann d'Gemeng decidéiert fir eng Mise à disposition ze maachen, huet se och derfir ze suergen - huet se derfir ze suergen iwwert de Wee vun der Konventioun -, déi néideg Garantien ze ginn, dass de Statut net verletzt gëtt.

An deem Sënn ass dësse Projet de loi als eng Mesure de protection fir déi Beträffen ze gesinn an duerfir gëtt d'LSAP hiren Accord derzou.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Klein Merci. An als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet relativ sachlech a gutt den Detail vum Projet erkläert haut de Mëtteg. Dat erlaabt mir duerfir, vläicht op e puer méi allgemengpolitesch Erklärungen anzugeen, insoufern, datt ech eng Stëmm nach hunn, déi haart genuch ass selbstverständlech fir ze schwätzen, mä ech mengen, meng Stëmm ass haart genuch, déi ass méi wéi dat do gewinnt.

Mir sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vu Stroum a Gas an engem Kontext vun engem vun deene wichtegste Wirtschaftssecteuren, déi mer hunn, déi mer kennen. Ee Wirtschaftssecteur, deen EU-wäit liberaliséiert ass.

Richtig ass och, datt an deem wichtege liberaliséierten europäesche Kontext keen eis zwéngt, eis ze veränneren. Weder d'europäesch Direktiven, déi mer hei gestëmmt hunn an der Chamber, nach soss e Gesetz zwéngt iergendeen eppes ze maachen. Et zwéngt weder een e Service, deen een haut huet, un en aneren ze verkafen, weder zwéngt een e Service insgesamt opzeginn. Mä mir mussen eis awer bewusst sinn, datt, wann ee seet, ech wëll dat net maachen, ee sech muss d'Fro stellen, ob een ënnert deene verännerte Bedéngungen op deem Marché ka weider esou fuere wéi virdrun.

Mir mengen dat net. Aus engem ganz einfache Grond: Well virdrun eng Situatioun war, wou d'öffentlech Hand gréisstendeels eng Monopolstellung hat, fir net ze soen eng Monopolstellung total hat. Wéi d'Monopolstellung opgehuewe ginn ass, nei Regeln opgestallt gi sinn, wéi dee Marché ze fonctionnéieren huet, an déi vun engem Régulateur iwwerwaacht gi sinn, an donc jiddwer Opérateur, ob en öffentlech ass elo oder net öffentlech ass, enger Konkurrenz ausgat ginn ass - eng Konkurrenz, déi natierlech ënner gewëssene Spillregele muss fonctionnéieren, déi vum Régulateur iwwerwaacht ginn, mä déi net méi déi nämleche sinn natierlech, wéi wann een eng Monopolstellung huet.

Dat heescht, d'Grondbedéngungen an deem ganze Secteur hu sech wesentlech verännert. A wann een do als öffentlech Hand sech hätt d'Liewe wëllen einfach maachen - dat ass iwwregens och, muss ee soen, emol an der Zäit politesch suggéiert ginn, wéi d'Liberaliséierung komm ass -, dann hätt een zu de Gemengen zum Beispill gesot: „Ma verkaaft einfach alles, wat der hutt, dann hutt der keng Suerge méi. Dir kritt cash d'Suen an är Keesen, an da mécht jo en anere fir d'Clienten déi Déngschtleeschungen.“

Dat ass awer eng Léisung, déi eiser Meenung no net déi richteg ass, an zwar aus e puer Grënn. Deen éischte Grond ass: Mir mengen, datt deen dote Secteur aus villfaltege Grënn, net nëmme wirtschaftlechen, mä och ëmweltpoliteschen - ech kommen herno nach dorobber ze schwätzen -, en extrem wichtege an den nächste Jorzéngte gëtt an datt et duerfir extrem wichteg ass, datt d'öffentlech Hand deen net einfach kampflous opgëtt, mä versicht dat Besch aus där neier Situatioun ze maachen.

Wa se dat awer wëllt maachen, oder wa se dat mécht, da muss se eng Rei Saachen un hire Strukture veränneren, fir datt se kann eiser Meenung no iwwerliewen.

Et ass evident, et brauch ee flexibel a staark Strukturen, fir kënnen do matzehalen, well soss huet ee keng Chance, an deem Ganzen ze iwwerliewen.

Ech muss och soen, datt déi Grondiddi, déi d'Regierung ustriift, fir an d'Richtung ze goen, fir eng staark national Réseausgesellschaft opzebauen, eigentlech déi richtig ass, déi eis Ënnerstützung och vun Ufank u fonnt huet. Mir hunn als gréng zwar gesot, mir hätten eigentlech léiwere, datt, reng wat d'Reseausgesellschaft ubelaangt, déi national, déi zu 100% an öffentlecher Hand wär an net zu 40, 50 oder 60 oder wéi vill Prozent och ëmmer. Dat heescht, datt de Stat oder d'Allgemengheet, Stat mat de Gemengen, zu 100% de Contrôle doriwwer hätt.

Wat geschitt awer hei an deem Secteur? An dat ass och dat, wat mech immens iwwerrascht, wann ech kucken, wéi d'Diskussioun de Moment gefouert gëtt. Et gëtt de Moment gesot, wann hei eng Gemeng, wat fir eng et och ëmmer ass, hiert Netz an déi national Gesellschaft abréngt, dann ass dat dat nämleche wat gemaach ginn ass an anere Secteuren, déi liberaliséiert gi si viru Joren. Da gëtt ëmmer d'Beispill erausgeholl vun der Eisebunn an England, wou gesot gëtt, d'Eisebunn an England ass privatiséiert ginn a kuckt, wat haut doraus ginn ass.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt et e wesentlechen Ënnerschied gëtt tëschent deem, wat do geschitt ass, an deem, wat hei soll geschéien. Hei ass et net esou, datt eng Gemeng, zum Beispill dann d'Stad Lëtzebuerg an deem hei Fall, well déi jo am konkretste betraff ass, datt d'Stad Lëtzebuerg géif higoen a si géif hiert staark valoriséiert Netz huelen a si géif dat verkafen un eng privat Gesellschaft a cash Suen anzéien, déi an hire Budget géife fléissen, fir zum Beispill e Budgetslach ze stoppen.

Mir verkafe jo net hei eist Netz, mä mir bréngen et an an eng national Gesellschaft, fir do dann, wéi gesot, méi staark ze sinn um nationalen Niveau mat där hei. Dat heescht, mir sinn net an engem Kontext vun enger Privatiséierung am Sënn, datt een, wéi dat ëmmer esou schéi gesot gëtt, säin Tafelsilber géif verscherbelen, fir cash Suen an d'Gemengekeess ze kréien. Dat ass hei net de Fall.

Et gëtt jo de Moment vill iwwer Rereguléierung geschwat vun de Marchéen. Eng ganz wichteg Fro, iwwert déi mer an deenen nächste Jore vill wäerten diskutéieren. Wann ee Marchéen, ekonomesch Marchéë wëllt rereguléieren, méi erëm Afloss dorobber kréien als Politik, als öffentlech Hand, da gëtt et zwou Méiglechkeeten.

Déi éischt ass, et schafft een e gesetzleche Rahmekader, deen dem private Secteur gewësse Konditioune virschreift, wéi en ze fonctionnéieren huet, och am sozialen zum Beispill oder am ekologesche Beräich. Dat ass eng Méiglechkeet.

An déi zweet Méiglechkeet ass, et kann een dovun ausgoen, datt et Secteurs-clé ginn an der Economie, wou d'öffentlech Hand en Interessi huet, eng méi staark Main-mise direkt an der Economie ze behalen. Dat heescht, wou se direkt ka mat decidéieren am ekonomesche Secteur.

Eigentlech ass dat eng klassesch Diskussioun, déi mer an de 70er Joren haten, wéi de Keynesianismus nach méi aktuell war, wou gesot ginn ass, d'öffentlech Hand muss net nëmme reguléierend agräifen um Niveau vu reglementaresche Kaderen, mä och um Niveau vu Participatiounen a privaten Entreprises, an dat beschten Instrument duerfir, dat sinn Entreprises d'économie mixte, wou de Stat entweder eng grouss Participatioun huet oder, deemno ëm wat et sech handelt, wann et vu ganz grousser Bedeitung ass - a bei der Gestiou vum de Réseauen ass et eng ganz grouss Bedeitung -, dann huet en en Intérêt, souguer mindestens eng Majoritéit ze hunn an där Gesellschaft.

Et ass also an deem Sënn, wou mir et och gesinn, datt et sech hei ëm eng national Approche handelt, wou et ëm eng Rereguléierung geet, aus der Iwwerleeung eraus vun enger Economie mixte.

A wann ech kucken - effektiv, de Paul Helminger huet virdrun beschriwwen, wéi d'Situatioun war virdrun: Mir hate virdrun hei am Land, wat d'Reseauen ubelaangt, eng Situatioun, wou effektiv d'Stad Lëtzebuerg an e puer Gemengen eege Réseauen haten, mä de groussen Deel vun de Réseauen am Land enger privater Gesellschaft gehéiert huet, nämleche der Cegedel, wou de



Stat zwar och Aktionär war, mä nëmmen zu 40%, dat heescht emol net majoritär Aktionär war -, da stelle mer fest, datt, wann ech dann d'Beispill weiderféieren, dat elo sollt passéieren am Kontext vun der Stad Lëtzebuerg, dann, wann d'Stad Lëtzebuerg hei an d'Netzgesellschaft eraeet, mer da mat Sécherheet - de Stat mat der Stad Lëtzebuerg zesummen - large-ment iwwer 50% kréien - dat heescht, eng Majoritéit kréien an enger nationaler Gesellschaft.

Dat heescht, mir hunn eigentlech, wann een dat dann zu Enn denkt, wat de Contrôle iwwert déi national Réseauen ubelaangt, méi e grouse Contrôle vun der öffentlecher Hand haut dorobber, wann dat geschitt, wéi mer jeemools an deene leschte 50 Joer haten. An dat ass eppes, dat wëlle verschidde Leit einfach net wouerhunn, mä dat ass awer eng Realitéit.

Ech soen natierlech direkt derbäi, mir hätte léiwier als gréng, den Undeelsprozentsaz géif nach méi eropgoen a mir kéimen op déi 100% bei der Netzgesellschaft. Mä mir si jo och nach net ofgeschloss an deem Prozess. Mir kënnen jo nach kucken, wéi dat evoluéiert. An et muss ee jo emol kucken, wat fir eng Klauselen datt de Stat sech ausgehandelt huet, fir eventuell den Undeel bei der Netzgesellschaft nach méi héich ze schrauwen.

Mä mindestens ass et alt relativ kloer herno, wat d'Netzer ubelaangt, d'Versuerungssécherheet vun de Bierger am Land respektiv wat do geschitt, do ka keen eppes géint d'öffentlech Hand decidéieren, well d'öffentlech Hand huet hei d'Majoritéit.

Dat ass, wéi gesot, dat, wat wierklech stattfënt.

Dat, wat net stattfënt, ass alles dat, wat gebetsmühenhaft a mat zimlech haarder Stëmm an deene leschte Stonne gesot ginn ass: D'Luuchte ginn aus; kee Mënsch kritt méi Stroum, well et gi keng Leitunge méi geluecht, wann dat dote geschitt, a verschiddene Géigende vum Land. Alles dat stëmmt net, wéi gesot, well d'Gestioun an d'Kontroll iwwert de Réseau ass an der öffentlecher Hand, wann dat herno fäerdeg ass.

Wéi gesot, d'Konditiounen just fir an déi Gesellschaft eranzegoen, déi sinn haut ënnert de liberaliséierte Bedéngunge ganz anerer, an et ass wichteg, datt d'Gemengen dee Rôle do weider kënnen spillen. Mir hunn och dofir déi Proposition de loi gemaach an der Zäit, wou mer gesot hunn, engersäits wollt mer op de Problem opmierksam maachen, mä och méi wäit wollt goen. Net méi wäit wollt goen, fir iergendeppes ze maachen, mä fir ze soen: Passt op, den Energiesektor, dat ass haut Stroum a Gas, dat ass haut och scho Fernwärme, muer nach méi Fernwärme, et kommen aner alternativ Energien derbäi. Et kennt Biogas derbäi. Ganz aner Méiglechkeeten, déi mer an Zukunft kréien. An Dir wäert gesinn, no de Verhandlung vum Kopenhagen wäerten déi Secteuren nach méi eng grouss Roll spillen.

Och do si mir der Meenung, datt d'öffentlech Hand, dat heescht virun allem och hei d'Gemengen, eng wichteg Roll mussen an der Zukunft spillen an datt se duerfir à même musse gesat ginn, fir kënnen kommerziell tätég ze ginn op deem Secteur.

Mir dierfen dee Secteur net der Privathand ganz iwwerloossen. Mä kommt, mir kucken, datt mer eis Moyenë ginn, fir datt mer och do kënnen als öffentlech Hand tätég ginn!

Et ass dat de Grond, firwat mer déi Proposition de loi ënner anerem och nach gemaach hunn, fir op dee Punkt hinzeweisen, a wou mer gär gehat hätten, datt eigentlech déi Beräicher do och mat abezu gi wäeren. Mir hoffen och nach, datt dat eng Kéier wäert geschéien, Här President, an duerfir hu mer och déi Motioun verfaasst, wou mer dorobber hiweisen, déi ënnerstëtzt och ass.

Also et ass eng gemeinsam Motioun, an der Logik natierlech och vun den Auteurs vun der Proposition de loi. Dat heescht, et waren Deputéierte vun der Demokratescher Partei an vun deene Gréngen. Duerfir ass se och vun deenen zwee ënnerschriwwen, wou mer eigentlech gär hätten, wéi gesot, datt déi Aspekter wéi Fernwärme, wéi alternativ Energien, Biogas an

esou weider, datt och doru geduecht gëtt. Datt d'Gemengen à même gesat ginn, fir och do méi aktiv ze ginn an deene Secteuren do.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que le projet de loi 5846 se limite à modifier l'article 173bis de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et vise à modifier les dispositions dans le seul domaine de l'électricité et du gaz;

- que le projet de loi ne tient pas assez compte des défis majeurs du 21^e siècle, notamment le changement climatique ainsi que le rôle des communes dans ce domaine;

- que la faculté d'initiative des communes en matière de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies renouvelables est clairement esquissée dans la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

- que la proposition de loi N°5746 permet au-delà de la mise à disposition de personnel communal, telle que prévue par le projet de loi, d'agir dans les secteurs où cela s'avère nécessaire, comme celui du chauffage à distance par exemple;

- que notamment dans le domaine du chauffage à distance, plusieurs communes se trouvent dans une situation juridiquement précaire en relation avec la réglementation des taxes communales à facturer aux clients;

- que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a retenu dans son rapport du 19 juin 2008 que «La commission spéciale estime que la sécurité de l'approvisionnement énergétique relève de l'action de l'État et qu'une loi devrait fixer le cadre de cette action à laquelle devrait être associées les communes ainsi que le rôle de chaque acteur dans la recherche de cette finalité. Elle invite le Gouvernement, en l'occurrence les Ministres ayant dans leurs attributions le département de l'intérieur, de l'environnement et de l'énergie de procéder à l'élaboration d'une nouvelle législation dans les meilleurs délais. Il en résulte que la sécurité de l'approvisionnement énergétique ainsi que la réalisation des objectifs en mesure des énergies renouvelables est un devoir national qui doit pouvoir être réalisé à l'aide du niveau régional et local. Les communes pourront devenir actives chaque fois qu'il y a carence de l'initiative privée.»;

invite le Gouvernement

- à définir dans le secteur de l'énergie le cadre légal et réglementaire adapté aux besoins de toutes les activités des communes dans ce secteur;

- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi conformément au rapport de la Commission spéciale précité.

(s.) François Bausch, Fernand Etgen, Camille Gira, Paul Helminger, Henri Kox.

Dat ass och, iwwregens gëtt dat nach méi wéi bis elo vun eis verlaangt. Well wann ee kuckt op europäeschem Niveau, all Texter soen, déi vu Brëssel aus kommen, zu Recht menger Meenung no, datt grad an deenen dote Secteuren d'Gemengen déi wichtegst Acteure sinn. Well si um Terrain zum Beispill, wann ech de Biogas huelen, mat den Acteuren, mat de Baueren an esou weider kënnen direkt schaffen, fir ze kucken esou Strukturen op d'Been ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee laang iwwer Saachen diskutéieren. Et kann een och, wéi gesot, fir sech selwer decidéieren: Mir ass et eigentlech egal, wéi d'Welt sech weider beweegt. Ech wëll einfach, datt näischt sech ännert. Ech sinn och der Meenung, datt dat ka funktionnéieren. An duerfir loosst, wann ech gelift, alles sinn esou wéi et haut ass.

Mir gleewen net dorunner. Mir gleewen awer par contre dorunner, datt wéi gesot de Stat an d'Gemengen an deem dote Secteur eng ganz wichteg Roll an der Zukunft kënnen spillen. Mä si kënnen se nëmme spillen, wa mer se à même setzen. Wa mer och zum Deel iwwer esou Saache wéi dat heiten an och Saachen, déi um nationale Plang de Moment virgesi sinn, Korrektur virhuelen an enger Liberaliséierungslogik, déi sécherlech virun e puer Joer nach am Kapp war vu verschidden aner Leit, wéi

d'Direktive geholl gi sinn, andeem mer nämlech da wéi gesot derfir suergen, datt d'öffentlech Hand iwwert déi verschidde Aart a Weisen an esou Secteuren wéi dat do eng Roll ka spillen.

Wéi gesot, net veränneren heescht eiser Meenung no, datt ee voll an d'Mauer fiert, datt da mat Sécherheet Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, datt et mat Sécherheet zum Nodeel gëtt vun enger Entwécklung am Energiesektor insgesamt an awer och fir de Bierger insgesamt.

Dat ass eis Iwwerzeugung. Déi muss net vu jiddwerengem gedeelt ginn, mä mir stinn derzou, Här President, an duerfir wäerte mir dese Projet och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bausch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci och un de Kolleeg Gilles Roth, deen hei e ganz exzellente an objektive Rapport zu deem Gesetzesprojet gemaach huet. E Gesetz, wat am Prinzip nëmmen dräi Artikelen huet, e ganz klengt Gesetz, mä wat op där anerer Säit duerfir awer vill diskutéiert an emstridden ass.

D'Initiativ vun deemem Gesetz geet am Prinzip op eng Proposition de loi vun de Kolleegen Helminger, Bausch, Meisch a Gira vum 10. Juli 2007 zréck. Dës Proposition de loi ass am Fong méi wäit gaangen, wéi de Projet de loi 5846, dee mer haut hei diskutéieren.

D'Proposition de loi huet generell vun de Services industriels, also vun allen Industrieservicer geschwat, déi eng Gemeng oder e Gemengesyndikat huet. De Projet de loi limitéiert sech op Gas an Electricitéit.

(**M. Michel Wolter prend la présidence.**)

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Si mer forcéiert opgrond vun europäeschen Direktiven dëst Gesetz ze maachen? D'Äntwert ass kloer: Neen. Dat ass och de Mëtten hei vum Rapporteur gesot ginn.

Mir sinn obligéiert opgrond vun europäeschen Direktiven eng Liberalisatioun um Niveau vun der Fourniture, also dem Akaf an dem Verkaf virzehuelen, wat geschitt ass. Um Niveau vun der Gestioun an dem Entretien ass vun europäescher Säit weder eng Liberalisatioun nach eng Privatisatioun, wat an der Praxis datselwecht bedeit, virgeschriwwen.

Déi zweet Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Fir wat fir Gemenge gëtt dat Gesetz da gemaach? Och hei ass d'Äntwert kloer: Just fir zwou Gemengen; d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch. Betraff si bei der Stad Lëtzebuerg 160 Leit am Electricitéits- a Gaswierk a bei der Stad Esch 60 Leit am Electricitéitswierk.

Wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, kënnen dës zwou Gemengen déi Persounen, déi an deene Servicer bei de Gemenge geschafft hunn, un eng Gesellschaft privatrechtlecher Natur weiderginn. Am Gesetzestext heescht dat: «mettre à la disposition de cette société».

Kloer ass, datt dës Leit dann net méi der Gemengenautoritéit ënnerstinn, mä der Autoritéit vun der privatrechtlecher Gesellschaft. Am Text vum Gesetz steet duerfir: «Pour la durée de la mise à disposition, l'agent communal est placé sous l'autorité opérationnelle de la société de droit privé.»

D'Disziplinarmossname bleiwen um Niveau vun der Gemeng. D'Leit behale wuel hire Statut an hir Carrière, kënnen awer laut Ausso vun de Gewerkschaften an hirer Carrière gebremst ginn.

Sécher ass och, wann an Zukunft Postë vakant ginn, déi nei Leit net méi vun der Gemeng, mä vun der privatrechtlecher Gesellschaft ënner dem private Statut agestallt ginn.

Et stellt sech och hei déi prinzipiell Fro iwwert d'Flichten an d'Rechter vun enger Persoun, déi ënner dem öffentleche Statut agestallt ginn ass, wéi se dës Rechte an dës Flichte vis-à-vis vun engem private Patron kann, därerf oder muss erfëllen.

Mir hu gëschter an haut de Moien en Avis juridique kritt, dee sech och mat där doter Fro befaasst. Ech wëll net op den Avis juridique agoen, well mer en och net an der Kommissioun diskutéiert hunn, wat ze bedauern ass, mä et ginn awer eng Rei vu Froen do opgeworf, déi net beäntwert ginn.

Dëst Gesetz werft also méi Froen op, wéi et Äntwerte gëtt. D'Gesetz misst net gemaach ginn, mä et gëtt gemaach, well d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch ganz einfach hir Servicer wëlle privatiséieren. Hei gëtt en öffentleche Patrimoine privatiséiert,...

(**Interruption**)

...deen iwwer Jorzéngten - lauschtert mir no, wann ech gelift! - vum Steierzueler opgebaut ginn ass a vun de Konsumenten, de Bierger an dese Gemenge geschätzt ginn ass.

(**Interruption**)

Besser kann dese Service vum Bierger net ginn. Besser kann dese Service um Bierger net ginn. A sécher och net méi bëlleg.

D'ADR, déi sech an hirem neie Wahlprogramm derfir ausgeschwat huet, dass d'Käraufgaben an öffentlecher Hand musse bleiwen, a sech géint eng wëll Liberalisatioun ausgeschwat huet, wäert also géint dëst Gesetz stëmmen.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Wiem gehéieren dann d'Reseauen an der Gemeng Fréiseng?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, mir schwätzen haut... Madame Brasseur, mir schwätzen haut hei iwwert dëst Gesetz, an d'Gemeng Fréiseng hat ni e Réseau, wat hiren eegene war.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - En huet enger Privatgesellschaft gehéiert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass normal. Mir schwätzen hei, Här President...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Dréit lech nach eng Kéier ëm, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Si wëllen elo oflenken, mä dat wäert lech net glécken. Ech bleiwen elo hei bei mengem Text, a wann ech herno nach Zäit hunn, sinn ech gäre bereet, mat lech nach...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wann Dir mir nach zéng Minutte weider gitt, oder eng hallef Stonn, sinn ech eng hallef Stonn bereet, hei mat lech iwwer all déi dote Froen ze diskutéieren.

Här President, ech verstinn iwwerhaapt net, firwat datt déi Gréng esou nervös sinn. Et gesäit een also, datt, wann een e Sinneswandel an deene leschten zéng Joer gemaach huet, da sinn et déi Gréng. An Dir misst haut ganz roueg sinn iwwert dat, wat Der haut hei plädéiert hutt.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, géift Der eng Fro vum Här Bausch akzeptéieren?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, elo net, Här President. Wann ech nach Zäit Rescht hunn...

(**Brouhaha**)

Neen!

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen!

► **Une voix.** - Ma dat zielt dach net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gitt mir Zäit, dann hunn ech kee Problem. Här President, ech hunn elo schon eng Minutt heiduerch verluer. Ech hu ganzer zéng Minutten, fir hei ze schwätzen.

► **M. le Président.** - Dann ass et elo esou, dass den Här Gibéryen d'Wuert huet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, e puer Wuert iwwert den Oflaf, wéi dëst Gesetz zustane komm ass. De Rapport ass an der Kommissioun ugeholl ginn den 21. Abrëll 2009, also virun de Wahlen. Mir



hätten also nach gutt Zäit gehat, fir virun de Wahlen dëst Gesetz ze stëmmen, mä et ass zrëckgesat ginn. Firwat? Ganz einfach, well Wahle waren. Well d'Parteien dat, wat haut hei virun der Chamber stattfënt, wollte virun de Wahle verhënnere. Duerfir ass et einfach zrëckgesat ginn.

An elo direkt eng Woch no de Wahle gëtt dat Gesetz hei duerchgebauscht, ouni datt d'Kommissioun nach konnt driwwer schwätzen, ouni datt d'Avisen nach konnt gekuckt ginn, ouni datt den Avis juridique konnt duerchgekuckt ginn. Et ass einfach virun de Wahlen aus elektorale Grënn zrëckgesat ginn, an elo gëtt et direkt déi éischt Woch no de Wahlen hei duerchgeholl.

Virun de Wahle war nach eng Manifestatioun de 16. Mee an der Stad, wou all Gewerkschaften aus dem privaten an aus dem öffentliche Secteur solidaresch waren, d'Leit aus dem privaten an aus dem öffentliche Secteur, wou Schëlde matgedroe gi sinn. Ech kann lech nach eng Foto hei weisen: Neen zum Projet de loi 5846. Virun deem Schëld an hannert deem Schëld sinn eng ganz Rei vu Politiker a Gewerkschaftler matgetrëppelt, déi haut hei an der Chamber setzen.

Wa se also de 16. Mee mat manifestéiert hunn an der Stad géint dëst Gesetz, da solle se sech haut och wann ech gelift dorunner halen! Wann all déi Leit heibannen, déi an deene Gewerkschaften sinn, déi de 16. Mee manifestéiert hunn, ob dat d'CGFP, den LCGB, den OGB-L, de Landesverband, d'Syprolux an esou weider waren, sech géifen un dat halen, firwat datt se du mat manifestéiert hunn, wuelverstane virun de Wahlen, da wär haut eng grouss Majoritéit heibanne géint dëst Gesetz!

D'Roll vun de Gewerkschaftler, déi awer an der Zwëschenzäit Deputéiert gi sinn, muss een awer och hei ervirhiewen. Ech denken do un de Kollege Robert Weber,...

(Interruption)

...Nationalpresident vum LCGB; Marc Spautz, Generalsekretär vum LCGB; Ali Kaes, Sekretär vum LCGB. Déi sinn och op der Manifestatioun matgaangen.

Den Här Weber huet eng ganz dynamesch Ried do gehalen op der Manifestatioun, an eng ganz kämpferesch. Si hate Foularden ëm. Si ware bal a Kriegsbemalung opgetruede virun de Wahlen, fir ze weisen, wéi kämpferesch déi Gewerkschaften wäeren. A wou sinn se haut? Haut sëtze se hei an der Chamber a si kréien de Mond emol net hei an der Chamber op, fir dat ze verteidegen, wat se als Gewerkschaften verlaangt hunn.

(Brouhaha)

Gëschter huet den LCGB seng Leit erausgeschéckt, fir virun der Chamber ze manifestéieren, fir datt dee Punkt hei vum Ordre du jour erofkënn. Dat war gëschter, Här President! A wat hunn déi dräi Gewerkschaftsfunktionnaire vum LCGB, dee seng Leit virun d'Dier stellt a seet: Manifestéiert, fir datt de Punkt vum Ordre du jour erofkënn, wat hunn déi heibanne gemaach? Si hu mat Nee gestëmmt, Här President.

Den LCGB huet - et läit dobaussen am Préau - an Ärer Zeitung „Soziale Fortschrëtt“ eng nei Rubrik agefouert aus der Chamber. Do kënn Der vum Här Weber, vum Här Spautz a vum Här Ali Kaes liesen, wat si hei an der Chamber an Zukunft verrieden. Ech proposéieren, Här President, datt den LCGB an der nächster Ausgab vum „Soziale Fortschrëtt“ de Bulletin de vote vu gëschter ofdréckt, fir datt d'Leit och gesinn, wat hir dräi Leit aus der LCGB-Féierungsequipe um Krautmaat hei verrieden.

Si sollen dat ofdrécken, datt se hir Leit ustellen, virun der Dier ze manifestéieren, an hei an der Chamber stëmme si mat Neen. Ech géif se invitieren, dat an hirer Zeitung déi nächste Kéier public ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an haut hunn dëselwecht Gewerkschaftler erëm hir Truppen erausgeschéckt, fir ze

streiken an ze manifestéieren, fir datt dat Gesetz net soll gestëmmt ginn. An dann héiere mir awer hei vum Riedner vun der CSV an och vun der LSAP, well et si jo och Leit vum OGB-L, déi heibanne sëtzen, datt dat Gesetz hei gestëmmt gëtt.

An de Combel - de Combell -, Här President, ass, datt den Nationalpresident vum LCGB sech därmoossen an der Chamber fir seng Leit asetzt, datt en iwwerhaapt net do ass.

(Hilarité)

Deen huet de Mëtten emol net de Courage gehat, fir hei an d'Chamber ze kommen.

Här President, ech wollt dat ervirhiewen, well mer hei um Ufank vun enger Legislaturperiod sinn, wou Leit sech hei an d'Chamber wile gelooss hu vum Salariat, fir deenen hir Interessen ze verrieden. A wéi direkt hei beim éischte Vote déi hir eege Leit - hir eege Leit! - ugeschmiert hunn, dat wollt ech heimadder dokumentéieren, fir dervir ze warnen, wat mer nach vu Grausamkeete vun dëser Regierung wäerten an deenen nächste Méint hei an dësem Parlament, wa mer iwwer Sozialofbau schwätzen, virfannen.

Hei ass e gutt Beispill, wéi déi Leit sinn. Dee Culot muss een hunn, fir seng Leit opzehetzen, fir ze manifestéieren an ze streiken, fir datt eppes net soll hei an der Chamber geschéien, an dann hei an d'Chamber ze kommen an dat da stillschweigend ouni e Wuert ze soen an ouni e Kommentar ze maachen hei matzestëmmen! Dat ass en Hohn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen.

Den Här Gibéryen huet seng Riedezäit ëm eng Minutt iwwerschratt, esou dass ech net méi kann an den Dialog tëschen him an dem Här Bausch zrëckkommen. Den Här Bausch huet nach Riedezäit. Wann e wëllt Stellung huelen am Laf vun der Debatte zu deem, wat den Här Gibéryen gesot huet, da kann en dat selbstverständlech maachen. Mä ech mengen, dass d'Reglement eis elo net erlaabt, an deen doten Dialog anzutrieden. Ech géif den nächste Riedner opruffen, an dat ass den honorabelen Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Form gétt sécher elo e bëssen anescht, mä vun Inhalt hier wäert sech awer manches iwwerschniden. Dat Gesetz zwéngt net, mä encouragéiert d'Gemengen zu enger Privatisierung, déi net néideg ass an déi méi Schued wéi Notze bréngt.

Wien d'Kritik un der wirtschaftsliberaler Deregulierungspolitik wierklech escht hëlt, dee kann dat Gesetz net stëmmen:

Éischstens, wann eng öffentliche Infrastruktur mat dem öffentliche Personal an eng Privatgesellschaft ausgelagert gëtt, dann ass dat eng Privatisierung, och dann, wann d'öffentlech Hand um Kapital vun där Gesellschaft bedeelegt ass. An et ass e Präzedenzfall, wéi d'Chamber vun der Fonction publique dat geschriwwen huet.

Zweetens, nach eng Kéier, keng europäesch Direktiv verlaangt d'Liberalisierung vun den Netzer. Et wär jo och grotesk, wann an enger Gemeng e puer Energienetzer niewentenaner sech géife Konkurrenz maachen.

Drëttens, fir mech gëllt nach ëmmer de Grondprinzip, dass Infrastrukturen, déi dem Allgemengwuel sollen dëngen, och an öffentliche Hand solle sinn a bleiwen an no de Kritäre vum Service public, also vum Service um Bierger, an net vun der privatwirtschaftlecher Rendite géréiert ginn, an dass se also der demokratescher Kontroll ënnerworf sinn, wat bei enger privatwirtschaftlecher Gesellschaft net de Fall ass.

A wann den Här Bausch seet: Mir mussen eppes änneren, da soen ech: Ech sinn absolut och mat Ännerungen a Reformen d'accord, awer net Reformen oder Ännerungen, déi deen dote Grondprinzip vun eiser Gesellschaft a Fro stellen.

Véiertens, d'Gemenge sinn duerch aus der Lag, och ouni Partner mat hirem öffentliche Personal hir Netzer effikass ze géréieren, souguer mat dem Avantage,

dass eng rational Planung an der Gemeng, eng urbanistesche Planung zum Beispill, duerch Zesummenaarbecht vu verschidde kommunale Servicer favoriséiert gëtt.

Dem Här Helminger säin Argument, wat de Käschtepunkt vun der Gestioum vum Netz um kommunalen Niveau betrëfft, huet mech net iwwerzeegt, jiddefalls net esou wäit, dass een domadder e Grondprinzip géif a Fro stellen.

Fënneftens, et stëmmt net, dass d'Personal keng Nodeeler duerch dat Gesetz hätt. Ofgesi vun der Gefor vun enger lueser Ënnerhielegung vun hirem Statut - dat ass de Sënn vum Präzedenzfall, deen d'Chambre de la Fonction publique ugemahnt huet - an och onofhängeg dovun, gi se och direkt geschiedegt, zum Beispill duerch d'Bestimmungen iwwert d'Promotioun. An ech sinn der Iwwerzeugung, dass de Minister eis dat hei a senger Antwort ka confirméieren.

Sechstens, ech fannen et och rechtlech, fir net ze soe verfassungsméisseg héchst bedenklech, wa vereedegt Beamten enger privatwirtschaftlecher Weisungsbefugnis ënnerworf ginn, also insofern net méi der öffentlecher Institutioun, déi se agestellt huet.

Siwintens, et gouf virun där Kommissiounssëtzung e Méindeg, am Géigendeel zu deem, wat nach gëschter hei gesot ginn ass, kee sozialen Dialog. Et gouf och kee Renvoi un d'Kommissioun, wéi dat d'cidéiert war. Well et ass an der Kommissioun net méi um Ordre du jour gewiescht fir e Réexamen, wat jo awer de Sënn vun engem Renvoi onbedéngt misst sinn. A mir konnten an där Kommissioun jo feststellen, wéi eng Mooss vu Mëssverständnis nach ëmmer a Bezuch op dat Gesetz besteet. Wann een amplaz vum sozialen Dialog e soziale Konflikt wëllt provozéieren, da kann ee sech wuel net besser uleeën.

Aachtens,...

► **M. le Président.** - Här Hoffmann, entschëllegt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Wann et geet, ech hunn nach...

► **M. le Président.** - Ech hunn lech d'duebel Riedezäit ginn. Ech wollt lech just bidden,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Neen, neen. Ech hunn am Ganze 4,75.

► **M. le Président.** - Zwou an eng hallef Minutten hutt Der zum Projet.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - An zu der Motioum huelen ech mat.

► **M. le Président.** - Fënnf Minutten hunn ech lech ginn. Ech wollt lech dat just elo matdeelen, dass Der vläicht an där nächster Minutt misst ofschléissen. Ech soen lech Merci.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech hunn awer zu der Motioum nach eppes mat zegutt.

► **M. le Président.** - Neen, dat ass net esou.

(Interruptions)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Wann et drëm geet - an dat ass mäin aachten a leschte Punkt -, den Undeel vun der öffentlecher Hand un der Gesellschaft Creos ze erhéien, da kann de Stat jo d'Parten opkafen, an da brauche mir net kommunal Réseauen ze privatiséieren.

Also, zum Schluss nach eng Kéier: Et kann een net am Zesummenhang vun der Kris d'Deregulierungspolitik a Fro stellen, an dann domat weiderfuere wéi wann näischt wär oder souguer nei Initiativen an déi Richtung huelen. An et ass selbstverständlech, dass ech géint dat Gesetz stëmmen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci fir säi Bäitrag, an ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Deputéierte Schaaf.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Merci, Här President. Also, et kéint ee jo elo nach ganz vill soen, mä ech wëll dat awer net maachen. Ech maachen dat ganz kuerz. Ech komme virun allem heihinner, fir eng Motioum ze déposieren. Déi ass jo och scho virdu ernimmt ginn.

A wann ech soen, et kéint ee vill soen, da kéint een natierlech hei nach schwätzen eng Kéier iwwert d'Liberalisatioun, iwwert d'Gemengenautonomie, iwwert déi Virga-

ben a Virschreften, déi een huet oder - ech kann och scho soen - mir hunn, well ech jo och aus enger Gemeng kommen, déi en Netz bedreift. Et kann ee sech Gedanke maachen iwwert d'Zukunftsvisiounen am nationalen Interessi a wat de Präis dofir ass. Et kann ee sech iwwer villes Gedanke maachen. Ech wollt dat net maachen. Et ass och alles gesot vun de Virriedner, wat wesentlech ass zu dësem Projet. Ech mengen, dass jiddwereen en connaissance de cause haut ass.

Ech wollt awer just dem Här Gibéryen soen, dass den Här Weber net haut net hei ass, well en de Courage net hätt, fir hei ze sinn, mä en ass haut net hei, well en am Ausland eng international Gewerkschaftssitzung presidéiert. Wann e se presidéiert, dann huet e mat invitéiert viru Méint. An den Ordre du jour vun der Chamber, wësst Der, dee gëtt net méintlaang virdu, mä eng Woch virdu fixéiert. Dat war him onméiglech. En huet dat direkt du gesot...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E kéint awer Prioritéit setzen.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Jee no deem, op wat fir enge Gremien een aktiv ass, kann een dat awer vläicht net maachen. Voilà! Ech wollt dat just soen, dass Der dat awer wësst.

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et steet an der Verfassung: den zweeten Dënschdeg am Oktober.

► **Une voix.** - Dat héiert den Här Gibéryen net.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Si mer? Voilà. Gutt.

Also, ech kommen heihinner, wéi gesot, fir eng Motioum ze déposieren, mat där d'Chamber d'Regierung opfuerdert, fir déi Konventiounen, déi an der Applikatioun vum Artikel 3 vun deem Gesetz mussen approvüiert ginn, och geneeëstens ze préiwen.

Dat ass eng Evidenz, kann ee soen. Mä mir hu jo awer alleguete gemierkt, gëschter an haut, an haut hu mer et och nach héieren, dass déi aktuell Salarié vum der Stad Lëtzebuerg sech Suerge maachen. Suerge maachen ëm hire Statut, ëm hire Loun an ëm hir Carriären. An duerfir wëlle mer mat dëser Motioum, déi vun CSV, LSAP, DP an déi gréng ënnerschriwwen ass, deen zoustännige Minister opfuerderen, derfir ze suergen, dass an deene Konventiounen besonnesche Wäert op d'Ofsicherung vun de Rechter vun de Leit geluecht gëtt.

Dobäi geet et ëm d'Aarbechtskonditiounen, dobäi geet et ëm d'Entlounung, dobäi geet et ëm d'Avancementer vun den heitege Beschäftegten. Mir wëllen domadder och eng Kéier ënnersträichen, dass een déi Suerge vun de Leit héieren huet, mä dass een aus enger Rëtsch vun Argumenter, déi d'Virriedner gesot hunn, op déi ech net méi zrëckkommen, eben zu enger anerer Décisioun wéi de Status quo hei komm ass, an domadder der Gemeng eng Méiglechkeet gëtt, fir an der Zukunft anescht op d'Érausforderungen ze reagieren, wéi se et bis haut gemaach huet oder konnt maachen.

Voilà! Dat gesot, wëll ech lech, Här President, déi Motioum hei ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *soucieuse du respect des dispositions relatives au statut de l'agent communal visées à l'article 1^{er} du projet de loi N°5846 sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz;*

invite le Gouvernement

- *à veiller scrupuleusement au niveau des conventions à approuver par le Ministre de l'Intérieur au titre de l'article 3 afin que puissent notamment être évitées des modifications substantielles des conditions de travail, de rémunération et d'avancement des personnes concernées.*

(s.) Jean-Paul Schaaf, François Bausch, Claudia Dall'Agnol, Jean-Pierre Klein, Gilles Roth.

An ech wëll awer nach ofschléissend - et ass nach net geschitt - den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.



► **M. le Président.**- Domadder ass d'Riednerléicht ofgeschloss. Den Här Bausch hat virdrun ugemellt, datt en nach eng Kéier wéilt Stellung huelen. Ech ginn lech d'Wuert, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo. Merci, Här President. Ech wollt am Fong profitéieren dovunner, fir awer öffentlech déi Fro un den Här Gibéryen ze stellen, déi ech him wollt stellen. Wann en da keng Riedezäit méi huet, ech wär em och bereet dann en Deel vu menger zur Verfügung ze stellen, déi ech nach hunn, respektiv da kann en d'Antwort jo herno dobausse ginn. Mä ech mengen, et ass awer interessant, öffentlech d'Fro ze stellen.

Ech hu mat vill Interessi säin Exkurs virdrun nogelauschert iwwert d'Privatiséierung, a mat wéi enger Vehemenz datt hie sech géint d'Privatiséierung agesat huet. An do ass mer natierlech eppes an de Kapp komm, wat ech scho méi wéi eng Kéier erlieft hu vun dem Här Henckes, säin Noper an der Fraktioun, op enger anerer Plaz, wou en och tätég ass, deen awer net ëmmer onbedéngt esou déi Linn verfollegt huet.

Duerfir, meng Fro ass un hien: Wéi erkläert e sech dann, wa seng Partei, oder hien huet jo sécher am Numm vu senger Partei geschwat, esou vehement géint d'Privatiséierung ass, wéi en dat gesot huet, datt an der Stad den Här Henckes all Kéiers wa mer Buschaffere als Beamten astellen, ëmmer als Eenzege dergéint stëmmt, datt mer déi astellen, well en ëmmer seet: Meng Begrënnung ass, ech hätt gären, datt de ganze Busdëngscht privatiséiert gëtt?

(Hilarité)

Ech wär frou, wann ech dorop eng Äntwert kéint kréien.

(Interruption)

► **Une voix.**- Skandal!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, kann ech d'Antwort an 30 Sekonne ginn?

Merci, Här President, 30 Sekonne geet duer. Et ass net nëmme den Här Henckes, deen an der Vergangenheet fir d'Privatiséierung geschwat huet. D'ADR als solch huet an der Vergangenheet eng Politik gemaach, déi éischer pro Liberaliséierung war. Et ass ganz kloer. A mir hunn dat intensiv virun de Wahlen duerchdiskutiert. An an eisem neie Wahlprogramm, duerfir hunn ech gesot virdrun, steet dran, datt mir net méi fir eng einfach Liberaliséierung a Privatiséierung wären.

(Interruption)

A mir halen eis, au contraire zu anere Leit, un eise Wahlprogramm!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wéi laang bleift dat dann?

► **Une voix.**- Bis d'nächst Woch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, wann dat esou ass wéi den Här Gibéryen dat seet, da muss e mer awer erklären... Oder mer muss mindestens Sanktiounen huele géint den Här Henckes, well den Här Henckes huet bei der leschter Astellung vu Chauffeuren nämlech an der Summerpau am Gemengerot, dat heescht no de Chamberswahlen, nach ëmmer d'nämlech sech verhale wéi virdrun.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **Une voix.**- Den Här Henckes hat dee Programm net gelies!

► **Une autre voix.**- Wat sot Der elo, Här Gibéryen?

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Nodeem elo d'Diskussion iwwert de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg dann och nach ofgeschloss ass, géif ech d'Regierung froen, fir eis hir Meenung zum Projet och nach ze ginn. Ech géif dem Innenminister, dem Här Halsdorf, d'Wuert ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et war d'Summerlach.

(Interruptions et hilarité)

► **Une voix.**- Wivill hutt Der der?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech bräicht net méi an den De-

tail vum Projet de loi ze goen. De Gilles Roth, de Rapporteur, huet e gudde mëndlechen a schréffleche Rapport gemaach. En huet d'Problematik gutt beschriwwen.

All déi Leit, déi hei waren, hunn och gemierkt, dass et wierklech e Besoin gëtt, e Bedarf gëtt, e staarke Wëlle gëtt, fir eben dës Méiglechkeet de Gemengen ze ginn, fir eventuell kënnen eng sougenannte Mise à disposition, en Détachement oder e Prêt temporaire de main-d'œuvre ze maachen. Dat schéngt kloer ze sinn, an d'Geschicht vun deem Projet de loi fänkt och Enn 2007 un, wou dann eng Motioun abruucht ginn ass, déi dann iwwert d'Chamber reliéiert ginn ass a bei de Minister komm ass. An de Minister huet e Projet de loi gemaach, an dee Projet de loi, deen en als Ministre de tutelle vun de Gemenge gemaach huet, zeechent sech doduerch aus, dass e versicht huet, d'Interesse vun de Gemengen an d'Interesse vun den Arbeitnehmer ze respektéieren.

Ech ka mech gutt erënneren, an ech war e puermol derbäi, wéi am Zentral oder an de Commissions centrales diskutiert ginn ass - de Jempi Klein war och derbäi, hie weess dat och -, wéi mer iwwert dëse Projet diskutiert hunn, wéi mer versicht hunn, justement eis Moyenen ze ginn, dass d'Interesse vun den Arbeitnehmer respektéiert ginn.

Fir mech ass et kloer, hei ginn déi statutaresch Rechter, déi bleiwe bestoen, déi gi respektéiert. Ech mengen, och den Avis vum Statsrot weist hei ganz kloer, wat dat ugeet, dass do am Fong geholl eng kloer Situatioun ass.

Richtig ass, dass dat Gesetz also eng Reaktioun ass op en Zoustand oder eng Äntwert op eng Fro, déi mer wëlle léisen. Et ass keng Aktioun vun der Regierung, déi eng nei Politik wëllt maachen, mä et ass einfach de Wëllen, de Gemengen eng Hand mat unzepaken.

A wa mer eng Minorité de blocage an d'Gesetz geschriwwen hunn, wa mer d'Participation directe an indirecte an d'Gesetz erageschriwwen hunn, ass et kloer de Wëllen, fir de Leit, de Gemengen ze hëllef an den Arbeitnehmer ze hëllef.

An esou wäert ech dann och, wann elo déi Konventiounen an de Ministère wäerte komme vun deene Gemengen, déi eventuell interesséiert sinn, oder vun där Gemeng, déi eventuell interesséiert ass, wäert ech déi ganz opmierksam kucken, wësend, dass virdu schonn déi eenzel Gemengeréit dës Konventioun gekuckt hunn an - ech hoffen dann - hir Hausaufgabe gutt gemaach hunn, dass se am Kapp hunn, wat haut an hei diskutiert gëtt oder gouf, dass se am Kapp hunn, wat am Fong geholl d'Aboutissanté si vun deem Gesetz.

Am Fong geholl géif ech soen, ech géif d'Konventioun „dans la lettre et dans l'esprit de la loi“ kucken a géif dann och dee Moment déi Remarqué maachen, déi sech imposéieren.

Ech géif also ofschléissend soen, mir hunn alles gemaach am Interessi vun deem engen a vun deem aneren. D'Opportunitéit vun enger Auslagerung, déi ass sécherlech eng Fro, mä déi gëtt mat dësem Gesetz sécherlech net beäntwert.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Den Här Wirtschaftsminister Krecké huet d'Wuert nach gefrot.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen...

(Interruptions et hilarité)

► **Une voix.**- Dir musst an den lelebou néizen!

(Hilarité)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, meng Stëmm ass net gutt; dat ass eng gutt Garantie, dass et net laang dauert. Ech hunn awer gemengt, als Wirtschafts- an Energieminister vläicht awer zwee Wuert ze soen zu der Entwécklung, esou wéi se sech gewisen huet.

Mir hu vun enger nationaler Netzgesellschaft 2005 geschwat, an ech mengen, et war en nationale Konsens, dass ee soll probéieren, esou eppes ze maachen. Mir hunn dat probéiert.

Et muss ee wëssen, dass deemools d'Gesellschaft Cegedel a Soteg Netzer haten, de Gros vun den Netzer, an dass de Stat do absolut net den allengege Besëtzer war an dass en an der Soteg souguer nëmme 31% huet.

Mir hunn also déi Gesellschaft Enovos a Creos gegrënnt, well mer gemengt hunn, mir hätten do en anstänneg Instrument, fir déi Netzer ze géréieren. Et konnt ee sech jo kaum virstellen, dass ee géif alles, wat et am Land gëtt, eriwwer an d'Gemengen huelen, an et wär méi einfach gewiescht, mir hätten also eng Plattform geschaf, wou gegebenensfalls, wa se wëllen, d'Gemengen och kënnen sech dru bedeelegen.

Ech soen nach eng Kéier: Weder eng europäesch Direktiv nach dat hei Gesetz nach dat Gesetz vun der Liberaliséierung ass esou geart, dass hei iergendeen en Zwang huet, dat ze maachen. Hei kann all Gemeng decidéieren, wéi se dat wëllt maachen.

Ech wollt net stoe loosse awer dee Reproche, et wär kee Sozialdialog ginn. Ech hunn en intensiven Dialog souwuel mat de Gemenge gefouert ab - géif ech soen - November 2006, ier dat Gesetz komm ass vun 2007 am Juli, an och duerno regelméisseg d'Gemengen informéiert, wat als Enovos herno eventuell kéint erauskommen, an ech hunn datselwecht mam Personal gemaach. Ech weess net méi, wéi oft ech d'Leit souwuel vu Cegedel a Soteg gesinn hunn. Derbäikomm sinn an der leschter Zäit och regelméisseg déi Leit vun der Stad Esch an déi Leit vun der Stad Lëtzebuerg. Si waren also am Dialog mat deem Minister, deen amgaange war, eng Plattform ze schafen, wou ee kéint eng national Netzgesellschaft op d'Bee kréien. Dat ass ee Wee. Et wären nach aner Weeër gewiescht, mä dat do war en.

39% hu mer an där Gesellschaft. Elo ass Luxgaz bäikomm. Domat sinn 43 Gemenge bäikomm, déi elo 3% kréien. Do huet de Stat 3% méi doranner. Wann aner Gemenge bäikommen, geet dee Part ëmmer an d'Luucht, an dat war den Zweck. Creos, d'Netzgesellschaft, soll wa méiglech lues a lues méi staark ginn, soll u sech méi stabil ginn. Mä soulaang wéi d'Netzer a Gemengenhand sinn, kënnen d'Gemenge selwer doriwuer decidéieren. Wa si dat wëllen halen an déi Obligatiounen, déi do sinn, fäerdeg bréngen, da maache se et.

Mä et ass awer, ech muss éierlech soen, ee Moment vu mir de Gemenge gesot ginn: „Wär et net besser, wa mer eis eens sinn, fir eng national Gesellschaft ze maachen, dass mer géife kucken, dat op darselwechter Plattform ze maachen?“ Dat war d'Propos, déi ech hinne gemaach hunn.

A wat geschitt u sech, wann - loosse mer soen - Gemenge bäikommen? Ech hunn lech et elo gesot: Mir gi méi staark.

Wat ech dobaussen héieren hunn, mengt een, et wär een an iergendenger Wildwuchsgesellschaft. Hei ass de Stat 39% Aktionär, an an där Netzgesellschaft huet e sech d'Recht geholl, ëmmer méi staark ze gi mat der öffentlecher Hand, esou wéi d'Gemenge bäikommen, well se eben net an der Produktioun a Verkaufsgesellschaft Undeeler kréien, mä alles als Undeel kréien an der Netzgesellschaft, fir dass d'öffentlech Hand do méi staark gëtt.

A mäi Wonsch ass, dass mer lues a lues an d'Luucht ginn doranner an dass mer eng koordinéiert Aart a Weis hunn, wéi mer mat deenen Netzer emginn.

De Stat huet d'Recht, souwuel den Enovos-President wéi och de Creos-President ze nennen. De Stat huet d'Recht, wann et muer eis ze bont gëtt - mir hunn e Virkafrecht -, kënnen mir als Stat de Rescht vun de Parten an der Netzgesellschaft opkafen. Mä mir hunn den Zweck elo net gesinn. Mir hu gemengt, et wär besser, lues a lues kéint déi eng oder déi aner Gemeng bäikommen an doduerjer kéinte mer an d'Luucht goen.

Ech hunn elo just gesot, ech hu Gesprecher gefouert mat der Stad Lëtzebuerg. Virdu schonn ass dat de Fall gewiescht

iwwert d'Soteg, an och elo, mat Sudgaz hat ech och e Gespréich, déi hu gesot: „Et ass kee Besoin fir de Moment.“ Sot ech: „Okay, da maacht wéi Der wëllt, da bleift Der am Moment dobaussen.“ Mä Luxgaz, déi ware bereet eranzekommen, also ware se och wëllkomm. An där Gesellschaft hu mer derfir gesuergt, dass véier Vertrieeder extra fir d'Gemengevertrieeder do sinn, hu mer gesuergt, dass mam Personal ëmmer d'öffentlech Hand och kann decidéieren.

Souguer hu mer festgehalten, wann net de wirtschaftlechen Notzen esou kloer erginn ass, wa mir als öffentlech Hand decidéieren, als Stat, dass mir mengen, dass eng Investitioun noutwendeg ass, da muss déi getäteg ginn.

Ech mengen, vill méi Rechter kann eng Gesellschaft am privatrechtlechen Deel sech bal net huelen. De Stat ass also staark a ka mat de Gemenge méi staark ginn.

Mat deem Gesetz hei maache mir soss näischt, wéi dass mer de Leit erlaben, déi gegebenensfalls do matschaffe sollen, dass déi ofgeséichert sinn, dass se all hir Rechter behalen, dass se u sech keen Nodeel un där ganzer Affär hunn.

Ech menge schonn, dass een dat Gesetz hei soll stëmmen an da probéieren ëmsetzen. Awer déi Ëmsetzung, déi läit da bei de Gemengen. Si si wëllkomm op där Plattform, wou ech gesot hunn, mä et ass all Gemeng, déi dat selwer decidéiert. De Wirtschafts- an den Energieminister wäert ni en Drock ausüben, well en huet keen Drock. En huet keen Drockmittel weder iwwert d'Gesetz nach iwwer eng Direktiv. Et ka just de Bon sens sinn, deen eventuell eng Kéier mécht, dass een zesummeschafft an den Netzer, wou et mäi Wonsch ass, wéi gesot, dass d'öffentlech Hand d'Mainmise huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen och der Regierung Merci fir hire Bäitrag. D'Diskussion wär domadder ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5846. Den Text steet am Document parlementaire 5846⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Da kommen d'Votes par procuration. Wann och déi ofgi sinn, ass de Vote heimadder ofgeschloss.

D'Resultat vum Vote ass folgend: Mat Jo hu gestëmmt 54 Deputéiert, mat Nee 5 a kee mat enger Abstentioun. De Projet de loi 5846 ass deemno mat 54 géint 5 a kenger Enthaltung ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Eten, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Mir hunn nach zwou Motiounen hei déposéiert kritt.

Motion 1

Eng éischt Motioun ass déposéiert gi vum honorabelen Deputéierte Bausch. Ass een, deen zu där Motioun nach d'Wuert freet?

Den Här Schiltz huet d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech wollt zu där Motioun soen, datt se dee Kader, deen hei tracéiert gëtt vun deem Gesetz, dépasséiert, de Kader vun deem Gesetz, wat dee vum Elektresch a vum Gas ass, an datt ech séier der Meenung sinn am Numm vu menger Fraktioun, datt mer eis sollen un dee Kader haut halen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass: Wat d'Energie ubelaangt, hu mer hei Enn Juli, d'Majoritéitsparteien, e Koalitionsaccord guttgeheescht, wou op zwou Säiten detailléiert gëtt, nämlech d'Säiten 63 a 40, wat d'Stousrichtung an der Energiepolitik ass. Ech géif mech séier och dorunner wëllen halen. An aus deenen zwee Grënn géif meng Fraktioun déi Motioun hei net stëmmen.

Ech sinn och gespaant, wéi d'ADR wäert hei zu där Motioun stëmmen. Well et brauch een nëmmen an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg kucken ze goen, fir Divergenze festzustellen. Ech wëll dorun erënneren, datt beim éischte Gesetz hei am Juli den Här Kartheiser, dee jo och e Gewerkschaftler ass, dem Här Gibéryen d'Gefolleschaft schonn eng Kéier verweigert hat.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Gibéryen, den Här Gira huet d'Wuert gefrot, an da kënnt Dir och nach duerno drukommen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Herr President, ech sinn elo e bëssen iwwerrascht iwwert d'Positioun vun der CSV-Fraktioun, nodeem ech e puermol Récksprouch geholl hat an och interpelléiert hunn den Innenminister. An der jeeweileger Kommissioun krut ech e puermol gesot, et wär e Groupe interministériel amgaangen, fir de Problem do ze léisen, fir eis e Projet de loi op den Dësch ze bréngen, wou déi gesamt Kompetenze vun de Gemengen am Energieberäich solle geléist ginn.

Elo sinn ech iwwerrascht, dass dat elo anscheinend net méi wouer ass. Déi Motioun hei war geduecht, fir dass mer Vitesse dora kréien. Ech kennen eng ganz Rei besonnesch kleng Gemengen, déi waarden dorop, dass se endlech Feu vert kréien, fir an deem Beräich alternativ Energien, Nahwärmenetzer op Basis vu Biogas an esou weider an esou fort, dass se endlech kënnen dat maachen, wat de Fränz Bausch elo éinescht gesot huet, nämlech de kommunalen Aktiounsradius an deem Beräich erweideren a selwer eventuell mat private Partner aktiv ginn.

Elo sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass hei zumindest vun der CSV-Fraktioun e ganze Revirement kënnt. Da kann ech jo nëmme feststellen, dass d'CSV-Fraktioun anscheinend eng aner Positioun huet wéi hiren Innenminister.

► **M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Zur Motioun wëll ech dem Här Schiltz soen, datt - au contraire vun der CSV - an der ADR och nach deen eenzelnen Deputéierten där s'eng eege Meenung hunn.

(Hilarité et brouhaha général)

Den Här Schiltz huet jo elo hei zouginn, datt an der CSV jiddwereen esou muss stëmmen, wéi et vun uewen erof diktiert gëtt.

► **Une voix.**- Dat stëmmt net.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wann dat esou de Fall ass, dann hätt Der am Fong keng 26 Deputéiert gebraucht, da wär et mat engem duergaangen.

► **Une voix.**- Dat steet haut am „Wort“. Liest emol d'„Wort“ vun haut. Do steet et dran, wéi se mussen stëmmen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech mengen, den Här Gibéryen huet Saache gehéiert, déi ech net gesot hunn. Ech belloossen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo dach, bei lech wär et d'Fraktioun.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech belloossen et awer elo do derbäi, well ech mengen net, datt deen Débat nach iergendwéi...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà! Ech mengen och.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...zu eppes géif féieren. Mä dat, wat Dir hei gesot hutt,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...wéi dat, wat Der lech weider blaméiert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Wat Dir hei gesot hutt, Här Gibéryen, hunn ech net gesot. Ech hu just festgestallt, datt am Juli bei enger klenger Detailfro...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wat heescht hei kleng!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...Är Fraktioun net zesummestoug.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo! Dat war de Fall.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Meng Fraktioun steet zu deem Koalitionsaccord, deen ofgemaach ginn ass an dee mer guttgeheescht hunn. Et ass eppes ganz anescht wéi dat, wat Dir hei sot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Kuckt emol den Här Kaes, wéi dee strahlt, well en haut huet därfer matstëmmen.

(Hilarité)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dem Här Gira wëll ech soen, datt déi Elementer alleguerten am Koalitionsaccord an enger anerer Form drastinn. Et gëtt nämlech geschwat vun engem Plan d'action stratégique national. Et geet an déi Richtung, mä et geet vläicht net grad an déi Richtung op Basis vun deene Prämissen, déi an Ärer Motioun stinn. Duerfir wäerte mer se och net stëmmen.

Et kënnt wéi gesot derbäi, datt mer gären de Kader hei tracéieren, wat deen ass vum Elektreschen a vum Gas, an net doruwwer erausgoen.

Et ass legitim, vu datt Dir den Auteur vun där origineller Proposition de loi sidd, datt Dir dat erëm probéiert. Et ass gradesou legitim, datt mer net haut mat op dee Wee ginn. Mä déi Fro läit um Dësch, mir wäerte se diskutéieren.

► **M. le Président.**- Ass soss nach e Member vun der Chamber, deen d'Wuert freet? Wann dat net de Fall ass, da géif ech der Regierung wëllen d'Wuert ginn. Här Minister Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Ech mengen, ech kéint mech deem ralliéieren, wat de Fraktiounspresident vun der CSV gesot huet.

Déi Motioun hei ass, wat de fréiere Chamberspräsident ëmmer gesot huet - säi Lieblingswuert -, déi ass superfétatoire.

Dat heescht, mir si ganz kloer, déi heite Majoritéit weess, wat ze maachen ass. An där leschter Regierung hat ech d'Chance, déiselwecht Aufgab ze maache wéi an dëser Regierung, an ech wëllt jo an der Kontinuitéit schaffen. Ech muss net onbedéngt opgefuerdert ginn als Innenminister, fir eppes ze maachen. Mir maachen dat, mir sinn amgaangen dorun ze strécken. Ech mengen, duerfir sollt een déi heite Motioun ofweisen, well se superfétatoire ass.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Den Här Bausch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wollt dem Här Innenminister awer eng Fro do stellen. Ech sinn do ganz perturbéiert.

Här Innenminister, ech wollt lech awer elo eng Fro stellen, ech sinn elo ganz perturbéiert, well Dir sot, Dir bräicht net opgefuerdert ze gi vun der Chamber, fir eppes ze maachen, wat Der souwisou wëlles hätt ze maachen. Mir hunn elo grad eng Motioun ofgestëmmt, déi vun Ären eegene Fraktiounskolleegen déposéiert ginn ass. Do steet eigentlech och, do gitt Der och opgefuerdert, fir eppes ze maachen, wat Der souwisou eigentlech an Äre Missioun wëlles hutt ze maachen.

Et muss ee sech awer vläicht eng Kéier décidéieren, wat ee wëllt. Ech mengen awer éierlech gesot, datt mer all wëssen, datt grad an deem do Secteur vill Gemenge ganz innovativ waren an och vill Risikoën agaange sinn, well se an enger juristescher prekärer Situatioun sinn.

Mir wëssen duerfir alleguer, datt et awer Zäit gëtt, wa mer wëllen d'Gemengen an eng juristescher propper Basis bréngen. Fir datt se och wirklech kënnen weider Acteurs ginn op deem Terrain, mussen mer schnell handelen.

Also, et geet eis och elo net dorëm, ob déi Motioun hei uegell gëtt oder net, mä et geet eis dorëm, datt mer wann ech gelift séier do zu engem positive Resultat kommen, fir datt eis Gemengen à même ginn, do ze schaffen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech wollt den Här Bausch froen, wann ech säi leschte Saz interpretéieren: Hält e seng Motioun oprecht oder seet en...

(Interruption)

Mir stëmme se of. Neen, et war just, well een am leschte Saz hätt kënnen interpretéieren, datt e se géif zrëckzéien.

Da géife mer zum Vote iwwert dës Motioun kommen, déi vum Här Bausch déposéiert ginn ass.

Vote

De Vote ass un. De Vote par procuration, wann ech gelift. De Vote ass ofgeschloss. D'Resultat ass: Fir d'Motioun vum Här Bausch hu gestëmmt 16 Deputéierten, dergéint 42, bei 1 Enthaltung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Ass eng Persoun, déi déi Enthaltung wëllt justifiéieren oder begrënnen? Pardon. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also, ech si mat den Terme vun der Motioun insoufern averstanen. Ech sinn am Allgemengen der Meenung an net fir d'éischt érischt haut, dass iwwert d'Loi communale respektiv iwwer och aner Gesetzer d'Méiglechkeete vun de Gemengen an deenen ënnerschiddlechsten Domäne missten erweidert ginn.

Wat mer awer an der Motioun feelt, an ech hunn och net eng Ännerung proposéiert, well ech mengen, dass d'Auteurs vun der Motioun déi och net akzeptéiert hätten, dat wär, dass, wann déi Méiglechkeete vun de Gemengen erweidert ginn, dann onbedéngt muss garantéiert sinn, dass dat am Kader vun de Grondprinzipie vum Service public misst geschéien.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Mir sinn elo net an enger Diskussioun, mir sinn an enger Begrënnung...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Da sidd Der awer am Widersproch mat deem anere Gesetz!

(Interruptions)

Neen, neen!

► **M. le Président.**- Mir huelen d'Begrënnung vum Här Hoffmann esou entgéint. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss, a mir géifen iwwergoen op d'Motioun N°2, déi déposéiert ginn ass vum Här Schaaf.

Motion 2

Gëtt et dozou eng Wuertmeldung?

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. De Mëtteg hu vill vun de Riedner hei dorop higewisen, datt duerch dës Gesetz d'Personal vun de Gemenge kee Schued kéint erliden, mä datt et all seng Rechter géif behalen.

Duerfir huet déi Motioun mech hei e bëssen iwwerrascht, datt do eng Motioun gemaach gëtt, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, bei dem Approuvéiere vun der Konventioun scrupuleusement dorop opzepakken «...pour éviter des modifications substantielles des conditions de travail, de rémunération et d'avancement des personnes concernées».

Wann dat esou ass, wéi dat de Mëtteg hei gesot ginn ass, da bräichte mer jo keng esou Motioun, well da wier d'Gesetz jo kloer. A wann ech da kucken, wat ass iwwerhaapt de juristesche Wäert vun enger Motioun: Wann et zu engem Sträitfall kënnt, da spillt déi Motioun iwwerhaapt kee Wäert, mä just de Gesetzestext.

Mä och dës Motioun léisst Verschlechterungen zou, well se schreift vu Modifications substantielles. Dat heescht, et kënnen souguer nach mat dëser Motioun Verschlechterunge fir d'Leit an de Conditions de travail, an de Rémunérations, an den Avancements kommen. Si däerften, laut der Motioun, just net substanzuell sinn.

► **M. le Président.**- Ass en anere Kolleeg, deen d'Wuert dozou nach freet? Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also am selwechte Sënn. Dat heescht, nodeem mer hei laang a breet erkläert kruten, effektiv am Géigendeel vu menger Meenung, dass sech un de Konditiounen, den Aarbechtskonditiounen, Rémunéierung, Avancement vum Personal näischt géif änneren, gi mer hei quasi opgefuerdert eng Motioun ze stëmmen, déi dat verlaangt quasi. Well do steet: «éviter des modifications substantielles». Net «éviter des modifications».

Dat heescht, mir stëmmen hei derfir, dass Modifikatiounen bei den Aarbechtsbedéngungen, bei der Rémunéierung, bei dem Avancement eigentlech solle kommen, mä just net substanzuell. Also, dat geet emol net duer fir eng Abstentioun, do muss een also schonn dergéint stëmmen.

Déi aner Fro, dat ass, wann hei steet, iwwert d'Konventioun soll gekuckt ginn, keng Modifikatiounen beim Avancement vun de Persounen; et deet mer leed, wann d'Promotioun geregelt si bei de Gemengen iwwer e Gesetz, da kann och eng Konventioun näischt dorunner änneren. An de Minister kann och net un der Konventioun eppes änneren, souguer wann e gudden Willen hätt, wat dee Moment de Promotionsdispositiounen am Gesetz oder an de Reglementer géif entsprechen.

Also, ech stëmme géint déi Motioun.

► **M. le Président.**- Ech gesi soss keng Wuertmeldung zu dëser Motioun. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Et si fënnef Kolleegen, déi dat froen. Ech ginn dervun aus...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Hoffmann, frot Dir och de Vote électronique?

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci fir d'Hëllef, déi e mer gëtt hei bei der éischter Kéier, wou ech déi Aar-



becht hei maachen. Ech stelle fest, dass fënnef Kollegeen de Vote électronique froen, an ech géif da froen, dass e lancéiert gëtt.

Vote

Dat ass geschitt. Mir géifen zum Vote par procuration kommen. Och dat ass eriwwer.

D'Resultat vum Vote ass, dass 54 Deputéierte mat Jo gestëmmt hunn a 5 mat Neen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Mir géifen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen. Dat ass de Projet de loi 5721, wou et ëm eng Konvention am Energieberäich geet. D'Riedezäit ass fixéiert ginn nom Basismodell. Et huet sech ageschriwwen bis elo just den Här Bauler, an ech géif dann d'Wuert dem Rapporteur vum Projet de loi, dem honorabelen Här Bodry, ginn.

10. 5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, deen heite Projet brauch lech net allze laang haut opzehalen. Bei dësem Projet geet et ëm eng Ofännerung vun engem europäeschen Traité iwwert d'Énergiecharta.

Den ablacklechen Traité, dee geet eigentlech op d'Joer 1994 zrëck, wou Lëtzebuerg deen Traité iwwert d'Énergiecharta ënnerschriwwen huet, zesumme mat 44 anere Länner.

Deen Traité ass duerch e Gesetz vun 1997 hei an d'Lëtzebuurger Recht iwwerholl ginn. A schonn eng Woch méi spéit wéi säin Akraafttrieden, dat war am Abrëll 1998, huet eng Konferenz eng Modifikatioun vun deem Traité iwwert d'Charte européenne de l'énergie virgeholl, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass fir déi kommerziell Klauselen an eenzelne Punkten ëmzeänneren, ze adaptéieren.

Ee Wuert just zum Ursprung nach eng Kéier vun der europäescher Charte iwwert d'Énergie insgesamt. Do geet et am Fong drëm fir a ganz Europa - dat geet also wäit iwwert d'Europäesch Unioun eraus -, fir eng Ofsécherung vun der Energieversuergung ze maachen, fir de fräien Transit vun der Energie duerch d'Länner ze garantéieren respektiv fir eng Verbesserung och vun der Sécherheet a vun der Émweltverträglechkeet vun deem Energietransport do ze garantéieren, wou och besonnesch wéi gesot vill Mëtzel an osteuropäesche Länner mat Signatairé vun där doter Charta war. A schliesslech, dat ass net oninteressant, ass och e Mechanismus virgesinn hei, dee bannend ass, wat d'Bäilleung vu Streidegkeeten tëscht deenen eenzelnen États signataires vun deem Traité do betrëfft.

Déi Ännerungen, déi elo hei iwwert dëst Gesetz ugeholl ginn, betreffen dräi Punkten. Et geet drëm fir déi fréier GATT-Regelen, déi am Ursprungstraité dra waren, fir déi eigentlech ze adaptéieren an eng Upassung ze maachen un d'Regelen, déi gëllen an der Welthandelsorganisatioun, der OMC.

Zweetens gëtt de Champ d'application vun deem gesamten Traité méi grouss gemaach doduercher, dass also och Energie-équipementen an Zukunft ënnert de Champ d'application vun där Charta do falen.

An drëten a leschte wichtege Punkt: Et gëtt och Grond nach geschafen, dass d'Zollrechter op den Exporter an Importer op Energieprodukter, dass déi kënnen de Status quo behalen, dass déi also als gläichbleiwend kënnen ugesi ginn.

Mir hunn deen Text hei a véier Sitzunge behandelt vun eiser zoustänneger Ekonomieskommissioun. Dat war gréisstendeels an der leschter Legislaturperiod. Mir hunn Amendementen festgehalten, well mer der Meenung waren, dass den Titel irreführend war an dass och deementspreechend den Artikel 1 vum Gesetz huet misse geännert ginn.

De Conseil d'État huet eis do Recht ginn.

A mir waren och der Meenung, dass opgrond vum Parallelismus vun de Formen, well dee ganzen Traité ursprüngelech publizéiert war, och mussen déi Amendements zu deem Traité integral am Mémorial publizéiert ginn.

Och do huet de Conseil d'État eis Recht ginn, sou dass mer also hei proposéieren, eestëmmeg an der Kommissioun, fir den amendéierte Regierungsprojet hei guttzeheeschen. Ech bréngen natierlech och gläichzäiteg den Accord vun der LSAP-Fraktioun an.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Doriwwer eraus spieren ech, dass den Accord vun allen anere Fraktiounen och do ass, sou dass mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5721 kéinte kommen. Den Text steet hei am Document parlementaire 5721⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Dann de Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass eriwwer. D'Resultat ass...

(Brouhaha)

Ech wéilt all deene Kollegeen, déi elo amgaange si fortzegoen, soen, dass d'Resultat esou ass, dass de Projet à l'unanimité vun deene 57 Leit, déi ofgestëmmt hunn, ugeholl ass.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder wäre mer um Enn vun dëser Sitzung.

D'Dispens vum zweete Vote constitutionnel misst ech nach froen.

► **Une voix.** - Dat dierft an der Rei sinn!

(Assentiment)

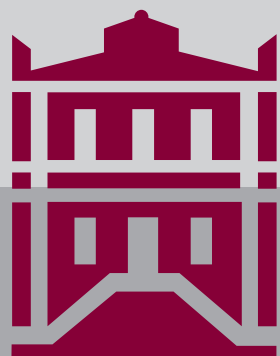
► **M. le Président.** - A mer wären dann um Enn vun dëser Sitzung ukomm.

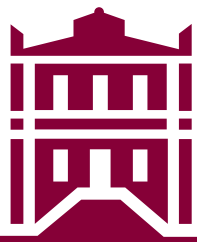
Ech wéilt lech nach matdeelen, dass déi nächst öffentlech Sitzunge virgesi si fir de 27., den 28. an den 29. Oktober, an d'Sitzung wär domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.20 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter

- Mme Viviane Loschetter

4. Heure de questions au Gouvernement

Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Gilles Roth - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Claude Meisch - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

- Mme Lydie Err - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances

Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Martine Mergen - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Gast Gibéryen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARE» et «CARE plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Fernand Etgen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Lydie Err - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Henri Kox - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Claude Meisch - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

5. Ordre du jour

- M. André Hoffmann, M. le Président, M. Xavier Bettel

6. 6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann (dépose six amendements), M. Marc Spautz, M. Lucien Lux (dépose une motion)

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. André Hoffmann

- Vote sur les amendements (rejetés)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

7. 5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Lydie Err, M. Jean Huss, M. Jean Colombero

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombero relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1)

- M. Xavier Bettel - M. Jean Colombero - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

9. 5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24

- Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Ordre du jour

- M. le Président

11. 5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24 (suite)

- Dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6075 - Projet de loi portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.10.2009

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.10.2009

6077 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.10.2009

6078 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.10.2009

3) En date du 6 mai 2009 la pétition N°294 relative au prix de l'électricité a été remise.

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 20. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Froestonn un d'Regierung; dann de Projet de loi 6068 iwwert den Emploi des jeunes nom Modell 2; de Projet de loi 5856

iwwert d'Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux; de Projet de loi 5928, en Traité iwwert den Droit des marques; de Projet de loi 5929, e weideren Traité iwwert den Droit des marques; an dann de Projet de loi 5930, eng Konventioun iwwert den Enregistrement des dessins et modèles.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg an Afghanistan; eng Orientierungsdebatt iwwert de Programm vu Stockholm an dann e Projet de loi 6035, eng EU-Statendeklaratioun iwwert Ariane, Vega a Soyouz.

Dann hu mer en Donneschdeg um hallwer dräi eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert den Enseignement fondamental; de Projet de loi 5988, en Accord iwwert den Transport aérien tëschent der EU an



de Vereenegte State vun Amerika; de Projet de loi 5999 iwwert de Bau vun enger Logistikhal um Häreberg; de Projet de loi 6015 iwwert de Marché unique des services de paiement a schlussendlech de Projet de loi 6027 iwwert d'Prestations de services.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou decidéiert.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Här President, erlaabt mer e puer Sätz zum Ordre du jour ze soen, en vue d'Actualitéit vun haut de Mëtteg dobaussen, wou mer commemoréiert hunn, datt virun 90 Joer den Droit de vote universel fir d'Fraen agefouert ginn ass.

(Interruption)

Jo, an dunn och fir d'Fraen, Här Thiel, agefouert ginn ass hei zu Lëtzebuerg de 26. Oktober 1919. An dofir wollte mir als gréng Fraktioun eng Motioun an eng Resolution déposéieren, déi ech lech elo ginn, Här President, a wou mer frou wäeren, wa mer nach kéinten haut, muer oder iwwermuer doriwwer ofstëmmen.

D'Motioun invitéiert d'Regierung, fir ons hei an der Chamber e Paquet vu Mesuren, legislativer an och finanzieller Natur, ze presentéieren, en vue vun enger besserer Representativitéit vu Männer a Frae bei den nächste Wahlen, sprécht d'Gemengewahlen.

Bei der Resolution proposéiere mir lech, datt mer ons Gedanke maachen hei an dëser Chamber zum Internationale Fraendag 2010, ons Gedanken ze maachen, wéi mer d'Fraen an d'Männer méi gläichberechtigt kënnen an der Politik representéiert kréien.

Ech hunn de Moment eleng ënnerschriwwen, well ech eigentlech der Iwwerzeugung sinn, datt sech nach muss Männer a Fraen hei an dësem Parlament fannen, déi souwuel dës Motioun wéi dës Resolution kënnen ënnerschreiwen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

saluant

- que le programme gouvernemental 2009 prévoit l'introduction de différentes mesures visant à encourager les femmes à se présenter aux élections;

considérant

- les prochaines élections communales qui auront lieu en octobre 2011;

- que les femmes sont toujours sous-représentées, aussi bien dans les conseils communaux qu'au niveau de la prise de décision politique;

- qu'en 2005, le taux de femmes candidates s'élevait en moyenne à 28,9%, avec un large écart entre les communes votant d'après le système à majorité absolue (19,5%) et celles à système proportionnel (33,4%);

- qu'un mandat au conseil communal constitue souvent le point de départ vers un engagement futur au niveau de la politique nationale ou européenne;

- que l'État, les communes et les organisations féminines doivent dès lors mener des actions concertées et ciblées afin de sensibiliser et de motiver les femmes à poser leur candidature pour les prochaines élections communales;

- que les partis politiques tiennent un rôle décisif en ce qui concerne la mobilisation des femmes à s'engager en politique;

- que les partis politiques vont entamer le recrutement de candidats et candidates pour les prochaines élections communales au courant de l'année prochaine;

invite le Gouvernement

- à présenter rapidement un paquet de mesures législatives et financières visant une augmentation du nombre de femmes s'engageant au niveau politique et pouvant être en vigueur avant la prochaine échéance électorale;

à prévoir dans ses budgets des années 2010 et 2011 des crédits pour la mise en œuvre de campagne de sensibilisation et de mesures de formation spécifique qui sont menées par l'État, les communes, les organisations féminines et les partis politiques.

(s.) Viviane Loschetter.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- le 90^e anniversaire de l'instauration du droit de vote universel des femmes;

- que malgré les différentes mesures de sensibilisation l'engagement politique des femmes ainsi que leur présence au niveau de la prise de décision politique restent toujours insatisfaisants;

- que le pourcentage de candidatures féminines n'a pratiquement plus évolué ces vingt dernières années;

- que l'Observatoire de la participation politique des femmes au sujet des candidatures aux élections législatives et européennes de 2009 va publier au début de l'année 2010 une étude analysant la présence des femmes aux dernières élections;

- qu'une évaluation des recommandations formulées lors du débat d'orientation de l'année 2000 «Les femmes et les élections de 1999 - analyses et perspectives au sujet de la participation des femmes» s'impose;

- qu'un mandat au conseil communal constitue souvent le point de départ vers un engagement futur au niveau de la politique nationale ou européenne;

- que des actions ambitieuses sont dès lors nécessaires afin d'augmenter de façon significative le taux de femmes posant leur candidature aux élections communales de 2011;

décide

- d'organiser dans le cadre de la Journée internationale de la Femme 2010 un débat d'orientation concernant l'amélioration de la participation des femmes dans la vie politique.

(s.) Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung a laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntworten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition. An als Éischt hu mir d'Fro N°1 vum Här Gilles Roth un de Wirtschaftsminister iwwert d'Offre d'échange vu Luxgaz Distribution- a Creos-Aktien. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Muer ass eng aussergewöhnlech Generalversammlung vun der Gesellschaft Luxgaz, wou hir Aktië géint där vun der Gesellschaft Creos sollen ëmgetosch ginn. Aktionär vun der Gesellschaft Luxgaz sinn niewent dem Stat och 43 Gemengen, an deene Luxgaz de Moment de Gasréseau - dat sinn iwwer 900 km hei am Land - bedreift a Gas iwwer eng Filial verkeeft.

Dës Gemengen hu ronn 29% vum Kapital. Speziell ass, dass an deene Gemenge Luxgaz duerch eng Konventioun eng sougenannten Exklusivitéit vun dem Gasréseau huet. Dat heescht, wann een neit Lottissement realiséiert gëtt, de Promoteur muss de Gas verleeën an d'Leitunge gratis u Luxgaz oftrieden, déi dann dovunner Propriétaire gëtt. Dës Konventioun soll elo am Kader vun der Iwwernehm vu Luxgaz duerch Creos zum Profit vu Creos weiderlafen.

Am Kontext vun der Organisatioun vun dem liberaliséierten nationalen Energie- maart ass déi ganz Operatioun sécher no-

zvollzéien. Ech wëll an dësem Kontext awer folgend Froen un den Energieminister stellen, well de Stat Regierungsvertreider, zum Deel déiselwecht, an deene Verwaltungsréit souwuel vu Luxgaz wéi a Creos stellt.

Ass deemno d'Regierung der Meenung, dass d'Iwwernehm vu Luxgaz duerch Creos kann op enger Generalversammlung vun den Aktionären, dorënner déi 43 Gemengen, déi zesumme bal een Drëttel vum Kapital hunn, gemaach ginn, ouni dass et virdrun eng Genehmegung vun de betraffene Gemengeréit gouf, respektiv eng Autorisatioun duerch en Arrêté grand-ducal, gemäss dem Artikel 173bis aus dem Gemengegesetz?

An zweetens: Ass d'Regierung der Meenung, dass déi Offer, déi de Gemenge beim Tausch vun hire Luxgaz-Aktië géint Creos-Aktië gemaach gëtt, opgrond vun dem Quasimonopol, dee Creos duerch déi virgenannte Konventioun op d'Gasréseau an de betraffene Gemenge kritt, korrekt evaluéiert ass, oder ob een net mat der ganzer Operatioun sollt waarden, bis dass an nächster Zukunft och aner Réseau vu Creos iwwerholl ginn a sech dann un deem Präis orientéiert gëtt?

► **M. le Président.**- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass Luxgaz wëlles huet eriwwezegoen a Creos. Ech hunn och eng Autorisatioun vun der Regierung, fir dat weiderzedreiwien. Déi Autorisatioun ass vum Juli 2009.

Luxgaz krut den 21. August eng Offerte gemaach. Eng Offerte, déi un déi eenzel Gemenge weidergaangen ass. Déi Offerte, déi ass gepréift ginn opgrond vun engem Verfahren, wat een nennt „fairness opinion“. Dat heescht, d'Gemengen hunn en Expert beoptraagt ze kucken, ob dat fair wier als Präis. Et koum e Präis vu ronn 70 Milliounen eraus. A sämtlech Gemengen oder sämtlech Vertrieeder am Conseil hu fonnt, dass dat eng anstänneg Rémuneratioun wier fir déi Réseauen, déi se hunn.

Mir haten eng Abberzuel vu Gespréicher, meng Leit mat de Gemengen, mam Personal. Et ass souguer eng Kéier zu enger Ofstëmmung pro forma komm, wou 33 Gemenge vertruede ware vun 43, fir ze kucken, ob et eng Majoritéit gëtt. Et war eng Unanimitéit vun 33 op 43 Gemengen do. Et war eng Pro-forma-Ofstëmmung. Et war just fir ze kucken, ob wierklech d'Gemenge wëllet matzéien.

Nach eng Kéier gesot, et si 60%, iwwert déi mer haut schwätzen, dat ass de Stat, d'Gemengen an d'Federatioun vun den Installateuren. Déi aner bal 40%, déi si scho bei Creos. Firwat? Ma well se Soteg a Cegedel gehéiert hunn. Dat heescht, et geet elo nach ëm déi lescht 60%.

Mengen Informatiounen no war bis elo iwwerhaapt kee Problem, ass weder beim Personal, wou eng ganz Rei Versammlunge stattfonnt hunn, e Problem opgetaucht, nach bei de Gemengen.

Ech gesinn net, wann een dee ganze Prozess kuckt - ech kéint elo nach soen, ier ech an d'Regierung gaange sinn, hunn ech jo schonn x Gespréicher virdu gefouert -, gesinn ech net, firwat dass mer elo op eemol d'Fro vun der Evaluatioun stellen. Déi ass vum Conseil d'administration mat alle Leit als richtig emfonnt ginn. Also gesinn ech net, firwat dass een dat elo soll änneren.

Souwiso huet dat eent jo näischt mat deem aneren ze dinn, well all eenzel Entitéit, déi gegebenfalls bei Creos erakënn, ass jo eng Entitéit fir sech a muss een evaluéiere fir sech. D'Stad Lëtzebuerg muss fir sech evaluéiert ginn, d'Stad Esch, wa se Loscht huet eranzekommen, muss fir sech evaluéiert ginn, an och Luxgaz.

Ech gesinn also net, wat dat bréngt, dass Dir elo d'Fro stellt, firwat déi Evaluatioun sollt zrëckversat ginn. Bis elo huet kee Mënsch sech dorunner gestouss. Bis bei mech ass op alle Fall ni eppes komm. Ech hunn elo och nach deene Leit telefonéiert, déi am Conseil sinn an d'Verhandlung gefouert hunn. Déi hunn och gesot: Mir hunn iwwerhaapt keng Schwiergeket emfonnt.

Ob hei elo eng Autorisatioun vun de Conseilen erfuerdert ass, dat kann ech lech net soen. Do muss Der den Innenminister froen. Ech sinn allerdéngs net zoustänneg, fir déi do Fro ze klären. Mä souwäit ech weess, ass bis elo kee Problem opgetaucht. Wann Dir, Här Roth, elo an allerleschter Minutt e Problem gesinn hutt, da wier ech och frou gewiescht, wann Der dat virdu gesot hätt.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°2 vum Här Claude Meisch un d'Familljeministeschesch iwwert d'Chèques-services. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

► **M. Claude Meisch** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am März vun dësem Joer huet d'Regierung de sougenannte System vum Chèque-service en place gesat, dee jo nach eng Kéier elo erweidert ginn ass am September, fir dann och applicabel ze ginn op d'Museksschoulen an op eng ganz Rei vu Sportsveräiner. Fir d'nächst Joer am Budget si fir d'Privatstrukturen an dem Beräich vun der Kannerbetreuung ronn 11 Milliounen Euro virgesinn, déi de Stat géif participéieren iwwert de Wee vum Chèque-service; do zousätzlech nach eng Kéier 1,7 Milliounen och fir Museksschoulen a fir Sportsveräiner.

Elo ass et esou, datt de System momentan virgesäit, datt déi Prestataires de service do selwer hir Stonnenzuel uginn, wou se da Kanner betreit hunn. An do wollt ech froen, ob et do deen néidege Contrôle och gëtt, fir dat ze kontrolléieren, ob dat, wat virun allem och d'privat Prestataire ugeet, dann op där anerer Säit och deem entsprécht, wat wierklech reell un d'Kanner prestéiert ginn ass.

Ech wollt dobäi och froen, ob schonn eventuell Fäll bekannt sinn, wou probéiert ginn ass iwwert deen dote Wee Abus ze maachen an ob d'Ministeschesch do virgesäit, dee System da vum Contrôle auszebaue respektiv méi waasserdicht opzestellen, fir dat an Zukunft kënn komplett ze évitéieren. Well do, wou kee Contrôle ass, brauche mer eigentlech och keng Regeln, well se da mëttelfristeg net agehale ginn.

► **M. le Président.**- Madame Familljeministeschesch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, iwwert d'Chèque-services, wat de Sport an d'Musek ubelaangt haaptsächlech, denken ech jo, datt dat déi Froe vum Här Meisch sinn, net generell iwwert déi aner Chèque-services. Ech géif awer just wëllen der Chamber soen, well mer d'Geleeënheet dofir hunn, datt de September 2009 39.761 Aschreiwunge waren a 24.343 Bénéficiairen, 1.066 Prestataire also, fir déi verschidde Prestatiounen.

De Sportsminister huet mer gesot - ech muss allerdéngs soen, ech wouss elo net, datt Är Fro sech éischer géif op déi do zwee Beräicher beschränken -, datt bis elo 15 Associatiounen oder Federatiounen gefrot hätten, fir matzemaachen. An direkt an der Federatioun kréie jo d'Sportsveräiner selwer d'Suen. Do kréie jo net d'Elteren d'Suen. Et si jo zwee verschidde Systemer.

Bei de Museksschoulen sinn et d'Elteren, déi se kréien um Enn vum Schouljoer, wou dann och muss d'Kultur, also d'Museksschoul, ënnerschreiwen, datt d'Kanner do waren. Et ass jo ee Contrôle, deen doriwwe gemaach gëtt, fir dann ebe feststellen, ob déi Kanner do waren oder net.

Firwat hu mer gesot d'Enn vum Schouljoer? Well et ka sinn, datt jo während dem Joer zum Beispill d'Elteren oder vläicht war een aneren do, dee konnt dat Kand versuergeren, a se domadder net zrëckgegraff hunn op d'Chèque-services an deenen aneren Infrastrukturen. Mä dat



ka sech jo änneren an de Familljen. An dofir hu mer gesot: Also, um Enn vum Joer kann dat ofgerechent ginn an da kucke mer, wivill datt dann d'Elteren do zegutt hunn.

Do ass et also d'Museksschoul, déi Kontroll doriwwer mécht. A bei de Sportsveräiner ass et jo anescht. Do sinn et jo d'Sportsassociatiounen selwer, déi déi Sue kréien a wou dann och déi selbstverständlech awer musse beweisen, datt och d'Kanner do waren. Vun do ass mir bis elo net zougedroe ginn, datt iergendeen een Abus gemaach hätt. Wann dat de Fall wier, wier ech natierlech frou, wann ech dat géif héieren. Mä wéi gesot, bis elo ass bei eis am Ministère net gesot ginn, et hätt iergendeen do vun eppes profitéiert, wou en am Fong kee Recht drop gehat hätt.

► **M. Claude Meisch (DP).** - A bei de private Crèchen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Bei de private Crèchen ass éischer d'Fro, datt net falsch Stonne géifen opgeschriwwen ginn, mä wou gesot gëtt, déi hätten hir Präisser erhéicht. Elo kann ech jo net soen, datt dat eppes ass, wat falsch ass.

Et ass éischer eng Fro vum Kontrakt. Dir maacht jo als Elteren e Kontrakt mat enger private Crèche, a wann déi dann natierlech herno aner Montantë froen, wéi dat, wat se virauser gefrot hunn, dann ass dat natierlech ëmmer nach eng Fro, déi zwëschen den Elteren an dem Prestataire bleift.

Eng Partie vu Prestatairë vu Privatcrèchen hunn och gesot: Mir wëllen do net matmaachen an deem System. Dann hunn natierlech ganz vill Eltere sech ofgemellt an déi si séier natierlech erëm herno komm an hu gefrot: Mir wëllen awer an deem System do dra sinn. Datselwecht ass, wéi gesot, och mat deenen, déi vill méi héich Präisser gefrot hunn. Do ass et kloer, datt, wann d'Elteren net mussen dorobber zréckgräifen, dat dann net de Fall ass.

Wéi gesot, och dat sinn alles esou eenzel Fäll, déi een heiansdo gesot kritt. Wann een dann awer bis der Saach op de Fong geet, mierkt een, datt dat dann awer ganz dacks och net gradesou ass, wéi et deen éischte Moment ausgesinn huet. Am Ufank war och dat wéi ech och soen - heiansdo eng Schwierigkeet, datt d'Leit sech eben net ageschriwwen hunn. Dann hu se natierlech dee vollen Tarif gerechent kritt; dat sougutt an deene konventionéierte wéi an deene privaten, well jo dann och keng Kaart do war.

Mä ech muss soen, datt am grouse Ganzen eigentlech dat, souwäit, wéi gesot, wéi ech et bis elo héieren hunn, awer ouni gréisser Schwierigkeete géif funktionéieren.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Ech soen der Familjeminstesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°3 vun der Madame Lydie Err un d'Ministesch fir Chancëgläichheet iwwert d'Promotioun vun der Gläichstellung vu Fra a Mann an de politeschen Décisiounen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances**

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Der Gläichheitsministesch wollt ech eng Fro stellen op deem Dag. Et ass éischer den Dag, dee mer den Ulass ginn huet, d'Fro ze stellen, wéi d'Fro u sech.

Dir hutt dobaussen alleguete gemierkt, dass mer gëschter e Gebuertsdag hate vun deem, wat am Volleksmond, an dee vertriebe mer hei, d'Afëierung vum Fraewahlrecht heescht, och wa mer wëssen, dass dat de Suffrage universel war. Well d'Frae sinn déi, déi vun deem Suffrage universel haaptsächlech profitéiert hunn.

Duerfir denken ech, dass d'Geleeënheet gutt ass, Madame Ministesch, fir lech opmierksam ze maachen, dass am Koalitionsprogramm steet, d'Regierung géif sech engagéieren nozedenken. Duerfir wollt ech lech froen: Wéini denkt Dir, dass Der ufänt nozedenken, wéi ee kéint d'Participatioun vun de Fraen an deem Haus verbesseren?

Well mir ware schon net schrecklech gutt déi leschte Kéier. Mir haten déi leschte Kéier 24% vun de Fraen an deem Haus. Mir waren dunne an der europäescher Moyenne. Mir sinn elo op 20% erofgaangen.

Dovunner kann een halen, wat ee wëllt. Mä ech mengen, dass et Zäit géif ginn, dass d'Regierung sech géif Saachen afale loossen, Moyenen afale loossen, fir dese Pourcentage ze verbesseren. An den Ulass vun deem Gebuertsdag, mengen ech, ass ee gudden, fir d'Reflexioun unzefänken.

► **M. le Président.** - D'Madame Minister fir Chancëgläichheet huet d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also eigentlech war jo d'Viraussetzung, fir eng gläich Participatioun vun de Fraen an de Männer an d'Politik ze kréien, d'Afëierung vum universale Wahlrecht fir Fraen a Männer gëschter virun 90 Joer. Mä ech mengen, mir sinn eis alleguer eens heibannen, dass mer vun enger gläichwärtiger Participatioun nach ganz wäit ewech sinn.

Trotz alle wuelgemengten Iddien, Invitatiounen vu verschiddene Gremien, vu Parteien, 30% Fraen an den CSV-Gremien, oder d'Paritéit fir d'Spëtzekandidate bei de Gemengen, hu mer haut 20% Fraen hei an der Chamber a 27% an der Regierung.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - An am Osten?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Am Oste si mer, Här Boden, ganz gutt vertrauten.

D'Gläichstellung an der Prise de décision bedeit awer 50%. Also wéi gesot, do si mer nach wäit dervunner ewech.

Madame Err, Dir hutt gefrot, wéini dass mer nodenken. Ma mir denken no. Mir si schon amgaangen. Mir hunn och schon nogeduecht. Ech wëll just rappelléieren, wat dann effektiv genee am Regierungsprogramm steet a wat mer dann och wëllen ëmsetzen.

Abee, mir kënnen eis virstellen, ee finanziellen Incentive fir déi Parteien ze ginn, wa se méi Fraen op hir Wahllëscht setzen. Doriwwer hu mer jo och de Moien an der Chamberskommissioun geschwat. Dat muss natierlech an déi respektiv Gesetzer agedroe ginn. Duerfir maachen ech en Opruff un d'Parlament, besonnesch awer och un d'Chancëgläichheitskommissioun, fir eis als Regierung och bei deenen Iwwerleeungen ze ënnerstëtzen.

Da maache mer weiderhin och eng Bestandsopnahm, fir d'Evolution weider feststellen. Heibäi ass dem Conseil national des femmes säin Observatoire de la participation des femmes et des hommes ganz wäertvoll.

D'Regierung finanziert och weider d'Formatiounen fir Kandidatinnen, Kandidatinnen a Gewielten. An ech denken, dass des Formatioun fir déi béid Geschlechter vill méi misst ausgebaut ginn, a si misst och d'Gläichstellungspolitik als Thema beinhalten.

Bei der Ëmsetzung vun der Gläichstellungspolitik ass et awer och wichteg, dass d'Fonctionnairë beim Stat an an de Gemengen eng adequat Ausbildung kréien. An net méi spéit wéi dee leschte Freideg an der Regierung hu mer dat ugeholl, dass déi Formatiounen am INAP an Zukunft mat offréiert gi fir, wéi gesot, d'Fonctionnairë vum Stat a vun de Gemengen.

Mäi Souci ass a bleift, dass d'Fraen, d'Fraen, déi heibanne sinn, déi soss aner politesch Mandater hunn, aner Frae motivéieren, fir sech aktiv un der Politik ze bedeelegen. Dobäi zielen ech einfach op lech fir déi nächst Gemengewahlen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Minister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°4 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Elterever-

triedung an de Schoulen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, mir hunn zurzäit Wahle vun Elterevertrieder a ville Gemengen an eise Land. Dës Wahle mussen all nach am Oktober iwwert d'Bühn goen. Vill Schoulen hunn och schonns hir Elterevertrieder gewielt. An déi gréng hunn ëmmer beout, datt d'Participatioun vun den Elteren e wichtige Piliere an der Schoulpolitik ass. An deem Sënn freeë mer eis och doriwwer.

Et ass och bestëmmt nach ze fréi, e Bilan ze zéien, mä vläicht kann d'Madame Minister awer schonns en éischer Androck ginn, wéi et mat der Motivatioun vun den Elteren ass, sech als Elterevertrieder ze mel-

len. D'Modalitéite vun där Wahl losse ganz vill Fräiheeten zou. Si ka par acclamation oder duerch eng Geheimwahl geschéien. Et ass och just e Minimum vun zwee Vertrieder festgeluecht. Wier et net eventuell sënnvoll, och ee Maximum vu Vertrieder festzeleeën? Vläch am Rapport zu der Schülerzuel? Wier et net och vläch eng gutt Iddi, d'Elterevertrieder duerch e Vote secret confirméieren ze loossen? Da kréiche se eventuell méi Poids.

Virun allem schéngt et net esou kloer ze sinn, wéi déi Elterevertrieder hir Aufgab - si vertrieben d'Eltere vun enger ganzer Schoul - solle wouerhuelen. D'Elterevertrieder funktionéieren jo net als Comité des parents. Dat heescht, si hu keng Struktur, wéi si sech solle gesinn, Gehéier verschaffen, sech sollen informéieren.

Wann dat och a méi kleng Schoulen duerch iwwert de gesunde Mënscheverstand ka goen, esou stellt sech awer fir déi méi grouss Schoulen, wou et eventuell 15, 20, 25 Elterevertrieder ginn, schonns d'Fro, wéi déi Aarbecht vun den Elterevertrieder ka sënnvoll ënnerstëtzt ginn.

Wier et net och derwärt, aus Elterevertrieder Elterendelegéierten ze maachen? Et schéngt fir eis net esou evident, wéi de Rôle vun den Elterevertrieder iwwerhaupt soll sinn an der Schoul. Ech mengen, fir zwee Vertrieder ass et einfach, déi ginn an d'Schoulkommissioun, mä wéi déi aner sollen hir Ënnerstëtzung vun der Schoulpolitik maachen, dat ass fir eis net esou evident. An dofir sinn ech frou, wann d'Madame Minister eis do Opklärung gëtt. Merci.

► **M. le Président.** - Dann huet d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Den Här Adam stellt Froen, op déi en zum Deel selwer eng Äntwert gëtt oder wou ech och keng Äntwert hunn, well ech kann lech nämlech net soen, de Moment, wéi wäit et ass, vu dass d'Wahlen amgaange sinn an deenen eenzelne Schoulen. Eenzel Schoulen hu gewielt, aner sinn amgaangen ze wielen.

A mäin Echo bis elo ass, dass eigentlech e groussen Intérêt do ass vun Elteren, fir sech deene Wahlen ze stellen. Wouriwwer ech mech freeën, well dat Gesetz hei gesäit jo elo fir d'éischt verankert d'Partnerschaft vun Eltere mat der Schoul. Dat ass fir d'Grondschool eppes Neies. Mir hate wuel Elterenassociatiounen, mä si hate keng Plaz an där ganzer Dispositioun vun der Schoul.

Vu dass et nei ass, hate mer och do - dat ass och d'Ursaach, firwat mer gesot hunn, déi Gemenge si ganz ënnerschiddlech, d'Gréisste vun de Schoule si ganz ënnerschiddlech - Diskussiounen mat de Vertrieder vun de Gemengen, dass mer eigentlech de Gemengen oder de lokale Begebenheete géifen eng gewësse Fräiheet loossen, fir d'Wahlen ze organiséieren.

D'Eltere selwer kënnen decidéieren, ob se wëllen einfach an enger Assemblée par acclamation wielen oder ob eng Geheimwahl organiséiert gëtt. Dat ass jo och d'Ursaach, firwat ech soen: Et ass wichteg, dass mer no enger gewëssener Zäit e Bilan zéien a léiere kucken: Wat funktionéiert gutt, wat funktionéiert manner gutt?, fir dann där ganzer Saach vläch eng iwwert d'Land flächendeckend Assise ze ginn an e Modus ze fannen, wéi et soll organiséiert ginn. De Moment si mer amgaangen, eigentlech Erfahrungs ze sammelen an deem Domän.

Wichtig ass et mer nach ze soen, dass mir d'FAPEL ëmmer ënnerstëtzt hunn, wa si Coursen organiséiert fir Elterevertrieder. De Ministère finanziert se deelweis. Mir ginn e Subsid dofir. Mir hëlfechen och organiséieren.

Et gëtt een net Elterevertrieder vun engem Dag op deen aneren. Dat ass och eppes, wou een eng gewësse Praxis brauch. Et muss een d'Gesetzer gutt kennen. An da muss ee sech natierlech och organiséieren, dass een net sech selwer vertritt als Elterevertrieder, mä eigentlech eng Communautéit vun Elteren, déi hannendrustinn. Dat ass alles a Léierprozess, deen amgaangen ass, a wou ech haut op deser Plaz eigentlech net méi kann dozou soen.

D'Attributiounen vun den Elteren, déi sinn definéiert am Gesetz. Wou se iwwerall kënnen matschwätzen, dat si jo nei Saachen:

D'Elterevertrieder hunn e Matsproocherecht am Opstelle vum Budget; de Budget vun der Schoul. D'Schoul mécht jo eng Propositioun fir e Budget, dee vum Gemengerot herno gestëmmt gëtt, an do kënnen d'Eltere Propositiounen maachen.

Si hunn e wichtige Rôle ze spillen am Opstelle vum Plan de réussite scolaire. Och dat ass eppes, wat d'Elterevertrieder sech mussen uneegnen. Wat ass dat? Dat heescht jo, eng Analys maache vun der Situatioun vun der Schoul, vun deene Saachen, déi gutt funktionéieren, vun deene Saachen, déi ee ka verbesseren.

Ech maachen oft e Parallelismus mat den Elterevertrieder an de Lycéeën. Och do si mer iwwergaange vun Associatiounen op Elterevertrieder. Dat brauch seng Zäit bis mer esou wäit sinn. An ech denken, dass mer vläch an e puer Méint oder eventuell an engem Joer besser kënnen e Bilan dovunner zéie wéi haut.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°5 vun der Madame Martine Mergen och un d'Erzéiungsministesch an un de Gesondheitsminister iwwer eng Editioun vun engem illustrierten Album an Kader vun der Campagne „Raconte-moi“. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2^e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. En heescht en fait „Frupps“, den Album. Dir hutt en alleguer an de leschten Deeg an de Medië gesinn, wou e virgestallt ginn ass als déstjährige Gewënner, fir an der Aktioun „Raconte-moi“ des Kéier un déi Zweekjäreg verdeelt ze ginn.

Et ass u sech en immens léift klengt Buch - ech hunn et matbruecht -, wat ausgewielt ginn ass am Centre de littérature zu Miersch, wat do virgestallt ginn ass. A meng Fro ass eigentlech de Message vun deem Buch, well et handelt sech ëm e klengt Nilpäerd, wat säin Numm Frupps net gestuel huet, well et éisst doduerch fir d'éischt emol en Apel an dann éisst et Kiischen, mä dann éisst et schon direkt Paangecher an dann éisst et Kéis an dann éisst et eng ganz déck Glace, Popcorn an herno Kichelcher.



Déi Albumen sollen an de Praxe vun de Kannerdokteren opgeluecht ginn. Ech si vu Kannerdokteren drop ugeschwat ginn, déi zwar dat eng flott Saach fonnt hunn, mä d'Buch net kannt hunn. Déi sinn allgemeng zimlech entsat, well dee Message hei vun deem Buch contraire ass zu anere Campagnen; ënner anerem dee Message, Dir wësst, dass mer vill iwwergewichteg Kanner hei am Land hunn. An do gëtt dann ebe gefaart, dass do d'Kohärenz tëschent deem Message, deem dat heite Buch gëtt, an deenen anere Bestriewungen, déi géint d'Iwwergewichtegkeet vun de Kanner ginn, net géif funktionéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Jo, wien äntwert fir d'éischt? Madame Erzieungsministesch, wann ech gelift.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn den „Frupps“ och matbruecht. Ech hunn en entdeckt, wéi mer e virgestallt hunn d'lescht Woch. Ech mengen, d'Madame Mergen huet hei gesot: Wéi ass dee Prozess vu sech gaangen? Mir, de Ministère de l'Éducation nationale zesumme mat senger Partner, dat ass d'Kultur an d'Joer d'Pédiateren, lancéieren eng Campagne, well mer gär hätten, dass d'Kanner sech solle familiariséieren mam Buch. Et ass eng Campagne, fir ze liesen.

Do gëtt e Concours ausgeschriwwen. An do ass en Jury. Dee sicht dat beschit Buch eraus. Do si Pedagogen dran a Kulturschaffender, an déi hunn deem Buch den éischte Präis ginn. Dat ass effektiv en Hippopotame, eigentlech e léift Déier. Mä wéi Der wësst, ass en Nilpäerd normalerweis zimlech gewichteg. Also, ech hunn nach ni e klenge, d'entt Nilpäerd gesinn. Dat géif net zum Nilpäerd passen, wann et anorexesch wär.

D'Kanner hunn och normalerweis déi déck Déiere gär. Ech gesinn och net, dass mer d'Petzie verbidden. Déi hunn och allegueren en décke Bauch. Dat ass eppes, wat d'Kanner berouegt an zu deem se eng gewisse Confiance huelen. Natierlech stellt ee sech dann d'Fro: Wat éisst den Hippopotame do?

(Interruption)

Ma et si keng Bicher dran. Dat ass e wonschéint Buch. Fir d'éischt éisst d'Nilpäerd en Apel an dann éisst et Kiischen an dann éisst et e Paangech an dann éisst et och Kürbissen an et éisst Kéis. Ech géif mengen, Här President...

(Interruption)

Ech gesinn, dass dat Buch e groussen Intérêt suscitéiert. Dat ass eigentlech déi beschite Reklam, déi mer kënne kréie fir eis Liescampagne. Ech soe villmools Merci.

An do hunn ech mer natierlech och d'Fro gestallt: Wat ass dann elo? Bon, de Message ass, dass ee soll équilibréiert iessen an dass ee soll Freed hunn um Iessen. An ech denken, dass dat e Message ass, dee mer all de Kanner kënne ginn. Well mir hunn zwar effektiv eng Campagne fir sech ze bewegen - an d'Nilpäerd beweegt sech och normalerweis -, a fir sech ze bewegen, muss een iessen, an et soll ee vun allem iessen.

D'Kanner vun zwee Joer: Do kennen ech vill Elteren, déi sech immens vill Gedanke maachen, dass se genuch iessen. Wann d'Kanner dann och nach Freed um Iesse kréien, da fannen ech dat eigentlech eng gutt Saach. An ech gesinn och net d'Kontradiktioun vun där Campagne, wou mer soen, et soll een Uebst iessen: D'Nilpäerd éisst Uebst, awer et éisst och aner Saachen. An ech mengen, dass eng gesond Ernährung, eng équilibréiert an eng variéiert Ernährung, dass dat sécher e Message ass, zu deem ech jiddefalls ka stoen, a wann ech de Gesondheitsminister esou kucken, da mengen ech hien och.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzieungsministesch. Här Gesondheitsminister, wëllt Dir och nach eppes zum Frupps soen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also ech hunn d'Erzieungsministesch, d'Madame Delvaux, esou iwwerzeegend fonnt, dass ech frou doriwir sinn, dass mer virun enger zwee, dräi Joer eis gemeinsam

Plattform opgebaut hunn. An et ass dee Message, deem d'Madame Erzieungsministesch bréngt, wat équilibréiert iessen, bewegen, alles d'ärfen iessen, wann et déi richteg Proportionen huet, esou gutt ass, dass de Gesondheitsminister iwwerhaapt näischt méi brauch ze soen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Mir wäerten also elo allegueren de Frupps liesen. Mir kommen elo zu der Fro N°6 vum Här Gast Gibéryen un de Gesondheitsminister iwwert de Portail Santé/CRP Santé. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Et hunn eng Rei vu Leit mech op eng Situatioun opmierksam gemaach, an zwar wann een op deen neien Internet-site vun der Santé geet iwwert de Portail an et hëlt een do de Kontakt, d'Téléfonnummer, fir an der Santé unzeruffen, dann ass op där anerer Säit eng ganz léif, sympathesch a frëndlech Stëmm, mä déi nëmme Franséisch schwätzt. Dat heescht, déi Persoun schwätzt nëmme Franséisch. Ech hunn de Moie selwer dofir och op deem Nummer ugeruff, an ech hunn déi Madame dunn och op den Telefon kritt, an déi huet mer dunn och direkt gesot, ob ech esou fei wier fir mat hir Franséisch ze schwätzen, well si kënnt kee Lëtzebuergesch schwätzen.

Do wollt ech den Här Minister froen, wéi dat am Aklang ass mam Statsbeamtestatut, wéi dat am Aklang ass mat enger allgemenger Ausso vun der Regierung, datt, wann een an de Secteur public schaffe geet, een da misst Lëtzebuergesch kënne schwätzen. An ob de Minister net och der Meenung wier, datt, grad op enger Plaz wéi an enger Telefonsentral, eng Persoun misst sinn, déi och géif d'Lëtzebuergesche Sprooch richtig beherrschen.

► **M. le Président.**- Här Gesondheitsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Gibéryen, Merci fir d'Fro. Ech wëll lech awer direkt soen, dass dat keng Telefonsentral vun der Regierung ass an och keng Telefonsentral vun der Santé ass. Ech wëll just präziséieren, dass de Portail Santé an Zesummenarbecht zwëschen eLëtzebuerg an dem CRP Santé opgebaut ginn ass, mer am Moment nach an der Phas sinn, wou mer dee Site perfektionéieren, an deen Nummer, deen Dir um Portail fannt, ass net en Nummer vum Ministère de la Santé, mä ass en Nummer vum CRP Santé. Dat ass déi éischt Feststellung.

Dir gesitt dat och direkt un der Nummer. Et ass eng 26er Nummer, an et ass net eng 2478 Nummer. Mä vu dass et awer wichtig ass, dass een op all Reaktiounen, déi an déi dote Richtung ginn, reagéiert, hu mer deene Leit beim CRP Santé léif matgedeelt, dass, wa se Lëtzebuergesche Korrespondenten hunn, se déi un e Fonctionnaire an eise Minister weiderginn, fir dann déi dote Fro kënne anstänneg ze betrieien.

Ech wëll och soen, dass mer nach ëmmer an der Opbauphas sinn, also och op d'Servicer vum CRP Santé zréckgegraff hunn, wou d'Zesummesetzung vum Personal méi multikulturell ass wéi se am Ministère de la Santé ass, an do fënnt een dann och eng Rei vu Mataarbechter, déi Franséisch, Däitsch, Englesch oder aner Sprooch schwätzen, déi awer lëtzebuergesch Coursé matgemaach hunn a genuch verstinn, bei de Suerge vun de Leit, fir se weiderzeginn.

Ech hu mech och informéiert: Bei all deene Kontakter, déi se haten, war een Eenzegen, dee wierklech ganz staark insistéiert huet, fir op där doter Nummer missten op Lëtzebuergesch traitéiert ze ginn.

► **Une voix.**- Dat war den Här Gibéryen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech gi jo net dovun aus, dass Dir dat waart, Här Gibéryen? Mat all deenen anere Korrespondente konnt déi Persoun, déi Franséischsproocheg war, sech ganz

gutt eenegen a si konnt se un eis Servicer weiderginn. Zum Schluss...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sidd Dir net der Meenung, datt misst eng Persoun um Telefon sinn, déi Lëtzebuergesch schwätzt? Dat war meng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Zum Schluss wëll ech lech soen, dass de Portail Santé par définition jo och en Internetsite ass, an net en Telefonsite ass, an et duerchhaus wënschenswürdig ass, fir och online mateneen ze korrespondéieren.

Ech kann awer den Här Gibéryen berouegen, dass hien déi dote Problemer - wann hien dee sollt gewiescht sinn, deen insistéiert huet, fir op Lëtzebuergesch traitéiert ze ginn - an Zukunft net méi wäert begéinen. An ech wëll him och soen, hie soll deene Leit, déi da bei him reklaméieren, och vertrauensvoll soen: Wa se esou Faité fannen, kënne si sech roueg u mech wenden, an ech wäert derfir suergen, dass dat da fir d'éischt a fir d'lescht ass, wou se esou Problemer begéinen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

► **M. le Président.**- Merci, Här Gesondheitsminister. A mir kommen elo un d'Fro N°7 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Primen „CARE“ an „CARE plus“. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARE» et «CARE plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Ënnert der leschter Regierung ass e ganze Pak vu Mesurë geholl ginn, déi dozou bäigedroen hunn, fir de Klimaschutz ze förderen an d'Ëmwelt ze schounen. Notamment Moosnamen, déi am modifizéierte Règlement grand-ducal vum 5. Dezember 2007 geholl gi sinn an déi d'Appareils électroménagers, haapt-sächlech d'Frigoe betreffen, mat der Prime „Cool“, awer och den Autosecteur, am Kontext vun den Emissionen vun CO₂, mat de Primen „CARE“ an „CARE plus“, déi sougenannten „Prime à la casse“, d'Verschrottungsprime.

Dese modifizéierte Règlement grand-ducal leeft elo den 31. Dezember 2009 aus, an notament den Autosecteur mat de Garagiste froe sech, an der Erwaardung vum nächsten Autofestival, dee jo bekanntlech ufanks 2010 ufänkt, wéi et weidergeet.

Duerfir hunn ech folgend Froen un de Minister vun der nohalteger Entwécklung: Éischtens, wéi war de Succès vun deesen dräi Mesuren? Ginn de Mesurë bäibehalen? Wa jo, bis wéini gi se bäibehalen? Bleiwen d'Modalitéiten, wat d'Konditiounen an d'Primen ubelaangt, déiselwecht? A wann neen, wéini soll dat neit Règlement kommen?

Ech soe Merci fir Är Äntwerten.

► **M. le Président.**- Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. E puer Zuelen. Et ass effektiv esou, datt déi nei Primen agefuert ginn, déi eng fir 2007, also 2008/2009, an déi aner à partir vun 2009, mat deenen eenzelne Kritären, déi Dir elo scho beschriwwen hutt. Ech ginn och net méi am Detail dorobber an.

Wat hu se als Wierkung gehat? Dat ass jo déi wesentlech Fro.

D'Wierkung kann een aus verschiddene Weeër ëmschreiwen. Deen éischte Wee, wou ech se gär géif ëmschreiwen, dat wier einfach fir ze soen: Wann ech kucken, wat fir een Typ Autoen elo an deene leschte Jore kaaft ginn ass, à partir vun 2007 bis elo, ass do eng Evolutioun vun dem Consommateur dran, wat d'Autoen ugeet? An do ass, mengen ech, d'Äntwert ganz kloer: jo!

Well wa mer elo kucken, wat d'Immatrikulationen an deenen éischten néng Méint vun 2009 waren, da gesi mer, datt mer elo

op 23% vun den Autoen sinn, déi ënner 120 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstoussen. Wann ech dat mat dem Joer 2007 vergläichen, dann hate mer do 11,9%, mat 2006 9,2%, also einfach säit 2007 quasiment eng Verduebelung vun den Autoen ënner 120 Gramm CO₂ pro Kilometer.

Wat een also ka soen, ass, datt déi Moosnam e Succès ass.

Elo kann een diskutéieren, ob dat alles op déi do Moosnam zréckzeféieren ass. Sécherlech hunn och nach aner Saache matgespillt, wéi zum Beispill d'Deierecht vum Bensin, déi matgespillt huet, sécher och en anert ekonomesch Denke vun de Leit respektiv och d'Evolutioun vun der Technologie, well méi Autoen ënner 120 g um Maart waren. Mä trotzdem géif ech kloer soen, datt d'Zilsetzung vun der Moosnam, esou wéi se ageféiert ginn ass, och erreecht ginn ass.

Wann ee kuckt och, wéi vill Leit dovunner bénéficiéiert hu vun deene Primen, da muss ech och soen, datt mer effektiv e grouse Succès haten: 5.250 Subventionsdemande sinn agereecht ginn. Dovunner sinn der 3.460 effectuëiert, also bezuelt ginn; 940 Refusen, 850 Dossieren, déi momentan en cours d'instruction sinn. Dat ass schon eng beachtlech Zuel.

Wann ech d'Prime „CARE plus“ kucken, dann ass dat momentan extrem schweier nach ze soen, well mer jo als Prinzip festgehalten hunn, datt ee muss deen neien Auto, deen ee keeft, siwe Méint mindestens halen, ier ee ka seng Demande maachen. Vu datt déi Prime eréischt den 1. Januar d'Joer agefuert ginn ass, hunn déi éischt Autoen eréischt säit Juli, August kënne hir Demande effektiv maachen, sou datt een do nach keng richteg Konklusionen draus kann zéien. Mir mengen awer, mir schätzen d'Zuel zwëschen 4.000 a 6.000 Demanden, déi mer am Laf vum Joer elo op der „CARE plus“-Prime kréien, wat also och do extrem substanzuell ass.

Wann ech wëll e wéineg anescht ausdrécken, wéi d'Effikassitéit vun deene Primen ass, an ech kucken déi Prime an deem Sënn, datt ech einfach vergläichen déi nei Autoen, déi elo verkaaft gi sinn, par rapport zu deenen Autoen, déi 2007 verkaaft gi sinn, da stellen ech fest, datt d'Moyenne vun dem Ausstouss vun den Autoen, déi 2007 kaaft gi sinn, par rapport zu deenen, déi 2009 kaaft gi sinn, ëm 6,8% erofgaangen ass, wat den Ausstouss vun CO₂ ugeet.

Dat heescht, mir si vun 168,20 g en moyenne op 154,50 erofgaangen. Wann ech dat ëmrechnen op eng Moyenne vu 50.000 Autoen, déi nei kaaft gi sinn, ab 15.000 km, déi se d'Joer maachen, da spueren ech 10.000 Tonnen, eng Reduktioun vun 10.000 Tonnen CO₂, wat véier Milliounen Liter Bensin pro Joer ausmécht. Ech mengen, déi Zuele se genuch.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci. Mir kommen elo zu der aachter Fro, där vum Här Fernand Etgen, deen den Här Gesondheitsminister wëllt befragen iwwert de Service de garde et de remplacement bei den Zänndokteren. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, ech hunn eng Fro, wéi Der sot, un de Gesondheitsminister iwwert de Service de garde et de remplacement bei den Zänndokteren.

Ëmmer méi Leit bekloe sech, datt am Fall vun Urgencen ausserhalb den normalen Öffnungszäite vun den Zänndokteschpraxissen et schweier ass, fir Hëllef ze fannen, an dann oft bleibt engem just d'Méiglechkeet vun de Maison-médicalen a beim Spidol vum Dénsgsch, fir sech dohin-



ner ze wennen, wou awer keng spezialiséiert Hëllef ze erwaarden ass. De Weekend gëtt just eng Zännokteschirurgie am CHL an der Stad garantéiert.

Dës Woch krut ech de Fall vun enger Fra erzielt, déi am Spidol vum Déngscht gesot krut, si géife léiwer keen Zännokter rufen, well soss wär den Dokter nervös a géif wahrscheinlech dee falschen Zant rappen.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - D'Fra gouf hospitaliséiert, si krut e Baxter géint d'Péng an huet misse bis deen aneren Dag Moien am Spidol waarden, fir duerno bei hiren Dokter ze goen.

Ech wollt duerfir dem Gesondheitsminister op den Zant fillen...

(Hilarité)

...a froen, ob eng Restrukturierung vun den Urgencedéngschter am Beräich vun der Zännmedezin net iwwerfällg ass.

Ass d'Praxis, fir an der Urgence just de Wéi ze calméieren an net fir der Ursach vum Wéi op de Fong ze goen, déi medezinesch beschte Léisung?

Wär et och net ubruecht, dës Urgencedéngschter de Weekend ze regionaliséieren, mat enger Antenn zu Ettelbréck am Centre hospitalier du Nord an och am Süden, an net just op d'Stad respektiv de CHL ze konzentréieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Här Gesondheitsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo innerhalb vun néng Méint déi zweete Kéier, wou den Här Etgen mer déi dote Fro stellt...

(Hilarité et interruptions)

Ech ginn dem Här Etgen dann...

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président.** - Här Gesondheitsminister, loosst lech net aus der Rou bréngen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Ech kréien hei de ganzen Zäit Saache geflüstert. Den Här „Etgen“?

► **Une voix.** - „Etgen“!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Okay, elo hunn ech verstan.

(Hilarité)

Also „Ätgen“?

(Interruptions et hilarité générale)

► **Une voix.** - „Etgen“!

► **Une autre voix.** - Et ass Fernand fir lech!

(Interruptions et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Éntschëllegt, ech schwätzen net gutt Eislekesch!

(Hilarité générale et interruptions)

Also, ech ginn dem Här Etgen dann...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - ... fir d'zweete Kéier d'Äntwert op seng Fro, déi e mer fir d'zweete Kéier stellt.

Wat e seet, ass net falsch.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **Une voix.** - Et ass also richtig!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Een, dee vun Zännwéi betraff ass, sicht esou séier wéi méiglech Hëllef an huet och Recht op esou eng schnell wéi méiglech Hëllef.

Nun ass et awer esou, dass déi Zuel vun deenen, déi an esou Situatiounen kommen, ganz selten ass, a ganz selten, ganz selten d'Servicer beusprocht ginn, sou dass et net onkomplex ass, fir um regionaliséierte

Plang an de Spideeler kënne bei niddregen Zuelen esou eng Permanence ze garantéieren.

Et ass - mengen ech - déi Explikatioun, déi ech him ka ginn, dass et méi einfach gesot wéi gemaach ass, well wann een en Zännokter am Stand-by huet, deen iwwer Nuechte laang net sollicitéiert gëtt, dat ass och net evident, well da feelt en deen Dag drop a senger Praxis an dann ass dat grad esou problematesch wéi dat anert.

Mir hunn eng Verbesserung bruecht duerch, dass mer an de Maison-médicalen, déi nuets an iwwert de ganze Weekend funktionnéieren, déi Problemer vun akutem Wéi kënne kuerzfristeg behandelen, fir dass d'Leit iwwert d'Ronne komme bis deen aneren Dag, wou se an d'Praxis vun hirem Zännokter kënne goen. Bei méi gravé Saachen, zum Beispill traumatologesche Fäll ronderëm d'Zänn, do ass et selbstverständlech, dass, wann d'Leit an d'Urgencé vun de Spideeler kommen, se och do direkt traitéiert ginn.

Et ass richtig, dass iwwert de Weekend just en Noutdéngscht am CHL funktionnéiert. Ech hat dem Här Etgen virun néng Méint gesot, dass mer, wa mer de Bilan vun de Maison-médicalen zéien, wa mer och gesinn, wéi oft dass déi dote Pathologien opgetaucht sinn an de Maison-médicalen, eis Méi wäerte ginn, fir deen zännmedezineschen Déngscht, wann dann awer d'Zuelen et och ausweisen, ze verstärken.

An ech bleiwen do derbäi. Den Här Etgen ka mer dann a sechs Méint déi Fro nach eng Kéier stellen, da kann ech him d'Äntwert ginn, wat mer konkret um Terrain maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gesondheitsminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°9 vun der Madame Lydie Err un den Nohaltegkeitsminister iwwert den Novabus. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här Minister, eng Fro un lech, déi ganz konkret ass. Den Novabus, fir déi, déi et net wëssen, ass e Bus, un dee Leit, déi eng Invalidekaart hunn, sech kënne wenen, fir hir Déplacementen zu engem fixe Präis - wann ech mech elo richtig erënneren, aacht Euro pro Trajet a pro Persoun - ze bezuelen, fir kënne bei den Dokter oder dohinner gefouert ze ginn, wou se soss Schwieregkeeten hunn, hinzekommen. Et schéngt es, wéi wann elo eppes geännert gi wär un der Natur vun der Invalidekaart.

Duerfir am Fong just eng konkret Fro: Ass et envisageabel, dass ech Leit mat enger Invalidekaart A, dat heescht den éischte Grad, eventuell kéinte weider dee Bus do benotzen, a sief et nëmme, fir hir Visite-médicalen oder Trajeten, déi mat hirer Gesondheet zesammenhänken?

Merci.

► **M. le Président.** - Den Här Nohaltegkeitsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Madame Err, fir déi Fro. Ganz kuerz: Et ass a priori an am Prinzip un dem Fonctionnement vum Novabus an deene leschte Méint näischt geännert ginn. Dat Eenzegt, wat gemaach ginn ass, dat sinn zwou Saachen. Éischtens sinn d'Bénéficiairë prezisiéiert ginn, an et ass och méi public gemaach ginn, datt et sech am Fong ëm e Service handelt, dee fir déi Leit geduecht ass, déi mat der Invaliditéitskaart vum Typ B oder C sinn. Déi kënne den Novabus gebrauchen an déi kënne e gebrauchen, fir eben déi Besoinen ze erfüllen, wéi u sech - wéi Der beschriwwen hutt - bei den Dokter goen oder aner Coursse maachen oder Coursse maachen, wou se anzwousch anescht net géifen hikommen. Dat Eenzegt, wat geännert ginn ass d'est Joer, datt ass, datt mer de Präis zollid erofgesat hunn, andeems mer d'Coursse vun zéng Euro pro Persoun fir eng Eenzel-

course op fénnef Euro pro Persoun erofgesat hunn, respektiv vu 15 Euro pro Persoun fir en Aller-retour op aacht Euro pro Persoun fir en Aller-retour erofgesat hunn.

Et ass momentan net geduecht, fir de Champ d'application vun deene Bussen op nach aner Kategorien ze erweideren. Mir hu momentan mat deem, wat um Terrain leeft, e ganz grouse Succès an e ganz grouse Potenzial oder e ganz grouse Corpus vu Leit, déi mer erreechen. Novabus gëtt momentan vill gebraucht.

Ech weess och net, wéi et méiglech wär, elo an deem Moment déi Kategorien nach ze erweideren. Et muss ee ganz einfach wëssen, datt mer bis zu 5.500 Leit am Joer 2008 zwëschent Mee an Dezember duerch den Novabus transportéiert hunn an datt mer e Budget vun 2,4 Milliounen Euro fir 2009 an 2,4 Milliounen Euro och fir 2010 virgesinn hunn, wat u sech duergeet, fir u sech dee Corps vu Leit, déi elo betraff sinn, fir déi kënne ze transportéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Nohaltegkeitsminister Merci. Mir kommen elo zu der zéngter Fro vum Här Henri Kox un de Wirtschaftsminister iwwert de Parc logistique um Site vun der WSA zu Beetebuerg. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ma, ech wollt am Ufank un eng Pressekonferenz erënnere vum Januar 2007, wou u sech de Site vun der WSA mat groussen Hoffnungen duergestallt gouf, fir d'Wirtschaft ze diversifiéieren, mat ganz villen Aarbechtsplaze fir héich a manner héich qualifizéiert Aarbechten an natierlech och fir méi eng héich Plus-value fir eis Wirtschaft.

Dir wësst alleguerten, dee Site, dee Logistiksite ass opgebaut op Transport. Den Transport ass awer e Secteur, deen an dëser Krisenzäit extrem gelidden huet. De Camionsverkéier oder den LKW-Verkéier international ass ëm 80% gefall gewiescht. Elo stellt sech natierlech d'Fro, wéi eng Auswierkungen dat op dee Logistikzenter huet.

Dir selwer, Här Minister, hutt bei der Ried zu der dësjähriger Hierschtfoire gesot, dass de Secteur an der Souffrance wär.

Duerfir wollt ech eng Rei Froen un lech stelle betreffend deem Logistikzenter, wou de Projet u sech dann de Moment drun ass, wéi eng Infrastrukturen dann elo scho gebaut gi sinn, wéi eng Gebaier opgericht goufen.

Ass den Accès, deen u sech zu den Autobunne sollt gemaach ginn, entaméiert ginn?

Wéi eng Entreprisé sinn de Moment nach derbäi? Oder hu sech Entreprisé méttlerweil zrëckgezunn? Wéi ass et mat den Aarbechtsplazen? Gëtt et der, sinn der schon eng Rei um Site selwer geschaf ginn? Wéi vill Gelder huet d'öffentlech Hand méttlerweil do investéiert?

An dann zum Schluss selbstverständlech och, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt: Et ass eng extra Formatioun an d'Liewe geruff ginn. Iwwer en CATP soll en Ofschluss gemaach ginn, deen 2007 an d'Liewe geruff ginn ass. Wéi ass et elo mat där Ausbildung? Kommen déi dann elo d'est Joer zum Ofschluss? An ass eng Plaz dann assuréiert fir déi Ofgäng?

Merci.

► **M. le Président.** - Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Weltwirtschaft an haaptsächlech de Welthandel esou abrécht, wéi dat dës Kéier geschitt ass, dann ass et evident, dass alles, wat mat Logistik ze dinn huet, dorënner ze leiden huet. Dat ass vun der Loftfahrt eriwwer bis op d'Schéffahrt bis eriwwer op d'Eisebunn an och bei de Camionneure selbstverständlech de Fall.

Mir ginn awer alleguerten dovunner aus, dass dat do jo net d'Enn vum Welthandel war, mä dass dat eng Reprise wäert ginn. Wéi staark déi Reprise ass, dat muss ee kucken. Mä et gesäit een elo schon, dass an Asien sech eppes deet. Et mierkt een elo schon, dass an der Luftfracht éischters d'Volume souguer e bëssen an d'Luucht ginn. Déi sinn och gehale gi bei deene Meeschten. Wat ganz schlëmm war, dat war de Präis pro Container oder de Präis pro Palette, deen ass elo erëm staark an deene leschte sechs Wochen an d'Luucht gaangen. Dat heescht, et gesäit een, dass an der Logistik erëm lues a lues d'Saach sech - ech wëll net soen - normaliséiert, dat wäert nach e bëssen Zäit brauchen, mä, dass dat erëm zou sech kënnt.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass dee Logistikzenter nach wie vor richtig ass. Mir hunn ugefaange mat ofrappen. 16 Gebaier sinn ofgerappt ginn. Et stinn der elo nach, ech géif soen, eng aacht Stéck. Eenzeler sinn ëmgerüst ginn, fir Aktivitéiten do oprechtzeerhalen, déi mer do schon ugezunn hunn oder beziehungsweise déi do waren. Ech mengen, et wieren der nach eng aacht Stéck, ech weess dat elo net ausweneg. Mä 16 Stéck sinn der ofgerappt ginn.

D'PAGE vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng sinn ëmgeännert ginn. Se sinn also schon en vigueur. De PAP läit, souwäit ech weess, fir Examen beim Minister vum Intérieur.

Déi Gespréicher iwwert den Accès, wéi dee soll geregelt ginn, si mat de Gemenge gefouert ginn, si mat Ponts et Chaussées gefouert ginn. Et ass eng nei Trass virgesinn, fir dee Flux anescht ze organiséieren, wéi dat elo de Fall war. Ech weess, dass de Kommodo-Inkommodo en cours ass. Mir ginn dovun aus, dass mer kënne eventuell am zweete Semester d'nächst Joer do ufänke mat bauen. Dat heescht, et si mat Ausnahm vun e puer Réfectionen elo keng nei Gebailechkeeten dohinnerkomm, well mer nach keng Autorisatioun hunn, fir dat ze maachen.

Ech muss lech éierlech soen, zu deem Zäitpunkt arrangéiert et mech à la limite e bëssen, well wann ech éierlech sinn, et ass net, dass ech mech muss erwieren, dass ze vill Leit wélten am Moment schon dohinnergoen. Mir hunn eng Rei Demanden, mä mir mierken, dass jiddwereen e bësse bremst, bis e gesäit, dass et erëm zitt.

Duerfir passt et mir am Moment, dass mer nach net esou wäit sinn, wéi ech mer erhofft hat. Déi Firmen, déi do sinn, dat sinn zudeem kleng Firmen, zum Deel Firmen, deene mer och probéieren ze hëllefen, iwwert d'Distanz ze kommen. D'Geld, wat mer bis elo ausginn hunn, ass dat, wat mer ausginn hu fir d'Démolitioun, an ass dat, wat mer ausgi fir den Encadrement.

Dir wësst, dass mer - mengen ech - 21 WSA-Leit do iwwerholl hunn, déi den Encadrement maachen, déi och derfir surgen, dass eng gewësse Sécherheet op deem Site och ass, dass do keen Unfug geschitt.

Mir hunn an der Zwëschenzäit jo och probéiert, nei Iddien ze développéieren. Et ass also guer net esou, dass dat muss noutgedrungen op Camionen opgebaut ginn. Dat wäert Der nach mierken. Mä do gëtt et jo ganz aner Iddien. Ech mengen, ech hu vun enger Zone franche geschwat, an eng Zone franche, ça veut bien dire, ce que ça veut dire, dat heescht, do si Saachen, déi bleiwen eng Zäit, déi bleiwen eng Zäit, well se da weder der Douane nach der TVA ënnerleien, an eréischt, wa se erausginn, geschitt dat.

Mä do kéinten dann eng ganz Rei Servicer op deene Gidder gemaach ginn, wat lauter Gidder mat ganz, ganz héijer Valeur sinn. Dat ass een Aspekt, dee mer amgaange sinn ze développéieren. Dat heescht, kucken, Objete mat ganz héijer Valeur do ze géréieren an all déi Servicer, déi do ronderëm sinn, well déi Objets de valeur mussen och traitéiert ginn, sou dass sech do e ganze Secteur bitt, deen also emol guer kee Flux beinhalt.

Mir sinn amgaangen also, dorop ze schafffen, well mer mierken, dass mer wahrscheinlech net einfach kënne setzen op déi klassesch Logistik, mä dass mer op méi sophisticated Deeler vun der Logistik musse setzen. Dorunner schaffe mer. Mir hunn

och do Partner, mat deene mer zesummeschaffen. Do inspiréiere mer eis u Beispiller.

Et wäert elo am Januar, mengen ech, zu Singapur een esou e Beispill opgoen, a mir wollten de Pendant hei zu Lëtzebuerg dovunner maachen. Dat ass also eng Nisch, mä keng Souveränitéitsnisch. Et ass also keng Nisch, wou mer muer Problemer kréien, well mer do géife steierlech Froen anescht behandelen, wéi dat misst de Fall sinn. Mä mir hunn eis inspiréiert, méi nei Servicer ronderëm dat Ganzt ze organisieren. Mir probéieren, dat esou ze maachen.

Ee lescht Wuert: D'Formatioun ass ofgeschloss. Selbstverständlech muss een elo kucken, Firmen, déi engagéieren. Also, bis elo hunn ech nach ni ee gesinn, deen eng Formatioung organiséiert huet an deen och nach garantéiert huet, dass d'Leit eng Plaz hätten. Also, ech mengen, eng Formatioung gëtt gemaach en vue vun Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn. Mä eng Garantie - muss ech lech éierlech soen -, déi kann ech net ginn.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Wirtschaftsminister Merci. Mir kommen elo zur leschter Fro fir haut, der Fro N°11 vum Här Claude Meisch un de Wirtschaftsminister iwwert d'Auswierkung vun der Erhéijung vum Waasserpräis op d'Inflatioun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Virun enger Rei vu Méint hu mer hei en neit Waassergesetz ofgestëmmt, wat dann och virgesäit, datt mer an Zukunft ab dem 1. Januar 2010 mat engem éischte Schratt dem reelle Waasserpräis solle méi no kommen. Dat féiert dozou, a momentan liest een et schonn, wann een d'Gemengerotsberichter queesch uechtert d'Land liest, datt eng Gemeng no där anerer amgaangen ass, hir Waassertaxen, hir Kanaltaxen no uewen ze adaptéieren.

Elo wësse mer, datt virun allem och de Wirtschaftsminister virun nach net alle laanger Zäit gewart huet a gesot huet: „Gemengen, erhéicht Är Taxen elo net, dat huet eng negativ Auswierkung op d'Inflatioun!“ An déi heiten Erhéijung vum Waasserpräis wäert natierlech och bei der Inflatioun zu Buch schloen.

Duerfir ass meng Fro déi folgend: Ob de Minister ausreche gelooss huet, wéi staark datt de Waasserpräis wäert herno sech an der Inflatioun nidderschloen a wat fir eng Inzidenz datt dat doten dann och spéiderhin oder am Laf vun dësem Joer op d'Erfale vun der nächster Indextranche huet, déi jo fir d'Joer 2010 virausgesot gëtt.

► **M. le Président.** - Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Abrëll 2006 hu mer effektiv an der Tripartite festgehalten, dass mer e Programm géint eng exzessiv Inflatioun solle maachen. Dat ass geschitt. D'Regierung huet dee verabschitt an d'Regierung huet deen och émgésat.

Ee vun de Punkte war dee vun den administréierte Präisser. Mir hunn also den - waart, ech muss dat kucken - 18. Abrëll 2008, wéi mer gesinn hunn, dass deen allgemenge Message net ukomm war, een e bësse méi klore Message ginn un all méiglech Acteuren, déi eppes mat administréierte Präisser ze dinn hunn, inklusiv och d'Administratiounen oder déi Institutiounen, déi direkt eppes mam Stat ze dinn hunn. Deenen hu mer gesot, Gel des prix, et gëtt elo näischt méi, wat d'Regierung muss autoriséieren, an d'Luucht gesat.

Mir hu gesot, dass d'Gemengen dat selwecht solle maachen. Mä mir haten awer och gesot, selbstverständlech net be-traff sinn domat d'Dispositiounen, déi elo contraire wieren zu iergendenger Disposition légale, dat heescht zu iergendengem Gesetz, wat besteet.

Hei hu mer jo fir 2010 de Fait, dass mer eng aner Präisberechnung musse maachen, wat d'Waasser ubelaangt. Wann d'Chamber dat esou décidéiert huet, da muss d'Chamber jo wëssen, dass domat de Präis an d'Luucht geet. Et ass jo evident, wa virun 90% vu beispillsweis allen Ofwaasserinfrastrukture vum Stat matgeholl gi sinn, wann déi elo an de Präis mussen afléissen, da wier et jo e Wonner, wann dat net eng Auswierkung op de Präis hätt. Dat wouss d'Chamber ganz kloer, wéi se dat gestëmmt huet. Also muss och d'Chamber zesumme mat der Regierung dat do assuméieren. Selbstverständlech geet de Präis, geet d'Inflatioun an d'Luucht duerch de Fait, dass de Waasserpräis an d'Luucht geet.

Mir hunn am Wuerekerf am Fong geholl eng Opdeelung zwëschent Alimentation en eau an deem, wat een nennt Reprise des eaux usées, dat heescht d'Ofwaasser. All Joer gëtt jo eng nei Pondéatioun gemaach doriwwer, wéi vill de Waasserpräis ausmécht.

De cumuléierte Waasserpräis vun deenen zwou Dispositiounen ass elo - ech muss kucken - vun 2005 vun 0,58% op 1% eropgaangen. Dat ass elo d'Dispositioun 2009. Dat heescht, d'Pondéatioun huet sech bal verduebelt vum Waasserpräis am Index-Wuerekerf. Dat huet mam Präis och notament ze dinn, huet vläicht och mam Verbrauch ze dinn, mä et ass op alle Fall kloer. Et ass jo eng Kombinatioun Verbrauch/Präis, an dat do gëtt jo mat de Sozialpartner ëmmer ofgeschwat. Dat heescht, all Joer gëtt jo déi Pondéatioun eng Kéier iwwerkuckt, ob sech do Saache verännert hunn. Am Moment ass et also esou, dass d'Alimentation en eau ongeféier 0,62% ausmécht an d'Reprise des eaux usées 0,38%. Dat mécht déi 1%, déi am Moment am ganze Wuerekerf u sech d'Waasser ausmécht.

D'Variatiounen ware virun allem an de Joren - ech muss kucken - fënnf, sechs, siwen an aacht ganz staark. Vu fënnf op sechs si se zesummen eng Kéier ëm zéng an eng Kéier ëm 13% an d'Luucht gaangen. Dat Joer duerno ëm 17 an ëm 41%. Dat war 2006/2007, do ass de Waasserpräis esou staark an d'Luucht gaangen. 2008 hate mer gefrot - héiflech gefrot -, d'Gemenge sollen net ze vill anticipéieren. An deemools ass en nëmme méi ëm 7 a 17% an d'Luucht gaangen, mä trotzdeem nach sensibel.

Am September, also elo dëst Joer bis de September, hu mer eng Hausse um IPCN vun 1,6%, déi duerch d'Waasser kënnt. Dat kritt natierlech seng Auswierkungen och op den Index. Wéi et an Zukunft geet, kann ech lech net soen, well ech net weess, wéi déi Präisgestaltung schlussendlech ausgesäit.

Mä Dir musst lech soen, eng Hausse vun 10% wäert mat sech bréngen, dass mer eng Répercussioun am IPCN, dee jo moosst eis Inflatioun, vun 0,62% wäerte kréien eleng an der Alimentatioun an 0,038% op d'Ofwaasser. Dat weist also, wann Der elo dat weiderspaant an Dir gitt op 20%, dann hutt Der dat Duebelt dovunner. Dat heescht, da sidd Der bei 0,1% ongeféier, déi dat ausmécht am IPCN. Also, et ass ganz kloer, dass d'Präisser an d'Luucht gaange sinn, dass se staark an d'Luucht gaange sinn, dass ee se elo e bëssen ofgeflaacht huet, well mer gefrot hatten, d'administréiert Präisser sollen e bëssen am A behale ginn.

Mä et ass sécher, wann d'Gesetz dat virgesäit an et gëtt ugepasst, et hänkt natierlech ëmmer e bëssen dovunner of, wéi d'Leit upassen oder d'Gemengen upassen, mä dat do kritt seng Auswierkungen op den IPCN, op den IPCH, wat jo den harmoniséierten Index-Wuerekerf ass, an domat kritt et eng Auswierkung och op d'Indextranche.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Froestonn.

(Interruption)

Jo, Här Hoffmann.

5. Ordre du jour

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech géif eigentlech mengen, bei enger Heure de questions, wou Froe vun

alle Gruppen a Sensibilitäten op der Lëscht stinn, dass d'Reiefolg esou kéint opgestallt ginn, dass all Grupp respektiv all Sensibilité politique mat enger Fro drukéim.

Meng Fro, déi elo ewech géif falen, huet mat der Aktualitéit ze dinn, also mat der dramatescher Situatioun an dem Sozialkonflikt bei Villeroy&Boch. Ech géif mer also erlaben, einfach lech ze froen, mer awer d'Wuert ze ginn, fir déi Fro nach un den Aarbechtsminister kënnen ze stellen.

Am Fall, wou Der Nee sot, géif ech lech froen, ob Der der Meenung wäert, Dir kéint d'Recevabilitéit vun enger Question urgente mat deemselwechte Libellé nach fir dës Woch muer oder iwwermuer akzeptéieren?

Also, eng vun deenen zwou Méiglechkeeten.

► **M. le Président.** - Also, ech wëll lech just soen, Här Hoffmann, am Prinzip ass d'Froestonn eriwwer, a mir hunn dat bis elo ëmmer esou gehandhaabt mat de Froen. Et ass also elo näischt dëst Joer aneschters hei gemaach ginn.

Dir wësst, Dir hutt à tout moment d'Méiglechkeet, déi Fro bei enger nächster Froestonn erëm ze bréngen. Ech hunn awer kee Problem, wann d'Chamber hei d'accord ass, datt mer haut nach déi Fro do beäntweren. Ech hunn och kee Problem, datt Der déi, wann den zoustännege Minister d'accord ass, dann als Question urgente stellt.

Mä ech mengen, mir mussen eis u Regeln halen, Här Hoffmann. Duerfir, mir kënnen net all Kéier déi Froen nomaachen, déi net drukommen. Et sinn och nach eng Rei Froe vun anere Fraktiounen, déi elo net drukomm sinn. Wa mer andauernd eis hei Exceptiounen ginn, duerfir hätt ech eigentlech am léifsten, mir géifen elo déi Froestonn definitiv ofschléissen. Dir gitt Är Fro als urgente Fro eran. Mir kucke mam Minister, ob déi Fro da kann als Question urgente esou schnell wéi méiglech beäntwert ginn.

Kënnt Der domadder liewen?

Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech mengen, mir sinn averstanen - den Här Hoffmann ass eleng hei, mä ech mengen, all aner Partei huet wierklech d'Méiglechkeet gehat, Froen ze stellen -, wa mer dem Här Hoffmann zwou Minutte ginn an dem Här Minister fënnf Minutte géife ginn oder véier Minutten, fir ze äntwerten.

Ech weess, mir hunn e Reglement, wat eppes aneschters virgesäit, mä den Här Minister ass och hei, an ech mengen, et hätt kee bestëmmt eppes dergéint, wann den Här Hoffmann awer seng enzeg Fro, déi en als Sensibilité politique wëllt stellen, elo nach géif stellen.

Op jidde Fall also, mir géife proposéieren, dass den Här Hoffmann awer déi zwou Minutte kann huelen. Ech weess net, ob déi aner dat denken, well d'Urgence dat dauert nach. De Minister ass schonn hei, da kann en och direkt äntwerten. Dann ass de ganzen Dossier zou.

► **M. le Président.** - Jo, nach eng Kéier, Här Bettel: Ech hu perséinlech kee Problem, mä et ass ëmmer erëm eng Fro. All Kéier bei Froestonne musse mer leider Gottes bei enger Fro ophalen, an do kommen der ëmmer erëm, déi da leider net drukommen. Mir kënnen elo haut eng Exceptioun maachen, da maache mer déi nächste Kéier och eng. Ech géif wierklech proposéieren, datt mer hei beim Prinzip bleiwen.

Ech mengen, mir si jo d'accord, datt den Här Hoffmann déi elo direkt als urgente stellt. Vu mir aus hunn ech och kee Problem, déi Fro als urgente unzegesinn. Da kritt den Här Hoffmann esou schnell wéi méiglech eng Äntwert vum Aarbechtsminister.

Kënne mer domadder liewen?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, Här President, just fir d'Zukunft dann, dass den Här Hoffmann an deem Roulement och drukéint.

► **M. le Président.** - Mir kucken, datt den Här Hoffmann déi nächste Kéier op jidde Fall dann esou op d'Lëscht kënnt, datt en och seng Fro ka stellen.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6068 iwwert den Emploi des jeunes. Do ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Hoffmann an den Här Spautz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

6. 6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage an eiser Gesellschaft permanent ze bekämpfen, ass eng vun deene wichtigste Aufgaben, där mer eis all zesummen all Dag ëmmer erëm ze stellen hunn.

De Chômage daerf net zu enger chronischer Krankheit ginn, soss gëtt eis ganz Gesellschaft krank. Am Chômage ze sinn, ass ëmmer schlëmm, egal wéi al e Mënsch ass. Mä besonnesch schlëmm ass et fir jonk Leit, keng Aarbecht ze fannen, well doduerch kréie jonk Leit d'Gefill, dass si an eiser Gesellschaft net gebraucht ginn.

Wéi mer wëssen, si besonnesch déi jonk Leit ouni Formatioung am meeschte gefährdet, keng Aarbecht ze fannen, mä elo, mat der finanzieller an ekonomescher Kris, risquéieren och déi Jonk mat Diplom, souguer mat Universitätsdiplom, keng Aarbecht ze fannen.

Eise jonke Mënsche mat an ouni Diplom ze hëllefen, de Wee an d'Aarbechtswelt ze fannen an ze erliichteren, ass Sënn an Zweck vun deem Gesetz vun haut.

Här President, d'Wirtschafts- an d'Finanzkris, an där mer eis säit September 2008 befannen, riskéiert ëmmer méi, sech an eng Sozialkris ëmzewandelen. Dëst weist sech ganz kloer, wa mer eis Chômagezuelen iwwert dat lescht Joer ukucken: Am August 2008 war den Taux de chômage 4,2%, an op der ADEM waren 9.374 Leit ageschriwwen. Elo, ee Joer drop, beleeft de Chômage sech op 5,6%, an et sinn 12.910 Mënsche bei der ADEM ageschriwwen.

Den Taux de chômage vun de jonke Leit ënner 25 Joer louch am August 2009 bei héije 16,8%. Wat awer besonnesch beunruhigend ass, ass, dass ëmmer méi jonk Leit mat engem Diplom an der Täsche keng Aarbecht méi fannen. Dëse Phänomeen ass nei zu Lëtzebuerg an hänkt ganz offensichtlich direkt mat der Kris zesummen.

Den Taux de chômage vun deene jonken Diploméierten ass vum August 2008 op August 2009 vun 11,9 op 15,3% ugeklommen. Et gëtt estiméiert, dass elo am Hierscht 2009 ëm déi 2.000 jonk diploméiert Leit fir d'éischt an hirem Liewen op d'Sich no enger Aarbecht ginn.

Duerfir muss d'Regierung agräifen, an eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Éducatiouns-, Wirtschafts- an Aarbechtsministère souwéi e permanente Kontakt mat de Sozialpartner sinn d'Basis, fir dës Problemer konsequent a laangfristeg ze léisen.

Här President, d'Gesetz vum 22. Dezember 2006 hat ënner anerem zwou Moosnamen agefouert, fir deene jonke Leit ouni Formatioung ze hëllefen, Zougank op den Aarbechtsmaart ze fannen: éischtens, den CAE - Contrat d'appui-emploi -, dee sech op den öffentleche Secteur konzentriert an als Zil huet, jonken Aarbechtslosen e Stage unzebidden, wou se eng Initiatioun an/oder Formatioun kréien, déi et hinnen erlaben, éischt professionell Erfahrungen ze sammelen a sech och theoretisch weiterzubilden.



Zweetens, den CIE - Contrat d'initiation à l'emploi -, dee sech un de Privatsecteur wënn, dee vu Privatbetriber Jonker ka proposéiert ginn, an hinnen dobäi och eng konkret Perspektiv op en onbefristeten Aarbechtskontrakt à durée indéterminée, wéi mer dat am Jargon nennen, ubidde kann a wëllt.

Déi Jonk bis 30 Joer kréien duerch déi zwou Zorte vun Aarbechtskontrakter CAE an CIE d'Méiglechkeet, duerch praktesch Erfahrungs um Terrain a weider Fortbildung spéider méi liicht sech an den Aarbechtsmaart eran ze integréieren.

Här President, de Projet de loi 6068 vun haut gesäit zwee Haaptpunkte vir: Éischens, eng Rei Adaptatiounen vun deenen aktuellen CAE an CIE mat der Haaptmoossnam, dës zwee Kontrakter net nëmmen onqualifizéierte Leit, mä och jonken diploméierte Leit bis 30 Joer unzebidden.

Zweetens dann eng ganz nei Moossnam: de Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique (CIE-EP). Bon, dat kann een och nennen e Praktikum fir jonk diploméiert Leit bis 30 Joer, deen exklusiv fir si reservéiert ass.

Den CIE-EP soll deene Jonke mat engem CATP, Bac, Bac+, Technicien, BTS, Bachelor an hi bis zu engem Masterdiplom d'Méiglechkeet ginn, éischt professionell Erfahrungs ze sammelen, déi hirem Diplom déi néideg Plus-value ginn, fir dass si bei der Relance économique esou séier wéi méiglech eng fest Aarbechtsplaz fannen.

Ech wëll ennersträchen, dass den CAE an CIE sech virun allem u jonk Leit ouni Ofschlossdiplom wënnen, mam Zil, hinnen eng komplementär Ausbildung op prakteschem an theoretischem Niveau ze erméiglechen. Duerfir sinn d'Uwendung vum CIE an CAE op diploméiert Leit och elo just als Noutléisung an dëser Krisenzäit ze betruuchten. A vu dass dës zwou Moossnamen CAE an CIE genau wéi den CIE-EP un eng Krisensituatioun ugepasst sinn, si si och an der Zäit limitéiert a gëlle just bis den 31. Dezember 2010.

Här President, op déi dräi verschidden Aarbechtskontrakter fir jonk Leit bis 30 Joer, wéi se am Projet de loi vun haut virgesi sinn, wëll ech elo e bësse méi am Detail agoen.

Éischens, den CAE war bis elo u Leit ouni Ofschloss adresséiert a gëtt elo och opgemaach fir jonk Diploméiert. Seng Dauer gëtt vun néng op zwielef Méint eropgesat. No deenen zwielef Méint kann de Beschäftigungsminister decidéieren, de Kontrakt ze verlängeren. Déi maximal Dauer kann allerdings net iwwer 24 Méint erausgoen.

Wéi schonns virdru gesot, ass den CAE op eng weider Formatioun ausgeluecht. Duerfir gëtt elo och definitiv, also iwwert den 31. Dezember 2010 eraus, an de Code du Travail ageschriwwen, dass déi Jonk op d'mannst 16 Stonne Formatioun pro Mount suivéieren. D'Aarbechtsstonne waren a bleiwen aus deem Grond op 32 Stonne pro Woch limitéiert. D'ADEM ass bei dëser Moossnam mat abezunn a stellt deem Jonken en Tuteur zur Säit, deen deen néidegen Encadrement iwwerhëlt.

Wat d'Paien ugeet, esou kréien déi Jonk ouni Diplom eng Indemnitéit vun 80% vum Mindestloun; déi, déi e Certificat d'aptitude technique et professionnel, en Diplom de technicien oder en Diplom de fin d'études secondaires classiques oder respektiv secondaires techniques hunn, kréien 100% vum Mindestloun. An déi, déi e Bac+, BTS, e Bachelor oder e Master hunn, kréien 120% vum Mindestloun.

De Stat iwwerhëlt iwwert de Fonds pour l'Emploi all Mount déi ganz Indemnitéit, wann dee Jonken en CAE bei enger Staatsverwaltung selwer mécht. Bei aneren aarbechtsparastaatlechen Arbeitgeber wéi de Gemengen an esou weider iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi 85%.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass, wann den Employeur e Jonken no sengem CAE astelle wëllt, muss hien him en onbefristete Kontrakt ouni Stagezäit offréieren. Dëst gëllt awer nëmmen, wann dee Jonken op d'mannst zwielef Méint beim Em-

ployeur geschafft huet. Den Employeur kritt doropshin eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun den Indemnitéiten, déi de Jonke bezunn huet, beleeft.

Well d'Astellung beim Stat, de Gemengen an esou weider awer spezielle Regeln, wéi zum Beispill Examen ennerleien, ass et net ëmmer méiglech, deem Jonken no sengem CAE eng Plaz ze garantéieren. Duerfir ass et besonnesch wichteg, d'Formatioun vun eise Jonken an dësem öffentleche Secteur esou effikass a breet gefächert wéi méiglech ze gestalten. An deem Kontext kann enner anerem och op de staatlechen INAP, den Institut national d'administration publique, zréckgegraff ginn.

Zweetens, déi zweet Zort vun Aarbechtskontrakter ass den CIE - Contrat d'initiation à l'emploi. Den CIE viséiert déiselwecht Kategorie vu jonke Leit wéi den CAE, mä adresséiert sech un de Privatsecteur. Och den CIE ass duerch dëse Gesetzestext op fir Diploméiert.

Well kee vun eis viraussoe kann, ob eis Wirtschaft am Laf vum nächste Joer nees unzitt, gesäit de Gesetzestext vir, d'Dauer vum CIE bei Bedarf ze verlängeren. Dat heescht, dass och den CIE eng Dauer vun zwielef Méint huet. Wann en ausleeft, huet den Employeur awer d'Méiglechkeet, duerch eng Demande un de Beschäftigungsminister eng Verlängerung unzefroen. Grad wéi den CAE kann den CIE awer net méi laang dauere wéi 24 Méint am Ganzen.

De Montant vun den Indemnitéiten ass d'selwecht geregelt wéi beim CAE. Doriwwer eraus kann den Employeur beim CIE deem Jonken, wéi och elo schonn, fakultativ eng Prime de mérite ausbezuelen.

Wat d'Remboursementer vum Fonds pour l'Emploi ugeet, iwwerhëlt de Stat beim CIE am Privatsecteur all Mount 50% vum der Indemnitéit vun deem Jonken. Dësse Montant geet erop op 65%, wann dee Jonken an engem Secteur schafft, wou säi Sexe ennerrepresentéiert ass. Beim CIE kënn derbäi, dass deem Jonken e Certificat de travail vum Employeur ausgestallt gi muss.

Wann den Employeur dee Jonken no sengem CIE astelle wëllt, gëllen déiselwecht Konditiounen wéi beim CAE. Dat heescht, den Employeur kritt eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun der Indemnitéit, déi dee Jonke bezunn huet, beleeft. Den Employeur muss, wann e Leit astellt, fir d'éischt dee Jonken, dee fir hie geschafft huet, froen, ob hien déi ausgeschriwwen Plaz wëllt, wa se op seng Qualifikatiounen passt. Dës Priorité d'embauche huet déiselwecht Dauer wéi den CIE, deen de Jonke beim Patron geschafft huet.

Drëtens, komme mer elo zum Haaptpunkt vun dësem Gesetz. Den CIE-EP - wéi gesot, de Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique oder, wéi scho gesot, eng Zort Praktikum, ass exklusiv reservéiert fir jonk Leit mat engem Diplom. Dat heescht, jiddwereen, deen enner 30 Joer al ass an op d'mannst en Techniker-/Premières-/Treizième-Diplom huet, mä awer och e Bachelor oder e Master huet, ka sech fir esou e Kontrakt mellen.

Fir dass dës Moossnam méi séier kann a Kraaft trieden, brauchen am Géigesaz zum CAE an CIE déi Jonk net iwwert d'ADEM ze fueren. En extrae Büro enner dem Numm „anelo“ gouf ufanks September hei an der Stad Lëtzebuerg op der Escher Strooss op Nummer 209 ageriicht, fir déi jonk diploméiert Leit ze empfänken an ze beroden.

Ech war mer de Büro vun „anelo“ d'lescht Woch ukucken an ech muss soen, dass eisen neien Aarbechts- a Beschäftigungsminister Nicolas Schmit sech domat scho gutt a schnell op déi nei Situatioun préparéiert huet, déi mat dësem Gesetz méiglech gëtt, am Sënn vun enger...

► **Une voix.** - ...iwwerhaupt net vill gemaach virdrun!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Den Här Negri huet ganz eleng d'Wuert!

► **M. Roger Negri** (LSAP), rapporteur. - Merci, Här President.

...déi mat dësem Gesetz méiglech gëtt, am Sënn vun enger schneller Beschäftigung fir eis Jonk. All Respekt, Här Minister!

Dee Büro bitt och eng informatesch Plattform un enner der Website www.anelo.lu, wou déi Jonk hiren CV dropsetze kënnen. Wa si awer méi eng detailléiert Berodung brauchen, hu si d'Méiglechkeet och, sech direkt am Büro „anelo“ déi néideg Informatiounen ze froen.

De Büro „anelo“ gëtt géréiert iwwer e Guichet unique an Zesammenaarbecht mat der ADEM, CEDIES, SNJ an dem CPOS.

Och wann déi Jonk net deen normale Wee iwwert d'ADEM fuere mussen, ass d'ADEM awer mat agebonnen an informéiert déi Jonk iwwert déi ausgeschriwwen Plazen um Aarbechtsmarché. An emgedréint gëtt den Employeur vun deeneselwechten Organer d'Méiglechkeet gebueden, iwwer „anelo“ hir Aarbechtsofferer ze publizéieren.

Während dräi Méint hunn déi Jonk Zäit fir selbstständig no enger Aarbecht ze sichen a brauche sech och net regelméisseg bei der ADEM ze presentéieren. No dëser Period vun dräi Méint fale si automatesch an de System vun der ADEM zréck. Selbstverständlech kënnen si awer während deenen dräi Méint och froen, fir an deen traditionelle System ze kommen.

Den CIE-EP huet eng Dauer vu sechs bis 24 Méint. Och dës Kontrakt kann net méi laang wéi zwee Joer daueren.

Wat d'Indemnitéit ugeet, esou verdéngen d'Leit mat engem BTS, Première- oder Treizième-Diplom 120% vum Mindestloun. Leit mat engem Héichschoul- oder Unis-Diplom kréien 150% vum Mindestloun.

De Fonds pour l'Emploi rembourséiert all Mount 40% vum der Indemnitéit un den Employeur. D'selwecht wéi beim CIE, ass den Employeur obligéiert, um Enn vum CIE-EP dem Jonken e Certificat de travail auszustellen.

Wann en Employeur dee Jonken astelle wëllt, muss en him en onbefristete Kontrakt ouni Stagezäit ubidden, wann dee jonken zwielef Méint op d'mannst fir hie geschafft huet. Den Employeur kritt och hei eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun den Indemnitéiten, déi dee Jonke bezunn huet, beleeft.

Wat d'Priorité d'embauche ugeet, ziele beim CIE-EP déiselwecht Regele wéi beim CIE.

Et gouf estiméiert, dass déi dräi Aarbechtsmesurë fir ronn 800 jonk diploméiert Leit a Fro kommen, a ginn deementspreechend mat 14 Milliounen Euro am Fonds pour l'Emploi ageschriwwen.

Här President, opgrond vum gudden Avis vum Statsrot, ass de Gesetzestext méi kloer strukturéiert ginn. Sou gesäit dës vir, dass d'Kapitel 1 all déi Dispositiounen regroupéiert, déi zäitlech begrenzt, also bis den 31. Dezember 2010, Changementer am Code du Travail aféieren.

D'Haaptpunkten dovunner sinn: 1. Den CIE-EP gëtt nom 31. Dezember 2010 net méi ugebueden; 2. d'Montant vum der Indemnitéit ginn nom 31. Dezember 2010 och erëm erofgesat; an 3. d'Ausbeuele vun der Prime unique duerch de Fonds pour l'Emploi fällt och da logescherweis erëm ewech.

An engem zweete Kapitel ginn dann déi definitiv Changementer am Code du Travail opgezielt. Si bestinn dann och iwwert den 31. Dezember 2010 weider eraus. D'Haaptpunkten dovunner sinn: 1. De Chef d'entreprise ass obligéiert, fir d'Personaldelegatioun iwwert d'Ofschlësse vun CAE, CIE an CIE-EP ze informéieren a mat hinnen doriwwer ze diskutéieren. Hie muss och eemol am Joer op d'mannst de Comité mixte zu dëser Moossname consuléieren.

2. An engem CAE muss dee Jonken op d'mannst 16 Stonne Formatioun pro Mount maachen. Dat war am Gesetz vum 22. Dezember 2006 net dran. An ech halen dësen Zousaz fir enorm wichteg.

3. Dee Jonken an enger Moossnam huet d'Recht op déiselwecht Konditiounen, wat Congé ugeet, wéi aner Leit am Betrib.

4. Wat Nuets- a Sonndesaarbecht ugeet, do ass et d'selwecht, do gëllen déiselwecht Reglementer vum Droit commun.

Här President, ech wëll och kuerz op den Avis vun der Chambre des Salariés agoen. Vu dass all Betrib fräi ass, deem Jonken en CIE-EP-Kontrakt auszustellen, riskéiere mer vill verschidde Modeller vun esou Kontrakter ze kréien. Dofir proposéiert d'Chambre des Salariés, e Standardmodell vun esou engem Kontrakt auszeschaffen. Domat huet all Jonken deeselwechte Kontrakt an et kann een éitéieren, dass abusiv Clausen drastoe kommen.

Eng aner Propos, déi awer an déiselwecht Richtung geet, ass d'Afféiere vun engem Standardcertificat, deen all Jonken nom Oflaf vu sengem respektiven Aarbechtskontrakt ausgestallt kritt. Dësse Certificat gëllt als Bewäis fir d'Anhale vun engem vun deenen dräi Aarbechtskontrakter a beschreift dem Jonke seng Kompetenzen a wat hien a senger Zäit an deem Betrib och geléiert huet.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Kéier kloer soen, dass déi dräi opgezielten Aarbechtskontrakter fir Jonk Leit bis 30 Joer mat Diplom an der Zäit limitéiert sinn a gëllen als Plan d'urgence a Krisenzäiten. Op kee Fall solle se den Employeuren d'Méiglechkeet ubidden, fir gutt an effikass Aarbechtskräften zu niddrege Léin anzustellen.

Dofir gesäit d'Regierung e Comité de pilotage tripartite vir, deen de System regelméisseg iwwerpréift an esou Mëssbräich verhënnert. Dofir ass och am Artikel 13 vum Projet de loi festgehalten, dass de Comité permanent eng Evaluatioun no sechs Méint vun deem Gesetz vun haut virhëlt.

Déi iewescht Finalitéit am Kampf géint de Chômage a besonnesch an dëser Krisenzäit muss et sinn, eise jonke Leit mat an ouni Diplom e festen Aarbechtskontrakt unzebidden.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Negri Merci. An als éischt Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Hären, a schwierigen Zäiten ass et leider e Phenomeen, datt Jugendlech ouni Schoulofschloss et ganz schwéier hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen. Nei ass awer de Risiko, datt duerch d'Ausmooss vun der Kris och elo Jugendlech mat engem Diplom betraff sinn, an enner hinne souguer Jugendlech mat ganz héije Studien.

Ech wëll awer och am selwechten Otemzuch soen, datt deen am Summer gefaarte Rush op d'ADEM vun 2.000 Jugendlech mat engem Schoulofschloss ausbliwwen ass.

Dësse Projet de loi huet als primäert Zil, d'Mesurë vun CAE a vun CIE op Jugendlech mat Diplomer auszeweiden an och den CIE-EP anzeféieren. D'Ofkierzungen CAE, CIE an CIE-EP klänge wéi Bezechnunge fir Vitaminen, an dat grad ass hir Funktioun. Vitamine fir Jugendlech, datt se fit gemaach gi fir den Aarbechtsmarché.

De Rapporteur huet en expliziten an objektive Rapport vum Projet, deen enner dem fréieren CSV-Aarbechtsminister entstanen ass, virbruecht, sou datt ech hei net op déi verschidde Mesuren am Detail wëll zréckkommen an him am Numm vun der CSV Merci soe fir deen explizite Rapport.

Ech wëllt awer drun erënneren, datt den CIE-EP extra agefouert gëtt, oder soll agefouert ginn, wann d'Gesetz gestëmmt gëtt, fir deene Secteuren ze erlaben, wou Kuerzaarbecht ass, jonk Leit ze engagéieren, fir hinnen déi néideg Formatioun enner anerem kënnen ze ginn.

Besonnesch betraff ass hei den Industriesecteur. Zum Beispill eng Entreprise wéi Goodyear, déi Kuerzaarbecht huet, ka während der Kuerzaarbecht net rekrutéieren. Et sinn awer eng Rëtsch Ingenieuren um Marché, déi onbedéngt Formatioun an engem Betrib brauchen. Mam CIE-EP ass hinnen dës Méiglechkeet ginn.



D'CSV ass an déi lescht Wahle gaange mam Slogan „Zesumme wuessen“ an „Generatiounen denken de séchere Wee“. Dëse Projet läit voll op dëser Linn. Zesumme wuessen an a Generatiounen denken, heescht ënner anerem solidaresch handelen, Här Bettel.

(Interruption)

Dat geschitt mat dësem Projet de loi.

Och de séchere Wee leeft duerch dëse Projet. Duerch d'Formationen an de Praktikum souwéi den Encadrement, a méi generell duerch d'Méiglechkeet vun engem CAE, CIE an engem CIE-EP ze bénéficiéieren, kréien d'Jugendlech a besonnesch duerch dëse Projet d'Jugendlech mat engem Diplom d'Méiglechkeet, Erfahrungen um Aarbechtmarché ze sammelen. Och kréie se eng seriö Perspektiv op eng Plaz.

Dës Perspektiv ass nämlech ginn duerch d'Priorité d'embauchage, déi jo par rapport zum Projet 5611 verlängert gëtt. E Patron, deen e Jugendlechen ausgebild huet, dee wëllt prinzipiell dee Jugendlechen halen, wann d'ekonomesch Émfeld et him erlaabt. De Patron huet net nëmme Geld, wat e jo deels vum Stat hei kritt, investéiert, mä och vill Zäit an Know-how an dee Jugendlechen. De Jugendleche gëtt esou zum mënschleche Kapital, am positive Sënn vum Wuert, fir de Patron.

Ouni d'Subventiounen géife Jugendlech net op den Aarbechtmarché kommen.

Dëse Projet de loi gëtt kritiséiert, insbeson- dere well Abusé kéinte geschéien. Abusé kënnen et ëmmer ginn. Mä et dierf een awer net den Abus als Leitfaden huelen, fir géint e Gesetz ze stëmmen.

Et ass eis och oft virgehait ginn, dass Abusé bei den Indemnités de chômage géife geschéien. Dofir schafe mer awer net d'Indemnités de chômage of.

Kommt, mer ginn dësem Projet de loi dach eng Chance a kommt, mer vermëttelen dach e positive Message no baussen, dee soll heeschen: Léif Patronen, léif Jugendlech, mir gleewen un lech. Mir zielen op lech. Duerfir bidde mer lech eis Hand, fir aus der Kris ze kommen. Ech géif souguer soen, fir eng Expressioun vum Premierminister ze gebrauchen: Et ass eis verdammte Flicht, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gloden Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Situatioun bei der ADEM ass „katastrophal“. D'Aarbechtmarchéverwaltung muss „d'urgence“ reforméiert ginn.

Dëst si keng Aussoe vun engem Oppositionspolitiker, mä et ass de Constat an d'Fuerderung vum neien Aarbechtmarché, deen am Kader vun enger Pressekonferenz den 20. Oktober versprach huet, sech direkt ëm den Émbau vun der ADEM ze këmmern.

An dësem Dossier dierft keng „wäertvoll“ Zäit méi verluer goen. Sou de Minister, deen ënnerstrach huet, keng weider Auditen a Studien an d'Wee ze leeden, mä bis Juni 2010 e Reformkonzept virzeleeën.

D'Personal vun der ADEM soll elo séier opgestockt ginn. Dëst ass net vu Muttwëll, well d'Leit op der ADEM sinn de Moment einfach hoffnungslos iwwerfuerdert. Zu Esch këmmert sech am Duerchschnitt ee Beamten ëm 1.167 Chômeuren, zu Woltz ass et ee Beamte fir ronn 470 Aarbechtslo- ser.

Ënner esou engen Émstänn ass eng gutt Betreuung vun deem einzelnen Deman- deur d'emploi einfach net méiglech. Eent zu honnert soll der OECD no d'Verhältnis tëschent Placeur an Demandeur d'emploi sinn. Mir sinn de Moment wäit vun dëser Zuel ewech.

De Message vum neien Aarbechtmarché, nämlech deen, dass d'Lag katastrophal ass, ass alles mä kee Luef fir säi Virgänger. Wann den neien Aarbechtmarché deemno vun enger dramatescher Situa- tioun bei der ADEM schwätzt a sech net hannert Auditen an Etüde wëllt verstop-

pen, da weist hien domat, wat säi Virgän- ger jorelaang gemaach huet.

Amplaz d'Reform vun der ADEM konse- quent unzuegoen, wéi et d'Demokratesch Partei scho während Jore fuerdert, huet de Minister ëmmer nei Excusé fonnt, fir dëse Problem net unzuegoen. Mol war et en Audit vun der OECD, deen nach huet mis- sen ofgewart ginn, an deem seng Konklusi- oun iwwregens deckungsgläich mat de Fuerderungen an Iddië vun der DP war. Mol war et en Accord mat der CGFP, deen huet missen hierhalen, fir dass am Dossier ADEM kaum eppes geschitt ass.

Zéng Joer laang war de François Biltgen Aarbechtmarchéminister. Eleng an deene fënnf leschte Joren ass de Chômage vun 8.292 Persounen (August 2004) op 14.234 Per- sounen am August 2009 geklomm, also ëm ronn 71%. Bei deene Jonke sinn d'Zuelen ähnlech dramatesch, plus 35% an deene leschte fënnf Joer.

Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob den Här Biltgen keng Verantwortung konnt oder wollt iwwerhuelen, oder awer, ob seng Partei keng Verantwortung konnt oder wollt iwwerhuelen. Oder ob et esou war, dass e beim Nodenken iwwer eng méiglech Reform vun der ADEM net der- zou komm ass, se och an d'Realitéit ëm- setzen.

Et kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob et wierklech esou ass, wéi den Här Schiltz d'lescht Woch behaupt huet, dass een als CSV-Politiker ka parallel handelen an no- denken. An dësem Fall war et jiddefalls esou, dass den Här Biltgen vläicht noge- duecht huet, mä net gehandelt huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Mir hätten als DP...

(Interruptions)

Mir als DP jiddefalls hätten eis op alle Fall gewënscht, en hätt souwuel driwwer no- geduecht wéi och gehandelt, amplaz nëmme Plooschteren op en hélzent Been ze pechen.

(Brouhaha)

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, zënter Joren ass d'Lag um Aarbechtmarché amgaange sech ze verschlechteren. Beson- nesch de Jugendchômage huet bedenklech Ausmoossen ugeholl; tëschent August 2008 an August 2009 sinn eppes méi wéi 600 Jonk ënner 26 Joer méi bei der ADEM ageschriwwen. Si representéieren bal 17% vun de Persounen ouni Aarbecht.

Just 20% vun de jonken Demandeurs d'emploi, déi aus dem Postprimaire kom- men, hunn een Treizièmes- oder Pre- mières-Diplom. D'Majoritéit vun hinnen ass also net genuch qualifizéiert. Et si grad dës jonk Leit, déi als Éischt der Kris zum Affer falen a sech um Aarbechtmarché ganz schweierdinn, eng fest Plaz ze fannen.

Mat dem Gesetzesprojet 6068 reagéiert d'Regierung elo, méi wéi e Joer nodeems d'Kris ugefaangen huet, op dës drama- tesch Lag.

De Projet schreift sech dann och kloer an de Kontext vun der aktueller Wirtschaftskris an. Et ass eng aussergewéinlech Moosnam an enger aussergewéinlecher Situatioun. D'Fro muss an dësem Kontext awer erlaabt sinn, firwat et méi wéi zwielf Méint gedauert huet, éier dësen Text dé- poséiert gouf.

Nach eng Kéier muss ee sech d'Fro stellen, firwat net schonn dee fréieren Aarbechtmarchéminister mat esou enger Propositioun koum. Dann hätt een dësen Text net mis- sen duerch den Instanzewee baatschen an déi nei Mesurë wäeren och schonn en place gewiescht fir déi Jonk, déi am Summer hir Etuden ofgeschloss hunn.

De Gesetzesprojet entsprécht also, a mäi Virriedner Roger Negri huet et gesot, en- gem Noutplang. Dofir ass en an der Zäit begrenz an en huet als Zil, déi konjunkt- urell bedéngte Jugendarbeitslosigkeit ze bekämpfen.

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt dës Ap- proche prinzipiell. De Stat, awer och d'Be- triber mussen hirer sozialer Verantwortung gerecht ginn an d'äerfen déi Jonk, déi eng éischte Kéier op den Aarbechtmarché trie- den, net am Stach loossen.

D'Aféierung vun engem Contrat d'initia- tion à l'emploi - expérience pratique ass ze begréissen, well dëse Kontrakt et erméig- lecht, de jonken Diploméierten e Prak- tikum ze offréieren, deen et hinnen erlabe soll, méi licht eng definitiv Plaz, spréich e Contrat à durée indéterminée ze fannen.

D'Ausdehnung vun dem Contrat d'appui emploi an dem Contrat d'initiation à l'em- ploi op déi jonk Qualifizéiert ka sech nëm- men duerch déi konjunkturrell schwierig Lag legitiméieren an d'äerf dofir nëmme zäitlech begrenzt bleiwen.

Här President, Kris hin oder hier, et muss alles ënnerholl ginn, fir dass déi Jonk direkt am éischten Aarbechtmarché eng Plaz fan- nen. D'Moosnamen, déi dëse Gesetzes- projet virgesäit, d'äerfen also net zu Abusé féieren. Nëmme déi Betriber, déi eeschthafte vun der Kris betraff sinn, d'äerfen d'Recht hunn, an de Genoss vun de Virdeeler vun dësem Gesetzesprojet ze kommen.

D'Demokratesch Partei hofft, dass d'Kon- trollmoosnamen, déi vun der Regierung proposéiert ginn, Mëssbräich vermeiden hëllefen. D'Demokratesch Partei féiert awer, dass duerch den administrativen Opwand, dee mat dësem Projet verbon- nen ass, vill kleng- a mëttelgrouss Betriber, déi net iwwer en entwéckelten administra- tive Staff verfügen, découragéiert ginn an dat si dovunner ofhält, fir sech dem onver- meidbare Formalismus, dee mat dësem Projet verbonnen ass, ze ënnerwerfen.

Net fir näischt schreift de Statsrot a sen- gem Avis, dass d'Moosnamen, wéinst hirer Komplexitéit, eventuell bestëmmte Promoteure profitéieren géifen, déi beson- nesch aviséiert wäeren, dogéint kleng- a Mëttelbetriber riskéieren de facto vun dëse Virdeeler ausgeschloss ze ginn. Dat géif d'Wierksamkeet vun dëse Mesuren erfet- zen. Mesuren, esou prezisiéiert de Statsrot, déi jo awer d'Allgemengheet, spréich de Steierzueler, deier ze stoe kommen. Do- riwwer eraus kann et zu punktuellen Dis- kriminierungen tëschent Betriber kom- men.

D'Chambre des Saliés weist an hirem Avis drop hin, dass an enger selwechter Uertschaft mat zwee Handwierksbetriber deen ee vis-à-vis vun deem aneren diskri- minéiert ka ginn, well deen een ënner sen- gem perséinlechen Numm agéiert be- zéiungswies haft, an deen aneren am Kader vun enger Handelsgesellschaft, zum Beispill enger S.à r.l. funktionéiert.

Deen éischten Handwierker, deen also a sengem eegenen Numm etabléiert ass, kann en CAE mat engem jonke Chômeur ofschléissen. Deen zweeten dergéint kann dat net maachen, dëst well d'Handelsgesellschaft vum dëser Form vu Kontrakt prinzipiell ausgeschloss sinn.

Hei riskéiere Klengbetriber vun ähnlecher Gréisst wéinst hirem juristesche Statut dis- kriminéiert ze ginn. De Gesetzesprojet hätt also hei punktuell verbessert misse ginn, fir esou Situatiounen ze vermeiden, zumools well dat de Spillraum bei der Astellung vu manner gutt qualifizéierten Aarbechtslose vergréisser kéint.

Här President, mir stellen eis och d'Fro, ob d'Formationen, déi de Gesetzesprojet vir- gesäit, wierksam sinn. Dës Formationen solle jo d'Qualifikatiounen vun deene be- traffene Jonken nohalteg verbessern, oder zumindest punktuell Defiziter an hirem Aus- bildung ofbauen. D'Formationen, déi ugebuede ginn, d'äerfe keen Exercice de style sinn. Si mussen op den individuelle Profil an d'Bedürfnisser vun deene Jonken zugeschnidde sinn, fir esou hir Kompe- tenzen ze stärke.

De Formationsplang muss deemno kon- sequent a geziilt applizéiert ginn. E muss e reelle Mehrwert bréngen an d'Chancé vum Chômeur um Aarbechtmarché spier- bar verbessern. Et heescht den Après-crise ze preparéieren an déi Jonk fit fir den Aar- bechtmarché ze maachen.

An deem Kontext verlaange mir, dass d'Wierksamkeet vun dëse Moosnamen duerch de Comité de pilotage regelméis- seg iwwerpréift gëtt an d'Konklusiounen vun dësen Auswäertungen zu eventuelle Kurskorrektur féieren.

Ob d'ADEM dem Usproch vun enger bes- serer Betreuung awer ëmmer gerecht ka ginn, d'äerf ee bezweifelen, schonn eleng

dowéinst, well et einstweilen, wéi schonns ugedeit, net genuch Begleetpersonal gëtt, à moins dass de fréieren Aarbechtmarchéminister a senger Qualitéit als neie Minister vun der Fonction publique et fäerdeg bréngt, fir der Aarbechtmarchéverwaltung op Wonsch vu sengem Successeur zousätzlech Perso- nal zur Verfügung ze stellen.

Bei der ADEM betreit zurzäit ee Placeur am Duerchschnitt 600 Chômeuren. Dat ass eng ontragbar Situatioun, déi d'DP scho viru Joren ugeprangert huet. De fréieren Aarbechtmarchéminister huet ëmmer nees Ver- ännerungen ugekënnegt, mä dobäi blouf et dann och, leider. Well wéi d'Kris Enn 2008 iwwert d'Land agebrach ass, war ei- gentlech e schnellt Handeln erfuerdert.

Trotz der Krisensituatioun gouf d'Reform vun der ADEM net an Ugrëff geholl. Et blouf beim Ukënnegen a Studéieren. De Minister Schmit muss also elo a kuerzer Zäit dat opschaffen an nohuelen, wat säi Virgänger net ugepaakt huet.

► **Une voix.** - Dat ass net richtig.

► **M. André Bauler (DP).** - Dëst wäert mat Sécherheet keng einfach Aufgab ginn.

Här President, d'Kollege vun deene Grén- gen a vun deene Lénke wëllen dëst Gesetz wahrscheinlech net stëmmen, well se der Meenung sinn, dass vun deene propo- séierte Mesuren haaptsächlech d'Patronat profitéiert oder géif profitéieren, fir kënnen op bëlleg Manéier gutt qualifizéiert Aar- bechtkräften ze rekrutéieren.

Dat ass sécherlech net ganz falsch, an awer och nëmme déi hallef Wourecht. Et sti Garde-fouen am Gesetzesprojet, déi eben dëst genee solle verhéieren.

Op där anerer Säit muss ee sech och d'Fro stellen, wat mer dann an enger Krisensitua- tioun wéi där aktueller wëllen: Wëlle mer, dass déi Jonk och a schwierigen Zäiten eng Aarbecht fannen, och wann de Stat dofir finanziell muss asprangen, oder wëlle mer déi Jonk einfach sech selwer iwwer- loossen an hinnen net bei Antrëtt an d'Aar- bechtmarché hëllefen? Mir mengen, dass déi éischt Alternativ bäi Wäitem besser ass, wéi déi zweet.

D'Jugendarbeitslosigkeit werft awer och Froen iwwer eise Schoulssystem an iwwer eis Gesellschaft am Allgemengen op. Déi professionell Orientéierung misst eigentlech méi fréi a méi intensiv an eise Schoule gefördert ginn. Et gëtt ëmmer nach ze vill Jonker, déi d'Schoul fräizäiteg a soumat ouni nennenswäert Qualifika- tioun ofbriechen. Et gëtt och vill Jonker, déi Studien ufänken, déi kaum Berufspers- pektive bidden. An et gëtt och déi, déi sech vun engem Schouljoer an dat anert schleefen, ouni et awer zu engem Diplom ze bréngen, sief et, well et hinnen un der néideger Motivatioun feelt, sief et aus fa- miliären oder soziale Grënn.

Un éischer Plaz gëllt et de Problem vun niddrege Bildungsniveau vu villen Aar- bechtslosen, ronn 48% vun hinnen hunn e ganz niddrege Bildungsgrad, ze behiewen. D'ADEM muss dofir eng Aus- a Weider- bildungsagentur ginn, déi enk mat den existéierende Weiderbildungsinstituter ze- summeschaffe soll. Et heescht och d'Be- treiuungsqualitéit zugonschte vun den De- mandeurs d'emploi ze verbessern. Dofir muss d'Zuel vun de Vermëttler a Beroder opgestockt ginn - massiv opgestockt ginn -, fir dass all Demandeur méiglechst perso- naliséiert betreit ka ginn, awer och, fir dass d'Kontakter zu den Entreprises an deenen hire Personalbüro verbessert an ausge- baut kënnen ginn.

Här President, interessant sinn an deem Kontext d'Iwwerleeunge vum LCGB-Gener-alsekretär, deen am „Soziale Fortschritt“ eng gemeinsam Berodungsstruktur ver- laangt a sech driwwer beklot, dass am Ka- der vun der Koalitionsbildung nees keng national Instanz geschaf gouf, déi sech zentral ëm déi schoulesch a beruflech Be- rodung këmmert.

(Interruption)

Wuel gouf déi politesch Absicht geäussert, dass méi enk a geziilt zesummegeschaff misst ginn. Wiem notzt et awer - esou freet

den LCGB-Generalsekretär weider -, wann d'Politik Wënsch an Absichten äussert, mä ënnert dem Stréch net vill geschitt? De Regierungsprogramm hätt sech an deem Punkt méi konkret a konsequent äussere missen; esou den LCGB-Vertrieeder.

(Interruption)

Als DP kënne mer dem LCGB-Generalsekretär nëmme bäiflichten. Et muss ee sech effektiv froen, firwat dës berechtigt Forderung bis ewell nach net op oppen Oueren, Regierungsoueren, gestouss ass. D'Demokratesch Partei huet an de leschte Méint ëmmer nees drop opmierksam gemaach, datt um Terrain vun der beruflecher Orientéierung a Berodung an um Gebitt vun der Aarbechtspolitik en Ëmdeken onëmgänglech ass. Méi Betreuungsqualitéit, geziilt Weiderbildungen an eng verbessert Ënnerstützung fir den eenzelne Chômeur, dat sinn a bleiwen eis zentral Forderungen an der Lutte géint d'Aarbeitslosigkeit.

Am Chômage ze sinn, dat ass fir déi betraffe Leit en individuellen Drama. Grad déi Jonk, déi frësch op den Aarbechtsmaart kommen, brauchen Initiativen, déi hinnen de Wee an d'Aarbeitswelt erliichteren a si net an enger Situatioun hänke loossen, wou si riskéieren ontäteg ze ginn a Kompetenzen, déi se an der Schoul entwéckelt hunn, broochleien ze loossen.

D'Kris verlaangt eng schnell Äntwert, an dofir ënnerstëtze mir dese Gesetzesprojet. Gläichzäiteg widderhuele mer awer, datt dës Mesuren hiren exceptionelle Charakter behale mussen an alles ënnerholl gëtt, fir d'Entreprises ze encouragéieren, direkt iwwert den éischten Aarbechtsmaart anzestellen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Bericht félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bauler Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bal dräi Joer méi spéit, eng Nationalwahl méi spéit an en neien Aarbechtsminister méi spéit, kréie mir en urgence hei an deem Haus eng Adaptatioun vum Projet de loi 5611 presentéiert. Verschidde béis Zongen hunn dese Projet de loi 5611 bis genannt. Ech woe souguer den Term 5611 plus, well d'Intentione vun diesen Adaptatiounen sinn d'Mesuren CIE, de Contrat insertion emploi, an den CAE, de Contrat activation emploi, ze promouvéieren.

D'Essenz vun deemem Projet de loi ka sech an zwee Punkte resüméieren: Éischtens, déi bestoend Mesurë gi méi flexibel a manner contraignant gestallt; an zweetens, déi bestoend Mesurë ginn ausgeweit op déi Jugendlech, déi en Diplom Bac oder Bac+ hunn. Et wier nach ze preziséieren, datt et momentan virgesinn ass, d'Applikatioun vun deemem Projet de loi, spéider vun deemem Gesetz, an der Zäit ze limitéieren, an zwar bis Enn 2010.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënn lech bestëmmt alleguer erënnere, wéi vill Jugendlech sech viru knapp dräi Joer zu Wuert gemellt haten an den Émgank schaarf kritiséiert hunn, wéi d'Politik ëmgeet mat hirer Problematik, eng Schaff ze sichen an eng Schaff ze fannen. Haut sti mer mindestens virun darselwechter Problematik. A verstitt mech richteg, mir sti virun darselwechter Problematik, déiselwecht Situatioun, déi Situatioun, wéi d'Politik mat de Jugendlechen ëmgeet, déi eng Schaff sichen.

(**Mme Lydie Polfer prend la présidence.**)

Mä haut, dräi Joer méi spéit, ass och d'Problematik eng Problematik plus. Effektiv, wéi den neie Minister net midd gëtt ze widderhuelen, an och de Rapporteur,

deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, et ënnerstrach huet huet sech bannent engem Joer de Chômage indemnisé verduebelt; also de Chômage, deen ons eppes kascht.

29% vun de Mënschen, déi op der ADEM ageschriwwen sinn, hu manner wéi 30 Joer. Dat ass bal een Drëttel. Dat huet och de Minister ënnerstrach gehat. Mais voilà, elo ass tëschent den dräi Joer CIE an CAE, tëschent de Wahlen a virun engem neien Aarbechtsminister, eng Finanzkris an duerno eng Wirtschaftskris iwwert d'Land komm. A mir fäerten, vläicht net zu Onrecht, datt zousätzlech zu den onqualifizierten oder wéineg qualifizierten Jugendlechen och elo déi qualifizéiert a souguer déi héich diploméiert Jugendlech keng Aarbecht fannen.

Et sinn an deem leschte Joer 3.878 Aarbechtsplaz geschaf ginn. Allerdéngs ginn der dovunner direkt eng 56,3% un Netrésidenten, also och net un ons Jugendlech. Mir sti virun der Erausforderung, an den neie Minister, mä och de Rapporteur a Verschiedener vun de Virriedner hunn et och scho gutt erkläert: Wéi kréie mir ons Jugendlech, qualifizéiert an net qualifizéiert, op den Aarbechtsmaart? Wéi kënne mir se ënnerstëtzen, fir eng Schaff ze fannen a fir eng Schaff ze halen? Bis dohinner si mer ons eens: éischtens, an der Formulatioun vum Problem, an zweetens an der Zäitsetzung.

De Wee dohinner ass awer eng aner Saach, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären. De Wee dohinner nennt sech Mesuren. Wéi eng Mesurë setze mer an? Wéi musse mer mat de Mesuren ëmgoen, fir datt mer och kënnen evaluéieren, ob se gräifen, spréch ob de Wee zum Zil och dee richtegen ass?

Dozou ons Bemierkungen, déi gläichzäiteg och ons Kritik beschreiwe par rapport zu deemem Projet de loi an déi ons Skepsis ausdrécken.

Mir haten hei an deser Chamber per Motion an deemem Plenum Enn 2006 gefrot, fir eng Evaluatioun virgestallt ze kréien zu der Aféierung vun de Mesuren CIE an CAE. Et läit awer keng fundéiert a representativ Evaluatioun vun diesen zwou nei agefouerte Mesurë vir.

Et läit just en esou gutt wéi méiglech a wuel net representative Pabeier vir um Ceps, deen och éischer quantitativ Informatiounen gëtt wéi qualitativer. Eng Statistik läit vir, déi géif beweisen, datt vun de Jugendlechen, déi virun allem an enger CIE-Mesure waren, dovunner bal d'Halbschent agestallt gi wieren. Si se dat nach haut, Madame Presidentin?

Wat mir an deemem Plenum gefrot haten, war net eng zousätzlech Statistik, mä eng Evaluatioun vun der Applikatioun vun diesen zwou Mesuren. Eng Évaluation qualitative, déi ons de reelle Potenzial vun de Mesurë beschriwwen hätt, déi läit net vir. Esou eppes gëtt et net. An dat ass extrem schued.

Wie ka mir bestätegen, datt dës Jugendlech net souwisou vum Patron agestallt gi wieren, och ouni Mesure, ganz einfach well de Patron eng Aarbechtskraaft gebraucht huet? Kee ka mir dat weder bestätegen nach widderleeën.

Wie ka mir bestätegen, datt déi Suen, déi dës dräi lescht Joren an d'Mesurë gefloss sinn, gutt investéiert waren, well mir domadder onst Zil erreicht hunn, dat heescht Jugendlecher op den Aarbechtsmaart ze kréien an ze behalen, déi ouni Mesure net onbedéngt eng Plaz fonnt hätten? Kee ka mir dat bestätegen.

An déi nächst logesch Fro wier: Wie ka mir da bestätegen, datt déi 14 Milliounen Euro, déi un deemem Projet de loi hänken, e gudden Invest sinn, fir Jugendlechen eng Aarbecht ze vermëttelen, déi se soss net kritt hätten? Kee ka mir dat bestätegen.

Da sinn ech bal gezwongen, mir d'Fro ze stellen, ob dës Mesuren net virun allem eng Mesure fir d'Betriber sinn. Betriber, déi op eng indirekt Manéier gehollef kréie Paien ze bezuelen, wa se e Jugendlechen op d'mannst emol temporairement astellen, an dëst zu engem Präis, deen net der reeller Lountabell entsprécht.

Mir hunn hei e Projet de loi virleien, deen de Betriber hëlleft an där Wirtschaftskris en Deel vun de Paien ze bezuelen, notam-

ment déi vun de jonke Salaréien, déi ënnert dem Präis bezuelt ginn, 120 bis 150% vum Mindestlohn fir e Bac+, ouni datt dat och kloer regléiert ass.

Da misst een op d'mannst de Courage hunn, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir dee Projet de loi richteg ze betitelen. Well d'Argumentatioun, fir dës nei Mesuren anzeféieren, ass notament déi, datt et ons och nach géif kaschten, wann ons Jugendlech keng Schaff géife fannen. Dat ass scho richteg.

Systematesch gëtt awer argumentéiert, datt mer ons net an enger normaler Situatioun befannen. Iwwerhaupt gëtt dat Wuert „normal“ ëmmer erëm widderholl, fir ze ënnersträchen, datt mer net enger normalen Zoustänn liewen, zumindest an onser Aarbechtswelt.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat heescht dat iwwerhaupt, an normalen Zoustänn hätten dës Jugendlech eng Schaff fonnt, fannen awer elo keng Schaff, well mer net an enger normaler Situatioun sinn? Schafe mir net éischer dës anormal Situatioun?

Natierlech si mer an enger schwieerer Wirtschaftskris. Do, wou de Betriber a Schwieeregkeete geroden ass, solle mer de Betriber hëlleften, an do, wou de Betriber Main-d'œuvre brauch, muss de Betriber astellen, esou oder esou. A grad do soll d'öffentlech Hand awierken an onse Jugendlechen, déi vun der Schoul kommen, hëlleften, de jonke Männer a Fraen, déi prett sinn, fir op den Aarbechtsmaart hëlleften, si ënnerstëtzen, an net d'Betriber.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Fro wier jo dann eng Fro un déi gréng Fraktioun, an zwar wier dat déi: Wat géift Dir da maachen?

Mir géifen notament déi 14 Milliounen Euro huelen, fir e reellen Empowerment vun de Jugendlechen an d'Wee ze leeden: Éischtens, mir brauche kompetent Leit, déi de Jugendleche begleeten a superviséieren; zweetens, mir brauchen Leit à l'instar zum Beispill wéi d'Conseillers à l'apprentissage oder d'Consultanten, déi mat der ADEM schaffen.

Mir brauchen also Leit, déi e kontinuéierlechen a konstruktive Kontakt mat de Betriber garantéieren am Déngscht vum Jugendlechen. Eng Task force schafen, eng Regierungsprioritéit deklaréieren, a Resource-humainen investéiere fir de Jugendlechen.

Ech wëll just hei ënnersträchen, datt genau déi do Diskussioun och virun dräi Joer gefouert ginn ass, praktesch vu jiddwengem heibannen, och vun deem deemolegen Aarbechtsminister, an datt verprach gi war, datt mat den zwou Mesuren, CIE, CAE, mat dem Projet de loi 5611, och virgesi war, datt d'ADEM esou vill Poste géif bäikréien, genau fir déi do Aarbecht ze maachen.

D'ADEM huet wuel Poste bäikritt, awer net fir déi do Aarbecht ze maachen. Op jidde Fall net esou wéi se hätt solle gemaach ginn, well d'ADEM - an dat ass scho gesot ginn - restlos iwwerfuert ass a restlos ënnerbesat ass.

Mir brauchen eng Plaz, wou déi Jugendlech, déi eng Schaff sichen, sech erëmfannen. En einfache Guichet unique, an zwar fir all Jugendlechen. Dat muss kee Milliounen deiert Gebai sinn. Neen, just eng accueillant Plaz mat accueillantem Encadrement just fir déi Jonk.

Haut, Madame Presidentin, huet de Minister d'Situatioun proposéiert, datt déi eng Jugendlech sech müssen op d'Arbeitsamt bewegen, déi aner Jugendlech sech müssen op d'Escher Strooss an de CEDIES bewegen. Mir hunn also de Moment net eng gemeinsam Plaz, wou all Jugendlech sech kënnen erëmfanne fir déiselwecht Problematik.

Wat mer brauchen, Madame Presidentin, ass eng Maison de l'orientation, déi de Jugendleche gewidmet ass, well de Jugendlechen, deen eng Aarbecht sicht, ons dat wäert ass.

Mir wëssen - an dat ass d'Prolongatioun, wat mer haut an deemem Projet de loi presentéiert kréien -, datt mer mam Projet 5611, an ech widderhuele mech, deemools schonn déi Ressources humaines um Arbeitsamt sollten dofir kritt hunn, se

net kritt hunn. Dat ass eppes, wat mer konstatéieren, Här Minister. Mä mir froen eis, wéi et elo soll weidergoen, well d'Tutorat gëtt net manner, mä et gëtt méi grous an deem Exposé des motifs vun deemem Projet de loi, dee mer haut virleien hunn.

Mir brauchen also um Arbeitsamt, oder niewent dem Arbeitsamt, mir brauchen op jidde Fall fir CIE, CAE Leit, déi fir si do sinn. Mir brauchen eng Plaz, déi fir si do ass. Mir brauchen net eng Institutioun, déi restlos iwwerfuert ass, a mir brauchen och net an engem CEDIES en Dësch an zwee Still, wou dräi Nomëtteger an der Woch zwee Leit hiert Bescht maachen, fir deene puer Jugendlechen, déi sech dohinner trauen, déi noutwendeg Informatiounen ze ginn, déi se eigentlech och kënne soss anzousch kréien.

An et ass eng Frechheet eigentlech, esou Mesurë mat esou wéinege Mëttelen ze proposéieren. Et ass eigentlech net nëmme eng Frechheet par rapport zu de Jugendlechen, mä et ass eigentlech och eng Frechheet par rapport zu deene Leit, déi haut um Arbeitsamt schaffen an déi wierklech net wëssen, wéi se elo solle mat deem zousätzleche Projet ëmgoen.

Mir géifen also an de Jugendlechen investéieren, a Mesuren investéieren, déi just hinnen zeguttkéimen: Aktiounen, Encadrement, Accompagnement um Terrain, Supervisioun.

Iwwregens kéinte mer eis och eng Form vu Bénévolat virstellen, wéi et deen och scho gëtt, notament am Ausland, notament um Aarbechtsmaart. Dat géif de Jugendlechen och e ganz flotten Zousatz an hirem CV bréngen an dat géif hinnen och Erfahrung bréngen.

An et si genau dës Mesuren, notament dës Mesuren, déi ech lech beschreiwen, déi mat Sécherheet och dem Patron zeguttkéimen an dem Patron eng Garantie géife ginn, datt hie gutt investéiert. Wann hien a sengem Betriber esou e Jugendleche kann astellen, dee gutt encadréiert ass op senger éischer Aarbechtsplaz, dann huet de Patron och seng Pai gutt investéiert an dann huet de Patron eng Garantie, datt en a sengem Betriber virukënt.

Dat hätte mer misse viru spéitstens dräi Joer maachen, bei der Aféierung vum CIE a virum CAE, wann deemools déi richteg Konklusiounen vun der deemoleger Evaluatioun vum Ceps gezu gi wieren. An dat muss mer haut maachen. Mir wëllen an d'Jugend investéieren. Dovunner profitéieren och d'Betriber, an net ëmgedréint. Wat haut proposéiert gëtt, ass e finanziellen Invest fir d'Betriber, keen Invest fir eng Begleitung vun der jonker Aarbechtskraaft. Déi ass, wéi elo, inexistent.

Wat mer haut virleien hunn, ass e Projet, dee par Definition a kengem Mooss nohalte ass. Esou Projete kënne mer ons net méi erlaben, weder aus wirtschaftlecher Sicht nach aus sozialer Siicht. Esou Projete sinn eng Verschiebung vum Problem gläichzestellen an ënnersträchen domadder d'Onverantwortlechkeet, mä awer och d'Kuerzsiichtgeek vum deser Regierung op deemem Punkt. Schued eigentlech.

A Schued eigentlech och, datt d'Gewerkschafte sech gezwonge fillen, sech roueg ze halen. Si haten Enn 2006 eng vill méi kritesch Approche an hunn och net gescheit, Jugendlecher op hir Rechter hinze weisen: hiert Recht, respektvoll a gläichberechtigt behandelt ze ginn, och an der Aarbechtswelt. D'Gewerkschafte hunn deemools drop higewisen, datt esou Mesuren eng Gefor wieren, fir dem Sozialofbau op eng schläichend Manéier eng Dier opzemaachen.

Ech wëll ënnersträchen, datt souguer de Statsrot ze bedenke gëtt, an ech zitieren en op der Sait 3, wou e seet: «Le projet de loi reste très vague au sujet des modalités pratiques de ce système.» An ech denken, datt dat och schlussendlech, ofgesi vum Prinzip hier, dee gréisste Schwaachpunkt vun deemem Projet de loi ass.

Mir müssen also feststellen, datt dese Projet de loi net kloer ass op seng Effikassitéit, datt en net nohalte ass an datt e warscheinlech säin Zil wäert verfeelen, nämlech ons Jugendlech fit a flott ze maache fir op den Aarbechtsmaart, mä éischer temporär eng Iwwerbréckung wäert maachen, well d'Regierung op deemem



Punkt vergiess huet, déi lescht Joren ze investéieren, vergiess huet, en nohaltege System anzeféieren, sech ze konzertéiere mat deenen anere Ministèren.

Dofir wäert dësse Projet de loi wahrscheinlech eng „Verschleisung“ vu 14 Milliounen d'Joer sinn. Mä ob dat wierklech nohaltege Aarbechtsplaze schafft fir Jugendlecher, woe mer am héchste Punkt ze bezweifelen. Dofir kënnen mir dee Projet de loi net stëmmen. Mir wäerten dee Projet de loi oflehen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Loschetter och Merci an ech ginn dann d'Wuert un den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt och e Merci un de Kolleg Roger Negri, deen e formidabele Rapport, wierklech an allen Detailen, en net relativ einfach technesch erklärbare System hei virgedroen huet. Ech mengen, et ass awer scho gutt gewiescht, datt hie sech déi Méi gemaach huet. Dat erspuert eis alleguer, ons och mussen an déi komplizéiert Wierder a Chifferen eranzeschaffen, wat sécherlech souwisou laanscht d'Leit dobausse wäert goen.

Ech mengen, an de leschte Joren hu mer heibanne regelméisseg iwwert d'Chômageproblematik diskutéiert, an et ass am Fong am Gréissten ugaangen 1999, wéi mer d'PAN-Gesetz heibanne gestëmmt hunn. Eng éischt Revisioun hu mer den 22. Dezember 2006 gemaach, wéi mer de Contrat d'appui-emploi fir de Stat an d'Gemengen, den CAE, oder de Contrat d'initiation à l'emploi fir de Privatsecteur agefouert hunn.

Als ADR hu mer deemools bei den Debatten 2006 bemängelt, datt d'Énnerstëtzung fir d'Demandeurs d'emploi, déi an de Privatsecteur ginn, misst méi grousst ginn, well mer einfach deemools scho gesot hunn, datt et net ka sinn, datt mer deene Jugendlechen d'Gefill ginn, datt se grad esou gutt hätten, eng vun deene Moosnamen am Secteur public ze huelen, well d'Erfahrung och deemools gewisen huet, datt déi Meescht, déi an esou enger Measure beim Stat waren, iergendwéi dach ëmmer am Hannerkapp haten, datt se kéinte beim Stat bleiwen. Mir wëssen awer, datt et zäitlech limitéiert ass, an datt déi batter Wouerecht dach iergendwann eng Kéier kënnt, an een dann net do ka bleiwen.

Duerfir hu mer ëmmer derfir plädéiert, datt een d'Leit soll drainéieren an den éischten Aarbechtsmaart, an de Privatsecteur, well eben do d'Chancé sinn, datt déi Leit, wa se sech bewäeren, dann och kënnen do eng definitiv Ustellung kréien. Eist Zil muss dofir ëmmer bleiwen, datt mer d'Leit am éischten Aarbechtsmaart, am Privatsecteur beschäftegt kréien.

Dëst Gesetz gesi mir an esou e Schratt goen, an dofir wäerte mir och dësem Gesetz zoustëmmen. D'Moosnamen an dësem Gesetz sinn zäitlech limitéiert op den 31. Dezember 2010, an niewent Onqualifizéierte kënnen elo och Jugendlecher mat enger Qualifikatioun duerch den neie System heivunner profitéieren.

Madame Presidentin, d'Fro vum Abus, déi hei virdrun opgeworf ginn ass, wëll ech och vun eiser Säit aus beliichten. Et ass e Comité de pilotage agefouert ginn, an ech si perséinlech der Meenung, datt mer hei net d'äerften domat rechnen, allze vill Abusen ze kréien. Ech mengen, d'Betribler hunn en Intérêt fir déi Leit, déi se hei kréien, wann dat gutt Leit sinn, datt se déi Leit och fest astelle wäerten. Dat ass e wichtige Faktor, fir d'Leit iwwerhaupt an d'Betribler eranzekréien, well mer wëssen, datt mer ganz dacks an enger ganz grousser Konkurrenz vis-à-vis vun eise Kolleginnen a Kollegen aus der Grenzregioun stinn.

Ech mengen, haut muss mer kucken, wa mer eisen Aarbechtsmaart analyséieren, datt mer an enger Zäit lieue vum europäesche Bannemaart, wou fräi Zirkulatioun vu Wueren a Persounen ass, wat mer guer net a Fro wäerte stellen, wou mer dach awer muss wëssen, datt eisen Aarbechtsmaart op ass, an datt duerfir d'Konkurrenz, fir en Job ze kréien, vill méi grousst ass.

Wa mer kucken, wéi héich datt de Chômage an de Grenzregiounen ass, ech hu mer déi Chifferen emol komme gelooss: A Rheinland-Pfalz si se op 6,2%, am Saarland op 7,8%, an der Lorraine op 9,2% an an der Wallonie op 15%. Et ass also kloer, datt am Kader vun esou enger Groussregioun mer ëmmer méi e grousse Drock hei op eist Land kréien. A wa mer dann och nach wëssen, datt de Chômage an Europa, insgesamt gesinn, am leschte Joer op iwwer 21,8, bal 22 Milliounen eropgaangen ass, datt am leschte Joer eleng fënnf Milliounen weider Leit an de Chômage komm sinn, esou wësse mer, datt op eise klengen Aarbechtsmaart, deen dach ëmmer nach en interessanten Aarbechtsmaart ass, virun allem och wat d'Rémunéiratioun an d'sozial Ofsécherung ubelaangt, datt den Drock do méi grousst gëtt.

Mir hunn also en Intérêt fir e System opzebauen, wou déi Leit, déi Résident sinn, méi interessant fir e Betrib ginn. An doranner gesi mer déi grousst Plus-value, wann de Stat hei hëlleft, wa Betribler Leit, déi Résident sinn, astellen, datt de Stat dann hëlleft deene Leit hir Gehälter zu engem Deel ze bezuelen, datt mer iwwert dee Wee dann och méi Résidenten an den Aarbechtsmaart kréien. A wann déi Leit sech gutt bewäeren a gutt sinn, sinn ech iwwerzeegt, datt déi Patronen och en Intérêt hunn, fir déi Leit fest anzustellen.

Eis Frontaliere sinn an deene leschte Jore ganz vill éischter an Interimgesellschaft gaangen - wat net esou an der Traditioun vun de Lëtzebuerger läit -, well se ebe woussten, wa se eng Plaz iwwer eng Interimgesellschaft an engem Betrib kréien a se bewäere sech dann am Betrib, datt se dann och eng Chance hunn, fir an deem Betrib fest ugestallt ze ginn.

Ech gesinn och dat heiten e bëssen als e Wee, fir d'Leit an d'Betribler eranzekréien, an et hänkt dann un deem Einzelnen, fir ebe sech do ze bewäeren. Ech kenne kee Betrib, wann en e gudd Mataarbechter huet, deen da seet: „Ech entloossen deen elo an ech huele mer en Neien eran, dee manner kascht.“ D'Betribler si frou, wa se gutt Mataarbechter kréien, an duerfir gesinn ech dat net esou schwaarz.

Ech sinn awer domadder averstanen, datt mer e Comité de pilotage maachen, deen déi Saach soll vun no suivéieren. Wann et Abusé gëtt, soll reagiert ginn. Dat Gesetz ass net gemaach, fir Abusen ze maachen. Mä ech géif et net iwwerbewäerten, well ech der Meenung sinn, datt hei awer d'Betribler sech och hirer Responsabilitéit bewosst sinn.

E Beispill, wat mer gemaach hunn: Ech mengen, et ass wichtig, datt mer an d'Aarbecht investéieren. De Chiffer: Et gëtt geschwat wat dee Projet hei kascht. Mir mussen och kucken, wat et kascht, wa mer déi Leit net an d'Aarbecht kréien, wa mer se an de Chômage kréien a mer mussen da Chômage bezuelen. Dat kascht eis och ganz vill, wahrscheinlech genau datselwecht, wa mer ënner dem Stréch fäerdeg sinn, a mer hunn d'Leit net an der Aarbecht.

Mä et ass enorm wichtig, datt mer eng Politik maachen, datt mer d'Leit, a virun allem déi Jugendlecher, esou fréi wéi méiglech an d'Aarbecht kréien, datt se gesinn, datt se gebraucht ginn, datt se kënnen beweisen, wat se kënnen, an datt se en Déngscht un der Leeschtung a sech och eng sozial Ofsécherung kënnen ginn an eng Existenz opbaue fir sech an hir Famill. Dofir ass et wichtig, datt mer déi Jonk versichen esou séier wéi méiglech an den Aarbechtsmaart eranzekréien.

Mir maache jo och datselwecht an de Moosnamen, déi mer virun de Wahlen hei decidéiert hunn, datt mer am Fong gesot hunn, datt d'Leit Kuerzaarbecht maachen, wann et de Betribler schlecht geet. Dat ass jo am Fong déiselwecht Logik, wou mer da soen: D'Leit sollen an de Betribler bleiwen, se sollen an Aarbecht bleiwen, och wa se manner verdéngen, mä se sollen am Betrib bleiwen. Wann d'Aarbechtsplaze bis eng Kéier ofgeschafft sinn, de Betrib zougemaach gëtt, da kommen déi Aarbechtsplazen ni méi erëm. Also hu mer alleguer en Intérêt, fir d'Leit an Aarbecht ze behalen, a mer hunn och en Intérêt, als Stat doranner ze investéieren, amplaz a Chômage ze investéieren.

Ech wëll awer och soen, datt mer bedauern, an do schlësse mer eis dem Avis u vun der Chambre salariale, déi am Fong zu Recht eiser Meenung no seet, datt Leit, déi en CATP-Ofschloss hunn, datt déi net kënnen vun deenen neie Moosnamen hei profitéieren, wat den CIE ubelaangt. Ech mengen, mir schwätzen alleguer ëmmer vun der Opwärtung vun der manueller Aarbecht, vum Handwierk. Hei wier eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir och déi Leit op deen Niveau ze setzen.

Mä insgesamt, wéi gesot, stëmmt d'Richtung vun dësem Projet, a mer wäerten, wéi gesot, dofir och dësem Projet zoustëmmen. Dat ëmsou méi en dréngenden Handlungsbedarf besteet. De Chômage, dee klëmmt, an déi Zäiten, wou Lëtzebuerg vun héijem Chômage verschout war, déi sinn einfach eriwuer. Mir sinn net méi e Musterknabe an där Hisiicht an Europa; am europäesche Verglach leie mer net méi bei deene Beschten, mä mer schaffen eis lues a lues an d'Mëttelfeld erof.

Et ass awer e Phenomeen hei zu Lëtzebuerg bis elo bliwwen, et kann ee bal vun engem Paradox schwätzen: Wa mer engersäits e staarke Wuesstem un Aarbechtsplazen an de leschte Joren haten, am Schnëtt kann ee bal soen 10.000 nei Aarbechtsplazen hu mer pro Joer geschaf, an trotzdeem ass op där anerer Säit de Chômage geklommen, esou stëmmt eppes un eise System net.

Mir hunn e staarkt Uwuesse kritt vun eise Frontalieren, wou mer frou sinn, datt mer se hunn, wou mer haut 140.000 Stéck hunn, déi hei an d'Land schaffe kommen. Mir hunn e staarkt Uwuesse kritt vun der Populatioun, an awer, op där anerer Säit, ass de Chômage an d'Luucht gaangen. Am Prinzip misst et jo esou sinn, wa Rekordzuelen un neien Aarbechtsplaze geschaf ginn, datt de Chômage am Fong misst erofgoen, ier mer missten nei Frontaliere sich goen oder Leit missten immigréieren.

D'Realitéit ass awer anescht, an et muss ee sech och duerfir d'Fro stellen: Firwat ass se anescht? Eiser Meenung no ass et un alleréischter Stell d'Schold vun der Schoulpolitik vun deene leschten zéng, 15 Joer.

Mir hunn alleguer d'PISA-Resultat zur Kenntnis geholl virun e puer Joer. Ech géif soen, de Chômage, dee mer haut erlieue bei de Jugendlechen, ass d'Confirmatioun vum PISA-Resultat. Iwwer Joren hu mer eng falsch Bildungspolitik gemaach, an et muss een och soen, datt déi meeschten Zäit an deene Joren eng Partei, nämlech d'CSV et war, déi responsabel fir d'Schoulpolitik hei am Land war. Haut kréie mer d'Quittung vun där Politik presentéiert, déi Leidtragend sinn déi Jugendlecher.

E weidere Punkt ass d'ADEM, déi net mat Zäiten ugepasst ginn ass un déi Entwécklung. Mir hu jo alleguer déi Situatioun hei gesi kommen, an et ass dofir ze bedauern, obwuel et elo an der neier Sessioun ganz séier gaangen ass, mä datt net scho virun de Chamberswahlen den zoustänneg Minister seng Aarbecht gemaach huet.

Et ass, wéi den neien Aarbechtsminister den 20. dëses Mounts an enger Pressekonferenz gesot huet, an ech hunn d'„Lëtzebuerger Wort“ vum 21.10. hei leien - an am Fong ass et flott, datt eng Foto vun dem neien an dem alen Aarbechtsminister an der Mëtt vun deem Artikel ass, an deen alen Aarbechtsminister laacht och nach op der Foto -, a wann ech dann awer kucken, wat deen neie Minister seet: „Die Lage in den Arbeitsämtern, über die er sich in den vergangenen Wochen ein Bild gemacht habe, bezeichnete der frischgebackene Arbeitsminister gestern als katastrophal und unhaltbar.“

Méi eng schlëmm Datz kann ee praktesch sengem Virgänger net ausstellen. An da steet deen awer fein op der Foto, et ass eben e feine Mënsch anscheinend awer, well e steet da fein do ze laachen, wann en dee Virwurf do gemaach kritt. Et kann een also soen - an ech mengen, et huet elo kee Wäert, datt mer vill iwwert den Här Biltgen hei schwätzen, mir hunn em dat an de leschte Jore jo ëmmer erëm gesot -, datt en eis all Mount am Fong déiselwecht Ursache gezielt huet. Ech hat mer eng Kéier hei de Spaass gemaach, iwwer e puer

Joer dat Revue passéieren ze loossen, datt en ëmmer erëm datselwecht an datselwecht gezielt huet, mä et ass keng Reaktioun komm.

Mir wënschen dofir dem neien Aarbechtsminister, datt en eng méi glécklech Hand huet, an datt en hei dann och elo reagiert op dat am Fong. D'Fakte si bekannt, déi huet de fréieren Aarbechtsminister eis iwwer zéng Joer hei erkläert. Also d'Fakte si bekannt, et muss elo just politesch reagiert ginn, fir datt mer, virun allem d'ADEM, datt mer déi besser an esou séier wéi méiglech reforméiert kréien.

Fir eis schéngt et net esou wichtig ze sinn, déi Diskussioun, ob dat soll en Etablissement public oder ob dat soll eng staatlech Verwaltung sinn. Mir hunn eis an eise Wahlprogramm kloer ausgeschwat, datt mir der Meenung sinn, et kënnt eng staatlech Verwaltung sinn, mä eng Verwaltung, déi niewent de Fonctionnaire sech awer déi Flexibilitéit gëtt, fir op kuerzfristeg Ännerungen - wéi mer se elo zum Beispill kennen, datt de Chômage staark an d'Luucht geet -, datt se do kënnen op Leit aus dem Privatsecteur zréckgräifen, fir eben do esou séier wéi méiglech ze reagieren, déi Flexibilitéit an d'Verwaltung eranzekréien, déi ee brauch, fir eben der Problematik ze begéien.

Och wa mer haut Leit dosetzen hätten, an engem Etablissement public, a mer hätte se ënner dem Privatbeamtestatut: Wa mer enger Persoun 600 bis 700 Chômeure vis-à-vis stellen, da kënnen mer hir e Statut gi wéi se wëllt, dann ännert guer näischt un der Realität. Et huet also näischt mam Statut a priori ze dinn. Et huet domat ze dinn, datt mer eng Administration de l'emploi hunn, déi funktionéiert, déi op déi aktuell Erausforderunge kann agoen, déi outilléiert ass, souwuel wat d'Infrastrukturen ubelaangt wéi wat d'Personal ubelaangt, déi do ka reagieren.

Et huet näischt mam Statut ze dinn. Duerfir menge mir, et sollt een do net e Scheingefecht maachen a mengen, et misst een hei iwwert de Statut schwätzen, a wann ee géif doraus en Etablissement public maachen, dann hätte mer de Problem geléist. Domadder hu mer e guer net geléist. Mir mussen inhaltlech déi Verwaltung reforméieren a Leit zur Verfügung stellen, fir datt jiddwer Demandeur d'emploi eng individuell Betreuung ka kréien.

Ech mengen och, wat wichtig ass, datt sinn d'Zuele vum Chômage, wou mer och hei zu Lëtzebuerg net ëmmer de Courage hunn - géif ech soen -, fir einfach déi richtig Chifferen ze publizéieren. Déi eng Kéier maache mer d'Beschäftigungsmoosname mat dran, déi aner Kéier maache mer se net dran. Mä wa mer awer déi Leit kucken, déi am Chômage sinn an déi a Beschäftigungsinitiative sinn, do si mer am Abléck bei 16.000 Leit, déi mer hei am Land hunn.

Viru kuerzem war op der Televisioun eng Sendung „Kloertext“, wou déi Responsabel vun der ADEM vun 20.000 Dossiere geschwat hunn a gesot hunn: Mir wëssen net - wéi se sech ausgedréckt hunn -, wou déi 16.000 hierkommen, well mir hunn 20.000 Dossieren an der Betreuung. Ech hunn an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, an de Minister wäert eis dann och eng Kéier prezis Opklärung ginn iwwert d'Chifferen, déi mer dann hei bei der ADEM hunn.

Mir wëssen, datt déi Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg entlooss ginn, net hei zu Lëtzebuerg an de Statistike gefouert ginn, mä an hire Länner gefouert ginn. Mä trotzdeem mengen ech, ass et awer en Aarmutszeugnis, wann déi Responsabel vun enger Verwaltung an enger öffentlicher Televisiounssendung aner Chifferen nennen, déi e gutt Stéck méi héich leien - 20, 30% méi héich leien - un Dossieren, déi si behandelen, wéi déi, déi mir all Mount virgeluecht kréien.

Madame Presidentin, de Problem vum Chômage. Dat Gesetz hei ass op ee Joer limitéiert, a mir d'äerfen net mengen, datt mer haut hei fir d'Lescht geschwat hunn. Ech sinn awer iwwerzeegt, datt et kee Joer

dauert, datt mer weider musse reagieren, well de Chômage wäert opgrond vun der Situatioun, an där eist Land sech wirtschaftlech befénnt, och an deenen nächste Méint weider uklammen.

An ech mengen, och d'Kolleginnen an d'Kollegen, déi an der Finanzkommission waren, wou mer net méi spéit wéi d'lescht Joer matgedeelt kritt hunn, datt d'Baugenehmegunge quasi an de leschte Méint ëm 30% zrëckgaange sinn, nodeems se scho virdrun zrëckgaange waren, mer wësse ganz genau, wat dat fir Répercussionen op de Bau an d'Handwerk kritt.

Mir wëssen, datt déi an de leschte Méint ëm 30% zrëckgaange sinn, a mir wëssen och, datt dat an der Regel eent bis annerhalleft, heiansdo souguer zwee Joer dauert, bis Baugenehmegungen um Terrain spierbar ginn, dat heescht, datt ugefaange gëtt mat bauen. Esou weess een also, wann d'Baugenehmegungen esou massiv zrëckgaange sinn, datt mer an deenen nächste Méint a Jore wäerten och en drastischen Abroch an deem Secteur kréien.

Och wann de Finanzsektor am Abléck lues schéngt sech erëm aus dem Déif ze erhuelen; wat awer fir d'Statsfinanzen net dann onbedéngt bedeit, datt d'Recetté wäerte séier massiv do fléissen. Mä et bedeit awer, an anere Secteuren - a mer kennen alleguer déi Secteuren, déi direkt Industriesectoren sinn, déi vum Ausland ofhänken; ech denken do un d'Automobilbranche, déi och nach wäerten an deenen nächste Méint hei staark am Land ze leiden kréien - musse mer wëssen, datt mer och am Bau an am Handwerk an deenen nächste Méint dierfte grouss Problemer kréien.

An hei, mengen ech, ass d'Regierung ëm Neits gefuerdert, net ze waarde bis déi Situatioun do ass, bis d'Betribler keng Aarbecht méi hunn an dann entweder Leit mussen entloossen oder masseweis am Bau an am Handwerk op Kuerzaarbecht zrëckgräifen.

Mä hei - an dat hu mer scho gesot - ass d'Regierung gefuerdert, elo am Kader vun hiren Investitiounen net onbedéngt a risegrouss Projeten ze investéieren, mä fir déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn als Stat, an d'Ekonomie fléissen ze loossen, fir eis Entrepreneuren ze beschäftegen, datt een déi a priori och soll a Kleng- a Méttelprojeten investéieren, fir esou flächendeckend duerch d'Land och eis Entrepreneuren an eis Handwerksbetribler beschäftegt ze kréien, an domadder eventuell ee Stéck kennen opzefänke vun deem, wat duerch d'wirtschaftlech Kris duerch manner Baugenehmegungen an deenen nächste Méint op déi Betribler zoukomme kéint.

Dat waren e puer Iwwerleungen, déi ech vun eiser Säit wollt mat an dës Diskussioun erabréngen

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen och Merci. Ech géif dann dem Här Hoffmann d'Wuert ginn. Dat war gutt getimed.

(**Interruption**)

Neen, neen. Ech sinn net esou streng.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, an esou kuerzer Zäit geet et wuel am beschte mat engem konkrete Beispill. Also, ech si Patron vun engem Spidol oder vun engem Alters- a Fleegeheem an ech bräicht eng Infirmière. Wann ech da mat engem normale Kontrakt esou eng Infirmière astellen, da kascht se mech esou jee no Kollektivvertrag ëm déi 3.000 Euro de Mount, plus 13. Mount, et cetera.

An da kucken ech mer emol dat Gesetz hei un. Do kann ech och eng Infirmière astellen an der Form vum Contrat d'appui-emploi. Déi kritt als Indemnitéit 120% vum onqualifizéierte Mindestloun mat Niveau Première, muss e soen. An dovunner kréien ech als Patron 85% vum Beschäftigungsfong erëm. Si kascht mech also esou ëm déi 300 Euro de Mount.

Wann ech se jo no zwee Joer astellen, da kréien ech nach eng Kéier 30% vun hirer gesamter Indemnitéit. Déi zwee Joer Période d'essai - kënt een dat jo vläicht nennen -, déi bréngt mer da mat deenen 30% Prime en Nettoboni vu bal 15.000 Euro. Nettoboni!

Bilan: Eng fest Astellung kascht mech déi zwee Joer iwwer 70.000 Euro; Kontrakt CAE, mat darselwechter Infirmière, bréngt mer e Boni vu bal 15.000 Euro. Madame Presidentin, wat géift Dir dann do a menger Plaz maachen?

► **Une voix.** - D'Infirmière bestueden.

(**Hilarité**)

► **Mme le Président.** - Ech géif déi Bescht huelen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - En Abus maachen ech net, wann ech e Gesetz applizéieren. Mir sollen och net permanent vun Abusé schwätzen, well wouranner bestee den Abus, wann ech dat applizéieren, wat an deem Gesetz steet? Zu där Prime d'embauche, do léisst awer dann de Statsrot sech tatsächlech zu enger liicht ironischer Remarque hiräissen: „Le Conseil d'État observe qu'on saurait difficilement faire plus.“

Och nach eng Kéier däitlech dat hei: Wann ech déi Infirmière direkt mat engem normale Kontrakt astellen, da kréien ech déi Prime d'embauche natierlech net. Eigentlech misst et jo emgedréint sinn. Eigentlech ginn ech penaliséiert oder diskriminéiert, wann ech direkt mat engem normale Kontrakt astellen, amplaz op d'Méiglechkeete vun deem Gesetz hei zrëckze-gräifen, wou ech dann herno souguer e Boni maachen. Onverständlech! Onverständlech!

Elo kréie mer gesot: Ech muss awer natierlech an deenen zwee Joer do eng Formation mat där Persoun maachen, an dat géif dann déi Prime do rechtfertegen. Ech muss awer soen: Och wann ech se net astellen herno, hunn ech d'Obligatioun vun där Formatioun, kréien déi Prime awer net, déi dann ongeblech iergendwéi duerch déi Formatioun soll gerechtfertegt ginn.

Iwwregens, a verschidene Secteuren ass souwiso permanent eng Formatioun, eng Formation continue geregelt, och onofhängeg vun deene komesche Kontrakter do. A wou esou vill vum „lifelong learning“ geschwat gëtt, mengen ech eigentlech misst eng Formatioun iwwerhaapt ëmmer zu enger normaler Aarbecht gehéieren.

Dat Beispill vun der Infirmière, dat ass natierlech en arbiträrt Beispill, et ass awer net esou ganz arbiträr. Dat kënt Der duerch all Secteuren duerchdeklinéieren, fir all Employeuren, déi net Société commerciale sinn, mat deene 85% plus 30, also Gemengen, Crèchen, Affekotenétuden, Dokteschpraxen, Handwerksbetribler; wa se net Société commerciale effective sinn, mat alle Qualifikatiounen vum jonke Mënsch ouni Diplom bis zum Akademiker, ëmmer mat enger ähnlecher Bilanz wéi dat, wat ech elo virgerechent hunn.

Als Patron vun enger kommerzieller Gesellschaft kommen ech allerdéngs och net esou schlecht ewech. Do bezuelen ech ëmmer nach nëmme 50% vun där moerer Indemnitéit; dat geet mat 80% vum Mindestloun un. 50% vun där moerer Indemnitéit, a wann ech dann déi Persoun um Enn astellen, da bleiwe souguer nëmme 20% vun där moerer Indemnitéit, well ech jo dann erëm eng Kéier déi 30% Prime d'embauche kréien.

Kucke mer elo awer och d'Saach vun der Säit vum jonke Mënsch, an net vum Patron, deem hei Cadeau gemaach gëtt; vum jonke Mënsch, deen eng Aarbecht sicht. An deen, muss ech betounen, an deen déi Kontrakter hei muss unhuelen, wann e se proposéiert kritt, wann en net seng Indemnitéit de chômage wëllt verléieren. E kann also net einfach soen: Neen, ech wëll dat do net. Ech sichen op eng aner Aart a Weis.

Also bei deenen dräi Zorte vu Kontrakter - nach eng Kéier - verdéngt en ëmmer wäit ënnert sengem Qualifikationsniveau. Krass, wann och net nei ass fir een ouni Diplom oder mat Niveau CATP; ouni Diplom 80% vum onqualifizéierte Mindestloun. Dobäi wësse mer, dass hei zu Lëtze-

burg de Mindestloun schon ënnert der Aarmutsgrenz läit. An déi dat betrëfft, 80% vum Mindestloun, dat si keng Bouwe vun 18 Joer - där sinn och vläicht derbäi -, mä dat kennen och Familljepäpp sinn. Dat kennen elengerzéiend Mamme si vun 28 Joer. An déi sollen also liewe mat 80% vum Mindestloun? Onverständlech!

An, dat ass och schon hei gesot ginn: Wéi en Drock entsteet duerch esou Mesuren op d'Léin iwwerhaapt an op d'Aarbechtsverhältnissen iwwerhaapt? Ech si mat där ganzer Logik vun deem Gesetz net awerstanen. Net mat där Logik vu prekären Aarbechtsplazen op där enger Säit a Cadeauen un d'Entrepreneuren.

Ech gi sechs Amendementer eran an ech hunn natierlech net d'Zäit, se ze erläuteren, mä et steet awer all Kéiers e klenge Commentaire derbäi.

Wann ech gelift, Madame Presidentin.

Amendement 1

Les alinéas suivants sont supprimés:

Art. 1^{er} «(5) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Art. 1^{er} «(10) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Art. 5 «(2) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Commentaire:

Il s'agit trois fois de la même prime d'embauche de 30% de l'indemnité touchée par le jeune, prime qui n'a aucune justification.

1. Pour les employeurs qui n'ont pas la forme juridique de la société commerciale, ces 30% s'ajoutent aux 85% de remboursement de l'indemnité par le Fonds pour l'emploi et produisent donc, en cas d'embauche, un bénéfice net de 15% de cette indemnité. Pour les sociétés commerciales, elles réduisent la contribution de l'employeur à 20% de l'indemnité.

2. L'obligation de formation inscrite dans la loi ne justifie pas ce cadeau: la faible contribution de l'employeur à la faible rémunération suffit plus que largement à compenser son effort de formation. D'ailleurs, dans certains secteurs, la formation continue est de toute façon réglée. Le discours insistant sur le «lifelong learning» devrait impliquer que cette formation continue fasse partie intégrante de tout emploi.

3. L'employeur qui, au lieu de saisir l'opportunité avantageuse de la loi, engage directement sous la forme du Contrat à durée indéterminée, ne touche pas cette prime à l'embauche, ce qui revient à une discrimination voire une pénalisation difficilement compréhensible.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 2

Art. 1^{er} (4) et (9)

Le libellé «touche une indemnité égale à quatre-vingts pour cent du salaire social minimum»

est remplacé par le libellé suivant:

«touche une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum».

Commentaire:

1. En principe, aucun emploi ne devrait être rémunéré en dessous du salaire social minimum, censé être l'indispensable salaire pour pouvoir vivre dignement.

2. Il faut rappeler d'ailleurs que le salaire social minimum lui-même est inférieur au seuil de pauvreté.

3. Les «jeunes» auxquels s'applique cette loi, peuvent avoir jusqu'à 30 ans. Parmi eux donc aussi des pères de famille ou des mères monoparentales... On se demande comment ils pourraient vivre décemment avec seulement quatre cinquièmes du salaire social minimum.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 3

1. Le premier alinéa de l'article 6 est remplacé par le libellé suivant:

«L'employeur est obligé, en cas de recrutement de personnel, d'embaucher par priorité l'ancien bénéficiaire d'un contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique, qui n'est pas engagé sous contrat à durée indéterminée.»

2. Après l'article 1^{er}, (10) il est ajouté un nouveau paragraphe (11):

«(11) L'alinéa 1 de l'article L. 543-25 est remplacé par le libellé suivant:

«Le promoteur est obligé, en cas de recrutement de personnel, d'embaucher par priorité l'ancien bénéficiaire d'un contrat d'initiation à l'emploi, dont le contrat est venu à expiration dans les trois mois qui précèdent celui du recrutement, et qui n'est pas engagé sous contrat à durée indéterminée.»

La numérotation subséquente est adaptée en conséquence.

Commentaire:

Selon les dispositions légales en vigueur et selon le nouvel article 6, seul le jeune «redevenu chômeur» dispose de la priorité d'embauche. Donc si, après son contrat, il s'est fait engager sous contrat à durée déterminée, il perd le bénéfice de cette priorité quoique, après l'expiration de son CDD, la probabilité qu'il se retrouve au chômage soit considérable. L'amendement vise donc à préserver cette priorité pour des jeunes sous contrat CDD.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 4

Article 1^{er}, (6)

Cet alinéa est supprimé, et donc aussi la dérogation qu'il contient.

Commentaire:

L'article L. 543-16 en vigueur a la teneur suivante:

«Le contrat d'initiation à l'emploi est réservé aux promoteurs qui peuvent offrir au jeune une réelle perspective d'emploi.» Cette disposition renvoie donc à une certaine obligation d'embauche à la fin du contrat. La suspension de cette disposition invite à tous les abus. Voir aussi l'amendement 5.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 5

Article 1^{er}, (9)

Cet alinéa est supprimé, et donc aussi la dérogation qu'il contient.

Commentaire:

L'article L. 543-19 en vigueur prévoit, en cas de prolongation du CIE, l'obligation de l'embauche par le promoteur «sous peine de remboursement au Fonds pour l'emploi des sommes perçues en application de l'article L. 543-21».

La suspension de cette disposition invite à tous les abus.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 6

À l'article 12, 1.: À la fin de l'alinéa «(5) Le chef d'entreprise ... L'emploi expérience pratique» est ajouté la disposition suivante:

«Si le chef d'entreprise ne prend pas en compte l'avis de la délégation du personnel, celle-ci peut avoir recours auprès du ministre ayant l'Emploi dans ses attributions dans les conditions à fixer par Règlement grand-ducal.»

Commentaire:

La délégation du personnel est sans doute bien placée pour juger d'un abus éventuel. Or, si le chef d'entreprise doit l'informer et la consulter, son avis n'est pas contraignant. Il faudrait donc prévoir, sinon un droit de veto, au moins une possibilité de recours auprès du Ministre du Travail et de l'Emploi.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

► **Mme le Président.** - Merci.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Am Ennerscheid zu zwee Virriedner hei schätzen ech d'Verhältnis tëschent deem alen an deem neien Aarbechtsminister e bëssen anescht an. Ech sinn der Meenung, dass deen alen Aarbechtsminister deem neien e fault Ee an de Kuerf geluecht hat. Dat huet sech nämlech och an der Kommissioun esou eigentlech erausgestallt. Mä amplaz et ewechzegeheien, wëllt en eis et dann hei verkafen. Mir net. Nee merci!

(**Hilarité**)



► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci an ech géif dann dem Här Spautz d'Wuert ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn: Hien ass schold um Chômage, hien ass schold, dass d'Leit net qualifizéiert sinn. Ech si frou, dass mir haut de Mëtteg hei op deser Plaz de Schëllege vun der Weltwirtschaftskris fonnt hunn, an dat an der Persoun vum ehemolegen Aarbechtsminister, dem François Biltgen.

(Interruptions diverses)

Well wann ech lech alleguerten esou nogauschtert hunn, hei op der lénker Säit, ass den Här Biltgen jo schold drun, dass de Chômage hei zu Lëtzebuerg deen ass, deen en ass, mä dann net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä innerhalb der ganzer EU.

(Interruptions)

An et ass och den Här Biltgen, deen dru schold ass - e war zwar nach ni zoustänneg..., en ass zwar zoustänneg fir d'Heichschoul, awer net fir d'Berufsausbildung -, fir dass d'Leit hei am Land net qualifizéiert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Chômage am Allgemengen hei zu Lëtzebuerg war..., op dem 20. Oktober 2009 hate mer 15.000 Demandeurs d'emploi an 1.200 Offres d'emploi. Dat wëllt heeschen, mir hate 15.000 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an et louchen 1.200 Offeren deem entgéint.

Wann een elo d'Entwécklung um Aarbechtsmaart kuckt, da stellt ee fest, dass 1982 hei zu Lëtzebuerg 182.000 Leit eng Schaff haten an op Datum vum September 2008 sinn et der 355.000. Dat heescht, hei zu Lëtzebuerg ass a puncto vum Aarbechtsmaart - den Här Bauler hat gesot, et huet sech alles verduebelt; 182.000 op 355.000 ass net grad eng Verdueblung, mä mir stelle fest, dass och an de Chifferen den Emploi hei zu Lëtzebuerg sech ronn verduebelt huet an deene Joren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträchen, Här Bausch, dass déi éischte Kéier...

(Interruptions diverses)

...zënter 2001 an der Period vum September 2007 bis den Abrëll 2008 zu Lëtzebuerg d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi erofgaange war. An eréischt nodeem et 2008 - a mir wëssen et alleguer, och wa mir haut nach ëmmer Leit gesinn, déi net wellen dru gleewen, dass mer eng Kris hunn, dass déi 2008...

(Interruption)

Enn 2008 ass d'Kris ugaangen.

(Interruption)

Wann alleguerten déi...

(Interruption)

Neen, Här Bausch, liest d'Chifferen eng Kéier no! Huelt emol den Avis annuel vum CES, huelt emol alleguer d'Avisen, déi d'Berufschamberen lech elo wäerte virleee fir de Budget, an da kënnt Der déi Chifferen, wéi ech lech se elo hei soen, noliesen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat ass also, dass mer de Moment 15.000 Leit hunn, déi am Chômage sinn. Et muss een och wëssen, et dierf een hei, och wa mer haut de Mëtteg iwwert de Jugendchômage schwätzen, awer och d'Chômeuren am Allgemengen net vergiessen. An ech wëll och drun erënneren, dass jo net nëmme Moossname gemaach gi sinn, wéi een dat déi lescht Deeg esou héieren a gelies huet, fir déi Jugendlech, mä dass et och Moossname gëtt - fir déi Leit iwwer 50 war et am Ufank, duerno am Kader vun der leschter Legislaturperiod war et net méi 50+, mä do ass et 45+ ginn, wou d'Leit konnten Aides de réemploi kréien - déi kritt een och nach an anere Fäll, wou d'Patronen d'Sozialbäitrag nogelooss kréien -, wou och do Hëllef ugebuede gi fir eis eeler Kolleegen, déi sech am Chômage befannen.

Haut zousätzlech, an d'Madame Loschetter huet et gesot, maache mer de 56+ oder bis, oder mir maachen eng Ännerung vun deem Gesetz 5611 vun 2006. Mat deem Ennerscheid, den Här Schmit hat keng 10.000 Leit am Rousegärtche stoen, well anscheinend ass alles elo op eemol an

der Rei, an alleguerten déi Organisatiounen, déi 2006 fonnt hunn, dass et e Skandal wier, déi fannen dann elo, 2009, jo net méi, dass et e Skandal ass, mat Ausnahm da vum Här Hoffmann a vun der Madame Loschetter, well vun all deenen aneren hunn ech näischt méi gelies.

Ech stellen do fest, dass déi Jugendorganisatioun, déi menger Partei nosteet an ugehéiert, d'CSJ, schonn 2006 dat richtig gesot huet a gesot huet, ma mir brauchen déi Moossnamen, mä si misste vläicht nach e bësse méi perfektionéiert ginn; wat mer elo amgang sinn ze maachen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och soen, dass mat dese Moossnamen, déi mer elo schafen, virun allem de Praktikum ervirgestallt gëtt. An de Praktikum, mengen ech, ass eng ganz wichteg Saach. Well wa mer emol an der Press d'Berufsannoncen zielen a gesinn, wat esou als Emploi gefrot gëtt, ass do ëmmer de Wonsch, Berufserfahrung zielt. Mir brauche Leit mat minimum zéng Joer Berufserfahrung. Et muss een och wëssen, wat um Aarbechtsmaart leeft.

Dofir ass et wichteg a gutt, dass et elo dese Praktikum gëtt an domadder mer deene Jugtlech eng Méiglechkeet ginn, och spéiderhin an e festen Job ze kommen.

An et ass och richtig, dass et eng Krisemoossnam ass; dofir ass dat jo och bis op den 31. Dezember 2010 blockéiert. An da muss mer kucken, wéi d'Analys sech ergëtt a wéi och d'Weltwirtschaftskris - den Här Biltgen ass jo net méi zoustänneg fir den Aarbechtsmaart, dann ass bis dohin net jo och d'Kris um Aarbechtsmaart sécherlech eriwuer -, ob mer dann nach müssen eng Verlängerung vun deem Gesetz maachen oder net.

Ech wëll mer awer och nach erlaben, e Wuert ze soen zu deene Saachen, déi hei gesot gi sinn iwwert d'ADEM. Jo, ganz kloer: Mir brauchen eng Reform vun der ADEM. Diskutéieren ech guer net. Ganz kloer: Mir brauche méi Personal op der ADEM.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Diskutéiere mer och net. An d'Madame Loschetter huet et gesot, de Projet de loi 5611 hat virgesinn, dass zéng nei zousätzlech Plazen op der ADEM géife geschafe ginn, virun allem an deem Beräich, deen deemools bei de Mesurë gemaach ginn ass.

Mä ech huele jo awer och un, dass alleguerten déi Politiker, déi heibanne sëtzen, och d'Prozedur kennen. Wa mir hei decidéiert hunn an e Gesetz gestëmmt hunn, dass zéng Aarbechtsplaze bäikommen an iergendenger Statsverwaltung, dann ass dat net mat der Publikatioun vum Gesetz, dass déi zéng Aarbechtsplazen dann och do sinn. Da kënnt fir d'éischt en Numerus clausus, da gëtt emol déi Plaz ausgeschriwwen. Da fir Fonctionnaire ze kréien, hunn ech nach eng Kéier nogefrot am Ministère vun der Fonctioun publique, da gëtt emol do fir d'éischt en Examen ausgeschriwwen an do kënnen alleguerten déi Leit sech mellen, déi wellen. Da gëtt gekuckt, wéi vill Leit den Noexame kréien oder och net. An eréischt wann déi Leit dann definitiv agestallt ginn, hu mer se a) fonnt, mä da kënnt awer nach eng aner Prozedur, da gi se nach fir d'éischt op den INAP oder op den IFA, deemno ob et beim Stat oder Gemeng ass, an eréischt duerno sinn déi Leit voll asazfäeg.

An dofir: Alleguerten déi Leit, déi elo mengen, vun haut op muer wier d'Situatioun geléist, wa mer decidéieren, mir géife siwe Leit astellen, ass et richtig, mä da muss mer elo schonn déi Leit astellen an eis bewosst sinn, dass mer net d'nächst Joer bei der Analys kënne soen, elo missten déi zéng Leit jo dann och alleguerten operationell sinn.

An da wëll ech och soen...

(Interruption)

Gelift, Här Hoffmann?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Sinn déi zéng dann awer do?

(Interruption)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ah, déi zéng si geholl ginn, mä si sinn awer am Kader vun der Direktioun - huelen ech emol un -

well dat ass normalerweis d'Aufgabebegeitt net vun Minister. De Minister gëtt der Administratioun de Posten an duerno ass et d'Administratioun, déi se asetzt.

(Interruption)

An déi huet se vläicht net an deenen Domänen agestallt. Mä déi zéng Poste sinn do bei der ADEM.

(Interruptions)

Da bei der Beschäftegung wëll ech awer och nach soen...

(Brouhaha)

Bei der Beschäftegung eleng wëll ech awer och soen, dass dat jo awer och net d'Responsabilitéit eleng ka si vum Aarbechtsminister. Mä och de Wirtschaftsminister muss hei sensibiliséiert ginn, fir bei den Employeuren ze implizéieren, dass mer och systematesch nei Aarbechtsplaze kréien.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Also, ech hätt elo gär, mir géifen alleguer dem Här Spautz nolauscheren!

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- E provoziert!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, e provoziert eis!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Et ass d'Fro, wie wie provoziert, mä dat mécht awer elo näischt.

Da muss mer et och fäerdeg bréngen, dass mer méi massiv op déi aarbechtspolitesch Instrumenter, déi mer hunn, zréckgräifen, dass och d'Betriber wëssen, wat alles vun Hëllef do ass, wat fir eng Hëllef se kënne kréien, fir d'Situatioun um Aarbechtsmaart kënnen ze verbessern.

Et ass prioritär d'Situatioun, um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart erëm eng besonnesch an eng kloer Saach hierzustellen, an dass et net ka weidergoen, dass ëmmer méi Leit riskéieren an de Chômage eranzerutschen.

Dofir ass et och noutwendeg a wichteg, dass mer Leit hu mat der néideger Qualifikatioun, mat der néideger Kompetenz. An déi eng kréien hir Kompetenz doduerch, dass se an der Schoul direkt hiren néidegen Diplom kréien, déi néideg Formatioun kréien, an déi aner Kolleginnen a Kolleegen - an dat ass bedauerlech, dass der ëmmer méi d'Schoul ofbriechen respektiv ouni Diplom aus der Schoul erauskommen -, dass mer deene mat dese Mesuren d'Méiglechkeet ginn, och eng Formatioun ze kréien, well nëmmen esou hu si och eng Chance, um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen.

De Succès awer vun dese Moossnamen, wou de Roger Negri virdrun de Rapport virgestallt huet, hänkt eleng elo vun der sozialer Verantwortung of vun deene Betriber, déi och bereet sinn, innovativ Stageplazen ze schafen an zur Verfügung ze stellen, well si och dofir, d'Viviane Loschetter seet et, Sue kréien.

Mä ech mengen, et ass wichteg, a mir sinn et eiser Jugend schëlleg, dass mer alles ënnerhuelen, fir dass si d'Méiglechkeet kréien, a) eng Qualifikatioun ze kréien an och b) a Beschäftegung eranzekommen.

Der Jugend och an der heiteger Zäit eng Chance ginn, ech mengen, dat muss de Prinzip si bei dese Mesuren, an ech géif hoffen, dass déi zwee, déi bis elo gesot hunn, déi eng Fraktioun an eng Gruppéierung, déi bis elo gesot hunn, si géifen deem Gesetz d'Zoustëmmung net ginn, dass déi sech dat nach eng Kéier iwwerleeën am Intérêt vun deene jonke Leit, fir och deene jonke Leit eng Zukunft ze gi fir muer.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als leschte Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, wann den Här Negri als Rapporteur geschwat huet, prezis an ëmfaassend wéi ëmmer, dann huet et kee Wäert méi, laang op Moossnamen, op Detailer nach eranzeen. Mir hunn an der Kommissioun dräimol eis Zäit geholl, fir iwwert déi Moossnamen ze diskutéieren, an hien huet dat

hei de Mëtteg, wéi och schréfflech, gutt erëmginn.

Ech zéien aus där Debatt de Mëtteg hei emol eraus, dass mer eis driwwer eens sinn, dass et noutwendeg ass, e Stat ze hunn, deen net d'Daumen dréit an esou enger extraordinärer Situatioun, mä e Stat ze hunn, deen agéiert. Ech zéien draus eraus, dass mer sensibel sinn an deemem Moment, dass schnell muss agéiert ginn, an ech mengen, dass et heibanne kee gëtt, deen de Monopol huet vun der Sozialverträglechkeet oder der Sensibilitéit vun deene Moossnamen, déi haut virgeluecht gi sinn an déi mer diskutéieren.

Iwwregens erënnert ee sech drun, dass mer a sech säit, ech mengen 1978, éischt e Gesetz iwwer Beschäftegungsmoossnamen extra fir Jonker, ëmmer an d'erselwechter Logik agéiert hunn, wéi mer et haut och erëm eng Kéier diskutéieren. Mir haten ëmmer an deene leschten 20, 30 Joer Moossnamen. Si hunn eng Kéier DAT geheescht, si hunn CAT geheescht, si hunn herno CIE oder CAE geheescht, si hunn Hëllef geheescht fir prezis Kategorien, déi mer ënnerstëtzt hunn.

Mir hunn also ëmmer un d'Adress vun de Patronen a vun de Betriber Aidë ginn als Stat, aktiv, sou wéi de Sozialstat sech versteet, fir ze hëlfe, an enger extraordinärer Situatioun derfir ze suergen, dass mer en Input géife ginn, dass mer Incitatif géife ginn, fir dass d'Leit, hei an deem Fall jonk Leit, géifen agestallt ginn.

Wat de Mëtteg gesot ginn ass, ech deelen dat, vun alle Säiten. Dëst ass e Projet wéi all déi virdrun an deenen 30 Joer, e Projet vu Chancen a vu Risquen. Déi eng gleewen un d'Chancen an déi aner fäerte méi d'Risquen.

Mir gleewen un d'Chancen. Mir gleewen drun, dass dese Projet eng Rei vu Gardefouen nei schaaft, fir derfir ze suergen, dass d'Kontrolle besser stattfannen, derfir ze suergen, dass d'Sozialpartner an de Betriber an um nationale Plang sech méi involvéiert fillen, fir d'Kontroll vun deene Moossnamen hei ze maachen an ze agéieren, wann et abusiv Situatiounen gëtt, géint déi ee muss virgoen.

Wann ee sech dräi Froe stellt: Déi éischt: Erfuerdert déi aussergewéinlech Situatioun, déi mer am Moment erliewen, aussergewéinlech Moossnamen? Gëtt et heibannen een, deen dann net „Jo“ ka soen?

Ass et dann net evident, dass, wann een héiert um Niveau vun der ADEM, dass d'Débouchéen an deene prezise Kategorië vu Jonken, wou mer haut schwätzen, am Moment bal bei null leien, dass um Niveau vun den Offres d'emploi bal keng Offeren do virleien, dat eis dozou incitéiert, fir derfir ze suergen, dass mer eng Moossnam huelen, déi an der Zäit begrenzt ass bis den 31. Dezember 2010, an dann de Législateur, dat heescht d'Chamber an alle Fäll muss erëm eng Kéier délibéréieren, fir ze kucken: Wéi huet d'Situatioun sech da bis Enn nächst Joer entwéckelt? Ass et noutwendeg, déi Moossname weiderzeféieren oder dat net ze maachen?

Ech wëll och soen, ech hunn net richtig verstanen, wat d'Madame Loschetter drënnere verstanen huet, wéi se gesot huet, et wär bedauerlech, dass d'Gewerkschaften an deem heiten Dossier gezwonge gi wäeren, roueg ze sinn.

(Interruption)

Dach, genau sou hunn ech mer et opgeschriwwen; gezwonge gi sinn, roueg ze sinn...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Neen, sech gezwonge fillen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Sech gezwonge fillen, roueg ze sinn.

(Interruptions)

Ech froe mech wierklech, wou de groussen Ennerscheid ass an där Bemierkung, dass d'Gewerkschaften, déi an hirem Avis vun der Chambre des Saliéris ganz kloer gesot hunn, dass se d'Philosophie vun deem Projet de loi hei approvouieren, dass se wéi

jiddwereen och natierlech Crainten hunn an dofir drop pochen an hirem Avis - an do hu se eng Rei vu Propositione gemaach -, drop pochen, dass een effektiv eng gutt Kontroll muss hu vun deene Moosnamen, déi hei stattfannen, am Comité de pilotage, an den Entreprisë selwer.

An ech muss och soen, dass se och dat gemaach hunn an dat geschriwwen hunn, wat evident ass, nämlech d'Prioritéit muss an alle Fäll - an dat ass säit 1978 bei CATen a bei DATen, a wéi all déi Moosname geheets hunn, ni aneschtens gewiescht -, d'Prioritéit muss déi sinn, dass dat heiten eng Passerelle ass, eng Bréck ass, déi mer bauen, fir dass déi jonk Leit do an den definitiven Aarbechtsmaart kommen. A wann ee säit 1978 dat analyséiert, muss ee feststellen, dass eis dat zum gréissten Deel och gelongen ass.

Ech si mat der Madame Loschetter d'accord, dass mer effektiv déi Moosname méi déifgrënneg mussen analyséiere vun 2006, wéi dat eleng mat enger Statistik geschitt ass.

Mä trotz allem muss ech awer feststellen, dass, wann ech gesinn, dass vun deenen 331 Jonker an engem CIE der 57% duerno en definitiven Aarbechtskontrakt an deem Betrib kritt hunn an dass och 43% vun deene Kontrakter am CAE-Beräich en definitive Kontrakt an deem Betrib hunn, dann ass et eis awer bei ville jonke Leit gelongen, déi eis Merci soen, dass mer Incitatif ginn hunn, fir dass Patronen an esou enger schwieriger Situatioun wierklech eng Ennerstëtzung kréien, déi erlaabt, dass jonk Leit iwwert déi Passerelle an iwwert déi Bréck kënnen goen, fir an den normalen Aarbechtsmaart eranzekommen.

Da stellt sech d'Fro: Ass dat e Cadeau fir d'Betribber oder ass dat eng aktiv Ennerstëtzung fir déi jonk Leit? Doriwwer kënnen mer philosophéiere bis haut den Owend Mëtternuecht. Tatsaach ass, mengen ech, dass all déi jonk Leit, déi iwwert dee Beschäftigungspolitik méi si wéi dee Projet de loi, dee mer de Mëtten diskutéieren?

An déi zweet Fro, déi ech lech géif stellen, dat ass déi, an dat hunn, mengen ech, bal all Riedner de Mëtteg hei gesot: Muss Beschäftigungspolitik méi si wéi dee Projet de loi, dee mer de Mëtten diskutéieren?

Evidenterweis jo! Evidenterweis jo muss et méi sinn. An dofir hu mer bei der Regierungserklärung scho virun e puer Wochen heidriwwer diskutéiert, dass deen Triptyque aus Wirtschaftspolitik, Éducatiouns- a Formatiounspolitik, an op där anerer Säit da Beschäftigungspolitik, dass dee méi enk matenee muss verzahnt ginn, och d'Propos gemaach, fir déi „task force“ anzesetzen tëscht deenen dräi Ministären, fir Woch fir Woch a Mount fir Mount derfir ze suergen, dass déi Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, dass mer och déi néideg Aarbechtskräften, déi néideg Qualifikatiounen hunn, fir dass déi jonk Leit och vun deenen Débouchéë kënnen profitéieren.

An dat gëllt, an ech soe fir déi, déi hei e bësse parteipolitesch doriwwer polemiséiert hunn: Mir huele mat deenen dräi Ministeren an der Économie, an der Éducatioun an och am Travail deen do Défi gären op eis, fir an deenen nächsten zwee, dräi Joer eis wierklech all Moment an all Woch an all Mount anzesetzen derfir, dass mer dat Dräiecksverhältnis do, dass mer dat fäerdeg bréngen, fir eng gewësse Souveränitéit erëm iwwert den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech mengen, dass d'Éducatiounsminister net nëmme an deene grousse Reforme vun der École fondamentale a muer dem Postprimaire, mä och um Niveau vun der Formatioun an der Formation continue derfir suergt, dass dat geschitt.

A wa virdrun hei vu menge Virriedner Zuele genannt gi sinn, da wëll ech nëmme déi Zuel nennen, dass d'Wirtschaftspolitik vun der leschter Legislaturperiode, vun 2004 bis 2009, effektiv 55.942 nei Aarbechtsplazen an deem Land kreiert huet.

An ech wëll lech soen, Här Hoffmann, dass dat - wa mer vis-à-vis vun deenen anere Länner eng Tromp hunn, déi nach ëmmer gëllt - dat ass, dass mer kee prekären Aarbechtsmaart hunn, dass dee ganz grousse Deel vun deenen Aarbechtsplazen do Contrats à durée indéterminée sinn, dass mer et ëmmer fäerdeg bruecht hunn, um Niveau vum Aarbechtsrecht derfir ze suergen, an dat och an Zukunft wäerte maachen, dass mer en Aarbechtsmaart hunn, deen net prekär ass.

Just nëmme do, wou d'Incitatif sinn, do, wou mer versichen, d'Passerellen an d'Brécken ze bauen, dass mer do op déi Moosnamen heiansdo mussen Contrats à durée déterminée oder Stagë maachen, ass evident, mä eisen Aarbechtsmaart kennzeechent sech virun allem doduerch, dass mer an deene leschte Joren, ech hunn et genannt, iwwer 50.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn.

Ech weess net, ech wäert dat awer muer de Moie kontrolléieren, ob, wéi esou oft, Är Kommentaren, déi Dir hei gemaach hutt, zwar gutt kléngen, mä awer mat de Realitéiten oft näischt ze dinn hunn. Ech weess net, ob bei deenen 1.000, ronn 1.000 CIE-Kontrakter, ob do vill Infirmiären derbäi sinn. Ech mengen, dass jiddefalls dat Beispill do laanscht de Realitéiten ass. Hei, um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart, an de Spideeler, ginn Infirmiären agestallt mat engem Contrat à durée indéterminée, kréie se d'Geleeënheet ze profitéiere vu Loun- an Aarbechtskonditiounen aus engem Kollektivvertrag, deen normalerweis exzellente Konditiounen huet. Ech mengen, dat ass d'Realitéit hei um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart. Dir hutt vun e puer Ausnahme geschwat. Op jidde Fall ass dat net d'Realitéit um Niveau vun Infirmiären, deem Beispill, wat Dir genannt hutt.

An da sécherlech - an ech hunn dat bewonnert, soen ech lech -, ech hunn et bewonnert, dass deen neien Aarbechtsminister sech net dohinnergestallt huet am Ufank vun der Legislaturperiode an eis mat de Reforme vun der ADEM op iergendeen Datum verträischt huet, op iergendeen Datum, deen am Laf vun dëser Legislaturperiode soll kommen, mä dass e sech selwer enner Drock gesat huet a sech d'Moyenen dofir gëtt, fir derfir ze suergen, dass bis de Juni d'nächst Joer, wéi en et gesot huet, e Projet de loi, e Reformkonzept fir d'ADEM virläit. Ech mengen, esou gëtt Politik gemaach, dass an enger Situatioun, wou et noutwendeg ass, mer derfir suergen, dass mer net nëmme déi Strukturreform maachen, mä dass mer natierlech och déi néideg Qualifikatiounen an dat néideg Personal kréien.

Well effektiv, ech mengen, deen Dommste versteet, dass, wann e Placeur sech ëm 6, 7, 800 Dossiere soll këmmere, dobäi keng aktiv a proaktiv Beschäftigungspolitik eruskënn, doriwwer brauche mer net ze schwätzen, dat versteet jiddwereen dobaussen. Duerfir ass et, mengen ech, noutwendeg, dass d'Regierung, fir ebe just deem ze entgoen, wat de Kolleg Spautz elo grad gesot huet, net nëmme de Wee eleng geet iwwert den Numerus clausus, mä dass mer eis hei méi fantasievoll musse iwwerleeunge maachen, wéi mer Joint Ventures kënnen maachen, fir dass mer Know-how an dass mer Personal kréien, fir déi Lutte, déi do ze maachen ass, Dag fir Dag, fir d'Leit ze placéieren, dass mer derfir musse suergen.

Eng drëtt a lescht Fro, déi ech wëll stellen - dat ass déi, déi den Här Hoffmann eis déi nächst zwee Joer jiddefalls emol nach wäert stellen -, dat ass déi: Ass dëst kompatibel mat de Prinzipie vum Sozialstat? An ech soen och do ganz däitlech, ouni iergendwéi e Brin vu schlechtem Gewëssen, dass dat heite kompatibel ass mat deem, wat d'Roll ass vun engem Stat, engem Sozialstat, deen eng aktiv Roll ze spillen huet, deen net nokuckt, wann d'Situatioun um Aarbechtsmaart sech détérioreert, deen net nokuckt, wann d'Situatioun vu jonke Leit sech verschlechtert, mä d'Moyenen an de Grapp hält, fir mat de Betribber Partnerschaften ze bilden, fir hei méi eng aktiv Situatioun ze kréien.

Wéini, wann net elo an enger Krisensituatioun, ass de Sozialstat gefuerdert, fir Moosname wéi déi hei op den Dësch ze leeën? Ech mengen, et huet e Kolleg hei virdrun et och gesot, léiwer investéieren,

och wann Dir dat nach dräidausendmol Cadeauen un d'Betribber nennt, léiwer investéieren an déi 11, 12, 13 Milliounen, fir dass jonke Leit d'Passerellesméiglechkeet an den definitiven Aarbechtsmaart besuergt gëtt, wéi domadder Chômagegeld ze bezuelen. Ech mengen, dass dat d'Roll ass vum Sozialstat, fir an déi Richtung ze goen.

Ech wëll zum Schluss nach, opgrond vun de Propose vun der Chambre des Salariés, eng Motioun deponéieren, fir zréckzekommen op eppes, wat scho genannt ginn ass, och vum Rapporteur Roger Negri selwer, nämlech déi Noutwendegkeet eng Formule ze fanne fir e Contrat-type beim CIE-EP, fir dass aus dem Ministère versicht gëtt voluntaristesche esou e Kontrakt auszeschaffen, deen effektiv dann erlaabt, uniformiséiert Regele fir all d'Entreprises ze ginn.

Datselwech gëllt fir de Certificat - och do déi Proposition vun der Chambre des Salariés, vun deenen, déi schon eng Rei vu Propositionen an hirem Avis konkret a konstruktiv gemaach hunn -, an Zesummenaarbecht natierlech mat der ADEM an de Chambres professionnelles derfir ze suergen, dass mer hei e Certificat kréien, deen, mengen ech, och an engem CV vun engem Jonken herno eng Chance bedeit.

A mir setzen op d'Chancen, net nëmme op d'Risquen, op déi musse mer all Dag oppassen, mä mir setzen op d'Chancen, och mat där Motioun, fir derfir ze suergen, dass jonk Leit an deenen nächste Wochen a Méint vun deem Stat hei konkret gehollef kréien.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que le projet de loi 6068 vise à remédier de manière efficace et rapide à un nouveau phénomène, à savoir le chômage des jeunes détenteurs d'un diplôme secondaire, secondaire technique ou postsecondaire;*

- *soulignant que le projet de loi sous rubrique vise à donner aux jeunes de réelles perspectives d'insertion sur le marché de l'emploi;*

- *considérant qu'il est prévu que le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) procédera à une évaluation des dispositions du projet de loi 6068 au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de ce dernier, de sorte que le CPTÉ sera en mesure, via son comité de pilotage tripartite, de suivre les évolutions du système, de s'assurer du bon déroulement de celui-ci et d'éviter d'éventuels abus;*

- *prenant en considération que le projet de loi sous rubrique oblige l'employeur à délivrer au jeune à la fin de la mesure un certificat de travail sur la nature et la durée de l'occupation et sur les formations suivies;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer un modèle-type de contrat, dans le souci d'une uniformisation et d'une harmonisation du contenu de chaque CIE-EP;*

- *à développer, avec les services de l'ADEM, un certificat standardisé à remettre aux jeunes à la fin de la mesure, facilitant les démarches dans le cadre de la recherche d'un emploi et renseignant sur les compétences acquises par le jeune en mesure.*

(s) Lucien Lux, Léon Gloden, Roger Negri, Marc Spautz, Vera Spautz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Lux Merci, an elo kritt d'Wuert den Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, ech mengen an dëser Debatt si vill konstruktiv a positiv Iddien ervirbruecht ginn. Et ass och, mengen ech, e gudd Moment, elo am Ufank vun dëser Legislaturperiode, e kloert Signal ze stellen. Dat kloert Signal ass dat vum Emploi. Well ech mengen hei ronderëm déi ganz Chamber, wann ee freet, wat ass d'Suerg vun eis alleguerten, dann ass d'Suerg vun eis alleguerten, d'Prioritéit vun eis alleguerten den Emploi, d'Beschäftigung.

Mir brauchen also net laang driwwer ze philosophéieren, ob mer dëst Gesetz elo esou gebraucht hätten oder anescht gebraucht hätten. Mir hu missen agéieren,

elo, direkt, well d'Chifferen, ech wëll net méi laang drop agoen, déi ginn e Signal. Här Gloden, och wa mer net deen „big rush“ haten, deen effektiv gefaart ginn ass, ass trotz allem d'Situatioun seriö, d'Zuele weisen et. Wa vun engem Joer op dat anert 580 jonk Leit bis 26 Joer méi ageschriwwen sinn an der ADEM, wa praktesch, wann ech déi jonk Leit bis 30 huelen, 29,6% vun eisen Demandeurs d'emploi jonk Leit, also bis 30, sinn, da weist dat also ganz kloer, datt do e Besoin ass. An dat ass kee fault Ee, wéi dat esou schéi gesot ginn ass, wat do an de Kuerf geluecht ginn ass. Et ass...

(Interruption)

Jo, et ass eng Ébauche, a mir hu weider un där Ébauche geschafft. An ech muss soen, déi Ébauche, déi ass concertéiert diskutéiert ginn, Madame Loschetter, mat de Gewerkschaften, bis d'Finalisatioun vun deem Projet. An duerfir hu mer jo och eng Rei Elementer an deem heite Projet, wéi Dir en och elo ëmmer nennt - d'Chifferen, déi verhalen ech souwisou net -, déi verbessert gi sinn. Duerfir ass et awer e bëssen eng aner Orientatioun wéi dee Projet, op deen Dir lech ëmmer referéiert.

Fakt ass, datt mer hu missen agéieren, oder wien hätt, wie géif d'Responsabilitéit huelen, deene jonke Leit ze soen, aus welleche Grënn och ëmmer, ideologeschen oder wat fir engen aneren: „Et deet ons leed, dir hat Pech. Dir faalt an eng Kris. Dir musst elo waarden, bis der eng Aarbechtsplaz hutt.“ Well...

(Interruption)

Jo, waart emol nach, ech sinn nach net fäerdeg.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Gitt eis emol d'Zuele vum 5611, wéi d'Madame Loschetter se gefrot huet, da wéisste mer emol, vu wat mer iwwerhaapt géife schwätzen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Dir hutt déi kritt an der Kommissioun. Dir musst se och nach liesen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, neen, dat ass net wouer. Déi Zuelen...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech muss lech just soen, Dir sidd entweder e bëssen en retard d'une crise oder Dir schwätzt wierklech net en connaissance de cause. Well, leider...

(Interruption)

Dir kënnt dat elo bedauern oder net. Ech bieden lech elo...

► **M. le Président.** - Entschëllegt, et ass elo just de Minister, dee schwätzt. Wann een dem Minister wëllt eng Fro stellen, da soll e sech mellen, fir him eng Fro ze stellen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech muss lech just soen: Wie schafft d'Aarbechtsplazen an der Wirtschaft? Dat sinn d'Betribber. Soss keng aner. Elo kann een dat bedauern, wéi vläicht den Här Hoffmann dat bedauert, oder Dir ufänkt dat ze bedauern. Mä d'Aarbechtsplaze ginn an de Betribber geschaf, wou souguer nach méi experimentéiert Ekonomiste wéi Dir, Här Bausch, soen, datt et säit 1929 déi gréisste Kris ass, déi mer bis elo haten, da muss mer ebe feststellen, datt momentan och hei zu Lëtzebuerg d'Betribber net méi déi Aarbechtsplaze säit e puer Méint schaffen, déi se virdru geschaf hunn. Do hu mer d'Pann, an do ass de Problem.

Elo seet d'Madame Loschetter: Mir mussen déi jonk „empoweren“. Dat ass e schéint Wuert, „empoweren“. Mä mir hunn et sécher mat Leit ze dinn, déi net „empowered“ sinn, déi vläicht net richtig orientéiert sinn. Mir hunn et awer och elo mat Leit ze dinn, déi absolut „empowered“ sinn, déi ganz gutt Studië gemaach hunn, déi mat Diplomer, mat Qualifikatiounen a mat Formatiounen op den Aarbechtsmaart kommen.

Mä wat fanne se? Si fannen eng ganz Rei vun Entreprises, déi soen: Et deet ons leed, mir sinn an enger grousser Wirtschaftskris, an eis Maison mère erlaabt ons momentan net, weider Leit hei zu Lëtzebuerg anzestellen. Dat ass d'Realitéit.



Elo kënnen mer ons mat där Realitéit offannen an nach eng Kéier deene Jonke soen: Da waart elo bis d'Wirtschaftskris eriwuer ass, an da kritt dir och vläicht eng Chance. Mä ech gesinn d'Politik net an esou enger Logik. Ech gesinn d'Politik esou wéi dat gesot ginn ass. Ech gesinn de Sozialstat an enger Logik, wou gehandelt gëtt a wou no Léisunge gesicht gëtt, fir deene jonke Leit eng Dier opzemaachen.

Zum Beispill, mir si vun engem Mount op deen anere vun 109 op 203 Leit gaange mat Universitätsdiplomen, déi an der ADEM ageschriwwen sinn. Elo ass dat awer net déi komplett Realitéit, well et gëtt vill Leit, déi, wa se hiren Diplom hunn, da waarde se a se kucken. Si siche selwer. Si gi sech net op d'ADEM aschreiwen.

Ee Wuert zur ADEM. Ech hunn natierlech mat vill Interessi héieren, wat do drivwer gesot ginn ass. Et war scho bal en Débat iwwert d'ADEM, mä ech hoffen, dass mer deen Débat hunn. Ech stelle mech deem Débat. Ech mengen, ech wëll d'ADEM reforméieren, mä mir wëssen allegueren, dass mer iwwerrascht gi si vun deem schnellen Ustieg vun dem Chômage.

Dofir ass et och do wichteg, dass mer ganz schnell déi Reformen an der ADEM maachen an der ADEM déi Moyenë ginn. Ech hunn d'Mesurë scho geholl, an net fir si wien oder aacht oder zéng Leit der ADEM méi ze ginn; hei geet et ëm ganz aner Chifferen. An ech wäert mech net zefridde ginn, bis déi Leit agestallt sinn, operationell sinn.

Mä ech si mer awer och bewusst - wéi verschidde Kolléeg gesot hunn; den Här Spautz -, dass wa mer déi Leit haut oder muer hunn - an ech mengen, et muss een do e bësse méi innovativ sinn, wéi reng iwwert de Statsconcours, esou wéi den Här Lux dat och richtig gesot huet, ze goen -, da brauche mer trotz allem Zäit, ier mer déi Leit 100%eg operationell gemaach hunn a se och kënnen do gebrauchen, wou se absolut mussen elo agesat ginn.

Ech ginn och net esou wäit, dass ech déi Diploméiert an déi Netdiploméiert ee géint deen aneren ausspille. Ech mengen, mir hunn e Problem vu Leit, déi net qualifizéiert sinn. Mir hunn e Problem vu jonke Leit, déi Schulabbrecher sinn. Mir hunn e Problem vu jonke Leit, déi net déi richtig Qualifikatiounen hunn. A mir wäerten ons ganz intensiv och mat deem Problem vun de Qualifikatiounen ausenanersetzen, an enker Zesummenaarbecht mat dem Ministère de l'Éducation an och mam Ministère de l'Économie.

Mä ech muss soen, fir déi Leit, déi elo net qualifizéiert sinn, do muss mer d'Moyenë verbesseren. Mir mussen d'Offer vun de Formatiounen verbesseren. Et gëtt ëmmer geschwat wéi wa mer näischt géife maachen. Dëst Joer zum Beispill hu mer 366 Contrats d'apprentissage pour adultes ofgeschloss. Do handelt et sech ëm relativ jonk Leit, déi effektiv keng Formatioun hunn an déi sech awer bewusst gi sinn, dass se nënnen iwwer eng Formatioun, iwwer e Contrat d'apprentissage de Wee an eng besser a méi sécher Aarbechtsplaz erëm fannen.

(Interruption)

Dat ass also eng offensiv Beschäftigungspolitik. Hei ass en Deel dervun. Et ass eng Facette dervun. Et ass e Plan d'urgence, wéi ech gesot hunn. Fir speziell Zäite brauche mer och speziell Mesuren. An dat hei ass esou eng Mesure.

Et ass och gesot ginn: Majo, elo gëtt eppes fir déi Jonk gemaach, wéini gëtt dann eppes fir déi méi Eeler gemaach? Natierlech hu mer e grouse Problem och vun dem Chômage vun de sougenannte Senioren; wou een net méi weess, wéini dass schon den Alter vun Senior ufänkt.

Mir mussen ons also ganz konkret deem Problem unhuelen. Ech wëll dat maachen an deenen nächste Méint, mat den Entreprisë kucken, wat fir méi contraignant Mesurë sech imposéieren, fir dass d'Leit net einfach esou hir Aarbecht verléieren, an och, wéi mer déi Mesuren - Aide au réemploi an anerer, d'Cotisation an esou weider - elo besser a méi geziilt kënnen asetzen.

Et ass also net: Mir maachen eppes fir déi Jonk a mir loossen déi Al op der Säit. Ech mengen, et wär absurd, dass esou ze ge-

sinn. Mir mussen also ons Instrumenter och fir déi Kategorië richtig asetzen.

D'Schlagwuert vun der Précarisierung. Natierlech ass dat eng Realitéit, dass an enger Gesellschaft d'sozial Précaritéit, souguer an enger Lëtzebuerger Gesellschaft, sech breitmécht. Mä wat ass dann eigentlech déi schlimmste Précaritéit? Wat ass déi schlimmste Précarisierung? Ass dat dann net emol virun allem de Chômage?

E jonke Mënsch oder en eeleren, peu importe, deen an de Chômage kënn, oder iwwerhaupt net de Wee an d'Aarbechtswelt fënnt, dass ass deen, deen d'Précaritéit um eegene Leiw am brutalste fillt. Dass ass deen, deen all Dag opsteet a sech freet, wat eigentlech seng Plaz an der Gesellschaft ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Do sinn also Problemer, déi mer mussen ugoen. An dorop gëllt et net mat ideologesche Konzepter ze äntwerten.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Haalt dach emol op!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Neen. Do muss mer...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Haalt dach nëmmen op!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ma Dir...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dir wëllt déi Saachen net héieren. Dass ass alles.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Neen, ech kann alles héieren. Mä Dir, Dir sidd an engem Glashaus.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dass ass net wouer.

(Hilarité)

Dir souzt laang an engem Glashaus, vill ze vill laang. Dass gesäit een lech of.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech wëll lech just soen: Dass ass déi reell Précaritéit. Duerfir dierfe mer ons absolut net an esou Débaten eraloossen, fir elo Ängschten ze provozéieren. Dee jonke Mënsch, deen elo en CIE oder en CIE-EP kritt, oder en CAE, deen huet eng nei Perspektiv, well dee kënn an d'Aarbechtswelt. An dat hutt Dir, Madame Loschetter an Här Bausch, net verstanen, well dee weess...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Deen Eenzegen, deen hei näischt verstanen huet, dass hu mer entre-temps verstanen, dass ass ganz kloer...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Dass sidd Dir wahrscheinlech net; ech och net.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, mä Dir hutt dat awer elo grad gesot.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Neen. Mä dass sinn déi Leit, déi kommen an en Aarbechtsverhältnis. Déi léieren eng Entreprise vu banne kennen, an déi hunn eng reell Chance.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir wäerten an dräi Joer Äre Bilan zéien heirobber, wat Der haut stëmmt. Da gesi mer dat.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Déi hunn eng reell Chance, sech an der Aarbechtswelt ze behaupten an och durablement...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Denkt drun, dass hei alles niddergeschriwwen gëtt, wat Der sot.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo, dass gëtt jo alles, Här President, niddergeschriwwen.

► **M. le Président.** - Also, ech wär frou, wann Der dem Här Schmit géift elo emol nolauscheren. Jiddwereen, deen nach herno wëllt intervenéieren, kann dat nach maachen. Mä elo huet emol den Här Schmit d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Abusen, ee Wuert derzou. Wann een natierlech ëmmer d'Abusé fäert, da bleift ee vu lauter Angscht doheem sätzen an et agéiert een net. Mir hunn hei Précautiounen geholl, fir Abusen ze évitéieren. Mir hu souwuel d'Delegatiounen an de Betriber ageschalt, dass stoung net an deem ale Projet, mir hunn e Contrôle iwwer e Comité de suivi fir den CIE-EP agefouert. Ech hu gesot, de Comité permanent du Travail et de l'Emploi gëtt no sechs Méint mat deem Problem befaasst, a mir kucken dann, wéi d'Evolutionen vun deene Kontrakten ass.

Dat ass also déi éischt Etapp an der Evaluatioun. Dir schwätzt ëmmer vun Evaluatioun. Mä ier een evaluéiert, muss een emol eppes maachen. Ech sinn awer d'accord, dass d'Evaluatioun vun onse Politiken e wichtige Bestanddeel vun dese Politiken ass. Well et muss ee kënnen, wann een evaluéiert huet, heiansdo och Kurskorrektur maachen.

Mir hunn elo an deem hei Projet eng lichte Kurskorrektur gemaach, mä ech huelen hei ganz kloer d'Engagement, dass mer déi Mesurë wäerte seriö suivéieren iwwert de Comité de suivi, dass mer se evaluéieren. An ech versprieche lech - och lech, Här Bausch -, dass Dir déi Resultater...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dir braucht eis net ze versprieche, mir wäerten lech dorun erënneren.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo, jo, ech weess dat. Mä duerfir, ech huele kee Risque, well ech weess, wat ech wëll maachen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Jo? Ma dass sot Dir. Dir wësst, wat Dir wëllt maachen. Mä wat derbäi erauskënn, dass ass eng aner Saach.

► **Une voix.** - Ooohhh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Dass gesi mer jo nach.

► **Une autre voix.** - Oh neen!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Also maache mer do ganz kloer déi Evaluatioun. Mä Evaluatioun eleng ersetzt keng Iddien an der Politik an ersetzt och keng Mesuren, déi de Chômage bekämpfen.

Ee Wuert iwwert déi Motioun. Ech kéint déi absolut unhuelen. Ech mengen, do sinn zwee wichteg Bestanddeeler, fir och d'Sécurité juridique vun deene Mesuren ze verbesseren, souwuel de Contrat standard wéi och dee Certificat, deen déi jonk Leit solle kréien, déi sollen unifiéiert sinn. Déi sollen also déi nämelecht fir jiddweree sinn.

Ech kann déi Kritik vun administrativen Opwand net esou 100%eg akzeptéieren. Ech fannen, mir hu besonnesch elo versicht, deen administrativen Opwand ze reduzéieren. Dass ass besonnesch de Fall beim CIE-EP, well méi einfach wéi de System vun CIE-EP, wou eng Entreprise eng Offer op e Site setzt an e Jonke mat senge Qualifikatiounen eng Plaz sicht, an da sollen déi zwee sech iergendwou fannen op engem Site, méi einfach geet et eigentlech net als administrativ Démarche, fir en Job ze fannen.

Nun ass gesot ginn... Elo muss ech natierlech op dat interessant Rechebeispill vun Här Hoffmann kommen. Also, ech muss jo leider soen, mat allem Respekt, Här Hoffmann, deen ech fir lech hunn, dass ass eng absolut Schulmädchenrechnung,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Sot eis et.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - ...déi aller Realitéit...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Sot eis.

(Interruption)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Eng Milchmädchenrechnung.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Et ass eng Milchjungenrechnung.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech muss just soen, dass ass jo ganz interessant, mä et ass aller Realitéit friem.

Wéi den Här Lux lech gesot huet, esou e Kontrakt mat engem Spidol an enger Infirmière géif jo ni akzeptéiert ginn. Well de Punkt ass jo deen - an Dir hutt et selwer gesot -, dee Jonken, deen ass obligéiert, wann en esou e Kontrakt offréiert kritt vun der ADEM, dee Kontrakt ze huelen. Dir wäert jo awer net mengen, dass mir vum Ministère respektiv vun der ADEM an esou eng Logik vun esou engem Kontrakt géifen eragoen an eng Infirmière op dee Wee an engem Spidol géifen ustellen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dass heescht, dee kritt dann net d'Chance op eng Aarbechtsplaz, wéi Der virdru sot?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Et ass also absolut absurd. Ech mengen, wann ee Beruff gutt Chancen huet op Aarbechtsplazen, da sinn et wahrscheinlech d'Infirmiëren. Et ass also net seriö, wat Der do sot, well esou e Kontrakt géif einfach ni zustane kommen.

Ech géif als Schluss soen: Déi Mesuren, déi réusséieren nëmmen dann, wann natierlech am Endeffekt d'Betriber matspillen. Ech mengen, den Här Spautz huet gesot: Mir brauchen d'sozial Responsabilitéit vun de Betriber. Ganz kloer brauche mer d'sozial Responsabilitéit vun de Betriber. Duerfir muss mer elo onsen - elo hoffen ech, mech net erëm ze iren an deenen Expressiounen - Pilgerstab huelen,...

► **Une voix.** - Ech mengen, dass war richtig.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - War dass richtig? Très bien.

► **Plusieurs voix.** - Aaaahhh!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dir schéngt dovun am meeschten ze verstoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Do verstinn ech méi wéi vum Rescht.

(Hilarité)

...fir effektiv de Betriber déi Mesuren iwwerhaupt nozebréngen. Well an enger Kris ass et net esou, dass d'Betriber elo drop sprangen. Mir muss se ganz oft iwwerzeegen, op dee Wee mat ons ze goen an deene jonke Leit eng Chance ze ginn, déi Talenter, déi elo vun de Schoule kommen, anzustellen. Ech gesinn och mat Vertrauen, dass aus deene Kontrakter vun zwee Joer maximum och definitiv Kontrakter ginn. Mir mussen déi jonk Leit an d'Aarbechtswelt, an Aarbechtsverhältnisse erakréien.

Formatioun jo, mä ëmmerhi Formatioun, firwat? Formatioun fir herno eng Schaff ze hunn. Well Formatioun fir d'Formatioun, dass féiert néierens. Dass féiert och nach ëmmer an de Chômage. An ech mengen, dass ass d'Leçon, déi mer an deem Gesetz mussen huelen.

Ech géif soen, et ass e bëssen e Pari. Jo, mir huelen dee Pari, well d'Zukunft vun de jonke Leit, déi läit eis um Häerz. A mir wëllen net, dass déi Generatioun vun deem Joer oder vum nächste Joer eng Génération sacrifiée - wéi emol ee gesot huet - gëtt. Duerfir kann ech nëmmen all déi appréciéieren, déi dese Projet ënnerstëtzen, hinne Merci soen. Ech stinn absolut - dass kann ech lech versécheren - zur Evaluatioun. Ech stinn och derzou, dass mer d'Konklusiounen zéien, a wa mer zur Konklusioun kommen, dass mer mussen eppes änneren, ech sinn net deen, dee géint all Ännerung wier.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. Den Här Hoffmann freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Fënnel Minutten.



► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hutt elo méi Zäit wéi virdrun.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Just d'selwecht.

Här President, also ech zitieren: Dir wäert dach net mengen, mir géifen engem Spidol oder engem Fleegeheem erlaben als Minister, esou e Kontrakt ze maachen! Mir wäerten et an allen anere Fäll erlaben, mä bei enger Infirmière, do wäerte mer et net erlaben. Dobäi wësse mir, Infirmière ginn effektiv gefrot.

Ech hunn dat Beispill net duerch Zoufall gewielt. Mir sinn am Moment konfrontéiert mat engem Sozialkonflikt, deen Der alleguete kennt. An do geet et ëm Rémuneratiounen.

Ech dierf de Minister och vläicht opfuerderen, emol ze kucken, wat hei zu Lëtzebuerg schonn a verschiddene Fleegeheemer geschitt, och bei deene Fleegeheemer, déi net Société commerciale sinn. Wat do geschitt? Do gétt et der, déi sech opbaue scho mat Leit mam RMG, déi se näischt kaschten. Also, ech muss lech éierlech soen, wann ech mat engem kommerzielle Rasonnement, och wann ech net Société commerciale sinn, e Fleegeheem leeden an ech hätt gär Benefiss doraus, da muss ech mer dat Gesetz ukucken an da muss ech mech awer ganz staark zréckhalen, fir net op déi do Méiglechkeeten zréckzegräifen.

Ech mengen, Dir hätt lech och widder-sprach beim Beispill vun der Infirmière. Well Dir hutt gesot: Mir wäerten dat do dach net bei enger Infirmière erlaben. Virdrun hutt Der gesot: Mir mussen deene Jonken dach onbedéngt ëmmer eng Chance ginn. Dat heescht also, wann e Fleegeheem un lech eruntrëtt an dee seet: Mir wëllen esou e Kontrakt ënnerschreien, mat wéi engem Argument sot Der dann deem: Neen, Dir dierft dat net huelen, Dir musst dat direkt astellen? Dir hutt keng Méiglechkeet, se ze obligieren.

Ech soen och dofir - do ginn ech lech Recht -, Abusen, hei gétt et iwwerhaapt keng Abusen. Ech hunn zwar och a mengen Amendementer deen Ausdrock gebraucht, well dat verständlech ass. Et gétt am Fong geholl keng Abusen. Jiddweree kann aus enger reng ekonomescher Logik eraus op dat Gesetz do zréckgräifen.

Wat d'Evaluationuon betrëfft, Här Minister, oder Här President fir den Här Minister, et ass eng Mini-Evaluationuon - huet d'Madame Loschetter scho gesot, mengen ech - gemaach gi vum Ceps. E wichtegen Aspekt, deen awer an där Evaluationuon vun 2006 gemaach ginn ass, ass hei net gemaach ginn. Nämlech wat geschitt mat deenen, déi net um Enn vun deene Kontrakter embauchéiert ginn?

An do huet d'Evaluationuon vun 2006 vun deemselwechte Ceps, déi vill méi ausféierlech ass, gewisen, dass déi, déi keng Embauche kréien um Enn vum Kontrakt, manner Chance hunn um Aarbechtsmaart, wéi wa se esou e Kontrakt net gehat hätten. Dat liicht och an. Well wa se sech beméien ëm eng Aarbechtsplaz an da schécke se hire Curriculum vitae: Wou war ech da virdrun? Ma ech war - kommt, mir bleiwe beim Fleegeheem - an engem Fleegeheem, ech hunn d'Plaz awer net kritt. - Ah sou, dat wäert jo do en Hannergrond sinn, wann s de se net kritt hues. Si hunn also och do un Zuele gewisen, déi ech net kann iwwerpräieren, awer Ceps ass e seriöt Institut, dass dat mat deene positive Resultater net esou stëmmt.

An dann, Här President, en retard d'une crise - je regrette - wierklech, wierklech en retard d'une crise, ausgerechent Dir, déi an der Krisenzäit aus engem alen ënneschten Tirang e Rezept erëm eraushuelt, dat elo schonn zënter 20 Joer an där do Logik ugewannt gétt. Mir stelle fest, während deenen 20 Joer wüsst hei zu Lëtzebuerg mat klengen Ennerscheeder d'Aarbechtslosegkeet weider. Mat där Logik vu Patronen e klenge Cadeau maachen an dee Jonken incitéieren oder quasi zwéngen, well dat ass et hei, dann esou Kontrakter unzehuelen.

Dir précariséiert d'Aarbecht. Dir sot einfach: Dat ass net esou. Dir sot einfach: Sozialstat.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...55.000 Aarbechtsplazen an iwwer 90% dovunner Contrats à durée indéterminée. Ass dat Précariséierung vum Aarbechtsmaart déi lescht fënnf Joer?

(Interruptions)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ma, Här Lux, Dir äntwert mir op eppes, wat ech net gesot hunn. Ech hunn net gesot, zu Lëtzebuerg géif et nëmme prekär Aarbechtsplaze ginn. Ëm Gottes Willen!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Et géif een awer bal mengen, wann een lech no-lauschtert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, mat deenen hei Mesurë schafe mir nei Kategorië vu prekären Aarbechtsplazen, déi begleet si vun enger mir wierklech onverständlecher Subventionéierung vun deene Betriber, öffentleche Betriber. Ech betounen, och „öffentleche Betriber“, well bei deene 85%, do si jo och déi öffentleche derbäi. Eng Subventionéierung, déi mir eigentlech onverständlech ass.

An dann dierf ee jo froen: Wann dat do d'Logik ass, wéi geet et da weider? Huele mer emol un, 2010, d'Kris ass net eriwwer, si geet weider. D'Aarbechtslosegkeet wüsst weider.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst esou lues awer zum Schluss kommen!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech wollt och elo zum Schluss kommen.

Dann heescht dat also: D'Prime d'embauche erhéije mer vun 3.000 op 5.000 Euro; 80% Mindestloun setze mer erof op 50% Mindestloun; dat heescht, ëmmer mat därselwechter Logik. Denkt lech emol einfach eng aner aus, tout simplement!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci a mir géifen dann elo zum Vote vum Projet de loi kommen. Mir hunn awer eng Rei Amendementer vum Här Hoffmann kritt, iwwert déi mer fir d'alleréisch mussen ofstëmmen.

Ech géif froen, ob den Här Hoffmann d'accord ass, dass mer par main levée iwwert déi Amendementer ofstëmmen. Dat schéngt de Fall ze sinn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Neen. Ech froen de Vote...

► **M. le Président.**- Dir frot de Vote électronique?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo.

Vote sur l'amendement 1

► **M. le Président.**- Da stëmme mer iwwer Vote électronique a mir fänken u mam Amendement 1 iwwert d'Artikelen 1, Alinea 5, 1, Alinea 10, an den Artikel 5, Alinea 2. De Vote fänkt un.

(Interruption)

Iwwert d'Amendementer. Amendement 1. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia

Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 2

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 2. Dat ass en Amendement, deen iwwert den Artikel 1, Alinea 4 an Alinea 9 geet. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den Amendement 2 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen an 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 3

Da stëmme mer elo iwwert den Amendement N°3 of, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 6 an den Artikel 1, d'Alineaen 10 an 1, Alinea 11. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den drëtten Amendement ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 4

Mir stëmme dann elo of iwwert den Amendement N°4, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 1, Alinea 6. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den Amendement 4 ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 4 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 5

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 5, och vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 1, Alinea 9. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement N°5 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

**Vote sur l'amendement 6**

An da stëmme mer schlussendlech of iwwert dee leschten Amendement, den Amendement N°6, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 12. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 6 ass verworf mat 52 Nee-Stëmme, géint 8 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 6068.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel (Interruptions)

Neen, d'Motioun huele mer duerno. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6068 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme, géint 8 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An da komme mer hei och nach zur Ofstëmmung vum enger Motioun. Ech hu verstanen, datt d'Regierung déi géif wëllen unhuelen. Kënne mer dann do par Vote à main levée ofstëmme?

(Négation)

Dir hätt gär e Vote électronique. Da stëmme mer mat engem Vote électronique doriwwer of.

Vote sur la motion 1

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme, géint 1 Nee-Stëmm a 6 Abstentioune.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zum Projet de loi 5856 iwwert d'Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Err, den Här Huss an den Här Colombero. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

7. 5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988**Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här Präsident, fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Dir Damen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 5856, do schafe mer d'Gesetz vum 1988 relativ au placement des personnes atteintes de troubles mentaux, dat mer schonn zweemol, fir d'lescht Enn 2006, geännert hunn, of, a votéieren hei en neit. Dëst, fir datt dat Gesetz net duerch ze vill Amendementer onliesbar a komplizéiert gëtt, mä awer och a virun allem fir eng Rei punktuell, mä essenziell Modifikatioune ze maachen, déi ausféierlech am Exposé des motifs, am Commentaire des articles an awer och a mengem schrëfleche Rapport beschriwwen sinn an déi ech probéieren elo kuerz ze erläutere.

D'Aufgab vum der Politik, déi muss et sinn, eng Psychiatrie ze ënnerstëtzen, déi no bei der Leit ass, mä awer och kann effizient schaffen. En éischte Schrëtt dozou war d'Dezentralisatioun, dat heescht, datt net méi den CHNP zu Ettelbréck zoustänneg ass fir d'akut Psychiatrie, mä véier allgemeng Spideeler. Dëst ass ouni gréisser Problemer um Terrain geschitt.

Et sinn och zënter dem Gesetz vum 2006 eng ganz Rei aner Saachen um Terrain gelaf, notament goufe méi Plazen an Dagesentre geschaf, wat gutt an och noutwendeg war.

Den CHNP huet och eng Unitéit fir Jonker a Schwierigkeete geschaf a kann zënter der Dezentraliséierung senger Missioun vum der Rehabilitatioun besser gerecht ginn.

Woufir dann awer elo en neit Gesetz? Ma d'Haaptinnovatioun besteet doran, aus der Placementsdécisioun, dat heescht, wou de Mënsch - ech soen hei express nach net Patient - agewise gëtt, aus där Décisioun eben eng Décision judiciaire ze maachen.

Bis elo war et esou, datt den Direkter vum Spidol oder de Responsabele vum Service Psychiatrie aus dem Spidol eben déi Décisioun muss huelen. An och, wann et hei eng ganz Rei Garantië gëtt, fir datt keng Abusë solle geschéien, esou ass den aktuelle System awer och net ouni Kritiken ze gesinn. Zum Beispill kéint den Direkter vum engem Spidol dozou verleet ginn, Patienten opzehuelen, fir seng Bette voll ze kréien; och wann dat doten natierlech éischter hypothetesch ze gesinn ass.

D'Fro kann ee sech awer och stellen, wéi e Patient soll Vertrauen ebe genau zu deem Dokter opbauen, Vertrauen, wat awer essenziell wichtig ass fir seng Genesung, ebe genau zu deem Dokter, deen en agewisen huet.

Eng Étude comparative am Opdrag vum der Europäescher Kommissioun an ausgefouert vum Mannheimer Zentralinstitut für psychische Gesundheit, déi huet festgestallt, datt an der grousser Majoritéit vum de Länner des Décisioun vum Placement eben eng gerichtlech ass.

Vu datt et hei ëm d'Fräiheet vum Mënsch geet respektiv et drëms geet, déi Fräiheet eben ewechzehuelen, a wann et vläicht och nëmme fir eng ganz kuerz Zäit ass, esou gëtt eng gerichtlech Décisioun dach méi Garantië géint Abus oder och arbiträr Décisioune.

Déi zweet Innovatioun vum Gesetz, dat mer herno hoffentlech unanime kënne stëmme, handelt ëm déi onfräiwëlleg medezinesch Behandlung.

Dat aktuell Gesetz seet doriwwer näischt, ausser a sengem Artikel 38, wou iwwert den Traitement expérimental geschwat gëtt, respektiv Traitement, déi irréversibel Schied am Gehier kéinte provozéieren.

Wann iwwert déi onfräiwëlleg Behandlung diskutéiert gëtt, dann ass dat ee vum deene klasseschen Themen, wou et ganz kontrovers Positione gëtt. Et gëtt der, wou derfir sinn, an et gëtt der, wou dergéint sinn, a si allen zwee kënne sech op Argumenter vum den elementare Rechter beruffen, sief et dem Recht op Hëllef oder awer och dem Recht op Autonomie vu senger Persoun.

Och an där Mannheimer Etüd, déi ech virdruns jo schonn eng Kéier zitéiert hunn, geet doriwwer Rieds. A sechs vu 15 europäesche Länner ass e Placement involontaire ouni Traitement méiglech. An Eisträich, Däitschland, Irland, Holland an a Schweden muss de Patient opgekläert ginn an enger Behandlung zoustëmme, mä falls de Patient awer dozou net à même ass, da kann awer behandelt ginn.

Wa mir elo hei mat dësem Gesetz de Prinzip an d'Méiglechkeet vum onfräiwëllegen Traitement festhalen, dann awer ënnert de restriktive Konditioune, déi an der Recommendation vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe relative à la protection des droits de l'Homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux stinn. Den Detail, dee fannt Der och am Commentaire des articles erëm.

Hei sief gesot, datt esou en onfräiwëllegen Traitement nëmme méiglech ass, wann den Zoustand vum Patient riskéiert, senger Gesondheet oder anere Persounen eeschthaf ze schueden.

Den Traitement muss ganz spezifesch Symptomer entsprechen a muss de Prinzip vum der Proportionalitéit respektéieren. Och muss virdu mam Patient, mat sengem Représentant légal oder awer enger Vertrauenspersoun geschwat ginn, an natierlech muss den Traitement an d'Konditioune, an deem en ugewannt gëtt, och am Patientendossier dokumentéiert ginn.

Wichtig ass et hei ze bemierken, datt de Statsrot nieft enger Rei anere Remarques zwou Oppositions formelles formuléiert hat a sengem Avis zu der éischter an initialer Versioun vum Projet de loi. Déi éischt Opposition formelle hänkt mat der Sécurité juridique vum Placement zesummen. Dëse Projet, wéi ech elo grad schonn erkläert hunn, dee gesäit jo vir, datt e Riichter iwwert d'Admissioun an de Placement vum enger Persoun mat mentale Problemer decidéiert. Iwwert d'Entloossung, sief se provisoersch oder definitiv, soll awer den Dokter decidéieren. Domat war de Statsrot net d'accord, well domadder d'Décisioun vum Riichter iwwert de Placement net opgehuewe wär.

D'Regierung an d'Santéskommissioun awer hu sech am Detail mat dësem Problem befaasst, hunn och d'Meenung vum der Justiz gefrot an hu versicht, de Conseil d'État ze iwwerzeegen, datt des Aart a Weis fir virzegoe richteg an och berechtigt ass.

D'Décisioun, fir e Mënsch anzeweisen, fir em also seng Fräiheet ze huelen, ass esou eng grave, datt se onbedéngt vum engem Riichter soll a muss geholl ginn. Mä wann et ëm d'Entloossung geet, ass den Dokter am beschte placéiert fir ze jugéieren, wéini an ënner wéi enge Konditioune dat soll geschéien.

De Conseil d'État huet sech och iwwerzeege gelooss an d'Opposition formelle opgehuewen. E freet allerdéngs, datt de Riichter op d'mannst informéiert wäert ginn.

Bei der zweeter Opposition formelle gong et drëms, datt d'Police, d'Force publique also, bei eng Persoun, déi ënnert d'Dispositione vum Gesetz fält, doheem kann eragoen, fir datt se ebe ka placéiert ginn. De Statsrot gesäit domat d'Protektioun vum Domicile net méi garantéiert.

Och des Opposition formelle huet de Statsrot opgehuewen, nodeems den Zougank vum der Force publique zum Domicile vum der betroffener Persoun agegrenzt ginn ass.

Et sief nach gesot, datt d'Chamberskommissioun den 12. Februar 2009 mat hirem Argumentaire zu den Oppositions formelles och eng Serie vum Amendementer eraginn huet. Den 3. Juli 2009 huet och d'Regierung nach eemol zwee Amendementer eragreecht, an alleguerten des Ännerunge kruten och den Okay vum Conseil d'État, deen eis ausserdeem awer nach op e Schreiffeeler opmierksam gemaach huet a sengem zweeten Avis complémentaire vum 22. September 2009.

Eis louchen och d'Avisé vum der Commission permanente pour le secteur hospitalier, dem Collège médical, dem Sycol an der Commission consultative des droits de l'Homme vir. Aus dësen Avisé wëllt ech vläicht zwou Aussoen erausgräifen, déi ganz wichtig sinn an der Diskussioun vum der Problematik.

An engem Avis séparé bedauert de Collège médical, datt verschidde Froen net weider am Detail behandelt ginn. Et ass virun allem d'Fro vum der Opportunitéit, fir eng Persoun hirer Fräiheet ze berauben an an deem Kontext d'Fro: Wat ass en Trouble mental grave? Wéini ass een eng Gefor fir sech selwer oder en aneren oder och den Ordre an d'Sécurité publique?

Grad des lescht Formulierung, déi an der Endversioun vum Projet méi dacks erëmzefannen ass, schéngt geféierlech, well ee se kann zéie wéi e Lastik.

Ech mengen, datt et awer grad an dëser Problematik ganz wichtig ass, fir ganz prezis a ganz gewëssenhaft ze sinn, fir all Méiglechkeet vu Mëssbrauch eben ze verhënneren.

De Professor Rössler, dee jo eise System méi no verfollegt an als Expert en och hëlleft ze verbessern, dee sot Enn 2006, wou mer déi leschte Kéier un dësem Gesetz geschafft hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg, genau sou wéi d'Schwäiz, e ganz héije Prozentsaz vun Zwangsawesungen hätten. E sot och, datt d'Gesetzeslag awer an Europa zu deem Thema ganz ähnelch wär.

An awer: D'Zuelen, déi schwätzen eng aner Sprooch. D'Fro ass also elo: Firwat ass déi Zuel esou héich? An och, wéi een dann déi Zuel an Zukunft kann erofkréien.

Ech mengen, mir kënnen heibannen alle guerten d'accord si fir ze soen, datt d'Aweisung an de forcéierten Traitement nëmme kënnen als allerleschte Moyen ugesi ginn an datt mer an deem Sënn alles wäerte wëlle maachen, fir all net onbedéngt dréngend noutwendeg Zwangsawweisung ze évitéieren.

Ech wëll och nach op eng Recommandatioun vun der Mënscherechtskommissioun hei zu Lëtzebuerg hiweisen, nämlech, datt esou séier wéi méiglech d'Fro vun de Mineuren, déi géint hire Wëllen hospitaliséiert ginn, an d'Gesetz iwwert de Jugendschutz debattéiert an och reforméiert solle ginn.

Zu gudder Lescht an als Ofschloss nach dat hei, fir ze erënneren, datt d'Psychiatrie e Ganzt ass an datt weider op allen Niveaue mussen Effortë gemaach gi bei der Preventioun, bei der akuter Prise en charge, mä och a virun allem duerno an all Dag, iwwerall an eiser Gesellschaft.

Ech hunn an engem Uerteel vun 1997 - den Arrêt Johnson contre le Royaume-Uni - déi heiten Ausso fonnt: «Ce n'est pas parce que des institutions spécialisées ont constaté la disparition du trouble mental qui a motivé l'hospitalisation forcée d'un patient que celui-ci doit être automatiquement élargi sur-le-champ et sans conditions pour reprendre une vie normale dans la société.»

An e puer Sätz méi spéit soe se dat heiten; ech zitieren erëm: «Il faut aussi tenir compte de ce qu'en matière de maladie mentale, il est impossible d'établir sans aucun risque d'erreur si la disparition des symptômes d'une maladie vaut confirmation d'une guérison totale.»

Mat dësen zwee Zitater aus engem Gerichtsuerdeel wollt ech just nach eng Kéier ennersträchen, datt éischters eng ze fréi Entloossung net wëschenswäert ass, mä datt een eng Entloossung soll ustriewen, soubal et enner guddé Konditiounen méiglech ass. Dann awer däréi de Mënsch net eleng gelooss ginn. E muss begleet an och encadréiert ginn. Well d'Famill, an dat wësse mer all, ass dacks iwwerfuert, an och leider ass hautdésdags ganz dacks guer keng Famill méi do, déi kéint oder wëllt Verantwortung fir de Kranken iwwerhuelen.

Mir hu jo Strukture wéi zum Beispill de SPAD - Service de psychiatrie à domicile -, déi dës Aarbecht jo scho maachen. Déi mussen och weiderhin ennerstézt ginn an déi néideg Moyennë kréien, fir hir Aarbecht eben am Intérêt vum Patient, mä awer och der Gesellschaft gutt ze maachen.

Ech wëll och nach eemol an dësem Zusammenhang soen, wéi wichteg e verantwortungsbewossten Émgank mat Psychopharmaka ass. Dës Medikamenter hu sécher am Kader vun enger méi breeder Behandlung hir Notzen. Wichteg ass awer och, de Mëssbrauch oder och den ze vill liichten Asaz vun esou Medikamenter ze verhënneren. An hei si virun allem och d'Dokteren an der Verantwortung.

Voilà, Här President, d'Chamberskommissioun vun der Gesondheet huet du schlussendlech mäi schrëftleche Rapport kritt an den an hirer Réunioun vum leschte 15. Oktober och ugeholl.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Als Rapportrice hunn ech elo probéiert, de Projet de loi 5856 esou gutt wéi et méiglech ass ze résuméieren. Ech gesinn, verschidde Leit war dat schonn

ze laang, mä Dir fannt jo och all Detailer an dem schrëftleche Rapport zréck.

Esou wäit also elo fir mäi Rapport. Ech sinn der Iwwerzeugung, datt mer mat dësem Projet de loi dozou bäidroen, d'Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg weider ze verbessern; dëst am Interessi vun alle Beträffenen, hire Familljen an awer och der Allgemengheet.

An ech soen lech allequerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen age droen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréischd der Madame Dall'Agnol am Numm vun eiser Fraktioun villmoos Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a succincte méndleche Rapport, deen haaptsächlech am Domän vun der Protektioun vun der Würd vum Patient ganz grëndlech war an dee mer wäert erlaben, mech kuerzfaassen a menger Interventioun. Ech wollt just e puer Remarqué maachen, déi zum Deel och an deene verschidde Avisen, déi d'Madame Rapportrice genannt huet, erauszefanne sinn.

Et handelt sech ëm e Gesetz, wat eng Reform bréngt vun engem nach relativ rezente Gesetz, deem vum Placement vu Persoune mat Troubles mentaux, déi esou eng Gefor fir sech a fir anerer duerstellen. Effektiv war dat viregt Gesetz eréischt 2006 ofgeännert ginn, dat alles am Kader vun där méi vaster Reform vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg a mat der Zentraliséierung.

Déi wichtegst Neuerung ass hei, dass déi Décisioun, eng Persoun géint hire Wëllen op eng zoue psychiatresche Abteilung ze placéieren - an net méi ze internéieren, wéi mer dat fréier genannt hunn -, eng Décisioun vun der Justiz ass, an net méi vun engem Dokter. Dat ass ganz sécher dee richteg Wee.

Den Dokter, oder méi prezis de Psychiater an dësem Fall, dee steet enner engem duebeler Contrainte. De Jean Ayme, Psychiater an der Psychiatrie publique a Frankräich, weist dorobber hin, wann e seet: „Op där enger Säit si mer am Kräizfeier vun der Kritik, wa mer Persoune fräi loosse, déi geféierlech sinn, op där anerer Säit kréie mer virgeworf, Persoune ze internéieren, déi et net néideg wieren.“ Et ass a béide Fäll eng schwéier Décisioun, mä den Dokter sollt jo no sengem geleschten hippokrateschen Eed dem Patient hëllefen, e behandelen, op senger Säit stoen.

Wann hien engem d'Fräiheet entzitt, a sengem Intérêt oder am Intérêt vun der Gesellschaft, erfëllt hien domat een Deel vu senger Aufgab, nämlech Assistance à personne en danger. Seng Responsabilitéit heibäi ass enorm. Loosse mer ons awer elo keng Illusiounen maachen. Och no dëser Reform bleift déi Responsabilitéit enorm gross, an ech wëll lech dat hei illustriieren.

De Placement gëtt geschwat no enger sougenannter Mise en observation, wat d'Madame Dall'Agnol der Rei no erzielt huet. Fir d'éischt kënnt d'Mise en observation, an dann de Placement vun 30 Deeg. Dësen Délai ka souguer nach eemol ëm 21 Deeg verlängert ginn, mam Accord vum Riichter. D'Madame Dall'Agnol huet och scho gesot, wellech Prozedure muss geholl ginn, fir d'Mise en observation duerchzezéien. No sechs Deeg spéitstens kritt de Riichter vun deem behandelnden Dokter e Rapport iwwert d'Opportunitéit, d'Mise en observation oprecht ze halen. De Riichter huet dann elo erëm dräi Deeg Zäit, entweder sech dem Dokter senger Meenung ze ralliieren, oder d'Mise en liberté ze froen... Oder nach méi Renseigner, war déi drëtt Méiglechkeet, déi de Riichter ka froen.

Et ass also reng unhand vum Rapport, also vum Dossier, wou de Riichter seng Décisioun hëlt. Hie ka bis dohinner de Patient net gesinn hunn. D'Madame Dall'Agnol hat esou léif am Rapport gemengt, dass, vu dass dat ëmmer deeslewechte Riichter wäert sinn, dee sech eng gewësse Sachkenntnis wäert kënnen mat der Zäit unee-

gnen, mat der zounemender Erfahrung, souzeseo Learning by doing. Dëser Hofnung wëllt d'CSV-Fraktioun sech uschlëssen.

En fait bleift et awer a staarkem Ausmoos eng Responsabilitéit vum Dokter. Et ass evident, dass d'Décisioun vum Riichter wäert vum Inhalt vun deem Rapport ofhänken. Wann déi Période de mise en observation ofleef, da kënnt den nächste Rapport vum Dokter, duerch deen hie seng Meenung, ob oder ob net eng weider Hospitalisation néideg ass, duerleet. Dann eréischt gesäit de Judge de Patient.

An der Realitéit kënnt et awer nëmme a manner wéi engem vun zéng Fäll - an néng Prozent prezis, an deem Spidol, dee mir e bësse méi no steet, wou och Placements gemaach sinn - zu enger Hospitalisation, déi méi laang wéi 30 Deeg dauert. En fait trëtt d'Judicialisation vun der Décisioun eréischt da richteg a Kraaft, wann néng vun zéng Patienter schonn erëm do-basse sinn. Aus där Ursach mengen ech, dass ee muss während enger gewësser Zäit d'Entwécklung vun dësem Gesetz an der Praxis observéieren, an dann eventuell nobesseren, fir eventuell d'Juridiktion éischer an de Prozess ze implizéieren.

En anere Problem, op deen och haaptsächlech meng Kollegen higewisen hunn, ass deen, dass de Prinzip vun der Finalitéit vum Placement net genuch am Gesetz erauskënnt. Fir e Medeziner gehéiert den Traitement implizit zu engem Openthalt an engem geschlossene psychiatresche Service. En Openthalt ouni Traitement ass an enger medezinescher Approche net méiglech. Dat wier eng reng Verwahrung, enger moderner Psychiatrie net würdeg, an e Réckschrëtt ëm 100 Joer.

Mir sinn do selbstverständlech an der Praxis deelweis an enger Optik vun engem Traitement ouni Consentement vum Patient. Dozou gehéiert och nach d'Remarque, mengen ech, als Praktiker, dass a Wirklechkeet d'Patienten, déi géint hire Wëllen ageliwwert ginn, schonn an der Urgence oft mat Hëllef vun dräi staarke Männer, Ambulancier, Polizisten, Infirmieren, eng Sprézt muss gemaach kréien, well si eben an engem Zoustand sinn, wou se ebe mussen an engem geschlossenen Abteilung kommen, an dat ass net harmlos.

D'Finalitéit bei engem Placement muss sinn, dass de Patient geholl kritt, an dat geet nëmme iwwer en Traitement. Dësen Traitement ass am Gesetz virgesinn. Et muss ee sech just bewosst sinn, dass, wann den Accord vum Patient bis virläit, et selten zu engem Fräiheitsentzuch muss kommen, an dass de facto den Traitement ouni Consentement net en Ausnahmefall ass. Am anere Fall wäert et zu deem kommen, wat Gott sei Dank d'Regel ass an onser Psychiatrie, nämlech zu enger fräiwëlleger Hospitalisation. Dat heescht, de Patient bleift op säin eegene Wëllen, en ass d'accord mat enger Hospitalisation a mat enger Behandlung.

Eng allerlescht Remarque betrëfft vläicht déi Punkten, déi dëst Gesetz nach net behandelt, nämlech de Placement vun de Mineuren. D'Madame Dall'Agnol hat dat schonn ernimmt. Dann ass awer och de Passage iwwert d'Placés judiciaires nach net bis an de leschten Detail kloer. Wat ass d'Differenz tëschent engem Gefaangene mat Troubles mentaux, dee refuséiert sech soignéieren ze loosse, an engem, dee vum Artikel 71 relevéiert? Dat sinn déi Persoune, déi veruerteelt si fir en Akt, fir dee se net responsabel sinn. An ech mengen, et misst een och nach de Problem vun der Délinquance sexuelle, mat oder ouni Troubles mentaux, op de Leescht huelen, well och Frankräich ass amgang un engem Gesetz hei ze schaffen, fir ze wëssen, wat mat deene Leit soll geschéien.

D'Dokteren hu vun der Opportunitéit vun der Mesure an enger méi geneeër Definitiv vum Trouble mental geschwat. Ech schlësse mech do der Madame Dall'Agnol un. Et ass effektiv immens schwéier, fir ëmmer mat der leschter Sécherheet eng Décisioun ze huelen. Mä, wéi eise Gesondheitsminister e puermol bemierkt huet, ass och mat dësem Gesetz d'Reform vun der Psychiatrie zu Lëtzebuerg nach net ofgeschloss. Et ass e ganz wichtige Schrëtt an dës Richtung, an duerfir géif ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mergen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner age droen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, et ass ëmmer eng Gratwanderung, net nëmme um medezinesche Plang, mä och a puncto Perséinlechkeetsrechter an individuell Fräiheeten, fir Leit, déi vu psychesche Problemer betraff sinn, géint hire Wëllen an d'Psychiatrie respektiv an eng psychiatresch Behandlung anzuweisen. Hei ass selbstverständlech vun alle Concernéierten en Héchstmoos u Fangerspëtzegefäll gefrot, geet et dach hei ëm e fundamentalen Agrëff an d'Liewe vun där betraffener Persoun.

D'Zwangsbehandlung vu psychesche kranker Leit ass a bleift, dat soll een net verheemlechen, ëmstridden, och ënnert den Experte selwer. Souwuel d'Géigner wéi och d'Défenseure vun der Zwangsbehandlung kënnen fir hir Positioun selbstverständlech gewichteg Argumenter virbréngen. Während déi eng Säit d'Autonomie vun deem Einzelnen a seng fundamentalen Rechter an de Mëttelpunkt stellt, verweist déi aner Säit drop, dass am Fall vun engem Netagräifen den Dokter senger Pflicht net géif nokommen.

Eng Zwangsbehandlung däréi an eisen Aen nëmme en Iwwergangsstadium duerstellen, dee selbstverständlech muss dorobber erauslafen, dem Patient esou ze hëllefen, dass en an déi Lag versat gëtt, nees kënnen selwer ze bestëmmen, ob e wëllt weider behandelt ginn an enner wat fir enger Form dës Behandlung oflaffe soll.

Grad well d'Zwangsbehandlung ëmstridden ass a grad well se e fundamentalen Agrëff an d'Perséinlechkeetsrechter duerstellt, ass et eiser Meenung no wichtig, dass de Législateur hei e strikte legale Kader virgëtt, an deem et och genuch Gardefous gëtt, fir de Patient viru potenziellen Abusen ze protegéieren.

Déi an eisen Ae wichtegsten Innovatioun, an et ass scho vu mengen zwou Virriednerinne gesot ginn, an dësem virleienden Text besteet also doranner, dass aus der Décisioun vun deem Zwangsplacement an der Psychiatrie eng juristesche Décisioun gëtt. Dëst ass eiser Meenung no eng Verbesserung vum aktuelle System, wou dem Direkter vun engem Spidol respektiv dem Chef vun der psychiatrescher Unitéit dës Décisioun zoustoung. Mir mengen, dass mat deem virleienden Text d'Rechter vum Patient besser geschützt ginn, wéi dat bis elo de Fall ass.

Här President, ech wëll mech a mengen Ausféierungen net nëmme op de virleiende Projet de loi beschränken, mä och vun der Geleeenheet profitéieren, fir e puer méi generell Bemierkungen iwwert d'Psychiatrie zu Lëtzebuerg ze maachen. Allgemeng, mengen ech, kann ee soen, dass déi an de leschte Joren ugefaangen Dezentralisatiounsbeméiunge vun der Psychiatrie zu Lëtzebuerg, fir déi d'DP sech ëmmer agesat huet an déi och am Plan hospitalier vun 2001 virgesi waren, sech positiv entwéckelt hunn, och wann elo nach esou munches ze verbessere bleift.

D'Haaptzil vun alle Reformbeméiungen an der Psychiatrie muss, eiser Opfaassung no, d'Destigmatisierung vun dem Psychiatriepatient respektiv eng verbessert Integratioun vun dësem Patient an eis Gesellschaft sinn. Dat ass gewëss keng einfach Aufgab. D'Komplexitéit an de breede Spektrum vun de psychesche Krankheeten a Stéierung maachen dës Aufgab och sécherlech net méi einfach.

Zu esou enger Reform gehéiert och virun allem, an enger éischer Phas, d'Schaffen an d'Verbessere vun entsprechenden Infrastrukturen. Ech mengen kënnen ze behaupten, dass an der CSV/DP-Regierung grad an dësem Beräich enorm Effortë gemaach goufen, fir deem erschreckenden Nachholbedarf, deen et deemools ginn ass, nozokommen. Net fir näischt gouf och am Rapport Rössler, iwwert dee mer hei am Haus virun der leschter Legislaturperiode diskutéiert hunn, den Hôpitaux généraux eng exzellente infrastrukturell Ausstattung am psychiatresche Beräich beschéinegt.

Här President, trotz deene Succèsen an Efforten, déi an deene leschten zéng Joer



gemaach si ginn, bleiwen awer och nach eng Rei Defiziter, déi et selbstverständlech ze behiwe gëllt. D'Reform vun der Psychiatrie muss, eiser Meenung no, méi multidisziplinär ugepaakt ginn. Et muss zu enger méi enker Zesummenaarbecht tëschent sämtlechen Acteuren, Psychologen, Flegepersonal, Hausdokter an esou viru kommen. Ganz besonnesch wichteg ass an deem Kontext och, dass méi Wäert op d'Formation an op d'Formation continue geluecht gëtt.

Bäi der Enthospitaliséierung muss nach méi e grouse Wäert op de Suivi vum Patient geluecht ginn, notament an de Foyers médicalisés, déi d'ailleurs am Spidolsplang vun 2001 scho virgesi waren. An deem Beräich sinn och Efforten néideg. Dës Foyere sollen och eng besser Integratioun vun deene Betraffenen erméiglechen. Dëst gëllt och fir therapeutesch Atelieren. Am Idealfall sollen dës Ateliere keng definitiv Statioun fir déi psychesch Krank duerstellen, mä si sollen éischer zu engem Sprangbriet gi fir den allgemengen Aarbechtmarché.

Och an der Psychiatrie soll méi Wäert op Preventioun geluecht ginn. Psychesch Leide wéi Neurosen, Depressiounen an esou viru betreffen en ëmmer méi grousen Deel vun eiser Populatioun. Leider stelle mer hei eng ëmmer méi staark Medikamentéierung vun dese Krankheete fest. Et gëtt allze oft ausschlieslech mat psychotrope Medikamenter reagiert, ouni deen néidege Réckgrëff op d'Psychologie oder d'Psychotherapie. Fir deem bedenkelechen Trend entgéintzewierken, misst sech d'Gesondheetskeess, eiser Iwwerzeugung no, un de Käschte fir d'individuell Psychotherapiesitzunge bedeelegen.

Der Kanner- a Jugendpsychiatrie kënn eng ëmmer méi grouse Bedeitung zou. Hei ass ze soen, dass am CHL an an der Klinik um Kierchbiereg eng exzellente Aarbecht geleescht gëtt. Leider ass et awer och esou, dass et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e Manktum un adequate Strukturen am Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie gëtt. Esou hu mer nach ëmmer keng Struktur beispillsweis fir schoufflichteg Kanner, déi Schoul a psychiatresch Betreierung matenee verbënnt.

Finalemment, an opgrond haaptsächlech vun deenen diverse Virfäll an deene leschte Méint a Joren am CHNP, si mer als DP der Meenung, dass Ugekloten oder Veruerteelter, déi opgrond vu psychesche Stéierung vum Prisons an de CHNP iwwerfouert ginn, an Zukunft an enger neier Spezial-unitéit sollten ënnerbruecht ginn.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech selbstverständlech der Rapportrice, der honorabeler Madame Dall'Agnol, nach fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport félicitéieren a Merci soen, a selbstverständlech ginn ech och domadder den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech schlësse mech deene leschte Wieder vu mengem Virriedner un d'Adress vun der Madame Dall'Agnol un, fir hir Merci ze soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport an deem komplizierten Dossier. Ech bréngen och gläich, wéi mäi Virriedner, den Accord vun der Fraktioun, well ech d'Tendenz hunn, deen zum Schluss ëmmer ze vergiessen.

Ech wollt zwee, dräi Wieder heizou soen, well entre-temps bal alles gesot ass, wat wichteg ass. Aus enger besonnescher Ursach eraus, an zwar, well an deem Rapport hei eng Recommandatioun vum Conseil de l'Europe mentionnéiert ass, déi awer net weider am Rapport analyséiert ginn ass, fir ze kucken, ob déi Saache stëmmen oder net. Vu dass ech scho virausgeholl hunn, dass meng Fraktioun, an ech selwer natierlech dann och, dee Projet hei stëmmen, kënn Dir dovunner ausgoen, dass déi Prescriptiounen vun där Recommandatioun vum Conseil de l'Europe sech praktesch integral am Gesetz erëmfannen, an ech denken, dass dat e ganz gutt Zeechen ass, mat ganz klengen Ausnahmen, op déi ech nach wéilt agoen.

Ech wéilt awer och an deem Kontext soen, dass eng aner Organisatioun vum Conseil de l'Europe, an zwar de CPT, Comité de prévention de la torture, Kompetenzen huet, fir nieft där Commission de contrôle, déi am Gesetz drasteet, verschidden Institutionen - ouni Rendez-vous onbedéngt mussen ze hunn - ze examinéieren, fir feststellen ob oder ob net an esou Institutionen et Mënscherechtsverletzunge ka ginn.

Ech denken, dass dat eng supplementar Garantie ass, déi net muss am Gesetz stoen, mä déi et nieft dem Gesetz ouni Zweifel och nach gëtt. An déi gëllt net nëmme fir d'Leit, déi an de psychiatreschen Institutionen sinn, déi zielt och fir d'Leit, déi an de Prisons sinn, fir Mineuren, déi placéiert sinn, natierlech och fir Prisonnéier a fir Leit, déi an der Rétiatioun sinn. Et ass am Fong eng supplementar Garantie zu deenen, déi an deem Gesetz schonn drastinn.

Et ass evident, dass an deser Matière deejéinegen, deen eng Décisioun hëlt, fir ee psychiatresch Kranken ze placéieren, ëmmer um Bord vum Droit pénal steet, entweder well en eng Atteinte à l'intégrité physique mécht, wann e falschlait, oder awer eng Non-assistance à personne en danger, wann en näischt ënnerhëlt. Et ass also net fir näischt, dass d'Gesetz muss prezis sinn.

Ech wéilt hei dräi Saache soen, déi mer en evidente Progrès par rapport zu der aktueller Situatioun ze si schéngen an déi am Gesetz sinn. Dat heescht, et ass notament den Artikel siwen, dee seet ganz genau, dee seet virun allem, wie kann ufroen, fir e Placement ze kréien: den Tuteur, e Familljemember oder eng aner Persoun. Da muss awer ganz kloer sinn, wat fir en Degré de parenté oder wat fir eng Zort vu Relatioun deejéinegen, deen de Placement freet, par rapport zu deem Kranke soll hunn.

Et ass am Fong nëmme, wann en Trouble à l'ordre public ass, wou de Parquet, d'Police oder de Buergermeeschter, oder déi Persoun, déi delegéiert gëtt, ka froen. Dat ass eng substanzuell Garantie par rapport zum Ist-Zoustand, gradesou wéi déi Tatsaach, dass och elo muss eng Décisioun vun engem Riichter kommen, fir déi Demande ze entérinéieren.

D'Madame Martine Mergen huet hei de ganzen Detail gezielt. Ech brauch also elo net méi anzegoen op déi Délaien, déi vun der Observatioun sinn. De Certificat médical fir d'Période d'observation vun dräi Deeg an engem éischte Stadium, vun 21 Deeg an engem Flegestadium, engem Total vun engem Mount, et cetera. All dat ass sécherlech ganz interessant. Besonnesch interessant ass et awer, dass, wann no enger Période d'observation de Placement weidergeet, e Rapport motivé muss gemaach ginn.

Fir de Maintien en placement provisoire kënnen no deenen 30 Deeg weiderzeféieren, an deem Fall ass am Fong eng Kritik, déi ech wollt ubréngen, dass an där Décisioun no deenen 30 Deeg kee Recours méiglech ass, kee Recours um Geriicht. Mä et gëtt aner Instanzen, déi intern am Gesetz sinn, déi Commission de contrôle, wou ee sech ka wënnen, fir deen een oder anere Problem, deen ee kann hu mat esou enger Décisioun, an d'Wëe ze leeden.

Ech denken duerfir, dass een somme toute ka soen, och besonnesch, well virgesi si ganz prezis Consignen, wéi mat de Mineuren ze verfuere ass, wéi mat de Leit, déi sous tutelle sinn, wéi mat de Prisonnéier ze verfuere ass - all déi Saachen, déi an der Recommandatioun stinn, sinn hei prezisiéiert -, dass dat alles eng ganz positiv Gesetzgebung ka sinn.

Ee Punkt léisst mech de Moment nach onzefridden, Här Minister, mä Dir wäert deemnächst eng Geleeënheet kréien, déi Onzefriddenheet aus der Welt ze schafen. Dat heescht, dass näischt Prezises drasteet, wéi Der wéilt ëmgoe mat dem Devoir d'information vun deene Patienten a vun deene Leit, déi deene Patienten nostinn, ëm deenen hire Placement et hei geet.

Ech kommen aus Kanada erëm, wou ech e Stage gemaach hunn a verschiddenen Domänen, an do ass mer opgefall, dass an enger Klinik, zum Beispill, an der Entrée eng Sail steet, op där affichéiert all d'Rech-

ter vum Patient a vun der Famill vum Patient sinn. Awer et sinn net nëmme d'Rechter och d'Flichte vum Patient an d'Informatiounspflichte vun der Famill vum Patient, déi ugesot sinn. Derniewent louchen natierlech Flyeren aus, fir déi Saachen, déi op der Sail stoungen, ze répétéieren. An et stoungen Telefonsnummere an eng Plaz drop, wou Leit hir individuell Informatiounen kréien, an Telefonsnummere a Rendez-vousé fir Consultatiounen iwwert d'Rechter vum Patient.

Ech fannen, dass dat exemplaresch ass, a vun deene Saachen, déi gutt sinn, kann ee sech, denken ech, jo och inspiréieren.

Ech hoffen, Här Minister, dass Der an deem Gesetz, wat aussteet iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient, op dat mer amgang sinn hei zu Lëtzebuerg ze waarden, déi Informatiounsobligatioun, déi och an der Recommandatioun steet, leider net ganz prezis an Ärem Gesetz, kënn nohuelen. Ech soen lech am Viraus Merci fir dat, wat Der an deem anere Gesetz da wäert nach weider maachen.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wéilt natierlech och vun deser Plaz aus der Madame Dall'Agnol Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. Ech kéint och dorunner uschlëssen, fir ze soen, dass ech mat deene meeschte vu mengem Virriedner praktesch op alle Punkten d'accord si mat deem, wat se hei gesot hunn.

Ech mengen, wann een hei als Oppositionspartei esou e Gesetzesprojet jugéiert, dee mer an der Kommissioun jo unanimesent scho verabschit hunn, dann ass et vläicht net ëmmer esou, dass vun enger Oppositionspartei eng Regierungsaarbecht gelueft gëtt. An deem Fall ass et awer esou, dass déi gréng dese Projet an déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, fir dee Projet hei virunzibréngen, ausdrécklech luewen, well hei wierklech eng Verbesserung vun deem alen Text domadder verbonnen ass, op deenen zwee Punkten - haaptsächlech zwee Punkten -, déi hei elo schonn dräi-, véiermol erzielt gi sinn, dass nämlech eng zousätzlech Barrière agebaut gëtt doduerjer, dass d'Justiz intervenéiert, ier dee Placement dann do wierklech décidéiert gëtt, an zum Zweeten och dann zumindest - dat huet d'Madame Err elo just gesot -, dass och d'Kritäre vun der Recommandatioun vum Conseil de l'Europe an deem Gesetzesprojet zumindest ugeschwat ginn. Ech mengen, dat sinn zwou wesentlech Neierungen hei bei deem Gesetz, déi mer ausdrécklech begrëssen.

Wa mer dat begrëssen, dann ass natierlech kloer, läit dat an der Kontinuitéit vun eisen Aktivitéiten an deene leschten zéng, 15 Joer, déi mer um Gebitt vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg haten. Als Gréng ware mer vun Ufank un och fir eng Reform vun der Psychiatrie, an Dir kënn lech erënneren, dass - nach viru fënnef, sechs Joer muss dat gewiescht sinn, oder souguer eng Iddi nach méi kuerz - mer als Gréng intervenéiert hate wéinst de Mënscherechter vun deene Leit, déi internéiert waren am CHNP, an datt mer och mat der Mënscherechtskommissioun doriwuer Diskussiounen haten, besonnesch iwwert d'Problematik vun der Fixatioun a vun Isolatiounsmaassnahmen. Ech mengen, mat deem, wat elo hei gemaach gëtt, gi mer zumindest zwee wichteg Schrëtt an eng ganz positiv Richtung.

Mir begrëssen dat also ausdrécklech, och wann ech wéilt op deser Plaz soen, dass fir eis awer domadder - wéi soll ech soen? - d'Problemer nach net ganz geléist sinn.

Ee Problem, deen nach muss geléist ginn a wou mir och hoffen, dass e méiglechst séier geléist gëtt, dat ass méi allgemeng d'Problematik, déi mer op engem aneren Niveau schonn ugeschwat haten, vun engem Gesetz iwwert d'Rechter vun de Patienten insgesamt. Do hu mer versprach kritt vum Minister, dass dat géif kommen. Dat fanne mer extrem wichteg.

Ech wéilt awer dorop hiweisen, wat - den Här Wagner hat dat an engem gewëssene Moment hei ugeschwat - d'Behandlung vun de Patienten ubelaangt, wou e gewarnt huet virun enger ze staarker Medikaliséierung iwwer Psychotropen. Bon,

doriwwer gëtt et net vill Donnéeën hei, an dat ass e wéineg e Problem vun der Situatioun.

Bon, de Minister kann emol vläicht dann dorobber äntwerten, well fir eis de Problem awer e wéineg bestoe bleift - an dat huet elo näischt direkt mat deem Projet ze dinn -, dass ee misst an eisen Aen emol méi eng ëmfaassend Analys doriwuer maachen, wat d'Ursaache waren, déi iwwerhaupt zu deene perséinleche Krise gefouert hunn, dass déi Leit do ausgerast sinn. Dat wär awer elo interessant, mat all eise Betraffenen, déi déi Leit an Empfänger huelen, ze kucken: Wat sinn déi Haaptursachen? Wat ass d'Ätiologie vun deene psycheschen Erkrankungen, déi dann hannerne zu esou vill Frustratioun an zu esou engem Ausraste féieren?

Et ass an der Diskussioun, déi mer schonn eng Kéier hate virun e puer Joer, gesot ginn: „Jo, et ass ganz vill Alkohol de Fall.“ Ech sinn der Meenung, effektiv, dass warscheinlech relativ heefeg Alkohol do mat am Spill ass oder eng staark Roll dobäi spillt. Bei esou Situatiounen misst et awer logescherweis esou sinn, dass dat Ausrasten am Fong net onbedéngt an all Fall oder héchstens a ganz wéinege Fäll och zu engem Placement muss féieren. Wann dee säi Rausch ausgeschloft huet, an et geet erëm eenegermoosse besser, da misst ee just e Suivi vun esou engem maachen, mä ob deen onbedéngt muss placéiert ginn, ass eng aner Affär.

Mech géif am Fong méi interesséieren, wat dann niewent dem Alkohol aner Ätiologie sinn, aner Problemer sinn, déi zum Ausraste vu Persoune féieren, déi se hannerne an de Placement bréngen. An do gesinn ech engersäits: Natierlech kënnen dat sozial Ursaache sinn, wou d'Aggressioun entweder no bause geriicht gëtt oder d'Aggressioun no bannen op sech selwer geriicht gëtt. Dat sinn dann d'Suiciden, déi kënnen passéieren, wou mer gesinn, dass sozial Ursaache kënnen do sinn. Beispillsweis, ech denken drun, wat elo a Frankräich geschitt ass bei der Télécom, wou duerch dee ganze Mobbing an där Firma an der Zwëschenzeit - mengen ech - 25 oder 26 Leit sech d'Liewe geholl hunn. Dat kënnen also esou sozial Ursaache sinn, déi kënnen eventuell mat anere sozial- a familjepoliteschen Ursaachen ze dinn hunn. Dat heescht, och nach Sträit doheem an esou virun.

Mä derniewent gëtt et awer nach aner Ätiologien, déi ee misst an eisen Ae vill méi detailléiert ënnersichen, zum Beispill d'Problematik, effektiv, déi vun Här Wagner ugeschwat ginn ass, nämlech vun de Psychotropen. Hien huet elo gemengt, et géifen der an der Behandlung ze vill gebraucht ginn, där Psychotropen, also, wann elo een ausgerast ass an et muss een internéiert ginn.

De Problem ass, dass et och en anere Problem gëtt mat Psychotropen, nämlech, dass scho vu Jugend un dat geschitt, wat den Här Wagner gesot huet, dass et scho vu fréier Jugend un ëmmer méi staark an eiser Gesellschaft zu enger Medikaliséierung vu mentalen oder vu psychesche Problemer oder emotionale Problemer kënn ebe just duerch déi Psychotropen.

Do läit de Problem dann awer ëmgekéiert, an dat ass net nëmme dat, wat mer an deene leschte puer Joer an Däitschland oder an den USA gesinn hunn, nämlech, dass eng ganz Partie Jugendlecher no bausen aggressiv gi sinn a ronderëm sech geschoss hunn, beispillsweis, an da Leit doutgemaach hunn oder Schoulkanner doutgemaach hunn. A bei enger ganzer Rei vu Punkten, bei ganze Reie vu Beispiller ass et esou, dass kloer konnt nogewise ginn, dass se entweder op Psychotrope stoungen, sief et Ritalin, oder datt se an engem Sevrage waren, deen awer net seriö gemaach ginn ass. Dat heescht, dass se doduerjer ausgerast sinn an doduerjer total ausgeflippt an aggressiv no bause gi sinn, a wann eng Fléit do ass, dann hu se geschoss.

Dat heescht, dass am Allgemengen also déi Medikaliséierung vu psychesche Pro-

blemer wierklech - dat huet den Här Wagner richtig gesot - eng Bedrohung ass vun eiser Gesellschaft. An den USA, déi eis jo an esou Entwürfungen ëmmer zéng, 15 Joer viraus sinn, ass dat natierlech vill méi schlëmm, wéi dat am Moment nach an Europa ass. Mä och hei ass den Trend schon, d'Kanner ze medikaliséieren mat Psychotropen, deen ass och souguer hei a Lëtzebuerg do.

Dat heescht also, et misst ee wierklech emol eng Bestandsopnam maache vun der Ätiologie, vun der Entstehung vun all deene Fäll, déi hannerho mussen placéiert ginn, iwwert den Alkohol eraus, iwwert d'sozial Ursachen eraus. Do gëtt et nämlech nach aner Phenomeener, wou ee ka feststellen, datt och Kanner oder Jugendlecher psychesch krank sinn, ganz einfach duerch eng falsch Ernährung, well hinne ganz einfach eng Rei vu Spurenelementer a Vitamine feelen.

Och a Prisongen hu se Etüde gemaach, wou se festgestallt hunn, datt Prisonnier, nodeems se méintelaang eng seriö Ernährung kriit hu mat Uebst a Geméis an esou virun, vill méi sanftmütig a vill méi fei gi sinn, während de Kontrollgrupp nach ëmmer gradesou aggressiv an deene Prisonnere reagéiert huet.

Dat heescht, et sinn eng Rei Facteuren, déi dorop awirken, datt et kann zu esou psychesche Krise kommen. An dat ass eng Saach, déi een an eisen Aen och emol misst méi detailléiert analyséieren.

Den Här Minister hat mer virun ugedeit, vun dohannen, et géif do eng Rei vun Ursachen ginn. Also gutt, Alkoholismus schéngt mer evident ze sinn, mä et gëtt och nach aner Ursachen, iwwert déi och emol misst geschwat ginn.

Dann, de leschte Punkt, deen ech wéilt soen, wou mer och nach Problemer behalen, dat ass dee vun der Therapie. Dat ass och vun der Madame Stein ugeschwat ginn. Wat ganz kloer ass, dat ass, datt et immens schwéier ass. D'Medezin ass bekanntlech keng exakt Wëssenschaft.

Mä d'Psychiatrie an der Medezin, do ass et awer nach - loosse mer soen, fir dat emol virsiichteg ze formuléieren - vill méi schwéier. Well ganz einfach, wann ee kuckt, wat an deene leschten zéng, 15 Joer d'Entwécklung um internationalen Niveau vun der Psychiatrie war, déi ganz DSMen, dat heescht, déi Fachbicher vun der Psychiatrie, wou permanent och nei psychesch Erkrankungen erfonden gi vun der pharmazeutescher Industrie a vun deene Konzernen, déi derhannertstinn, just fir erëm kënnen nei Medikamenter ze verkaufen, da muss ee soen, datt och déi Psychiatrie an der Therapie e Problem ass. Emol ofgesi vu ganz einfache Saachen, wéi Berouegungsmittel, fir een aus enger Kris erauszehuelen.

Mä soss, déi Medikaliséierung, déi eis ganz Gesellschaft ergraff huet, och um Niveau vun der Therapie, dat ass e Problem, deen mer mussen ugoen, deen an alle Länner och vu kritesche Psychiater esou gesi gëtt. Et ass also guer net einfach, eng psychiatresch Therapie ze maachen, ganz einfach, wann ee keng seriö Ursachefuerschung huet.

Wann een net der Ätiologie vu Krankheeten am Detail noheet, da kënnen heiansdo psychiatresch Therapie souguer méi schueden, wéi se netzen, jee nodeem wat fir eng Produktur ee bei de Leit uwennt, déi net kënnen vum Stoffwiessel vun deene Leit métaboliséiert an ausgescheet ginn, a wou also eng Wierksamkeit net onbedéngt ginn ass a wou souguer vläicht d'Niewewierkung méi staark sinn.

Bon, dat gesot, ass et awer esou, datt mer hei einfach vum juristesche Point de vue vun deem, wat elo hei geschitt iwwert dat Gesetz, zwee positiv Schrëtt maachen an déi richteg Richtung.

Déi ganz Psychiatriereform, déi mer an der leschte Joren hatten, ass an eisen Aen an eng richteg Richtung gaangen, mat der Dezentraliséierung. Et misst ee vläicht nach eng Kéier - dat wär vläicht dat lescht Dénge - nach méi e Jet maachen, fir do-

riwwer ze schwätzen, einfach iwwert dat, wat ech gesot hunn: Firwat entstinn esou vill psychiatresch a psychesch Krankheeten an eiser Gesellschaft? An ass déi Äntwert, déi elo d'Psychiatrie mat Medikamenter dorop gëtt, déi eenzeg richteg? Wéi seriö ass se? Oder gëtt et net nach aner Methoden? Muss een net méi breet denken do derbäi, fir do zu enger wierklech positiver Léisung ze kommen?

Merci, ech ginn dozou d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Huss Merci. Als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, fir de méndlechen a schrëftleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet mat der Hospitalisatioun vu Leit mat mentale Problemer, am erweiderte Kader vun enger méi humaner Approche vun der Psychiatrie.

Beim Liese vum Text gesi mer, datt verschidden Terme relativ vag sinn, an d'Definitioun léisst vill Froen op. Och am Intitulé gëtt geschwat vun „troubles mentaux“, datt heescht, mental Stéierungen. Wat heescht dat? Hei gëtt keng Differenzéierung gemaach tëschent schwéieren a liichte Stéierungen. Ass de Fait, datt een eng Nervekris kriit, datt een d'Glieser an d'Telleren am Stot futtimécht, eng mental Stéierung?

Ass d'Violence domestique eng mental Stéierung? An deem Fall gëtt d'Police geruff. Gëtt hei d'Prozedur vun der Wegweisung initiéiert oder gëtt de gewalttätege Bierger géint säi Willen hospitaliséiert?

Do si vill Froen, déi ee sech ka stellen. Bei esou enger fragiler Handhabung vun der Definition riskéiert een als mental Stéierung och déi Leit mat anzebannen, déi Verhalensstéierungen hunn. Fir eis ass deesen Term hei e Genre Fourre-tout, deen zu villen Interpretatiounsméiglechkeete féiert.

Et ass och geschwat ginn iwwert den Term „danger pour soi-même ou autrui“ oder vun „ordre“ an „sécurité publique“. Hei ass och d'Terminologie extrem breet gefächert.

Ass een, dee mat 100 duerch en Duerf mam Auto rennt, eng Gefor fir d'Allgemengheet? D'Äntwert ass Jo. Een, dee mat 100 duerch en Duerf rennt, huet eng mental Stéierung, soss géif en dat jo net maachen, en ass eng Gefor fir d'Allgemengheet. Also misst hien op Basis vun deem Text géint säi Willen och internéiert ginn.

Ass en anere Chauffeur, dee mat 100 duerch d'Duerf rennt an ze vill gedronk huet, och esou ze behandelen, oder gëtt hei eng Ausnahm gemaach, well jo den Alkohol zoustänneg ass fir seng irresponsabel Handlung?

Här President, a menger Clientèle kennen ech och Leit, déi och ganz vill mental Stéierungen hunn. Ech kennen een, deen an engem Appartementshaus wunnt an dee bei Vollmound total duerchdréint, dee geet dann iwwerall nuets bei d'Diere klappen. E mécht d'Diere futti, bis een opmécht. Fält deen heiten och ënnert d'Bestëmmung vun deem Gesetz? En huet en Trouble mental bei Vollmound. E stellt eng Gefor fir den Ordre public duer. Mä wann de Vollmound eriwuer ass, dann ass och alles normal.

Bon, ech kennen nach en anere Patient, deen, wann e keng Schlofpëlle méi huet, d'Musek déck opmécht. Dann ass eng richteg Party nuets lass. D'Leit kënnen net schlafen, eleng, well hie keng Schlofpëlle méi huet. Fält deen heiten och ënnert d'Applikatioun vun deem Gesetz? Mir gesinn, datt de Begrëff, wéi gesot, „danger pour autrui“ och schwéier ze interpretéieren ass.

En anere Volet vun deem Text ass d'Behandlung. Hei gëtt vun Traitement involontaire, Isolement a Contention du patient geschwat. Kënnen mir nach mam Traitement involontaire d'accord sinn? Wa mer dovunner ausginn, datt d'Hospitalisatioun noutwendeg ass an de Patient déi beschtméiglech Therapie zegutt huet, da si mer awer skeptesch, wat d'Fixéierung

vum Patient ugeet oder vläicht den Transfer an eng Gummizell. Dat si Methode vum Mëttelalter. Et däerf een net vergiesse, datt grad dës Methoden déi krank Leit nach méi aggressiv maachen - dovir wéilt ech gär warnen -, an dat émsou méi, wéi d'Dauer vun de Mesurë méi grouss ass.

Et huet ee méi wéi eng Kéier scho gesinn, dass Leit, déi fixéiert waren, duerno regelrecht Amok gelaf sinn, well se deeglaang fixéiert waren an net ënner normale Konditiounen gelieft hunn. Wann d'Leit fixéiert musse ginn, dann ënner permanenter Iwwerwaachung, wa méiglech och mat enger Kamera. Si sollen d'Hand fräi hunn, fir ze iessen, oder si solle lassgestréckt ginn, wa si hir Nout musse maachen oder wa se sech wäschchen.

Et kann awer op kee Fall sinn, datt iergendeen fixéiert gëtt, deen duerjerneen ass an dee vun engem Zëmmer an dat anert rennt, d'Leit nervt an duerfir soll ugestréckt ginn. Et kann och net si wéinst Personalmangel, einfach, dass do dann décidéiert gëtt, schwéier Fall ze fixéieren oder ze isoléieren. Hei muss gesuergt ginn, datt bei dese Krankheitsfäll méi Personal zur Verfügung steet.

Wat eis awer traureg stëmmt, ass den Artikel 48 vun deem Gesetzesprojet. An dat ass extrem besuergniserregend. Ech lese vir: «Un traitement qui n'est pas encore généralement reconnu par la science médicale ou qui présente un risque sérieux d'entraîner des dommages irréversibles au cerveau ou de détériorer la personnalité du patient ne pourra être administré que si le médecin l'estime indispensable et si le patient, dûment informé, y consent expressément.»

Also, ech wéilt gären deejéinege gesinn, dee säi Gehir op d'Spill setzt, wann iergendeng Medikatioun, déi esou stark Niewewierkungen huet, gebraucht gëtt. Souwisou, bei engem Trouble mental grave weess de Patient net, wou en drun ass. An deem Fall décidéiert e Comité vun dräi Experten iwwert d'Fiabilitéit vun der Behandlung.

Mir sinn dergéint, dass iergendwellech Experimentier ausprobiéiert ginn, a schonns guer net am Beräich vu psychesche Stéierungen. Fir eis bliwen d'Efforten am Beräich vun der Preventioun nach ëmmer déi gréisste Prioritéit. Mir waarde mat Sehnsucht op dat neit Psychotherapiegesetz, a mir bedauern, datt nach ëmmer massiv psychotrope Droge gebrauch ginn.

Am Prinzip ass dat Gesetz hei e Schratt an déi richteg Richtung, mä wéinst dem Artikel 48 hu mer décidéiert, fir eis ze enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombero Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kriit d'Wuert de Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol en häerzleche Merci u bal sämtlech Bänke fir déi nuancéiert, konstruktiv Diskussioun zu deem Projet, deen a mengen Aen en Duerchbroch ass a Saache modern Psychiatrie, deen och net einfach esou vum Himmel gefall ass, deen ech haaptsächlech dem Duerchsetzungsverméigen, der Hartnäckegeet an der Iwwerzeegungskraaft vun engem Engagéierten an deem Gebitt zuschreiwen: Dat ass de Raymond Mousty, deen net labbergelooht huet an Iwwerzeegungsaarbecht huet misse leeschten, fir dass mer en zousätzleche Partner an enger fréier Phas vun der Zwangsweisung mat u Bord kriit hunn.

Ech mengen, et ass vun alle Bänke gesot ginn, dass déi Psychiatrie, wéi mir se gesinn, soll eng oppen, eng decentral, eng net stigmatiséierend, eng op de Patient ausgeriicht sinn - an der Regel. Wat allerdéngs net verhënnert, dass et nient der Regel och leider eng Rei vun Ausnahm gëtt, déi net an d'Regel erafalen. De Verdéngscht vun deem Gesetz ass, dass déi Ausnahmen nach méi strikt geregelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Ech brauch net méi op de Rapport anzegeen. Deen ass exzellent gewiescht, kloer gewiescht, an dofir soen ech dem Claudia

Dall'Agnol gradesou Merci wéi der gesamter Kommissioun, déi an engem schwierigen Dossier d'Boot riicht gehalen huet. Och wa mer mat engem Avis vum Conseil d'État konfrontéiert waren, deen an eenzelne Beräicher, mengen ech, déi voll Visée vun deem Projet net richtig interpretéiert hat - wann ech dat emol esou däerf soen. Mä duerch d'Iwwerzeegungsaarbecht, déi mer gemaach hunn, konnte mer och den Accord vum Conseil d'État kréien.

Ech wéilt soen, op wat fir engem Beräich dee Malentendu bestanen huet. Dat war deen, dass, nodeem mer an deem Gesetz hei eis eens waren, d'Zwangsweisung ënner riichterlech Kompetenz ze stellen, de Conseil d'État der Meenung war, dass mer och d'Entloossung sollten ënner riichterlech Kompetenz stellen.

Dat war an eisen Aen net wünschenswäert an huet och net deem entsprach, wat a Länner mat moderner Psychiatrie de Fall war, well do hätte mer eng Entloossung jo net méi einfach gemaach, mä mir hätte se erschwiéert. An ech mengen, eng Entloossung geet éischer an de medezinesche Beräich eran, wéi eng Zwangsweisung, wou den Dokter net eleng gelooss ka ginn.

Ech sinn dofir der Kommissioun ganz dankbar, dass se eis mat suivéiert huet a bereet war, déi Iwwerzeegungsaarbecht géint eng Opposition formelle ze leeschten, wou mer dann och zesumme konnten deen Text hei bis an d'Chamber, bis an de Plenum erabrénge.

Et ass richtig, dass dat hei e wesentleche Schrëtt an der Reform vun der Psychiatrie ass, wou mer an deene leschten zéng Joer, an ech ënnersträichen dat och, esou wéi de Carlo Wagner dat gesot huet, e ganz wichtige Schrëtt gemaach hunn. Ugefaange bei der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie vun enger asylerer Struktur a Richtung akut Spideeler, wou mer haut kënnen houfreg driwwer sinn, dass mer kënnen soen: „E psychesch kranke Mensch, deen an enger akuter Kris ass, kann an datselwecht Spidol zu darselwechter Dier eragoen, wéi een, deen en Arm oder e Bee gebrach huet.“ Net mat engem Kräiz op der Stir, wou en als psychesch Kranken no bause stigmatiséiert gëtt, mä genee behandelt gëtt wéi en anere Patient.

Et ass och eis Visée gewiescht, dass mer de psychesch Kranken déiselwecht gutt Soigné kënnen garantéieren, wéi engem physeschen Kranken. Et ass a mengen Aen eng ganz wesentlech Etapp, déi ech mer ganz gär mat mengem Virgänger deelen a wou et wichtig war, dass mer deen dote Schrëtt gemaach hunn.

Well do sinn et ganz grouss Resistenzen ginn, därefer mer net vergiesse, well mer een traditionellen Acteur an der Psychiatrie an eng nei Roll invitéiert hunn. De CHNP huet mat där Dezentraliséierung eng nei Aufgab kriit, déi net esou einfach op de Buedem ze brénge war an ass, mä en huet sech mat ganz vill Engagement a Courage an déi nei Missiounen era lancéiert. Mir sinn elo mëtten an der Dezentraliséierung vun der rehabilitativer Missioun vum CHNP, an ech sinn och ganz zouversichtlech, dass mer dat mat deene verschiddene Strukturen, déi elo schonn dezentraliséiert sinn, wäerte packen.

Och an der gemengenoer Psychiatrie sinn an deene leschten zéng Joer enorm Efforté gemaach ginn, sief dat beim Logement, sief dat bei de Foyeren, sief dat bei der Berodung, sief dat bei anere Beräicher. An ech si ganz frou doriwwer, dass mer virun zwee Joer déi deemoleg Krankekeess, déi heiteg CNS, iwwerzeegt kruten, fir als weideren Acteur an de Finanzement vun de Logementsstrukture mat anzeklammen. Wat derzou féiert, dass dat Ugebuert an deenen nächste Jore ganz zolidd wäert usteigen. Iwwregens eng vun deene Konklusiounen, déi mer suivéieren aus dem Rössler-Rapport.

En anert wichtegt Reizwuert ass gefall; dat ass dat vun der Koordinatioun am Secteur, wat ech nëmme kann ënnerschreiwen a wou ech mengen, dass mer um richteg Wee sinn, zënter dass mer déi Psychiatrieplattform reaktivéiert hunn a mer d'Acteuren elo alleguer ronderëm en Dësch setzen hunn. Vun der Médecine de base iwwert déi gemengenoer Psychiatrie bis bei d'Spi-

deeler an de CHNP setzen um Dësch a sinn elo an der Zwëschenzäit bereet, déi national Plattform och ze regionaliséieren. Dat heescht, no bei deene Strukturen, déi bestinn, ähnlech Concertatiounsstrukturen ze schafen.

Déi éischt wäert am Norde geschaf ginn, wou jo et och eng Konzentratioun ginn ass vu psychiatresche Strukturen, wou mer mat Problemer konfrontéiert sinn. A wou mer déi Acteuren invitéieren, zesumme mat den Acteuren um Terrain déi Leit, déi net ëmmer déi richteg Prise en charge kréien, déi heiansdo Troublemaker sinn, esou gutt wéi méiglech opzefänken a se net hin an hier ze schubsen, mä dass mer ëmmer ee Responsabele fannen, dee sech ëm e jeeweilige Patient bekëmmert. Dat gëtt e Pilotprojet, dee mer am Norden uginn. Och mat der Gemeng Ettelbréck zesummen, wou mer eis deemnächst wäerte gesinn, fir dat doten op de Buedem ze bréngen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Et ass richteg, dass mer domat net um Enn ukomm sinn, dass mer bei der Jugendpsychiatrie, bei der Kannerpsychiatrie, dass mer beim Placement vun de Mineuren, dass mer bei der Forensik, wou mer um gudder Wee sinn, eng méi kloer Situatioun mussen schaffen. Dofir si mer an Diskussioun mam Justizministère. Et wäert deemnächst eng Iwwergangsstruktur, wat d'Forensik ugeet, prett sinn an et wäert zesumme mam Justizministère eng definitiv Struktur am Beräich vu Placementer an der Psychiatrie vu scholdonfäeigen Patienten haaptsächlech gemaach ginn.

D'Madame Err huet zu Recht op ee Volet higewisen. Dat ass dee vun de Patienterechter. Mir sinn amgang - en éischten Avant-projet sommaire ass prett -, un engem moderne Patienterechtesgesetz ze schaffen, dat net nëmme d'Psychiatrie, mä och d'Psychiatrie, mä all Beräicher vun der Gesondheet an der Relatioun mat dem Patient wäert ofdecken an och eis déi Strukture ginn, déi mer brauchen an deene verschiddenste Beräicher, fir dass d'Patienten hir Rechter kënne wouerhuelen.

Dat géllt selbsterständlech och fir oppen, jiddwerengem zougänglech Patientevertriedungen. Eng Patientevertriedung, déi ech méi wéi eng Kéier invitéiert hunn, sech selwer och a Fro ze stellen, fir méi representativ fir de Patient ze ginn an net sech de Reproche mussen gefalen ze loossen, dass et en zouene Club ass, mä dass et wierklech eng representativ Associatioun gëtt am Intérêt vum Patient, mä awer och am Intérêt vun der Nohaltegkeet vun där Patientevertriedung.

Den Här Huss huet op de Phenomeen vun de Psychotropen higewisen. Ech hat mam Kapp gewénkt, dass mer an der Zwëschenzäit verlässlech Statistiken iwwert de Konsum hunn an dass mer och zesumme mat der CNS dat doten Thema wäerten ugoen. Haaptsächlech an deene Beräicher, wou d'Psychotrope wäit iwwert d'Indikatiounen ewech geholl ginn an zu enger Chroniséierung vun de Patientee féieren.

Dat wäerte mer ugoen an do brauche mer dann d'Hëllef och, fir gegebenenfalls ze soen: „Bis dahin, und nicht weiter.“ Dat heescht, net méi de Konsum encouragéieren. Do brauche mer selbsterständlech och d'Hëllef vum Här Colombero a senger Kolleegen um Terrain. Well et sinn net d'Patienten, déi sech d'Psychotrope verschreiwen. Si brauchen dofir een, deen hinne se gëtt. A besonnesch, wann et chronesch gëtt, dann mengen ech, mussen all Alarmglacken ugoen.

Ech wollt zu där Interventioun vum Här Colombero soen, dass eben dat Gesetz hei just géint dat Arbiträr eis zousätzlech Instrumenter gëtt doduerch, dass d'Zwangsabweisung ënnert de Contrôle respektiv ënnert d'Veantwortung vum Magistrat gestallt gëtt. An dass dat Beispill, wat en zitéiert huet am Artikel 48, d'Essais cliniques betrëfft, déi ënner ganz kloer Konditiounen nëmme méiglech sinn an nëmme viru Consultatioun vum Comité d'éthique. Dat heescht also, ähnlech Essais cliniques wéi et am anere klinische Beräich gëtt, ënner ganz strikte Konditiounen.

Dat gesot, wollt ech lech nach eng Kéier Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi d'Regierung an dësem Beräich vun der

Chamber kritt huet. Mir wäerte weiderhin zesummen un der weiderer Moderniséierung vun der Psychiatrie schaffen, wou mer zwou Hauptprioritéiten hunn: déi vun de Referenzen - Referenzpersounen, Referenzorganismen, déi de Patient duerch de System dauernd guidéieren. Dat heescht, wann eng Kéier e Patient am System dran ass, dass en eng Referenzpersoun kritt, déi e kann duerch de System guidéieren. An eng dauerhaft Evaluatioun, där mer eis stellen, ënner anerem iwwert de Professor Rössler, mä net nëmme iwwer hien, mä och duerch eng intern Evaluatioun, déi mer an eenzelne Beräicher vun der Psychiatrie elo largement entaméiert hunn.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech si frou, wann de Projet eng wäitméiglech Ënnerstëtzung kritt.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Gesondheitsminister Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5856.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

D'Gesetz ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(**Négation**)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo nach zu zwou Question-urgenten, wou de Gesondheitsminister sech bereet erkläert huet, déi direkt nach den Owend hei ze beäntweren. Dat éischt ass d'Question urgente N°208 vum Här Xavier Bettel an d'Question urgente N°215 vum Här Jean Colombero iwwert d'Impfcampagne géint d'Gripp A H1N1.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President!

► **M. le Président.**- Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, ech wëll just soen, dass déi Question parlementaire vum Xavier Bettel scho beäntwert ass - schrëftlech beäntwert ass.

► **Une voix.**- Très bien!

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Normalerweis ass et esou, Här Minister, datt, wa mer eng Fro hei akzeptéieren, an et ass nach eng aner, déi scho virdru war, déi da matene kënnen gestallt a beäntwert ginn. Mä vu datt mir lech vertrauen, Här Minister, datt Dir déi

Fro do beäntwert hutt, géife mer da just déi Fro nach vum Här Colombero huelen.

Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hu kee Problem, ech vertrauen och, mä de Problem ass, dass hei an der Chamber nach ëmmer näischt ukomm ass, Här President, well soss hätt ech se jo scho kritt.

► **Une voix.**- Ma da kuckt emol no.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma, den Här Frieseisen ass just nokucke gaangen, Här Minister. An den Här Frieseisen misst normalerweis besser Bescheed wësse wéi mir. A wann den Här Frieseisen seet, et wier näischt ukomm, da muss ee kucken, wou se am Fax läit, wou se ass.

Ech ka just soen, Här President, ech hunn déi Fro gestallt, well et eng Saach gewiescht ass vu Vertraue vis-à-vis vun engem Minister, dee sech engagéiert hat, eppes ze maachen, wou ech bis gëschter nach net dat gesinn hunn, wat hätt gemaach solle ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Dann hutt Der net gutt gekuckt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Bis gëschter war um Site vun der... Bon, ech géif jo meng Fro net stellen.

► **M. le Président.**- De Minister huet eis gesot, en hätt déi Fro beäntwert. Ech géif lech proposéieren, wann déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech hunn iwwerhaupt kee Problem, Här President, ech beäntweren déi zwou Froen.

► **M. le Président.**- Voilà, den Här Minister beäntwert déi zwou Froen. Also kënnen dann elo den Här Bettel an den Här Colombero hir Froen stellen, an den Här Minister beäntwert déi zwou. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruptions**)

8. Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombero relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech hat eng Fro gestallt, an ech sinn och frou, dass d'Urgence direkt unerkannt ginn ass déi lescht Woch.

Den Här Gesondheitsminister hat eis nämlech hei an der Chamber d'Garantie ginn, an dowéinsten hate mir souguer als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Motioun, déi vum Här Colombero war, net matgestëmmt, well mer dem Minister deemools och getraut hunn, dass en eng ganz Campagne géif maachen. Mir hunn déi lescht Deeg de Radio gehéiert, nach gëschter Owend, ob dat d'Patientevertriedung wier oder den Här Huss an och déi ganz Reaktioun iwwert déi ganz Problematik an och déi Ängschten, déi d'Leit hate vis-à-vis vun der Impfung, vis-à-vis vun der Gripp.

Mir hunn deemools gesot, et géif eng Informatiounscampagne, dat hat de Minister eis ugekënnegt. Bis gëschter Moien, Här President, war um Internetsite vun dëser Regierung näischt ze gesinn!

De Moie war eppes drop, an ech hunn och gekuckt. De Minister seet, dat ass net richteg. Gëschter ass dat modifiéiert ginn. Ech hunn och d'Saite geprint. Dat heescht, gëschter ass eppes eréischt dropkomm.

Wann een am Virus awer schonn Zäit huet, fir Prospekter ze preparéieren fir d'Informatioun, dann huet een och vis-à-vis vun de Problemer, déi eng Impfung ka mat sech bréngen, eng Obligation d'information vis-à-vis vum Bierger, wann een incitéiert, geimpft ze ginn.

Elo ass de Problem do. Elo ass et ze spéit. Elo gesi mer duerch TNS-ILReS-Émfroen, dass iwwer 70% vun de Lëtzebuurger net wëlle geimpft ginn. Wann een en temps voulu op jidde Fall de Pro an de Kontra de Leit presentéiert hätt, da wier déi Fro net komm, ob do wierklech Saachen ze verstoppe wäeren an dës Regierung de Leit au contraire net wëllt déi ganz Transparenz an deem doten Dossier ginn.

Ech si frou, ech ginn et zou, dass ech de Moien, a mat Modifikatioun gëschter, um Site vun der Regierung konnt liesen, dass dat endlech de Fall wier, dass och e Link wier bei d'OMS an och e Link wier, ob déi verschidde Froen op Däitsch, op Franséisch wäeren, an dass déi Informatioun an déi Transparenz, déi an deem doten Dossier gefrot sinn, elo op d'mannst gi sinn.

(**Interruption**)

Ech muss awer just soen, Här President, dass et spéit ass, dass een dat den Dag virun der Campagne mécht, wou d'Leit sollte geimpft ginn. Mir haten dëser Regierung déi éischte Kéier Vertrauen ausgesprach an deem doten Dossier. Mir sinn enttäuscht ginn.

(**Hilarité et interruptions**)

► **M. le Président.**- Sou, elo huet den Här Colombero nach d'Wuert, fir seng Fro ze stellen, an dann äntwert de Gesondheitsminister.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et wär besser gewiescht, en hätt eis viru 14 Deeg ënnerstëtzt.

► **Une voix.**- En traut lech och net!

(**Interruptions**)

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Jo, Här President, den Här Gesondheitsminister hat viru 14 Deeg gesot, hie géif d'Leit, d'Öffentlechkeet informéieren duerch d'Medien, duerch d'Zeitungen, duerch de Radio, duerch d'Press an esou virun iwwert déi positiv Wirkungen an iwwert d'Niewewirkunge vum Impfstoff.

Mir hu festgestallt, dass dat net de Fall war bis haut. Ech stellen him d'Fro: Firwat hutt Der dat net gemaach?

Elo hu mer ganz vill Zäit verluer. Et si ganz vill Leit, déi veronséichert sinn. Et si ganz vill Leit, déi intervenéiert sinn. Ënner anerem déi gréng Kolleegen, d'Patientevertriedung, den Här Bettel mat senger Question parlementaire urgente.

Bon, elo ass et esou: Mir sinn um éischten Impfdag haut, a bei engem Impfstoff ass normalerweis och de Beipackziedel derbäi. A vu dass ech dovunner ausginn, dass d'Santé, engersäits, an Dir, Här Minister, de Beipackziedel misst gelies hunn, ech mengen, fir dee ganzen Zauber hei opzehalen: Wäer et dann elo net Zäit, fir elo hei eisen Deputéierten an der Öffentlechkeet ze erklären, wat op deem Beipackziedel do steet, haaptsächlech an der Rubrik vun den Niewewirkungen?

Ech mengen, da géif déi ganz Problematik do ophalen an da wäer déi Saach geléist. Also meng Fro ass: Firwat hutt Der dat net gemaach bis elo? Firwat hutt Der d'Leit net informéiert?

An déi zweet Fro: Sidd Der bereet, fir de Beipackziedel hei virzeliesen? Wann Der en net hutt, okay, mir ginn lech nach eng hallef Stonn, Dir kënnt e vläicht siche goen.

(**Brouhaha général**)

Den offizielle Beipackziedel.

Well mir Dokteren, mir hunn en nach guer net gesinn,...

(**Hilarité**)

...a mir hunn näischt mat där Impfung hei ze dinn. Also, deen Eenzegem, deen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Da muss ech mer awer iwwerleeën, ob Är Autorisation d'exercer nach an der Rei ass, well dann hutt Der lech schlecht informéiert.

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Här Di Bartolomeo, mir hunn nach guer näischt gesinn, ausser déi Dokteren, déi d'Impfung maachen. Et deet mer leed.

► **M. le Président.**- Sou, elo huet den Här Gesondheitsminister d'Wuert, fir op déi zwou Froen ze äntweren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Viru 14 Deeg sot en, e géif déi Informatioun maaachen.

(**Interruption et hilarité**)



► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi lescht Woch eng Question parlementaire urgente kritt vum Här Xavier Bettel, déi ech och direkt schréfflech beäntwert hunn, direkt deen Dag duerno. Dat ass un déi zoustänneg Instanz gaangen. Ech froe mech, firwat se nach net hei ukomm ass.

► **M. le Président.**- Si ass awer nach net ukomm, Här Minister. Mir hunn elo nach just kontrolléiert. Viru fénnef Minutte war se net do.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Well se urgent war, als urgent unerkannt ginn ass.

Zweete Constat: Déi lescht Woch ass d'Urgence vun enger Question parlementaire unerkannt gi vum Xavier Bettel. Haut kréie mer eng Question urgente, déi unerkannt gëtt, mat deemselwechten Inhalt. Ech hat gemengt, de Xavier Bettel hätt Prioritéit dorop. Wann eng Question parlementaire urgente eng Kéier gestallt gëtt, da muss se net onbedéngt nach eng zweete Kéier gestallt ginn. Dat war jiddefalls ëmmer d'Gepflogenheet fréier an der Chamber hei. Et gëtt vläicht nei Gepflogenheeten. Mä dat ass eng Formsach.

Ech ginn op den Inhalt an. Ech wëll lech soen, dass d'Regierung an deene leschte Wochen a Méint kloer Faarf bekannt huet an där heiter Problematik. D'Regierung huet gesot, dass et eng Gripp ass, net d'Pescht an d'Cholera, mä eng Gripp, virun där ee sech muss schützen.

Virun där Gripp schützt ee sech am beschten duerch déi hygiesch Grondregelen, déi mer alleguer kennen, an et schützt ee sech wéi géint all aner Gripp duerch e Vaccin.

Ech wëll lech soen, dass déi Äntwert, déi d'Grippegéigner vu mir erwaarden, net aus mengem Mond erauskënnt. Ech kann de Grippegéigner net soen, dass de Vaccin méi geféierlech ass wéi d'Gripp. Dat wäert ech zu kengem Zäitpunkt maachen, an ech weess, dass eréischt dann, wann ech dat géif soen, ech gesot géif kréien: „Elo hues de deng Missioun erfëllt.“ Ech fannen et ganz fragwürdeg, wa Leit, déi zur Versécherung vun de Leit dobausse bäidroen, net de Courage hunn, fir da kloer Faarf ze bekennen, ob se fir oder géint d'Impfung sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech hu gëschter eng Rei vu Stellungnahme kritt, ënner anerem vun deene Gréngen, déi gesot hunn, si géife keng Empfehlung maachen. Si géife sech weder derfir nach dergéint ausschwätzen. An ech weess, firwat se dat maachen.

En leur for intérieur si se géint d'Impfung. Mä si wësse jo gradesou wéineg wéi vill Experten op der Welt, wéi dat hei ausgoe wäert. Si wëssen net, ob et och hei zu Lëtzebuerg esou kënt wéi an anere Länner, dass op eemol ganz jonk Leit vun der Gripp schwéier getraff ginn an och zu den Doudesaffer zielen. Si soen dofir net, si wäere géint d'Impfung. Well wa se dat géife

soen an dat géif passéieren, da wäere se déi Éischt, déi missten de Kapp anzéien, well da géife se sech den Zorn vun de Leit oplueden.

Dofir, ech hätt gär, dass mer an dëser Fro, déi eng ganz eescht ass, éierlech mat eis selwer sinn an dass mer kloer Faarf bekennen. D'Regierung huet kloer Faarf bekannt. D'Regierung huet gesot, dass d'Niewewierkung bei dëser Gripp genee déiselwecht oder vergläichbar si mat deenen, déi bei enger normaler Gripp kënnen entstoen.

D'Regierung huet virun enger Woch eng Hotline agericht, déi vu moies bis owes, iwwert de Weekend fonctionnéiert, wou jiddwereen, deen interesséiert ass, kann uruffen, käschtefräi, an Äntwerte kritt, souwuel vun informéiertem Personal op der Téléfonshotline wéi vun Dokteren, déi se informéieren iwwer alles am Zesummenhang mat der Grippeimpfung.

D'Regierung huet vun Ufank un op hirem Site Linke gemaach zu der OMS, zu der ECDC, huet op „frequently asked questions“, dorënner och de Risiko vun der Grippeimpfung, insistéiert. Dir fannt dat erëm, wann Der et siche gitt. Et ass richtig, dass mer déi lescht Woch och de Link mat der EMEA hiergestallt hunn, wou Der den Ziedel, deen, wou Der dee falschen d'lescht Kéier gewisen hat...

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Här Minister!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Neen, neen, neen! Dir ënnerbricht mech elo net!

► **M. le Président.**- Här Colombero, Neen. Här Colombero, elo huet de Minister d'Wuert.

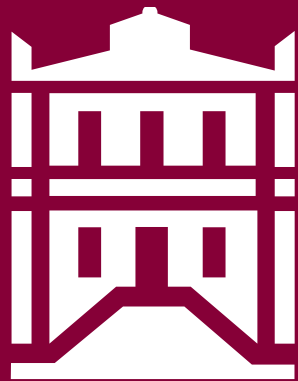
► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Loost mir elo emol d'Geleeënheet, well ech hunn es einfach genuch, wa Leit dobausse mam Virwand, dass se op d'Suerge vun de Leit aginn, zur zousätzlecher Verwirrung bäidroen. An ech huelen och d'Beispill... Ech moossen do meng Wieder.

Eng Patientevertriedung, déi gutt Aarbecht leescht, déi an deem heiten Dossier e Communiqué bréngt mat Froen, wou se selwer weess, dass et am Moment kaum ee gëtt, dee kann dorop äntwerten. Ob déi heite Gripp esou schlëmm gëtt wéi d'Spuenesch Gripp, do ka keen drop äntwerten.

An enger Konklusioun vun engem Communiqué, wou drasteet: Et muss een dann elo emol ofwaarden, wat geschitt, fir dass een op déi Froen eng Äntwert fënnt. Bon, ech soen lech, Dir Dammen an Dir Hären: Et gëtt Froen zu der Gripp. Et gëtt Froen. Et gëtt seriö Froen, déi ee sech ka stellen. Et gëtt awer och Äntwerten. Een, dee sech Suergen ëm d'Vaccin mécht, fënnt eng Äntwert an der Vaccinatioun, grad wéi en d'Äntwert op eng normal Gripp an der Vaccinatioun fënnt.

Ech soen dat dann nach eng Kéier esou kloer, dass jiddwereen et versteet. Wann ech kucken, wat dobausse geschitt ass, an der Zwëschenzäit wäit iwwer 5.000 Dou-



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Stad um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen Kanal S29

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



desaffer duerch déi Gripp, déi och bei jonke gesonde Kanner geschitt sinn. Ech hunn am Verglach an de Vereenegte Staaten e President, deen den Noutstand ausriift, a wou d'Leit op de Barrikade stinn, well de Vaccin net schnell genuch erbäikënt. Ech hunn an Norwegen eng Situatioun, wou d'Regierung ëmmer méi ënner Beschoss kënt, well de Vaccin net schnell genuch erbäikënt.

Dofir soen ech als Konkusioun dozou: Jiddwereen, deen interesséiert ass, fir zousätzlech Informatiounen ze kréien, an deen net dat gleeft, wat d'Regierung déi ganzen Zäit gesot huet, dass de Risiko vergläichbar ass wéi beim Vaccin bei der saisonaler Gripp, dee fënnit iwwerall Siten. An all Zeitung, an all Medium fënnit en dat, wat haut am „Tageblatt“ zum Beispill a ganz liicht verständlecher Form ze liese war, wat déi Niewewierkunge sinn. Dat sinn déi normal Niewewierkungen, déi Der hutt.

Bon, mir wäerten elo bei deene Vaccinatiounen, déi zu honnertausende gemaach ginn, mat Fakten och kënnen operéieren, wou ee genee ka beleeden, dass dat richtig ass, wat déi offiziell Stelle gesot hunn, dass e Reschtrisiko do ass.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, dee Reschtrisiko, dee bleift. Dee kann derzou féieren, dass et bei deenen engen oder anere Vaccinéierten zu Komplikatounen, och ganz selten zu schwéiere Komplikatoune ka kommen. Dat ass ze liicht vis-à-vis vun deem aneren Deel, deen an der Wo läit, dass 5.000 a méi Doudesaffer sinn, an an deene leschten Deeg ganz jonk Leit, och ganz no bei eis.

Dofir, wann ech gelift, kommt, mir sinn eis konsequent! Kommt, mir halen op, d'Leit dobausse geckeg ze maachen, a mir probéiere jiddefalls kloer Positioun ze huelen!

Ech hätt gär, dass déi, déi all déi Froe stellen, kloer no bause soen: Mir si fir oder mir si géint déi Vaccinatioun. D'Regierung huet kloer Faarf bekannt. Si ass fir déi Vaccinatioun, a si huet alles zur Verfügung gestallt, fir dass mer de Leit Satisfaktioun kënne ginn, wa glécklecherweis déi Gripp glimpflech verleeft, mä dass mer awer och déi richteg Äntwerte kënne ginn, wann déi Gripp explodéiert. Dat ass d'Missioun vun enger Regierung. A wann dat zu Kritik Ulass gëtt, déi Kritik huelen ech ganz gär op mech.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, domadder ass dese Punkt ofgeschloss.

(Interruption)

Neen, Här Huss. Ech mengen, mir sinn hei an enger Prozedur. Mir hunn hei zwou urgent Froe gehat. Déi konnte gestallt ginn an déi sinn elo beäntwert ginn. Domadder ass de Punkt ofgeschloss.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Oh, neen! Dat do war fir... Ech sinn hei attackéiert ginn.

► **M. le Président.**- Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5929.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Dat hei hu mer awer gären.

► **M. le Président.**- Dat ass en Traité iwwert den Droit des marques. Ech géif lech och proposéieren, datt mer dese Pro-

jet plus den 5930 an dee Projet nach duerno géifen zesummen hei virgestallt kréie vum Rapporteur Marc Angel. Mir géifen dann och d'Diskussioun zesumme maachen. Herno maache mer bien entendu e separate Vote iwwer all Projet. Dann huet also elo de Rapporteur, den Här Angel, d'Wuert zu deenen dräi Projeten.

► **9. 5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22**

► **5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17**

► **5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24**

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee éischt Projeten hunn ech an engem Rapport zesumme gemaach. Ech wäert se jo och hei mëndlech zesumme bréngen. Et geet an deenen zwee iwwer en Traité iwwert d'Droits des marques an och déi Exekutiounsreglementer, déi drunhänken.

Deen éischten ass vu '94. En ass zu Genève ënnerschriwwen ginn. Dat nennen ech den Traité vu Genève. An dat anert ass den Traité vu Singapour, dee vum Joer 2006 ass an zu Singapur ënnerschriwwen ginn ass.

Bei deenen zwee Projete befanne mer eis am Domän vun der Propriété intellectuelle. Dese ganzen Domän gëtt vun enger spezialisierter Ennerorganisatioun vun de Vereenten Natiounen geregelt, an dat ass d'OMPI, d'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle.

D'Protektioun vun de Marken ass niewent dem Schutz vun de Brevets d'invention an dem Schutz vun den Dessins et modèles - vun deem drëtte Projet, deen ech herno ganz kuerz erläutere - e ganz wichtige Volet vum Droit de la propriété intellectuelle.

Firwat ass dat esou wichtig, fir Marken ze schützen? Well se e wichtigen Deel si vun der globaler Valeur vun enger Entreprise a se stellen och e sougenannten Actif incorporel duer, deem seng Valeur oft méi grouss ass wéi aner Aktivae vun enger Entreprise. Also hunn d'Entrepreneuren all Intérêt, hir Marken ze schützen. An d'Protektioun vun de Marken ass och wichtig an där ganzer Lutte géint d'Contrefaçon, also d'Fälschung vu Produkter.

Zu Lëtzebuerg ass et de Wirtschaftsministère, deen zoustänneg ass fir d'Propriété intellectuelle. Mir haten dese Projet awer an der aussepolitischer Kommissioun, well et en Traité ass. Ech wollt nach deenen Hären vum Wirtschaftsministère, déi an der Kommissioun bei eis waren, Merci soen. Ech fannen et och interessant, datt de Wirtschaftsministère all Joer an der Chambre de Commerce eng Journée de la Propriété intellectuelle organiséiert, wou se mat den Acteure vum Terrain zesummekommen an iwwert desen Thema diskutéieren.

Här President, et gëtt verschidde Systemer, wéi een eng Marke ka schützen. Et gëtt e Volet Benelux. Dat kënt Der alles noliesen am schrëftleche Rapport; ech wëll elo net do weider drop agoen. Et gëtt och an der Europäescher Unioun d'OHMI, den Office de l'Harmonisation dans le Marché intérieur, deen en charge ass fir de communautaire System vum Schutz vun de Marken, wou een um ganzen Territoire vun der EU kann eng Marke schützen.

Dat ganz Enregistrement vu Marquë geet an d'19. Jorhonnert zréck. Eng Convention de Paris vun 1883, 1891 den Arrangement de Madrid. Do ass awer 100 Joer net vill geschitt, well nëmme 50 Länner ratifizéiert hunn. An do ass gesot ginn: Mir mussen en neie System fannen. Dat war de Protokoll vu Madrid, dee geduecht war, fir d'Matière ze vereinfachen.

Et ass awer net zu där d'Harmoniséierung komm vun den interne Rechter vun de Staten, déi ratifizéiert haten, well nach all Land seng eege Prozeduren hat. Dofir kënt dee Projet vu '94, deen Traité vu Genève, deen haaptsächlech d'Harmoniséierung vun de Prozeduren am Viséier huet. Dat ass och den Objet vun deem Projet de loi, dee mer haut duerchhuelen.

Dese Traité vu Genève vereinfacht den Dépôt vun enger Marke. Den Artikel 3 définéiert zum Beispill, wat vun engem Dépositant ka verlaangt ginn. Den Artikel 9 formuléiert d'Obligatioun, fir d'Produiten a Servicere ze klassifizéieren. Et gëtt 45 Klassen. Et ass och vereinfacht ginn, dass, wann e Produit an e puer Klasse fält, een dann nëmme eng Demande muss maachen.

Deen Traité ass vu '94 an dee behandelt awer nëmme Marken, déi visibel sinn. Also, déi ganz Hologramm-Marken a sonore Marken an olfactif Marquë falen net drënner. Dofir gouf 2006 deen neien Traité vu Singapur gemaach, fir och déi net visibel Marquen dranzubréngen. Och hei ass den Objektiv, nach méi ze harmoniséieren an nach méi ze vereinfachen.

De Statsrot war natierlech och mat deenen zwee Projeten d'accord. En huet just d'Fro gestallt, firwat et 14 Joer gedauert huet bei deem engen. Mä mir hunn awer an der Kommissioun doriwwer geschwat an d'Ursaachen erkläert kritt. Et war e Problem mam Intitulé. Bei deem enge Projet stoung de Règlement d'exécution am Intitulé dran, bei deem aneren net. De Statsrot huet eis recommandéiert, bei deenen zwee en dranzeschreiwen. D'Kommissioun huet dat och esou gemaach. Ech ginn heimat dann emol den Accord vun eiser Fraktioun fir déi zwee éischt Projeten.

Den 5930, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do si mer och am Domän vun der Propriété intellectuelle, an do approuvéiere mer den Akt vu Genève vun engem Arrangement vu La Haye iwwert den Enregistrement vu Modellen an Zeechnungen. Zeechnunge sinn zweedimensional Figuren; Modelle sinn dräidimensional Figuren. Déi falen ënnert den Droit vun der Propriété industrielle, awer och ënnert den Droit d'auteur. Déi profitéieren also vun enger duebeler Protektioun.

Iwwert déi verschidde Systemer, dat kënt Der alles noliesen - do gëtt et och verschidde Systemer - am schrëftleche Rapport.

Den Objektiv - mä leschte Saz - ...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- ... ass d'Simplifikatioun...

► **Une voix.**- De Marc ass dee Beschten.

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- ... vum Arrangement vu La Haye, déi soll bäibehale ginn an deem Akt vu Genève, an et

soll nach méi attraktiv a méi einfach fir d'Dépositant gemaach ginn. Och hei gëtt de Statsrot säin Accord. En huet déi nämleche Remarque gemaach mam Règlement d'exécution. Mir hunn dat och esou ugeholl. Ech géif lech och proposéieren, esou wéi meng Fraktioun dat wäert maachen, dessem Projet den Accord ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech géif dem Här Angel Merci soen. Wéi mir dat vun him gewinnt sinn, war hie wéi ëmmer äusserst komplett an detailléiert. Duerfir verspiert och heibanne kee méi de Besoin, fir nach iergendwéi eppes zu deenen dräi Projeten ze soen. De Minister och net. Sou dass mer direkt zum Vote vun deene Projete kommen.

Mir fänken u mat der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5928.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuratioun.

► **Plusieurs voix.**- Dee geet net.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Tja?

► **Une voix.**- Et ass jo constitutionnel.

► **Une autre voix.**- Neen.

► **La première voix.**- Dach.

► **Une autre voix.**- Ah sou?

► **M. le Président.**- Ah! Et gëtt keng Procuratioun hei.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. le Président.**- Voilà! Et gëtt keng Procuratioun, well et ass eng Ratifikatioun vun engem Traité. Duerfir ass de Vote dann elo ofgeschloss, an d'Resultat ass kloer. Et hunn nämlech 47 Kolleeginnen a Kolleeg fir dee Projet gestëmmt a keen dergéint. Domadder ass de Projet de loi 5928 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domat ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi 5929.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un, ouni Vote par procuratioun.

► **Une voix.**- Mat.

► **M. le Président.**- Ah, hei ass et erëm mat. De Vote par procuratioun.

(Brouhaha)

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5929 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira (par Mme Viviane

Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5930. Hei ass de Vote par procuracion net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Wéi gesot, et gëtt kee Vote par procuracion.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5930 ass ugehall mat 47 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen,

MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

10. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech just vläicht wëlle soen, datt mer muer de Mëtteg um hallwer dräi ufänke mat der Motioun vun der Madame Loschetter. Déi gëtt also direkt um hallwer dräi diskutéiert. D'Ministesch ass dee Moment och hei, fir dozou Positioun ze huelen. An duerno

huele mer déi Question urgente vum Här Hoffmann iwwer Villeroy&Boch.

11. 5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24

► **M. le Président.**- Ech hunn hei och nach d'Dispens vergiess. Sidd Der mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel d'accord?

(Assentiment)

Jo.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. An d'Chamber kënt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Sommaire des séances publiques N°s 1, 2 et 3

Clôture de la 2 ^e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010	page 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	page 1
Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés	page 1
Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés	pages 1-3
Discours de M. le Président	pages 3-4
Ordre du jour	pages 4-5
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh	pages 5-8
5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007 et	pages 8-9
5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007	pages 8-9
Communications	pages 9-10
Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza»	pages 10-11
Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole	pages 11-18
5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007	pages 18-19 page 21
5588 - Projet de loi portant	
1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche	
2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel)	page 19 page 22
Question avec débat N°1 de M. Jean Colombero au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1	pages 19-21
5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz	pages 22-29
5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998	page 29
Communications	page 30
Ordre du jour	pages 30-31
Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter	page 31
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	page 31
- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances	page 32
- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 32
- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	pages 32-33
- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé	page 33
- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARE» et «CARE plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 33
- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	pages 33-34
- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 34
- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudlange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	pages 34-35
- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	page 35
Ordre du jour	page 35
6068 - Projet de loi	
1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes	
2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail	pages 35-45
5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988	pages 45-49
Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombero relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1)	pages 49-51
5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22;	
5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17	
et	
5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24	pages 51-52
Ordre du jour	page 52



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2008-2009		
3257	Nancy Arendt	Lutte contre la pédopornographie
3261	Aly Jaerling	Nouvelle approche éducative
3306	Aly Jaerling	Soins de santé transfrontaliers
3326	Laurent Mosar	Perquisition des bureaux de la rédaction du journal hebdomadaire Contacto
3327	Marcel Oberweis	Pollution des cours d'eau par le PCB
3331	Viviane Loschetter	Tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental
3332	Marc Spautz	Code de la Route
3335	Xavier Bettel	Action de la police lors de la manifestation devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal
3339	Marcel Oberweis	Quotas de CO ₂ alloués à ArcelorMittal
3340	Marie-Josée Frank	«Écoles en mouvement»
1^{re} session extraordinaire 2009		
0003	Henri Kox	Contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques
0005	François Bausch et Henri Kox	Projet de contournement de Rosport
0007	Jean Colombero	Cyberdépendance
2^e session extraordinaire 2009		
0052 urgente	Xavier Bettel	Grippe A/H1N1 - Rentrée scolaire
0108 urgente	Camille Gira	Contamination récente de l'eau potable SEBES
Session ordinaire 2009-2010		
0208 urgente	Xavier Bettel	Campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1)

Session ordinaire 2008-2009

Question 3257 (26.3.2009) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la lutte contre la pédopornographie:

Le mercredi passé, la Ministre de la Famille allemande, a annoncé l'intention du gouvernement fédéral de contraindre par une loi les services Internet à bloquer la diffusion de documents pornographiques mettant en scènes des mineurs. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie. Dans sa démarche, le Gouvernement allemand s'inspire largement des pays nordiques et notamment de la Suède.

En effet, à part l'interdiction formelle de la possession de documents pédopornographiques, la Police suédoise a mis en place en 2006 une cellule spéciale dont la mission consiste à identifier les sites Internet aux contenus offensants ou illicites. Ensuite les services de police transmettent les informations recueillies aux fournisseurs d'accès et de services Internet pour que ces derniers bloquent les sites en question. De cette manière, 50.000 sites sont bloqués tous les jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Tout en sachant que la possession, la production et la diffusion de documents aux contenus offensants ou illicites sont interdites par la loi, Monsieur le Ministre, peut-il m'informer si la législation luxembourgeoise contraint également les fournisseurs d'accès et de services Internet à bloquer les sites aux contenus pédopornographiques?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun

de suivre la démarche du gouvernement allemand?

- Le Gouvernement est-il en possession de chiffres relatifs aux personnes consultant des sites pédopornographiques?

Réponse (4.9.2009) de M. François Biltgen, *Ministre de la Justice:*

La législation luxembourgeoise ne contient pas de dispositions contraignant les fournisseurs d'accès et de services Internet à bloquer des sites à contenu pédopornographique.

Le Gouvernement luxembourgeois a par contre mis en place le projet LISA Stopline qui a pour objectifs de fournir une structure de signalement anonyme pour les contenus illégaux rencontrés sur Internet, et de traiter ces signalements en collaboration avec les autorités compétentes au niveau national et international.

Au travers de son site web et de la hotline gratuite, LISA Stopline propose ainsi au public deux moyens d'agir contre les contenus illégaux visibles dans cet espace public qu'est Internet.

Mon département ministériel n'envisage pas pour l'instant de suivre la démarche du Gouvernement allemand.

Le contenu du projet de loi allemand est fortement contesté et pose certaines questions fondamentales.

Il paraît préférable au Gouvernement luxembourgeois d'attendre la finalisation de la future loi allemande et les débats afférents avant d'envisager une réforme en ce sens. Le Gouvernement est cependant d'avis qu'une coordination des États membres de l'Union européenne serait nécessaire pour offrir une protection adéquate en ce domaine. Il faut

noter qu'aucun autre État membre de l'Union européenne n'a pris des dispositions législatives comparables à ce jour.

Par ailleurs, le Luxembourg est de toute façon moins confronté à cette problématique alors qu'un nombre très limité de fournisseurs de services Internet sont domiciliés au pays.

Question 3261 (26.3.2009) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la nouvelle approche éducative:

An dësen Zäiten, déi viles vun eisem gewinnete Liewensstil a Fro stellen, an déi vun eiser Gesellschaft ofverlaangen, dass mer eis op d'Sich no neie Weeër maachen, do sinn eis Kanner an eis Jugendlech a privilegiéierter Position, fir dese Wandel virzeleiven.

Dat ass dann och d'Grondiddi vun nationale Programmer an eenzelnen europäesche Länner, fir neit Denken an de Schoulen ze fördern.

Et geet an der Haaptsaach dorëm, fir aktuell Theme wéi „gesond liewen“, „Energie“, „Waasser“, „Transport“, „Offallverminderung“, „Biodiversitéit“ an „ethesch Handeln“ an der Schoul opzegräifen an am Kader vu konkreten Aktiounen ze léieren, wéi nei Weeër an Approchë fir eis Zukunft ausgesi kënnen.

Wann een och weess, dass et an eisen nationale Schoulen an dësem Kontext eng ganz Rei punktuell Aktiounen a verschidene Beräicher gëtt, da misst een awer iwwert dese Sujet méi gewuer ginn.

Kann d'Madame Ministesch mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) A wéi engem Mooss gëtt et an eise Schoulen (de Précoce abegraff) a Lyceeën haut Programmer déi nei Denkweise fördern, zum Beispill an Émweltfroen, gesondem Liewen, etheschem Handeln, sozialem Engagement?

2) Gëtt et an deem Kontext Zuelen, déi de Ministère zur Verfügung stelle kann?

3) A wéi engem Mooss sinn dës Aktiounen Deel vun engem nationale Programm, respektiv haut Deel vun dem offizielle Curriculum vun de Schoulen?

4) Wat sinn d'Resultater bis elo?

5) Ginn esou Aktiounen lokal oder national evaluéiert?

6) Ginn et Programmer, an deene Projeten an hir Bedeelegt ausgezeechent respektiv belount ginn?

7) Wat hält d'Madame Ministesch dervun esou Programmer eventuell aus hirer d'ärzäiteger Isolatioun erauszehuelen an hinne geziilt méi Visibilitéit an der Öffentlechkeet ze ginn?

8) Zum Beispill doduerch, dass et en Internet-Portal gëtt, deen aktuell iwwer esou Programmer an hir national Strategie informéiert?

9) Oder doduerch, dass et een nationale Programm gëtt deen déi eenzel Aktiounen evaluéiert a Beloungunge respektiv Primen a Präisser verdeelt, oder awer och nach dass Aktiounen vu Persounen aus dem öffentleche Liewen parainéiert ginn?

10) Wat hält d'Madame Ministesch dervun, fir all Schoul derzou opzefuerderen eng lokal Strategie auszeschaffen, fir eng „nohaltig, émweltfrëndlech Schoul“, mat konkreten Ziler, Aktiounen, Zäitpläng an enger Evaluatioun déi opweise soll a wéi engem Mooss déi Studéierend Fäegkeeten a Fäerdgeete mat op de Wee kritt hunn, fir en „zukunftsfaeg“ Liewen ze féieren?

Réponse (9.6.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

2008 ass en interministerielle Comité geschaf ginn, deen, ënnert der Koordination vum Éducatiounsministère, mam Ausschaffe vun enger Strategie fir d'Bildung fir nohaltig Entwécklung beoptraagt ginn ass. Den 22. Mee 2009 ass dem Regierungsrat eng Proposition fir esou eng Strategie virgeluecht ginn.

De Konzeptpabeier „Nachhaltigkeit lernen, Zukunft gestalten: Vorschlag einer nationalen Strategie für nachhaltige Entwicklung“ äntwert op all Froen, déi den honorablen Deputéierten Aly Jaerling a senger parlamentarescher Ufro stellt.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 3306 (21.4.2009) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les soins de santé transfrontaliers:

Déi nei europäesch Direktiv iwwert de grenzwwerschreidende Verkéier vu Patienten (Directive: «droits des patients en

matière de soins de santé transfrontaliers» gouf an der Lescht jo zu Lëtzebuerg kontrovers diskutéiert.

Do goufe Positiounen bezu vu méi oder wéineger sturem Isolationsystem vun eisem Gesondheetsystem géintwuer den Nopeschlänner an hire Gesondheetsdengschtleeschungen, bis hin zu liberalem «laissez faire».

Et gëtt awer och Méiglechkeeten dës europäesch Direktiv an eisem Sënn ze valoriséieren, zum Beispill andeems mer eis Kliniken opmaache fir Behandlungen vun auslännesche Patienten an domadder an engem wichtige Segment vun europäesche Gesondheetsmaart eis ökonomesch Trömp ausspillen, déi do sinn: d'Villsproochegkeet vun eisem medezinesche Personal, eis modern Infrastruktur oder nach eise gudde Ranking am europäesche Verglach.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et zu Lëtzebuerg um politeschen Niveau Interesse fir eis Kliniken weider a geziilt opzemaache fir auslännesch Clienten, do wou d'Bettecapacitéiten zu gewësse Joreszäiten offensichtlech zur Verfügung stinn?

2) Ass et realistesch ze denken, dass eis Kliniken mat hirem modernsten Equipement nei Geschäftsfelder am Beräich vun der Behandlung a Versuergung vun auslännesche private Patientene kënnen opbauen?

3) Wier esou een Dëngschtleeschungssektor een Deel vun zukunftsweisender nationaler Diversifikationspolitik?

4) Konkret gesinn, wéi gesinn d'Auslaaschkoeffizienter vun eisem Kliniken de Moment aus?

5) Gëtt et eng rezent an offiziell Lëscht mat den eenzelne Kliniken am Land an hire Beleeungsstatistiken iwwer ee Joer?

6) Wéi variéieren d'Beleeungszuelen iwwert déi eenzel Méint?

7) A wéi enge Beräicher kënnen bei eis international unerkannten «Centres d'excellence» bedriwwen ginn?

8) Kënnten esou Konzepter net Deel vun eisem Spidolsplang ginn?

9) Wéi vernetzt schaffen eis Kliniken schonns elo mat auslännesche Kliniken zesummen, am Sënn vu Patienten, déi bei eis iwwerwise ginn, wéi och vun eis un déi auslännesch Kliniken zougewise ginn, fir do spezialiséiert Behandlungen ze kréien?

10) Gëtt et och schonns Zesummenaarbecht mat Kliniken am Ausland um Niveau vun de Ferndiagnosen (Telemedezin-Applikatiounen)?

11) Ass dat eventuell ee Beräich wou mer Nischepolitik bedriewe kënnen?

Réponse (8.7.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Éier ech op dem Här Deputéierte seng Froen aginn, wëll ech vir-

ausschécken, datt eise Spidolsecteur:

1) e Secteur planifié ass, a seng Planifikatioun, iwwert d'carte sanitaire, op dem Bedarf vun de Résidenten hei zu Lëtzebuerg berout, mä et ass genuch Flexibilitéit an der Planung, fir déi bis elo hei am Land constatéiert Uspréich vun alle CNS-Versécherter mat ofzedecken.

2) e Bestanddeel vun eisem solidairesche Gesondheets- a Sozialsécherungssystem ass. Dat beinhalt, datt an esou engem System keen eesäitege Benefiss ze maachen ass, well dat contraire zu de Fundamenten vun engem Solidaritéitssystem ass.

Eng équitabel Gesondheetsversicherung ass e Recht fir all Bierger, dat sech souwuel aus der Déclaration universelle des droits de l'Homme, mä och aus eiser Constitutioun ofleet.

Duerfir ass och e solidaireschen an universelle Gesondheets-system, deen alle Bierger en droit d'accès équitabel, zu deene Leeschtungen déi «utiles et nécessaires» sinn, garantiéiert, eng fundamental Aufgab vun eisem Sozialstaat; dat gëllt och fir déi aner Länner aus der EU. An deem Beräich kann an duerf et also keng Klassegesellschaft ginn.

Wann et also esou ass, datt all Land senger Verantwortung a sengen Obligatiounen an där Hinsicht gerecht gëtt, a jiddere bei sech duerfir suergt, datt seng krank (an al) Matbierger no deene Prinzipien en charge geholl ginn, dann hu mir och iwwerhaupt kee Problem mat Noperschaftshëllef, notamment a Grenzgebidd, ënner Konditioun allerdéngs, datt se net à sens unique ass an datt eng offiziell Ufro duerfir virläit. Dat hueft eis nach ni e Problem gestallt.

Fir Detailäntwerten zu de Beleeungszuelen, Auslaaschtungskoeffizienter an Auslandszusammenarbechte vun eise Klinike verweisen ech op d'carte sanitaire.

Question 3326 (8.5.2009) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **perquisition des bureaux de la rédaction du journal hebdomadaire Contacto**:

Le 7 mai 2009, des officiers de la Police criminelle, munis d'un mandat de perquisition, ont fait irruption dans les bureaux du journal hebdomadaire de langue portugaise «Contacto», situés à Gasperich. Les forces de police y ont procédé à la confiscation d'un certain nombre de documents et de matériel appartenant à un journaliste qui apparemment avait publié un article sur le droit de garde. Dans un communiqué, le Conseil de Presse dénonce entre autres le fait de ne pas avoir été informé en amont de cette perquisition tel que le prévoit le Code de déontologie de la presse luxembourgeoise. Celui-ci stipule que le président du Conseil de Presse doit être présent lors d'une descente de police dans une rédaction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le président du Conseil de Presse n'a pas été informé de la perquisition en question? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui justifient cette omission?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette façon de procéder des forces de police ne constitue pas une violation de la loi du 8 juin 2004 relative à la liberté d'expression des médias et à la protection des sources?

Réponse (16.9.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Il faut préciser en premier lieu que le Code de déontologie des journalistes est un document interne au Conseil de Presse. Il n'a aucune valeur légale et n'est partant pas opposable aux instances judiciaires.

D'après les informations de Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg, si les responsables de «Contacto» avaient appelé sur place le président du Conseil de Presse, personne ne s'y serait opposé. Mais en aucun cas il n'appartiendrait aux instances policières ou judiciaires de convoquer elles-mêmes le président du Conseil de Presse.

Par ailleurs, il échet de rappeler que dans une ordonnance du 20 mai 2009, la Chambre du Conseil du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a déclaré non fondée la demande en annulation introduite le 12 mai 2009 par le journaliste du journal «Contacto» et la maison d'édition de ce journal contre l'ordonnance de ce journal contre l'ordonnance de perquisition et de saisie du juge d'instruction du 30 mars 2009, le procès-verbal de perquisition, de saisie et de notification du 7 mai 2009 et les actes de perquisition et de saisie accomplis en exécution de cette ordonnance.

Il y a eu appel contre cette ordonnance et d'après les informations qui m'ont été données par les autorités judiciaires, celui-ci est fixé au 17 octobre 2009 devant la Chambre du Conseil de la Cour d'appel.

Question 3327 (12.5.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **pollution des cours d'eau par le PCB**:

Les PCB (polychlorobiphényles), utilisés essentiellement en tant qu'isolant pour les transformateurs électriques mais également dans de multiples produits domestiques, se retrouvent stockés dans les sédiments des rivières avec pour conséquence: la contamination des poissons. En France, les nouvelles cartes du bassin du Rhône devraient relever que la situation s'aggrave d'année en année. Le problème vient surtout du fait qu'on connaît mal les PCB. Ainsi, par exemple, il existe plus de 200 sortes différentes de PCB, alors qu'une vingtaine seulement sont clairement identifiées. La localisation des PCB dans les sédiments semble également constituer un problème majeur. Or, si on n'arrive pas à localiser précisément les dépôts de PCB, il est difficile d'en évaluer les risques pour la santé et de prendre les mesures qui s'imposent. Pour l'instant, en effet, les risques de dispersion, en cas de déplacement des PCB, sont considérés comme très élevés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement ainsi que de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Qu'en est-il de la situation de nos rivières et nos cours d'eau?

- Existe-t-il des cartes de nos cours d'eau retraçant la pollution en PCB?

- Rencontre-t-on les mêmes problèmes de localisation des dépôts de PCB dans les sédiments comme en France?

- Dans l'affirmative, comment expliquer ces difficultés de localisation? Sont-elles dues au produit même qui est difficile à retracer ou aux techniques d'investigation non appropriées?

- Quelles solutions préconise le Gouvernement afin de localiser et de déplacer les dépôts de PCB afin de limiter les risques pour la faune et la flore aquatiques et par conséquent la santé de l'homme?

Réponse commune (14.9.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis a pour objet la pollution des cours d'eau par les PCB.

Même si les polychlorobiphényles (PCB) ne dégradent pas la qualité de l'eau en elle-même, ils se sont accumulés dans le temps sur les matières en suspension et les sédiments dans les cours d'eau en conséquence de leur faible solubilité et de leur mauvaise biodégradabilité. De nombreuses études montrent que les PCB se sont accumulés dans de nombreux milieux, et concentrés dans la matière grasse de nombreuses espèces aquatiques notamment l'anguille. Pour cette raison, les PCB comptent parmi les polluants organiques persistants, dont la production est interdite dans la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP).

Entre 2000 et 2003 plusieurs études avaient été réalisées afin d'analyser la contamination éventuelle des poissons par les PCB, les furanes et les métaux lourds dans différents cours d'eau du Luxembourg. Suite aux résultats d'analyses préoccupants concernant la contamination par les PCB, les furanes et les métaux lourds ne posant pas de problèmes, un programme d'analyses des PCB dans les matières en suspension et dans les poissons avait par la suite été initié par les Commissions Internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en 2004. Ce programme visait la majeure partie du cours de la Moselle ainsi que plusieurs cours d'eau tributaires de la Moselle. Les résultats de ce programme d'analyses ont démontré une contamination quasi omniprésente des cours d'eau analysés par les PCB avec des pointes dans la Moselle même (France et Allemagne), la Sarre et notamment dans la Rossel, les échantillons de la Sûre et de l'Our présentant des valeurs plus faibles. Les résultats ont mis en évidence une pollution diffuse par les PCB, sans pour autant montrer une corrélation entre le degré de contamination des matières en suspension et celui des poissons sur les différents tronçons de rivière analysés. Le rapport final relatif au programme international d'analyses «PCB et substances ana-

logues sur les matières en suspension et dans les poissons de la Moselle et de la Sarre en 2004», validé en décembre 2005 par l'assemblée plénière des CIPMS, est disponible sur le site Internet des CIPMS (www.iksms-cipms.org).

Jusqu'à ce jour les principales sources de contamination par les PCB, si elles existent, n'ont pu être clairement identifiées au Luxembourg. Néanmoins l'on peut affirmer que la pollution constatée dans les différents milieux par les PCB est essentiellement d'origine historique étant donné que la législation nationale et européenne interdit leur emploi.

Même si, à première vue, la dépollution des sédiments pourrait être prise en considération pour résoudre la problématique, le dragage des sédiments peut remettre en suspension les PCB dans l'eau ce qui entraîne leur transfert vers d'autres portions du réseau hydrographique, plus à l'aval, voire «abraser» les sédiments les plus récents (a priori ceux qui sont les moins contaminés) et remettre en contact avec le milieu aquatique les sédiments plus anciens et plus contaminés. Dans ce contexte, il faudrait également identifier des sites de dépôts des sédiments avec confinement à proximité des cours d'eau dragués. Partant le dragage des sédiments avec traitement consécutif peuvent être retenus pour résoudre des pollutions ponctuelles bien identifiées mais sont difficilement envisageables à grande échelle pour des raisons environnementales, techniques et financières.

En ce qui concerne l'élimination des PCB à la source, il faut mentionner qu'un premier inventaire des installations fonctionnant aux PCB a déjà été établi par l'Administration de l'Environnement en 1984. À la suite, le Gouvernement avait accordé au cours des années 1987 à 1992 des aides financières pour l'élimination anticipée des installations fonctionnant aux PCB. Une interdiction de ces installations a été prononcée par règlement ministériel du 30 septembre 1986 à partir du 1^{er} janvier 1994.

Suite à la transposition de la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) moyennant le règlement grand-ducal du 24 février 1998, l'Administration de l'Environnement a répertorié en janvier 2007 au total 1365 transformateurs électriques encore contaminés par des PCB.

Les 990 transformateurs qui présentent des concentrations de PCB inférieures à 50 mg/kg ne sont pas soumis à une restriction d'utilisation de par la législation nationale et communautaire.

Les 292 transformateurs qui présentent des concentrations en PCB comprises entre 50 et 500 mg/kg restent autorisés jusqu'au 31 décembre 2010 (règlement grand-ducal du 24 février 1998). Au-delà de cette date, ces équipements doivent être soit décontaminés soit éliminés. Les propriétaires concernés ont été avertis par l'Administration de l'Environnement pour attirer leur attention sur ce délai.

Les 83 transformateurs présentant encore des concentrations de PCB supérieures à 500 mg/kg auraient dû être éliminés avant le 1^{er} janvier 2006 (règlement grand-ducal du 24 février 1998). L'Administration de l'Environnement est intervenue auprès des

propriétaires respectifs pour faire évacuer et éliminer définitivement ces équipements.

Il est à noter que pour tous les équipements répertoriés, il s'agit d'installations fonctionnant aux huiles minérales qui sont contaminées par des PCB. Plus aucun équipement fonctionnant avec des PCB purs n'a pu être inventorié.

Question 3331 (12.5.2009) de **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG) concernant la **tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental**:

Les principaux syndicaux des enseignants ont été consultés dans le cadre des discussions concernant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

- Qu'en a-t-il été pour la tâche des autres intervenants ayant pour mission d'assurer l'enseignement et l'encadrement socioéducatif des élèves fréquentant une école de l'enseignement fondamental (éducateurs, éducateurs gradués, psychologues, pédagogues, etc.)?

Réponse (22.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Tout comme les représentants des enseignants, les représentants des éducateurs et éducateurs gradués ont été consultés avant que mes services ne commencent à préparer les textes réglementaires définissant leurs tâches. Les consultations ont eu lieu les 04.03 (SEW - éducateurs), 19.03 (FGFC - éducateurs) et le 23.04 (Association luxembourgeoise des éducateurs et éducateurs gradués). À chaque fois les représentants des éducateurs et éducateurs gradués ont insisté sur la nécessité de régler de manière uniforme la tâche dans les différentes écoles et de structurer la tâche du personnel éducatif de manière analogue à celle des instituteurs. Il en a été tenu compte.

Question 3332 (12.5.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **Code de la Route**:

D'après les informations du sous-signé, la version allemande du Code de la Route serait en rupture de stock depuis la fin de l'année dernière. Ceci pose évidemment un énorme problème pour tous ceux et celles qui souhaitent passer leurs permis de conduire et qui n'arrivent pas à se procurer un Code de la Route en version allemande y compris un code ayant déjà été utilisé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- S'il est au courant de la situation actuelle que le sous-signé vient de décrire?

- Quelles sont les solutions à court, moyen et long terme que le Gouvernement propose pour remédier à ce problème et éviter à l'avenir une rupture de stock aussi prolongée?

Réponse (27.5.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert quant à la disponibilité de la version allemande du Code de la Route qui serait en rupture de stock depuis la fin de l'année dernière.

Étant donné qu'il n'existe depuis des années plus de version allemande du Code de la Route puisque la législation routière n'est plus traduite en langue allemande, je suppose que l'honorable Député souhaite s'informer quant à la vente du Code de la Route populaire publié par La Sécurité routière a.s.b.l..

En considérant que la vente, l'impression et la diffusion de ce code populaire n'est pas soumise à la responsabilité du Ministère des Transports, je peux néanmoins vous affirmer que je suis au courant de ces problèmes.

D'après les responsables de La Sécurité routière a.s.b.l., il est vrai qu'il ne reste que très peu d'exemplaires en vente et ceci exclusivement chez un seul grand prestataire, qui de plus n'écoule pas ladite publication dans l'ensemble de son réseau.

Je puis pourtant vous informer que le nouveau Code de la Route populaire allemand, qui contient déjà les nouveautés entrant en vigueur en juin, sera disponible au cours de la première moitié du mois de juin.

Question 3335 (13.5.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'action de la police lors de la manifestation devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal:

Près de 1.500 personnes ont manifesté hier devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal. Les manifestants ont tenté de pénétrer dans le bâtiment où étaient réunis les actionnaires du groupe. Suite à ces débordements, des policiers ont tiré des balles en plastique sur les manifestants de l'intérieur du bâtiment. Dans cette confusion un journaliste a été blessé par une telle balle.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire sur quelles sources et informations la police luxembourgeoise s'est basée en vue de se préparer à cette manifestation?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'agents policiers luxembourgeois ont été sur place? La présence des policiers était-elle adaptée au nombre des manifestants?

- Pour quelles raisons les policiers se sont-ils limités à se défendre à partir de l'intérieur du bâtiment, alors qu'une présence à l'extérieur aurait probablement pu contribuer à une détente de la situation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la formation des agents policiers pour de telles manifestations ainsi que pour l'usage d'armes à balles en plastique?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si une enquête interne a été ouverte pour vérifier les faits relatés?

Réponse (28.9.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La Police grand-ducale a été en contact direct aussi bien avec les autorités policières étrangères qu'avec les organisateurs. Les renseignements collectés ont tous confirmé une démonstration paisible sans vouloir exclure la présence d'une minorité de fauteurs de trouble.

Considérant ces informations, la police a mis sur la désescalade afin de minimiser tout indice de provocation et a mis en place un premier dispositif de sécurité extérieure soutenu dans une deuxième phase par des réserves en retrait.

Tous les personnels de police intégrés dans le dispositif bénéficient d'une formation de base ainsi que d'une formation continue en matière de maintien de l'ordre. Seuls les tireurs d'élite sont autorisés à faire usage de balles en plastique.

Le parquet a ouvert une enquête judiciaire à charge et à décharge des cadres et des membres de la section des tireurs d'élite.

Question 3339 (22.5.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les quotas de CO₂ alloués à ArcelorMittal:

Selon les données de la Commission européenne, ArcelorMittal pourrait avoir gagné 1,3 milliard d'euros grâce aux quotas de CO₂ reçus en trop. C'est ce que révèle une étude publiée par le «Corporate Europe Observatory».

Les chiffres de la Commission européenne indiquent que le groupe a reçu un excédent de 25% à 37% de permis d'émission de CO₂ chaque année depuis la mise en place en 2005 du système européen d'échange de quotas (ETS). En vendant les surplus des années 2005 à 2007, ArcelorMittal aurait réalisé une plus-value estimée à 805 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, les approuve-t-il?

- Quel est le nombre de quotas alloués par le Gouvernement à ArcelorMittal entre 2005 à 2007?

- Combien de quotas de CO₂ non utilisés ont été vendus par ArcelorMittal sur le marché international?

Réponse (7.7.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La question parlementaire de l'honorable Député appelle la réponse suivante:

L'affirmation dans la publication de «Corporate Europe Observatory», organisation privée sans lien avec la Commission européenne, ne peut être confirmée. Cette organisation semble fonder ses calculs sur des informations disponibles dans les registres publics de CO₂. Y figure le montant des quotas alloués aux différentes unités d'Arcelor S.A. et de Mittal Steel N.V., respectivement, dans le cadre des plans nationaux d'allocation (PNA) établis en 2003/2004 pour la période 2005-2007. Y figure aussi le montant des crédits d'émissions utilisés sur base du volume des émissions vérifiées.

Le raisonnement de cette organisation semble être que la différence entre les quotas alloués et les quotas utilisés aurait été vendue sur le marché par les sociétés, fusionnées en 2007.

Toutefois, à l'exception de l'Allemagne et de la Pologne où un système d'allocation différent est

utilisé, Arcelor et Mittal Steel avaient reçu les quotas de CO₂ pour couvrir les émissions de l'ensemble des gaz générés lors du processus de production d'acier, y compris les émissions générées par la combustion de ces gaz dans des centrales productrices d'électricité consommée dans le processus. Or, les producteurs de gaz en question étaient en général tenus de transférer gratuitement les crédits correspondant aux émissions ainsi générées aux producteurs d'électricité. Pour certains sites, notamment ceux équipés de hauts fourneaux, la quantité de crédits ainsi transférée peut représenter jusqu'à 50% des crédits alloués.

Il y a lieu par ailleurs de remarquer que la période 2005-2007 fut une phase test, caractérisée par des PNA généralement en «surallocation» en raison de l'incertitude du fonctionnement du système et de la volonté de création d'un marché des crédits d'émissions.

Alors que les opérateurs s'attendaient généralement à une pénurie de certificats, faisant grimper le prix du droit d'émission à 30 EUR la tonne de CO₂ fin avril 2006, la valeur des droits a baissé continuellement ensuite pour devenir quasiment nulle après la mi-2007. Les crédits non utilisés fin 2007 ont été annulés. Le marché a donc compris dès la 2^e moitié de 2006 qu'il y avait un biais général de surallocation par rapport à la réalité productive.

Ajoutons enfin que le système européen d'allocation est un système «Cap & Trade», c'est-à-dire un système basé sur une allocation ex ante des quotas en fonction d'émissions estimées sur la base d'attentes de production. Dans la mesure où il y a par définition incertitude sur l'évolution de la conjoncture, il y avait un biais de surallocation inhérent à l'approche choisie.

En ce qui concerne Arcelor et ensuite ArcelorMittal au Luxembourg, un total de 1.660.287 tonnes de crédits CO₂ avait été alloué aux trois sites sidérurgiques concernés pour la période 2007.

En ce qui concerne l'utilisation de crédits, il y a lieu de retenir le chiffre de 1.236.051 tonnes soit un excédent annuel moyen de l'ordre de 141.000 tonnes, soit 25,5%.

Deux facteurs principaux expliquent cette différence: tout d'abord, les volumes de production prévus n'ont pas été atteints, l'année 2005 ayant connu un ralentissement de la conjoncture. En outre, le démarrage du nouveau laminoir TMB à Belval a connu certaines difficultés menant à une moins-value de production de 17% par an sur la période 2005-2007 par rapport à l'estimation utilisée pour calculer l'allocation de quotas. En outre, la ligne TMB est nettement plus performante que prévu en termes d'émissions de CO₂.

Sur les 424.000 tonnes de quotas de CO₂ alloués et non utilisés dans la production, 270.000 tonnes restaient dans les registres fin 2007 et ont été annulées début 2008. Le solde, soit quelque 9,3% du total alloué, a été transféré à d'autres unités du groupe ArcelorMittal ou vendu.

Les résultats de l'expérience de la phase d'essai 2005-2007 ont permis à la Commission, aux autorités nationales et aux entreprises concernées de définir avec davantage de précision les plans nationaux d'allocation pour la période «obligatoire» 2008-2012;

les informations ainsi recueillies ont permis de réduire les allocations par site pour cette deuxième période d'allocation.

Question 3340 (25.5.2009) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les «écoles en mouvement»:

D'lescht Joer em des Zäit goufe fënnef Primärschoulen iwwert d'Land als esougenannten «écoles en mouvement» vum Éducatiounsministère identifizéiert. An deene Schoule soll probéiert gi kompetenzorientéiert ze schaffen an enner anerem een anert Bewäertungssystem ze testen. De Projet gouf grouss annoncéiert a war op zwee Joer ugeluecht. D'Elteren, d'Enseignanten an d'Gemengenautoritéite krute versprach de Projet géif intensiv begleet an evaluéiert ginn. An haut, no nëmmen engem Joer, gëtt déi Begleitung op e Minimum zrëckgeschrauft, an all déi lokal implizéiert Leit fille sech am Plang gelooss.

An deem Kader géif ech gären des Froen un d'Éducatiouns- a Bildungsministesch stellen:

- Wéi rechtfertegt d'Ministesch d'Tatsaach, datt de Projet net ewéi geplangt op en Enn gefouert gëtt?

- Wéi sollen der Ministesch no d'Schoulen am ganze Land begleet ginn, wann dat net emol fir fënnef Schoule méiglech ass?

- Firwat ginn nei Forme vu Bewäertungen agefouert, déi nach emol anescht sinn ewéi déi vun den «écoles en mouvement»?

- Firwat gi grad elo, wou eng grouss Schoulreform soll emgesat ginn, d'Schoulinpektoren ausgetosch?

Réponse (2.7.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. De Projet «écoles en mouvement» kënnt elo an d'drëtt Joer. D'Schouljoer 2007-2008 war geplangt als Initiatiouns- a Préparatiounsphas vum Projet. Während dem Schouljoer 2008-2009 hunn d'Enseignanten ugefaang eng ganz Rei vun Ziler ze operationaliséieren an d'Objektiver vum Projet emsetzen. Am Schouljoer 2009-2010 gëtt weidergeschafft, sou wéi d'Beschreibung vum Projet et virgesäit.

D'Enseignanten aus den «écoles en mouvement» hunn am Kader vun deemem Projet hirt Schaffen an der Schoul wäitgehendst op eng kompetenzorientéiert Approche vum Léieren emgestallt, eng formativ Evaluatiounsform ageféiert, mat de Kanner parallel dozou e Portfolio entwéckelt, si hunn eng Zesummenaarbecht an de Cyclen, awer och um Niveau vun der ganzer Schoul ausgebaut, esou wéi d'Partenariat an d'Kommunikatioun mat den Eltere verstärkt.

Am drëtte Joer vum Projet (Schouljoer 2009-2010) gëtt mat där néideger Ennerstëtzung am Beräich vun der Formation continue, der Begleitung an der Berodung vu Säite vum SCRIPT weider un diesen Aspekter geschafft. D'Enseignanten aus den «écoles en mouvement» hunn a Réunioun mat de Responsabele vum Projet konnt hir Besoinen u Begleitung a Formation continue fir d'nächst Joer formuléieren. E Coordinateur vum SCRIPT steet hinnen als Interlocuteur zur Verfügung, och am nächste Projetsjoer.

Èe weidere wichtegen Aspekt vun der Zesummenaarbecht zwëschen den «écoles en mouvement» an dem Ministère gëtt an deem nächste Joer d'Validatioun vun de «socles de compétences» duerch d'Réckmeldung vum de Projetschoulen. Um Enn vum nächste Schouljoer, dat heescht nodeems déi éischt Kanner ee ganze Cycle duerchlaf hunn, kënnen mir d'«socles de compétences», sou wéi mir se definéiert hunn iwwerpräieren. Et gëtt da méiglech ze kucken, ob eng Majoritéit vun de Kanner de festgeluechte Socle kann errechen oder ob mir Korrekturen un eise Dokument musse virhuelen.

2. Am Uschloss un dat neit Schoulgesetz hunn d'Gemengen hir Schoulen definéiert. 150 Schoule sinn et elo am Ganzen, déi mat hirem Schoulinpekt, mat de Partner aus de Gemengen d'Emsetze vun der Schoulreform an d'Weeër leeden. De Schoulinpekt begleet d'Equipe bei der Organisatioun vun der Schoul a bedeelegt sech un der Emsetzung vum «Plan de réussite scolaire». Den Artikel 64 vum Schoulgesetz gesäit vir, datt verschidden Enseignanten, déi an engem oder méi Beräicher zousätzlech Formatiounen hunn, kënnen eng partiell oder komplett Décharge kréie fir Instituteur-ressource huet enner anerem als Missioun, d'Équipes pédagogiques op hir Demande hin ze begleeden, si bei der Mise en œuvre vum «Plan de Réussite scolaire» a bei der Emsetzung vun der «approche par compétences» ze ennerstëtzen, hinnen ze hëlfe hir Besoinen u Weiterbildung ze identifizéieren an des mat hinnen ze organiséieren. Si hunn dobäi och d'Missioun, den Austausch tëschent de Schoulen ze organiséieren.

D'Offer u Formation continue ass ganz op d'Emsetzung vum Schoulgesetz ausgerichtet, sou datt d'Enseignanten all d'Méiglechkeeten hu fir sech individuell, awer och mat der ganzer Equipe vun hirer Schoul a schoulinterne Formatiounen, op hir nei Aufgaben am Kader vum neie Schoulgesetz virzebereeden.

3. D'«écoles en mouvement» hunn eng formativ Evaluatiounsform ageféiert, déi et erlaabt, ze kucke wou d'Kanner an hirem Léieren an an hirem Entwécklung stinn, hire Progrès ze dokumentéieren an zo gläicher Zäit och déi pedagogesch Interventioun vum Léierpersonal ze guidéieren, dat heescht richteg op d'Kanner anzegoen a Léiersituatiounen esou ze gestalten, datt des fir all Kand optimal ass fir kënnen Fortschreitter ze maachen.

Um Enn vum Cycle kritt all Kand dann ee «Bilan final» wou him certifiéiert gëtt, wéi een Niveau vu Kompetenz an deene verschiddene Beräicher erreecht gouf.

Fir déi formativ Evaluatioun si Kompetenzraster (grilles de compétences) ausgeschafft ginn. Déi Kompetenzraster beinhalten, datt d'Enseignanten och de Portfolio als Instrument gebrauchen, wat sech an den «écoles en mouvement» als grouss Succès erwisen huet. Virun allem als Instrument vu Kommunikatioun mat den Elteren ass d'Erstelle vun engem Portfolio besonnesch wäertvoll. Mir hunn och gesi wéi gutt a wéi séier d'Kanner duerch dat Instrument léiere sech selwer anze-



schätzen, a wéi si selwer dann ufänken hiert eegent Léieren an d'Hand ze huelen.

De Portfolio gëtt awer net an alle Schoulen obligatoresch, dat neit Schoulegesetz gesäit et net vir. Mir wëllen awer all d'Léierinnen a Schoulmeeschteren encouragéieren mam Portfolio ze schaffen, ënnert der Voraussetzung, datt si virdrun eng Formatioun iwwert dat Instrument gemaach hunn. Bis elo war et awer nach net méiglech, allen Enseignanten aus dem Enseignement fondamental esou eng Formatioun unzebidden.

Déi nei «Bilans intermédiaires» ginn elo am Cycle 1 an 2 am ganze Land agefouert. D'Enseignantë vun de Cyclen 1 an 2 aus den «écoles en mouvement» kënnen wielen, ob se wëlle weiderhin déiselwecht Kompetenzeraster setzen oder déi nei «Bilans intermédiaires» benotzen, wéi se elo dann iwwerall ageféiert ginn.

Den Ënnerscheid tëschent dem «Bilan final», deen d'Kanner aus den «écoles en mouvement» kréien an dem «Bilan final», deen elo all Kand um Enn vun all Cycle kritt, ass minimal.

4. Am Kader vun der Reorganisatioun vun der Schoulspektioun ass d'Zuel vun de «Ressorts d'inspection» vun 19 op 21 eropgesat ginn. Dëst huet als Konsequenz, datt déi Ressorte lichter geännert hunn, zum Deel méi kleng gi sinn, an datt an deem Kader dunn e puer Inspekteren de Bezirk gewiesselt hunn.

1^{re} session extraordinaire 2009

Question 0003 (16.7.2009) de **M. Henri Kox** (déi gréng) concernant la **contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques:**

Le 30 avril 2009, un arrêté préfectoral lorrain a interdit la consommation et la commercialisation de poissons pris dans la Moselle depuis Metz jusqu'à la frontière luxembourgeoise pour cause de contamination élevée de poissons par des polychlorobiphényles (PCB). Le Luxembourg par contre «déconseille» simplement la consommation de poissons pris dans la Moselle depuis six ans.

Dans une première réaction à l'interdiction française, le Ministre de l'Intérieur affirma dans un de nos quotidiens francophones que la décision française n'avait «rien d'extraordinaire». Or, la situation est bien nouvelle dans la mesure où l'on peut supposer que la France n'interdit pas la consommation de poisson sans disposer de nouvelles données quant à la présence du polluant organique persistant susmentionné. D'après les premiers résultats d'une étude de l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments), la dose de PCB dans la Moselle fut supérieure aux normes européennes dans des poissons prélevés à Sierck-les-Bains et dans les sédiments puisés à Sierck et à Koenigsmacker.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Pourquoi le Luxembourg n'a pas suivi la France en ce qui

concerne l'interdiction? Est-ce que les niveaux de pollution sont moindres à partir de la frontière luxembourgeoise?

- Depuis quand datent les dernières mesures et analyses de poissons effectuées pour le compte de l'État luxembourgeois, notamment en ce qui concerne anguille, carpe, brème, sandre et brochet? Quels furent les résultats?

- Est-ce que ces analyses sont effectuées au pays ou à l'étranger?

- Quelles sont les normes appliquées au Luxembourg? Est-ce qu'elles divergent des normes appliquées par nos pays voisins? Si oui pourquoi? Est-ce qu'il existe des directives européennes afférentes non encore transposées en droit national?

- Quel est le niveau de contamination actuel des poissons pris dans la Moselle en ce qui concerne dioxines (PCDD) et furannes (PCDF)?

Réponse commune (14.9.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet la contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques.

L'honorable Député Henri Kox fait référence à l'arrêté préfectoral mosellan N° 2009-DEDD/BEN-09 du 30 avril 2009. Cet arrêté porte sur l'interdiction de consommation et de commercialisation des poissons pêchés dans la Moselle et ses affluents à cause d'une contamination trop élevée par les polychlorobiphényles (PCB). La délégation française avait renseigné les délégations luxembourgeoise et allemande lors d'une réunion ad-hoc des Commissions Internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en date du 29 juin 2009 qu'un plan national d'actions PCB a été lancé en 2008 suite à des résultats d'analyses 2007 sur des sites historiques de contamination dans notamment le Rhône, la Seine et la Somme.

Selon les autorités françaises, une campagne d'analyses sur les poissons a été engagée sur la période 2008-2010 ainsi qu'une étude d'imprégnation des populations au plan national sur la période 2009-2011. Au vu des premiers résultats de la campagne d'estimation de la contamination des poissons de 2008, les autorités sanitaires françaises avaient demandé à titre conservatoire aux préfets de prendre des arrêtés d'interdiction là où les mesures indiquaient des dépassements de seuils.

Dans ce contexte, il importe de noter que la contamination des sédiments des cours d'eau et de certaines espèces piscicoles par les PCB est bien connue par les autorités luxembourgeoises depuis 2000. En effet, à cette époque le Gouvernement luxembourgeois avait procédé à la réalisation de plusieurs études afin d'analyser la contamination éventuelle des poissons (anguille, gardon, goujon et truite) par les PCB, les furannes et les métaux lourds dans différents cours d'eau du Luxembourg. Ces analyses avaient été réalisées par un consortium regroupant un laboratoire d'analyses spécialisé allemand et un bureau d'études luxembourgeois. Suite aux résultats d'analyses préoccupants concernant la contamination par les PCB, les furannes et les métaux lourds ne posant pas de problèmes, le Ministère de la Santé a

formulé en 2003 des recommandations concernant la consommation de poissons en provenance des cours d'eau du Luxembourg. (cf. annexe 1)

À l'époque, les recommandations luxembourgeoises avaient suscité une discussion controversée dans la Grande Région et avaient incité les CIPMS à effectuer en 2004 une étude de grande envergure sur la contamination en PCB des poissons et des sédiments de la Sarre et de la Moselle. Cette étude visait la majeure partie du cours de la Moselle ainsi que plusieurs cours d'eau tributaires de la Moselle. Les résultats de ce programme d'analyses ont démontré une contamination quasi omniprésente des cours d'eau analysés par les PCB avec des pointes dans la Moselle même (France et Allemagne), la Sarre et notamment dans la Rossel, les échantillons de la Sûre et de l'Our présentant des valeurs plus faibles. Les résultats ont mis en évidence une pollution diffuse par les PCB, sans pour autant montrer une corrélation entre le degré de contamination des matières en suspension et celui des poissons sur les différents tronçons de rivière analysés. Le rapport final relatif au programme international d'analyses «PCB et substances analogues sur les matières en suspension et dans les poissons de la Moselle et de la Sarre en 2004», validé en décembre 2005 par l'assemblée plénière des CIPMS, est disponible sur le site Internet des CIPMS (www.iksms-cipms.org).

À l'époque, une position commune entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg n'a pas pu être dégagée et le Luxembourg a maintenu sa position de 2003. Dans ce contexte, il est intéressant de noter qu'en 2004 les autorités françaises étaient d'avis que les poissons blancs de la Moselle pouvaient être consommés sans réserve, mais que les anguilles ne devaient pas être consommées par les jeunes et les femmes enceintes et allaitantes.

En ce qui concerne l'interdiction actuelle de la consommation des poissons de la Moselle, il faut noter que la France suit aujourd'hui la position luxembourgeoise de 2003. Les moyens mis en œuvre par la France et le Luxembourg sont différents, mais le contenu du message est le même: Les poissons de la Moselle ne sont pas aptes à la consommation humaine et une consommation est à éviter.

En ce qui concerne les concentrations, il faut noter qu'elles peuvent fluctuer en fonction de plusieurs facteurs: espèce de poisson, taille, âge et lieu. Il s'est avéré que pour les poissons dits gras, en l'occurrence les anguilles, les concentrations en PCB retrouvées sur l'ensemble de la Moselle sont telles que ces poissons sont inaptes à la consommation humaine. Pour les poissons blancs (sandre, rouget, etc.), la plupart des résultats d'analyse sont conformes aux teneurs maximales admissibles définies dans la réglementation. Or, lors des différentes campagnes de contrôle effectuées, plusieurs poissons blancs faisant preuve de teneurs non conformes étaient également capturés.

Étant donné qu'aussi bien les PCB que les dioxines et furannes sont très persistants dans l'environnement, une contamination, une fois établie, n'est pas susceptible de disparaître rapidement. Partant, les analyses réalisées en 2000, 2003 et 2004 et les recommandations qui en découlent restent toujours d'actualité.

Au niveau des normes applicables dans le domaine de la sécurité alimentaire le règlement (CE) N°1881/2006 fixe les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires dont les valeurs pour les PCB et les dioxines sont reprises dans le tableau ci-dessous:

Type de denrée alimentaire	Somme des dioxines (OMS-PCDD/F-TEQ)	Somme des dioxines et PCB de type dioxine (OMS-PCDD/F-PCBTEQ)
Chair musculaire de poisson et produits de la pêche et produits dérivés, à l'exclusion des anguilles	4,0 pg/g de poids à l'état frais	8,0 pg/g de poids à l'état frais
Chair musculaire d'anguille (<i>Anguilla anguilla</i>) et produits dérivés	4,0 pg/g de poids à l'état frais	12,0 pg/g de poids à l'état frais

Puisqu'il s'agit d'un règlement européen, il est applicable tel quel et ne nécessite pas de transposition en droit luxembourgeois. Le Luxembourg ne dispose donc pas de normes divergentes à ce niveau.

Reste à signaler que ce règlement s'applique à la mise sur le marché de denrées alimentaires au sens de la législation alimentaire et notamment du règlement (CE) N°178/2002. Ainsi, la pêche privée pour une utilisation domestique n'est pas couverte par ce règlement. Dans ce contexte, il importe de noter que par opposition à la France, la pêche professionnelle n'existe pas au Luxembourg. Par conséquent il n'y a pas de contrôle officiel de produits de pêche luxembourgeois. Les restaurateurs, qui pratiquent une mise sur le marché au sens du règlement (CE) N°178/2002, doivent s'assurer auprès de leurs fournisseurs qu'ils achètent des produits conformes à la réglementation alimentaire. Sous peine de faire effectuer des analyses en PCB, ils devraient donc s'approvisionner auprès de pêcheurs professionnels soumis au contrôle officiel, qui eux respectent les teneurs maximales.

Les recommandations de consommation du Ministère de la Santé à l'égard de la pêche de loisir et de la consommation domestique s'appliquent, d'une part, sur la dose hebdomadaire tolérable (DHT) définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et, d'autre part, sur les contaminations maximales en PCB retrouvées sur des poissons lors des différentes campagnes de contrôle.

Les normes de l'OMS sont reconnues au niveau international et également à la base des limites définies dans le règlement CE N°1881/2006.

En ce qui concerne la qualité de l'eau, il y a lieu de noter que ni les PCB ni les dioxines ne figurent sur la liste des substances prioritaires et autres polluants pour lesquelles la directive 2008/105/CE établit des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, mais seulement sur la liste des substances soumises à révision pour leur possible identification comme substance prioritaire ou comme substance dangereuse prioritaire. Le délai de transposition de la directive 2008/105/CE est le 13 juillet 2010.

Annexe 1

Communiqué 2003

Résultats d'une étude sur la contamination des poissons de différentes rivières luxembourgeoises
21-07-2003

Vu les résultats d'une récente étude que le Gouvernement a fait réaliser sur la contamination des poissons de différentes rivières luxembourgeoises par les dioxines (PCDD), les furannes (PCDF) et les polychlorobiphényles (PCB) ainsi que par certains métaux lourds en l'occurrence le

mercure, le cadmium et le plomb, la Direction de la santé émet les recommandations suivantes:

En application du principe de précaution, la Direction de la santé déconseille la consommation de poissons pris dans la Moselle et recommande de ne pas consommer plus d'une fois par mois des poissons provenant de la Sûre moyenne et de la Sûre inférieure, de l'Alzette, de la Clerve, de l'Eisch, de la Mamer, de l'Our, de la Syre, de la Wark et de la Wiltz.

(communiqué par le Ministère de la Santé)

Question 0005 (16.7.2009) de **M. François Bausch** et **Henri Kox** (déi gréng) concernant le **projet de contournement de Rosport:**

Nous venons d'apprendre que la commune de Rosport a voté un projet de contournement au cours de l'année 2001. Ce projet serait actuellement en phase de planification auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées. Or, contrairement à d'autres projets de contournements de localités, le projet à Rosport ne figure pas dans le plan directeur sectoriel «Transports» présenté par les Ministères de l'Aménagement du Territoire, des Transports, des Travaux publics et de l'Environnement en octobre 2008. Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part du Ministre de l'Aménagement du Territoire:

- Pourquoi le projet de contournement à Rosport ne figure-t-il pas dans le plan sectoriel «Transports»?

- Est-ce qu'un tel projet peut être réalisé sans faire partie de la stratégie de transport visée par ce plan sectoriel et sans mettre en cause une planification nationale cohérente?

- Est-ce que le plan sectoriel «Transports» ne contient pas tous les projets d'infrastructures actuels et prévisionnels sur le territoire du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels sont les autres projets d'infrastructures routières comparables en voie de planification qui ne figurent pas dans le plan sectoriel «Transports»?

Réponse (21.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés

Messieurs François Bausch et Henri Kox, il y a lieu de préciser que le plan sectoriel «Transports» (PST) constitue un document stratégique de portée territoriale, destiné à orienter la politique nationale des transports à moyen et à long terme.

Le champ d'étude du PST est à la fois international, européen, régional, transfrontalier et national.

Comme le contournement de Rosport est un projet dont l'intérêt se situe primordialement au niveau des améliorations locales et qui n'a pas d'influence significative sur le niveau national, il n'a pas été inscrit dans le PST.

Vu qu'il s'agit d'un projet essentiellement local, il ne met certainement pas en cause une planification nationale cohérente en matière de politique de transport.

L'avant-projet du PST contient tous les projets actuels et prévisionnels d'infrastructures ayant un caractère régional ou national. Lors de l'élaboration de l'IVL et du PST, il n'a pas été jugé opportun d'y intégrer tous les projets de moindre envergure. Par ailleurs, comme le PST devra être un outil évolutif, les projets, actuels ou futurs, qui auront un impact significatif sur la politique sectorielle, seront ajoutés lors des mises à jour futures.

En ce qui concerne l'évolution du projet, il faut savoir que par délibération du conseil communal du 29.11.2001 la commune de Rosport avait décidé de demander à l'Administration des Ponts et Chaussées de réaliser un plan d'ensemble afin d'utiliser l'ancienne voie de chemin de fer désaffectée moyennant deux bretelles de raccordement au pont frontalier pour délester le village de Rosport, ceci notamment au vu d'une délocalisation des stations d'essence et un réaménagement de la RN10 dans la traversée de Rosport.

Comme le souci de la commune était toujours de ne pas préjudicier la réalisation du contournement dans le futur et comme la commune vient de faire entamer les études préliminaires pour une notification du plan d'aménagement général de la commune, les études du projet d'ensemble du contournement de Rosport ont été poursuivies jusqu'à l'élaboration d'un avant-projet.

L'avant-projet sera transmis par voie hiérarchique avec un avant-projet de réaménagement de la RN10 dans la traversée de Rosport tel qu'il pourrait être envisagé après réalisation du premier projet aux autorités communales de Rosport qui se proposent de présenter les deux avant-projets aux habitants de Rosport.

Il appartient à la commune de faire réserver le tracé du contournement moyennant son inscription dans le futur plan d'aménagement général.

Vu la faible envergure du projet, il sera, en cas de réalisation, traité comme tous les projets de la voirie normale et l'Administration des Ponts et Chaussées veillera à ce qu'il s'intègre au mieux dans le cadre traversé.

En tout état de cause sa réalisation n'est pas prévue pour les prochaines années.

Question 0007 (17.7.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **cyberdépendance**:

Et gëtt geschat, datt et ongefëier 3% bis 7% „Onlinesüchtger“ gëtt, déi schlëm pathogen Symptomer virweisen, wéi zum Beispill Schlofstéierungen, lessstéierungen, Verhalensstéierungen. Si weise kaum nach Bereetschaft fir Leeschtung („Null-Bock-Mentalitéit“), hunn eng reduziéiert Léierfäegkeet a leiden un Opmierksamkeetsdefiziter. Dës Symptomer triede besonnesch bei Jugendlechen op, an dofir ass hei och d'öffentlech Hand geferdert.

De Projet LuSI gëtt wuel de Kanner an deene Jonke gutt Usätz fir den Ëmgank mam Internet, mä souwuel de Bekanntheitsgrad vum Projet wéi och seng Missioun ginn net duer fir d'Onlinesucht wierksam ze bekämpfen.

En däitsche Modell schléit zum Beispill vir, datt Onlinesüchtger och op d'Hëllef vun Drogeberodungsstelle kënnen zréckgräifen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un d'Ministere riichten:

1. Gëtt et fir Lëtzebuerg Zuelen iwwer sougenannten Onlinesüchtger?

2. U wat fir Instanzen oder Associatiounen kënnen esou Süchtger oder hir Eltere sech riichten, fir Hëllef ze kréien?

3. Denken d'Madame Familljeministesch an den Här Gesondheitsminister drun, fir e Gesamtkonzept ausschaffen ze loosser, fir dem Problem vun der Onlinesucht entgéintzotrieden?

Réponse commune (15.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Et gëtt zu Lëtzebuerg wéineg definitiv Zuelen iwwer sougenannten „Onlinesucht“.

Dat huet verschidde Grënn. Den Internet ass fir vill Leit e wichtegt Instrument an hirem deegleche Liewe ginn an net jiddwereen, deen och ganz vill Zäit online verbréngt, ass onbedéngt süchtger. D'Definitioune vun der Onlinesucht ass net ouni Weideres ginn. Ausserdeem ass den Internet oft nëmmen de Kanal, iwwert dee sech e Suchtverhalten ausdréckt. Konsum vu Pornographie um Internet, Onlineglécksspieler, Onlinerollespieler, souguer sozial Netzwierker um Internet kënnen zu Sucht féieren. Dës Sucht leien awer aner Problemer vu sozialer, relationeller oder sexueller Natur zu Gronn. Dës Situatioun pauschal als Onlinesucht ze bezeichnen, féiert dozou, de wierkleche Problem ze verstoppen, an domadder och d'Méiglechkeeten, fir do ze hëllef wou de Süchtger eng Begleitung brauch.

Eng Etüd vun 2007, réaliséiert vum Educatiounsministère, dem Centre de Prévention des Toxicomanies an der a.s.b.l. Anonym Glécksspieler huet probéiert, d'Verhale vu Jonke mat Glécksspieler ze verstoen. Am Online-Beräich ass do zum Beispill festgestallt ginn, dass Jonker vu 16-18 Joer zu iwwer 20% schonn online Poker gspillt hunn oder spillen. Ausserdeem benotzen 78% vu Jonken tëschent 15 a 17 Joer den Internet regelméisseg fir ze chatten a 95% fir um Internet ze surfen. Doranner läit sécher och e gewëssent Suchtpotenzial.

2. D'Berodung kann iwwerall do stattfannen, wou et Berodungsservicer fir Jonker gëtt, ënner anerem bei Psy Jeunes an der Jugend- an Drogenhëllef, déi d'Suchtverhalten erkennen a

wann néideg eng Begleitung oder eng Weiderorientéierung maachen. Doriwwer eraus huet de Familljeministère beim Berodungsservice Haus89 eng Plaz geschaf, déi sech spezialiséiert op d'Berodung am Beräich Internetmëssbrauch an Internetsucht.

3. D'Regierung huet am neie Regierungsprogramm festgehal, fir beim Service National de la Jeunesse e Koordinatiounsgrupp ze verankeren deem seng Roll wäert d'„Sensibilisation des jeunes aux risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies“ sinn. Hei gëtt verwaltungsiwwergräifend iwwert dës Problematik nogeduecht. Verschidden Acteuren, déi an dëse Beräicher tätég sinn, wäerte sech hei vernetzen an hir Aktivitéite koordinéieren.

2^e session extraordinaire 2009

Question urgente 0052 (2.9.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **grippe A/H1N1 - rentrée scolaire**:

Alors que la rentrée des classes approche, le risque de pandémie de grippe A/H1N1 n'est toujours pas écarté. Rappelons que l'Union européenne recommande la fermeture des écoles au cas par cas pour éviter la propagation du virus de la grippe A. Avant d'en arriver là, il faudrait miser d'abord sur l'aspect pédagogique et préventif. Ainsi la Ministre belge de l'Enseignement en Communauté française a mis l'accent, par le biais d'une circulaire, sur les mesures d'hygiène et l'importance du respect des règles d'hygiène. Des affiches réalisées à la demande du Commissariat influenza se voient ainsi diffusées dans toutes les écoles. D'autre part des campagnes d'information pour le personnel enseignant, ainsi que pour les parents d'enfants scolarisés ont été organisées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'une circulaire de ce type est également prévue au Grand-Duché?

- Dans l'affirmative, quel sera le contenu exact de la circulaire en question?

- Ne devrait-on pas envisager des recommandations et des réunions d'information avec le personnel enseignant pour les renseigner sur les mesures à suivre?

- Ne devrait-on pas envisager d'informer les parents d'élèves sur les différentes mesures préconisées lors d'une réunion le jour de la rentrée scolaire, respectivement de leur faire parvenir une note informative reprenant ces mesures?

Réponse commune (8.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'honorable Député a tout à fait raison de se préoccuper des mesures préventives prévues par le Gouvernement pour se protéger contre la grippe AH1N1 au moment de la rentrée scolaire.

Conjointement avec le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Santé est en train de finaliser son programme à cet effet, qui contiendra toutes les mesures proposées par l'honorable Député, ainsi qu'un certain nombre d'autres actions.

Toutes ces mesures seront prêtes pour la rentrée scolaire et seront présentées lors d'une conférence de presse tenue par les sous-secrétaires le 10 septembre à 14h30.

Question 0108 urgente (23.9.2009) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **contamination récente de l'eau potable SEBES**

Suivant nos informations, le SEBES aurait à nouveau rencontré des problèmes avec la qualité de l'eau potable. Des algues bleues dans le lac du barrage d'Esch/Sûre auraient provoqué une contamination de l'eau potable de sorte que l'alimentation de différentes communes a dû être suspendue. L'envergure de la récente contamination aurait dépassé celle de l'année 2001, malgré les dispositifs établis à l'époque pour parer à ces contaminations.

J'aimerais, dans ce contexte, avoir des précisions de la part du Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces Informations sont correctes?

- Dans l'affirmative, quelle a été l'ampleur de la contamination?

- Pour quelles raisons les dispositifs n'ont-ils pas fonctionnés?

- Pourquoi le plan d'alerte n'a-t-il pas fonctionné?

- Comment éviter à l'avenir une nouvelle contamination de l'eau potable du SEBES?

Réponse (1.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député semble vouloir construire de toute pièce une catastrophe alors que, contrairement à ce qu'il pense avoir entendu, il n'y a eu aucune contamination de l'eau potable du SEBES et aucune alimentation de commune a été suspendue. Voilà pourquoi j'estime que les quatre points de détail de la question parlementaire sont sans objet.

En ce qui concerne néanmoins l'arrivée plus ou moins massive d'algues de toutes sortes dans la partie supérieure de la retenue d'eau (près du mur de l'avant-barrage) à 1 km du Pont Misère, il y a lieu de préciser que ce phénomène se présente régulièrement.

Son intensité dépend de plusieurs facteurs qui sont la chaleur, la température de l'eau, la durée de l'ensoleillement, le manque de précipitations, l'abondance d'éléments nutritifs provenant de l'agriculture, des quantités d'eaux ménagères seulement partiellement épurées, le niveau extrêmement bas du lac à cet endroit, tous des facteurs qui renforcent ce phénomène.

La partie inférieure de la retenue d'eau (zone de protection sanitaire 1), proche du mur d'Esch/Sûre à 15 km du mur de l'avant-barrage près du Pont Misère, dans laquelle est prélevée l'eau brute pour être traitée par le SEBES n'est pas touchée par le phénomène. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que le traitement de l'eau par le SEBES est adapté en cas de problèmes éventuels.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0208 urgente (23.10.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1)**:

Lors du débat sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1), Monsieur le Ministre avait accepté de mettre sur pied une campagne d'information sur les risques et les effets secondaires du vaccin utilisé.

Force est toutefois de constater que jusqu'à ce jour des informations sur les éventuels risques et effets secondaires du vaccin font non seulement défaut sur le site public d'information (www.grippe.lu), mais également dans les dépliants distribués aujourd'hui à tous les ménages.

Étant donné que la première phase de la campagne de vaccination débutera dans quelques jours seulement, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Par quels moyens et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il informer la population sur les risques et les effets secondaires du vaccin contre la grippe A(H1N1)?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de publier le plus vite possible ces informations, à l'instar de l'Organisation mondiale de la Santé, sur le site Internet susmentionné?

Réponse (29.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Depuis début octobre, sur le site www.grippe.lu du Gouvernement, sont publiées toutes les données concernant le vaccin contre la grippe A(H1N1), acheté par le Gouvernement, et ses effets secondaires. Ce site présente des liens directs avec des sites d'autres organismes spécialisés et, entre autres, le site de l'OMS.

Mes services viennent d'ajouter un lien direct sur le site de l'EMEA sur lequel la notice sur le vaccin pandémie peut être consultée.

Au moment de l'inscription dans un centre de vaccination, chaque personne reçoit une fiche décrivant en mots simples les modalités pratiques de la vaccination. En même temps, chaque candidat à la vaccination reçoit la notice complète qu'il pourra lire, et au sujet de laquelle il pourra poser toute question qu'il veut au moment de remplir la fiche de vaccination. Cette fiche contient un questionnaire sur toutes les contre-indications éventuelles que le candidat à la vaccination pourrait présenter pour cette vaccination. S'il entend se faire vacciner, le candidat donne par écrit son consentement éclairé.

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal 519 / 287.25 MHz

Zu lermisdref
um Kanal 540 / 455.25 Mhz